



# Conseil général de l'environnement et du développement durable

Rapport n° 005488-01

## Bilan et perspectives de la coopération dans le secteur de l'eau en Méditerranée

Rapport final

Août 2008

Ressources, territoires et habitats  
Énergie et climat Développement durable  
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

Présent  
pour  
l'avenir

Hervé Lainé - Patrick Marchandise  
Membres permanents





## Résumé

Depuis le lancement du Plan d’Action pour la Méditerranée en 1976, la communauté internationale tente au moyen de différentes programmes et initiatives d’améliorer l’accès au service de l’eau et préserver la ressource dans la région méditerranéenne.

Ainsi, le Processus de Barcelone a été lancé en 1995. En novembre 2006, lors de la réunion d’Athènes, les directeurs de l’eau Euro-Méditerranéens et de l’Europe du Sud-est ont constaté qu’une meilleure coordination était nécessaire entre les différentes processus de coopération sur l’eau dans cette région.

Suite à cette réunion, la France, dans sa mission de présidence du Comité Directeur du SEMIDE/EMWIS, a proposé le lancement d’une étude qui avait pour objectif de faire, dans un premier temps, un état des lieux de l’ensemble des initiatives existantes au niveau régional et dans les pays, et dans un second temps, faire des propositions de recommandations pour améliorer la coopération régionale dans le secteur de l’eau en Méditerranée.

L’étude a été lancé en juillet 2007 après l’approbation par les treize Directeurs de l’Eau membres du Comité Directeurs du SEMIDE/EMWIS. Elle a été réalisée par un groupe d’experts français sur la base de documentations et des rapports existants, ainsi que sur la base de visites et d’entretiens dans les pays méditerranéens.

Ce résumé a pour but de rendre compte de l’état des lieux réalisé, de l’analyse des experts qui en découle, ainsi que des pistes de travail qu’ils proposent.

### Etat des lieux

Les experts ont établi une liste d’ailleurs non exhaustive de plus de soixante-dix-sept « objets de la coopération », qui se trouve en annexe. Cette liste met en évidence la complexité d’un état des lieux de la coopération dans la zone Euro-Méditerranéenne, ainsi que des contextes très diversifiés dans lesquels elle est mis en place. Il peut s’agir de la coopération déconcentrée, de la coopération bilatérale ou des actions régionales.

En regroupant ces « objets de la coopération » dans les différents cadres (Nations Unies, Union européenne, initiatives intergouvernementales etc.) les experts ont tenté de présenter de façon synthétique et simplifiée les principales initiatives et de les répartir entre plusieurs types.

### Analyse

L’état des lieux a démontré **une complexité** de la coopération dans le domaine de l’eau. Elle résulte de la complexité même du problème de l’eau, de la diversité des contextes géo-politiques, de l’évolution de certaines initiatives qui se démultiplient et de la multiplication des opérateurs.

Cette complexité nuit très souvent à la visibilité des actions menées et des résultats obtenus. **Un manque de visibilité** provient également du fait de l'intégration des questions relatives à l'eau dans les politiques plus générales de l'environnement ou de développement durable.

Un grand nombre « d'objets de la coopération » sont identifiés, mais il n'y a guère de **coordination globale**. L'analyse a démontré un enchevêtrement des initiatives et des programmes qui s'ajoutent à des initiatives et des programmes déjà existants sans coordination suffisante.

Les différentes programmes et initiatives avec des objectifs proches se chevauchent très souvent, ce qui nuit à leur efficacité.

Les objectifs de certains programmes ou les types d'actions menées au sein des initiatives peuvent également paraître redondants. Cette redondance semble être le cas dans deux types d'actions, dont l'importance est pourtant grande : les données statistiques et les échanges de savoir-faire.

Et enfin, vu le nombre de programmes et d'initiatives dans le domaine de coopération en matière de l'eau en Méditerranée, une certaine dispersion peut être constatée.

Ce bilan a également démontré **une manque de vision politique globale** dans le domaine de l'eau dans la région ou au moins celle-ci n'apparaît pas assez clairement. Des lacunes dans l'appropriation et dans la mise en œuvre de certaines programmes et initiatives ont également été constatées.

De plus, des actions réalisées ne font pas toujours objet d'**évaluations** approfondies, malgré le fait que ces évaluations font souvent partie des cahiers des charges des divers programmes, initiatives et projets.

Et enfin, **les besoins** en matière de l'eau en Méditerranée sont souvent connus en nature, mais **insuffisamment chiffrés**. Leur évolution et accentuation ne sont parfois pas suffisamment pris en compte au moment d'élaboration d'un programme ou d'une initiative. De manière globale, **les moyens financiers** dégagés sont **modestes**.

## Les propositions de recommandations

La mise en place d'**une gouvernance et une coordination globales** des initiatives de différentes origines semble inévitable pour bien maîtriser les ressources en eau à l'avenir. Pour l'assurer, on peut imaginer un « Sommet de la coopération sur l'eau en zone méditerranéenne » qui sera organisé périodiquement.

L'élaboration, par les ministres en charge de l'eau, **d'une stratégie méditerranéenne globale de l'eau** peut également être supposé. Celle-ci permettra d'appuyer la vision et la volonté politique globale pour guider le processus de sa mise en œuvre.

Pour améliorer concrètement la coordination des initiatives, des programmes et des actions, les responsabilités relatives à l'eau doivent être plus concentrées aussi bien au niveau national, dans les départements ministériels et au niveau des administrations, que au niveau régional et international. La question de l'eau étant particulièrement cruciale, surtout dans la zone méditerranéenne, on peut envisager **l'individualisation** ou, au

moins, la concentration **des opérations spécifiques liées à l'eau**, ainsi que la mise en place d'une gouvernance spécifique pour les questions d'eau.

Pour assurer une coopération plus participative, il est également souhaitable d'observer **une plus grande parité** entre les pays du « nord » et les pays du « sud » et permettre essentiellement une meilleure implication de tous les pays du pourtour méditerranéen, peut-être sous forme d'un groupement dédié à l'eau.

Vu la dispersion constatée, **une simplification** du système des organismes intervenant dans le pilotage des programmes et opérations semble être nécessaire.

Pour ce faire, la mise en place d'un centre, ou d'**un réseau de ressources et de compétences** polynucléaire fondé sur le principe de parité nord/sud peut être envisagée.

Pour assurer et mobiliser les ressources financières dans le domaine de l'eau en Méditerranée, l'idée de la formation d'un « **forum des bailleurs de fonds** », inspiré de l'initiative « Horizon 2020 », mérite d'être mise en avant.

Il est également possible de s'inspirer de cette initiative en vue de l'identification des projets exemplaires et pertinents à réaliser prioritairement et mettre en place **un outil dédié à l'identification des ces « projets eau »**.

## Conclusion

L'année 2008 pourrait être celle d'une « nouvelle donne » permettant de relancer, avec une ambition renouvelée, amplifié et claire, la coopération euro-méditerranéenne, en particulier dans le domaine de l'eau. Deux opportunités politiques peuvent en effet contribuer à donner un nouvel élan à cette coopération.

D'abord la nouvelle dynamique de l'Union européenne en la matière qui se concrétise par la mise en œuvre de « la Politique européenne de Voisinage » et qui vienne se substituer au dispositif MEDA et plus particulièrement MEDA eau.

Ensuite le lancement, le 13 juillet 2008, de l'Union pour la Méditerranée qui devrait permettre une mobilisation forte autour de projets concrets d'équipements et d'infrastructures.

Enfin, la conférence ministérielle sur l'eau, qui se tiendra le 29 octobre 2008 en Jordanie, devrait pouvoir apporter des avancements en matière de la coopération dans le secteur de l'eau en Méditerranée.

## Préambule

Lors de leur réunion d'Athènes en novembre 2006, les directeurs de l'eau Euro-Méditerranéens et de l'Europe du Sud-est ont constaté qu'une meilleure coordination était nécessaire entre les différents processus de coopération sur l'eau dans la région méditerranéenne, tout particulièrement pour permettre à la Politique Européenne de Voisinage (PEV/ENP) de se développer dans les meilleures conditions. Ils ont également constaté que dix ans après la conférence de Turin<sup>1</sup>, il y avait besoin de réunir une conférence des ministres chargés de l'eau dans les pays Euro-méditerranéens et les pays du Sud-est européen concernés.

A cette occasion, la France, dans sa mission de présidence du Comité Directeur du SEMIDE/ EMWIS, a proposé le lancement d'une étude dans l'objectif de faire un « état des lieux » de la coopération dans le domaine de l'eau dans la zone Euro-méditerranéenne.

En juillet 2007, les treize Directeurs de l'Eau constituant le Comité Directeur du SEMIDE/EMWIS ont approuvé le lancement de cette étude et ont décidé la mise en place d'un comité de pilotage international<sup>2</sup>.

Par ailleurs, à l'occasion de la réunion des ministres des affaires étrangères Euromed à Lisbonne en novembre 2007, la France a proposé l'organisation d'une conférence ministérielle Euro-méditerranéenne sur l'eau<sup>3</sup> pendant sa présidence de l'Union européenne.

Dans ce contexte, l'étude « Bilan et perspectives de la coopération dans le secteur de l'eau en Méditerranée » a été prise en considération comme étant un des documents contribuant à la préparation de la future conférence ministérielles.

Les objectifs<sup>4</sup> de cette étude sont les suivants :

- dans un premier temps : faire un état des lieux de l'ensemble des initiatives existantes au niveau régional et dans les pays en distinguant les processus à caractère politique ou institutionnel des activités d'ordre technique, et dresser un état des moyens d'action dont ils disposent. Le rôle des acteurs devra être défini par rapport à ces différents processus. Il s'agit également d'identifier les éventuels chevauchements de compétences et les complémentarités afin de proposer un meilleur cadre de coordination entre les acteurs et les initiatives.
- dans un second temps : faire des propositions de recommandations pour améliorer la coopération régionale dans secteur de l'eau en Méditerranée dans l'esprit d'une

<sup>1</sup> Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur la gestion locale de l'eau, Turin, 18-19 octobre 1999.

<sup>2</sup> Ce comité de pilotage est constitué des pays suivants : Égypte, Maroc, Grèce, France ainsi que de la Commission européenne ; l'Italie, l'Espagne et le Liban y ont également été associés.

<sup>3</sup> Cette conférence a été ultérieurement fixée au 29 octobre 2008 et se tiendra en Jordanie.

<sup>4</sup> Les Termes de référence sont joints en annexe n°1.

contribution à la conférence ministérielle Euro-Méditerranéenne sur l'eau en octobre 2008.

Les travaux se sont déroulés selon le programme suivant :

- juillet 2007 : lancement de l'étude approuvée par les treize Directeurs de l'Eau membres du Comité Directeur du SEMIDE/EMWIS ; choix des experts<sup>5</sup>,
- août-novembre 2007: - recherche de documentation, première série de rencontres et entretiens avec les parties prenantes, recueil des premières données chiffrées,
- fin novembre 2007 : présentation du rapport préliminaire de l'étude au comité de pilotage international<sup>6</sup>,
- 11 décembre 2007 : présentation aux Directeurs de l'Eau du rapport préliminaire, tenant compte des suggestions du comité de pilotage international,
- janvier à mars 2008 : complément d'étude sur l'état des lieux et recueil d'information et de données complémentaires, notamment par une seconde série de contacts auprès des parties prenantes,
- janvier-février 2008: envoi, collecte et analyse des réponses au questionnaire sur les programmes et investissements significatifs dans le domaine de l'eau qui se sont déroulés dans les pays méditerranéens au cours des dernières années,
- avril 2008 finalisation d'un rapport intermédiaire préfigurant le rapport final et destiné à être présenté à un comité de pilotage préparatoire à la conférence ministérielle EuroMed. La mise en place de ce steering committee a été décidée lors de la conférence de Bled et le rapport intermédiaire lui a été présenté lors de sa première réunion à Marrakech, le 30 avril 2008.

Une dernière série d'entretiens avec différents responsables qui n'avaient pas pu être rencontrés avant le mois d'avril 2008, ainsi qu'une recherche complémentaire de données ont permis d'apporter de nouveaux compléments au rapport, avant sa présentation à la prochaine réunion des directeurs de l'eau, les 21 et 22 juillet à Athènes.

Le texte ci-après se situe à ce niveau d'avancement du processus. Il comprend principalement un état des lieux relatif à la situation de la coopération Euro-Méditerranéenne dans le domaine de l'eau, état des lieux qui est suivi, à partir d'une réflexion suscitée par cet état des lieux et par une série d'entretiens avec de nombreux responsables européens, des pays « bénéficiaires » ou d'ONG, de recommandations pour l'avenir.

Le rapport constitue une des pièces apportées en appui des travaux préparatoires à la réunion ministérielle EuroMed.

---

<sup>5</sup> MM. Hervé LAINÉ et Patrick MARCHANDISE, Conseil Général des Ponts et Chaussées (MEDAD, France).

<sup>6</sup> Le compte-rendu de cette réunion est disponible sur [www.semide.net](http://www.semide.net)

# Sommaire

|   |    |
|---|----|
| <u>Résumé</u> .....   | 4  |
| <u>Préambule</u> .....  | 7  |
| <u>Introduction: le contexte méditerranéen</u> .....  | 11 |
| <u>Première partie : état des lieux</u> .....   | 15 |
| <u>A- Les initiatives, les programmes, les actions, les opérateurs, etc.</u> .....                                  | 15 |
| <u>B Le cadre des Nations Unies</u> .....   | 23 |
| 1. Plan d’Action Pour la Méditerranée (PAM).....  | 23 |
| 2. Autres initiatives des Nations Unies .....   | 25 |
| <u>C- Le cadre de l’Union Européenne</u> .....  | 27 |
| 1. Le partenariat Euro-Méditerranéen « Processus de Barcelone » .....   | 27 |
| 2. Les acteurs au sein de la Commission Européenne .....  | 28 |
| 3. La politique et l’instrument financier MEDA .....  | 29 |
| a- Le SEMIDE / EMWIS.....   | 30 |
| b- Le programme MEDA-Eau.....   | 31 |
| c- Le programme SMAP.....   | 32 |
| d- Le programme MED-PACT.....   | 33 |
| e- Le projet SAFEMED.....   | 34 |
| f- Le programme MEDSTAT.....  | 34 |
| 4. LIFE-Pays tiers.....   | 35 |
| 5. L’Initiative Européenne sur l’Eau et sa composante méditerranéenne (MED-EUWI).....                               | 37 |
| 6. La stratégie marine européenne.....  | 39 |
| 7. EXACT .....  | 39 |
| 8. La Politique de Voisinage et l’Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat.....                           | 40 |
| 9. L’initiative Horizon 2020.....   | 44 |
| 10. La politique d’élargissement et les instruments de pré-adhésion.....  | 44 |
| <u>D- Autres cadres de coopération</u> .....  | 45 |
| 1. Initiatives intergouvernementales.....   | 45 |
| a- L’Agence européenne pour l’environnement (AEE).....  | 45 |
| b- La Ligue des Etats arabes.....   | 46 |
| c- L’Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS).....  | 47 |
| 2. Les coopérations décentralisées : MedCities, CGLU, les coopérations « infra-nationales » entre régions etc ..... | 47 |
| 3. Les coopérations bilatérales d’Etat à Etat.....  | 48 |
| 4. Autres initiatives.....  | 51 |
| a- Le GWP-Med.....  | 51 |
| b- Le CME (Conseil Mondial de l’Eau).....   | 51 |
| c- Le Conseil Arabe de l’Eau (AWC).....   | 51 |
| d- L’Office International de l’Eau (OIEau).....   | 52 |
| e- Le RIOB et le REMOB. .....   | 52 |
| f- L’Institut Méditerranéen de l’Eau (IME). .....   | 53 |
| <u>E- L’action de bailleurs de fonds, les facilités, etc</u> .....  | 54 |
| a- La Banque Mondiale.....  | 54 |
| b- Le Fonds pour l’Environnement mondial (FEM /GEF).....  | 57 |

|  |                   |
|--|-------------------|
| c- Le partenariat stratégique UNEP/GEF pour l'écosystème Méditerranéen.....                                  | 59                |
| d- La Banque Européenne d'Investissement (BEI).....  | 61                |
| e- La Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP).....                          | 63                |
| f- Le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM).....  | 64                |
| g- Le Programme d'Assistance Technique pour la Protection de l'Environnement Méditerranéen (METAP).....      | 65                |
| h- La Banque Africaine de développement (BAfD).....  | 67                |
| i- La Facilité Africaine pour l'Eau (FAE).....   | 67                |
| j- Le Programme de gestion des ressources en eau du NEPAD.....   | 69                |
| k- L'Agence française de développement (AFD) et les autres banques de développement au niveau des états..... | 71                |
| l- Le recensement effectué auprès des pays du sud et de l'est de la méditerranée.....                        | 73                |
| <b><u>F- Le projet d'Union pour la Méditerranée (UpM).....</u></b>   | <b><u>75</u></b>  |
| <b><u>G- Commentaires sur l'état des lieux.....</u></b>  | <b><u>76</u></b>  |
| <b><i>Deuxième partie : les besoins.....</i></b>   | <b><u>80</u></b>  |
| A- Les besoins ne sont pas nouveaux.....   | 80                |
| B- Les besoins sont déjà pris en considération.....  | 82                |
| C- Les besoins évoluent et s'accentuent.....   | 83                |
| D- Les besoins sont connus en nature mais insuffisamment chiffrés.....                                       | 83                |
| E- Les moyens financiers.....  | 84                |
| F- Les évolutions nécessaires.....   | 86                |
| <b><i>Troisième partie : les perspectives .....</i></b>  | <b><u>88</u></b>  |
| A- Analyse de la situation.....  | 88                |
| B- Orientations proposées.....   | 90                |
| <b><u>Liste des annexes .....</u></b>  | <b><u>95</u></b>  |
| <b><u>Bibliographie.....</u></b>   | <b><u>96</u></b>  |
| <b><u>ANNEXES.....</u></b>   | <b><u>100</u></b> |
| Annexe 1 : Termes de référence de l'étude.....   | 100               |
| Annexe 2 : Les actions de coopération Euro-Méditerranéennes par Pays.....                                    | 103               |
| Annexe 3 : Projets "eau" impliquant des pays méditerranéens n'appartenant pas à l'Union Européenne.....      | 111               |
| Annexe 4 : Projets "Eau" de la Banque Mondiale.....  | 144               |
| Annexe 5 : Réponses au questionnaire des pays.....   | 154               |
| Annexe 6 : Fiches relatives aux différents objets de coopération .....                                       | 175               |
| Annexe 7 : Liste des personnes rencontrées .....   | 211               |

## **Introduction: le contexte méditerranéen<sup>7,8</sup>**

L'eau est une des plus indispensables conditions de la vie, et sa rareté comme sa vulnérabilité aux pollutions sont bien connues depuis l'antiquité. Ceci est particulièrement vrai dans la région méditerranéenne, au sein de laquelle l'eau est inégalement répartie entre les différents pays et où son approvisionnement est fortement dépendant des conditions géographiques, du climat et des saisons, comme il dépend aussi des différentes situations politiques et socioéconomiques.

Depuis plus de trente ans, tout spécialement dans le cadre du Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM) créé en 1976, la communauté internationale, par l'entremise d'une grande variété d'opérateurs, tente au moyen de différents programmes et initiatives d'améliorer l'accès au service de l'eau et de préserver la ressource dans la région.

Près de 10 ans après l'adoption du Plan d'Action de Turin, en 1999, avec l'achèvement du programme MEDA et avec la proclamation par les Nations Unies de l'année 2008 comme Année internationale de l'assainissement, il peut y avoir une opportunité pour redéfinir et actualiser les programmes et les initiatives dans le domaine de l'eau. Afin de permettre le succès de cette tentative, il est nécessaire de dresser un bilan des trente dernières années de coopération, de reconsiderer les besoins dans le secteur, de dresser un état des défis à relever ainsi que des moyens disponibles à cet effet.

C'est précisément l'objectif de la présente étude, qui a été réalisée sur la base de documentations et de rapports existants, ainsi que sur la base de visites et d'entretiens dans les pays méditerranéens. Bien que, l'analyse soit encore incomplète, les premières conclusions mettent en évidence le besoin d'une vision globale des problèmes, pour mieux suivre les actions existantes et pour préparer les réponses aux nouveaux défis.

### **Le contexte géographique**

Différentes études ont montré que, dans la région méditerranéenne, les 2/3 des ressources en eau douce sont concentrées sur 1/5 de la région méditerranéenne<sup>9</sup>, principalement en France, Italie, Turquie, Slovénie et Croatie. En Espagne, 81% des ressources sont localisées dans la partie nord du pays, et au Maroc les deux principaux bassins, Oum-er-Rbia et Sebou, s'étendent sur 1/10 du territoire mais assurent 50% de l'approvisionnement en eau. De même les ressources localisées dans le nord de la Tunisie couvrent 80% de la demande et en Algérie 75% des ressources sont localisées sur 6% seulement du territoire.

En 2000, 108 millions de personnes dans la région méditerranéenne sont dans une situation de « stress » en matière eau, ce qui se définit par une disponibilité de moins de 1000 m<sup>3</sup> d'eau douce par personne et par an ; en outre 45 millions de personnes souffrent de « pénurie en eau », soit moins de 500 m<sup>3</sup> par personne et par an. Selon différentes études, en 2025, il y aura 63 millions de personnes en situation de pénurie; cela

<sup>7</sup> Cette introduction a été rédigée par Andrea Matusakova, experte associée, qui a également contribué à d'ensemble du rapport.

<sup>8</sup> Sauf mention contraire, la majorité des données dans cette introduction proviennent de la documentation du Plan Bleu.

<sup>9</sup> Plan Bleu, *L'eau en Région méditerranéenne*

concernera surtout la Libye, les Territoires Palestiniens, la Jordanie, Israël et Malte, suivis de près par la Syrie, Chypre, la Tunisie et l'Algérie.

### Le contexte socio-économique

Plusieurs secteurs de l'économie dépendent étroitement de l'eau. L'agriculture à elle seule capte 70% de l'approvisionnement en eau, et le besoin dans ce secteur va encore grandir ne serait-ce que parce que la surface cultivée va croître de 48% d'ici 2030 dans le sud et l'est de la zone méditerranéenne -alors qu'elle va rester stable dans les pays du nord.

L'accroissement de la population, avec le développement de l'urbanisation, est un autre facteur d'augmentation de la demande en eau. En l'espace d'une génération, la population urbaine a été multipliée par quatre dans les parties sud et est de la région méditerranéenne, atteignant 130 millions d'habitants<sup>10</sup>. Dans plusieurs de ces pays, la population urbaine est supérieure à 50% et va rapidement atteindre le plafond de 70-80%, comme dans les pays du nord de la région. Cette urbanisation rapide exerce une forte pression sur l'approvisionnement en eau.

Le tourisme, de plus en plus, devient le secteur économique dominant dans beaucoup de pays méditerranéens. Avec 250 millions de touristes nationaux et internationaux, le bassin méditerranéen est la première destination touristique du monde<sup>11</sup>. Un touriste dans un hôtel de luxe consomme entre 500 et 800 litres d'eau par jour, ce qui est beaucoup plus qu'un habitant local. L'irrigation d'un terrain de golf demande 10 000 mètres-cubes d'eau par hectare et par an.

Avec le développement économique croissant, l'industrie va devenir un autre grand consommateur d'eau, ainsi qu'une cause de sa pollution.

A côté de l'eau prélevée par les activités économiques et dans l'habitat, il y a une partie de l'approvisionnement en eau qui est perdue par évaporation ou à cause de défauts du système de distribution. L'utilisation des techniques traditionnelles d'irrigation conduit à une perte de 70% de l'eau, par infiltration et par évaporation ; la différence entre les techniques d'irrigation traditionnelles et modernes peut varier de 2000 à 20000 mètres-cubes par an et par hectare. La perte dans les systèmes urbains de distribution peut dépasser 50%. Enfin, l'efficacité des barrages et des réservoirs est réduite par l'évaporation de l'eau, qui peut atteindre, comme dans le cas du barrage d'Assouan en Egypte jusqu'à 10 milliards de mètres-cubes par an.

Alors que la question de la quantité d'eau est très généralement considérée comme importante dans la région méditerranéenne, la question de sa qualité est souvent négligée, ce qui soulève nombre de difficultés en matière de santé. Actuellement, 27 millions de personnes dans la région vivent sans aucune installation d'assainissement.

<sup>10</sup> Office International de l'Eau, *Le bassin méditerranéen va connaître une crise de l'eau douce*, Bulletin 10/07

<sup>11</sup> [www.panda.org](http://www.panda.org), Mediterranean Programme : Key threats in the Region – Tourism and population pressure

L'eau polluée est souvent rejetée dans la nature sans aucun traitement, ce qui est à l'origine de nombreux problèmes d'hygiène et de santé.

L'approche économique et commerciale de la gestion de l'eau peut aussi être une question délicate du fait de l'histoire et de la culture des populations.

Enfin, et ceci comme dans plusieurs autres régions du Monde, la maintenance et le fonctionnement des infrastructures ont été souvent négligés après la réalisation.

## **Le contexte environnemental**

La dégradation de la ressource en eau est une menace sérieuse non seulement pour l'homme, mais aussi pour les éco-systèmes. Les effets des incertitudes climatiques sont également une menace réelle dans la région et le changement climatique doit être considéré comme un risque fort à moyen terme.

Les inondations causées par les violentes pluies méditerranéennes, ainsi que les glissements de terrains et les coulées de boues, représentent le principal risque de catastrophe naturelle dans la région. En outre, ce risque est amplifié par la concentration croissante des populations et des activités humaines dans des secteurs particulièrement exposés. Pendant le 20<sup>ème</sup> siècle, 15 inondations ont causé chacune entre 100 et 1000 victimes dans la région méditerranéenne<sup>12</sup>. On estime que ces chiffres vont s'accroître du fait d'un nombre de plus en plus grand de pluies extrêmes.

Les périodes de sécheresse sont également courantes dans la région, mais les cas de sécheresse de longue durée sont de plus en plus désastreux, à la fois à cause de l'impact du changement climatique et du fait que les périodes de sécheresse coïncident avec des pénuries d'eau, situation qui n'est pas compensée parce que les prélèvements d'eau excèdent le niveau des ressources. Une autre conséquence du changement climatique est l'élévation du niveau de la mer, qui peut entraîner, outre une diminution des territoires occupables, des remontées de sel dans les nappes, avec d'inévitables conséquences sur la qualité des eaux souterraines.

En général, la baisse des ressources en eau peut avoir un impact particulier sur les nappes aquifères transfrontalières, ce qui est une question particulièrement sensible dans plusieurs pays méditerranéens.

En outre, les prélèvements excessifs d'eaux souterraines (qui conduisent souvent à des intrusions de sel) et l'importante utilisation des eaux de surface ont un impact important sur la santé et sur l'intégrité des éco-systèmes aquatiques. Les zones humides sont des éléments fondamentaux des paysages et remplissent de nombreuses fonctions (recyclage de l'eau douce, protection de la faune et de la flore, maintien des équilibres écologiques, points d'eau pour les oiseaux migrateurs, etc.). Dans le passé, ces zones humides étaient abondantes dans le bassin méditerranéen, mais au cours des 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles, la plupart d'entre elles ont été drainées, soit pour un usage agricole, soit pour lutter contre les moustiques et la malaria, soit encore pour le développement urbain ou la construction d'aéroports.

---

<sup>12</sup> A. Villevieille, *Les risques naturels en Méditerranée*, Plan Bleu booklet 10, 1997

La pollution est aussi un facteur de dégradation de la mer Méditerranée. Le niveau de pollution est élevé, et le coût correspondant est également élevé. L'impact économique de la pollution de la Méditerranée est très significatif, et le coût de l'inaction l'est aussi, allant de 2,2 à 4,8% du PNB.<sup>13</sup>

Comme il est dit dans le rapport conjoint de l'Agence Européenne pour l'Environnement (EEA) et du Plan d'Action pour la Méditerranée du PNUE (UNEP-PAM) intitulé "Priorités pour l'environnement en Méditerranée", l'environnement dans le pourtour méditerranéen ne s'améliorera pas tant qu'il n'y aura pas de volonté politique pour renforcer les actuels et futurs programmes et législations sur l'environnement.

---

<sup>13</sup> Sarraf et all, METAP reports 2001-2006

## Première partie : état des lieux

### A- Les initiatives, les programmes, les actions, les opérateurs, etc.

Les initiatives concernant la coopération internationale dans la zone Méditerranéenne sont anciennes et diverses. Leur composante « Eau », apparaît soit directement soit à travers un volet plus large : « Environnement » ou « Développement durable », ce qui ne contribue pas à un déchiffrage aisés de la coopération dans le domaine de l'eau. Ces initiatives sont par ailleurs menées dans des contextes très diversifiés : il peut s'agir de coopérations déconcentrées (Régions, Collectivités territoriales), de coopérations bilatérales « Pays / Pays » ou « Union Européenne / Pays », ou d'actions régionales (UE / Regroupements régionaux).

Enfin, le contexte Euro-Méditerranéen ne peut être considéré sans tenir compte des nombreuses initiatives s'inscrivant dans d'autres cadres que celui des seules initiatives européennes : celui des Nations unies, celui des autres unions régionales (Pays arabes, Pays Africains) celui des Banques de développement –et parfois des banques privées-, celui des grandes ONG, etc.

A la suite des contacts et entretiens que nous avons eus, nous avons voulu dresser une liste des différents processus politiques, initiatives, stratégies, plans d'action, instruments et opérateurs, etc. dont nous avons eu connaissance au cours de notre enquête. Nous avons ainsi établi une liste de plus de 70 “objets de coopération” qui figure ci-dessous et met en évidence la grande complexité d'un “état des lieux” de la coopération dans la zone Euro-Méditerranéenne.

Cette complexité a plusieurs causes : la complexité même du problème de l'eau, la diversité des contextes géo-politiques, l'évolution au cours des années de certaines initiatives qui se démultiplient et peuvent ainsi obscurcir l'articulation des actions menées, la multiplication des opérateurs, etc. Elle rend difficile une vision globale de ce qui est fait, et il est certain qu'elle comporte un risque de recouvrements, de redondances voire de gaspillages de moyens intellectuels et financiers. Bien sûr, cette complexité est aussi une richesse, et nombre de ces « initiatives » communiquent entre elles, s'informent mutuellement et souvent coopèrent. Il n'en reste pas moins qu'il n'y guère de coordination globale, d'où, au moins en apparence une cohérence insuffisante qui tend à démobiliser un certain nombre de décideurs et d'acteurs. Ceci semble particulièrement vrai dans les pays du sud et de l'est méditerranéen qui, contrairement à ceux du nord, ne disposent pas du puissant outil de mobilisation et de cohésion que constitue l'Union Européenne. Il peut en résulter un déséquilibre et un manque de parité nord/sud sur lesquels nous aurons à revenir.

## Liste des “objets de coopération”

| Sigle ou titre français         | Sigle ou titre anglais                     | Intitulé complet  | Voir Pages |
|---------------------------------|--|---|------------|
| AEE                             | EAA  | Agence Européenne pour l'Environnement  | 38         |
| AFD                             |  | Agence Française de Développement   | 61         |
| Atelier Régional GDE            |  | 3éme Atelier Régional sur la Gestion de la Demande en Eau                     | 17         |
| BAfD                            | ADB  | Banque Africaine de Développement   | 57         |
| BEI                             | EIB  | Banque Européenne d'Investissement  | 52         |
| BM                              | WB   | Banque Mondiale   | 46         |
| Délégation de la CE en Jordanie | European Commission's Delegation to Jordan |   | 22         |
| CEDARE                          | CEDARE                                     | Centre pour l'Environnement et le Développement du Monde Arabe et de l'Europe | 65         |
| CAE                             | AWC  | Conseil Arabe de l'Eau  | 43         |
| CGLU                            | CGLU                                       | Cités et Gouvernements Locaux Unis  | 40         |
| CMAE                            | AMCOW                                      | Conseil des Ministres Africains chargés de l'Eau                              | 61         |
| CMDD                            | MCSD                                       | La Commission méditerranéenne du développement durable                        | 17         |
| CME                             | WWC  | Conseil Mondial de l'Eau  | 43         |
| DCE                             | WFD  | La Directive-cadre dans le domaine de l'eau                                   | 31         |
| AIDCO-Commission européenne     | AIDCO – European Commission                | Office de cooperation EuropeAid   | 22         |
| DG ENV-Commission européenne    | DG ENV– European Commission                | Direction générale de l'environnement   | 22         |

| Sigle ou titre français            | Sigle ou titre anglais          | Intitulé complet  | Voir Pages |
|------------------------------------|---------------------------------|---|------------|
| DG Recherche-Commission européenne | DG Research–European Commission | Direction générale de la recherche  | 22         |
| DG RELEX-Commission européenne     | DG RELEX–European Commission    | Direction générale des relations extérieures  | 22         |
| Elargissement                      | Enlargement                     | Politique d'élargissement de l'UE   | 36         |
| EUROMED                            | EUROMED                         | Euro-Mediterranean Partnership / Partenariat Euro-Méditerranéen                                     | 20         |
| EUWI                               | EUWI                            | Initiative européenne sur l'eau   | 29         |
| EXACT                              | EXACT                           | Executive Action Team-Projet des banques des données régionaux sur l'eau au Moyen Orient            | 32         |
| FAE                                | AWF                             | Facilité africaine pour l'eau   | 57         |
| FEM                                | GEF                             | Fonds pour l'environnement mondial  | 48         |
| FEMIP                              | FEMIP                           | Facilité Euro-Méditerranéenne d'investissement et de partenariat                                    | 54         |
| FFEM                               | FGEF                            | Fonds Français pour l'Environnement Mondial   | 55         |
| FIV                                | NIF                             | Facilité d'Investissement de Voisinage  | 34         |
| GTZ                                | GTZ                             | Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit / Société allemande de la coopération technique | 40         |
| HORIZON 2020                       | HORIZON 2020                    | HORIZON 2020  | 36         |
| IAP                                | IPA                             | Instrument d'aide de pré-adhésion   | 37         |
| IEVP                               | ENPI                            | European Neighbourhood Policy Instrument  | 33         |
| ICD                                | DCI                             | Instrument de Coopération au Développement  | 34         |
| IGD                                |                                 | Institut de Gestion Délégée   |            |
| IME                                |                                 | Institut Méditerranéen de l'Eau   | 45         |
| IP Med                             |                                 | Institut de prospective économique du Monde Méditerranéen   |            |
| JICA                               | JICA                            | Agence de coopération japonaise   | 40         |

| Sigle ou titre français   | Sigle ou titre anglais    | Intitulé complet  | Voir Pages |
|---------------------------|---------------------------|---|------------|
| KfW                       | KfW                       | Kreditanstalt für Wiederaufbau/ Banque allemande pour la reconstruction et le développement | 40         |
| LIFE Pays tiers           | LIFE Third countries      | Instrument financier pour l'environnement   | 28         |
| La Ligue des Etats arabes | The League of Arab States |   | 38         |
| MEDA                      | MEDA                      | MEDA  | 22         |
| MEDA Eau                  | MEDA WATER                | Programme régional Euro-Méditerranéen pour la gestion locale de l'eau                       | 24         |
| MED Cités                 | MED Cities                |   | 40         |
| MED EUWI                  | MED EUWI                  | Mediterranean component of the EUWI   | 29         |
| MED-EUWI/DCE              | MED EUWI/WFD              | Le Processus Conjoint DCE/MED-EUWI  | 30         |
| MED-PACT                  | MED-PACT                  | Programme de partenariat entre Collectivités territoriales en Méditerranée                  | 26         |
| MEDPOL                    | MEDPOL                    | Programme méditerranéen de surveillance et de recherche en matière de pollution marine      | 17         |
| MEDSTAT                   | MEDSTAT                   | Coopération statistique Euro-Méditerranéenne  | 27         |
| MedWet                    | MedWet                    | L'Initiative Méditerranéenne de la Convention Ramsar pour les Zones Humides                 |            |
| METAP                     | METAP                     | Le Programme d'Assistance Technique pour le Protection de l'Environnement Méditerranéen     | 56         |
| NEPAD                     | NEPAD                     | Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique                                   | 59         |
| NU- CESAO                 | UN-ESCWA                  | Nations Unies – Commission économique et sociale pour l'Asie Occidentale                    | 19         |
| OI Eau                    | OI Water                  | Office International de l'Eau   | 44         |
| OSS                       | SSO                       | L'Observatoire du Sahara et du Sahel  | 38         |
| PAM                       | MAP                       | Plan d'Action pour la Méditerranée  | 17         |
| PFE                       | FWP                       | Partenariat Français pour l'eau   | 41         |
| PME                       | GWP                       | Partenariat Mondial pour l'Eau  | 43         |

| Sigle ou titre français                | Sigle ou titre anglais | Intitulé complet  | Voir Pages |
|--|------------------------|---|------------|
| PME-MED                                | GWP-MED                | Partenariat Mondial pour l'Eau- composante méditerranée                                       | 43         |
| PEV                                    | ENP                    | Politique européenne de voisinage   | 33         |
| PFN                                    | NFP                    | Points focaux nationaux (Plan Bleu, SEMIDE, etc.)   | 23         |
| PHI                                    | IHP                    | Programme Hydrologique International  | 19         |
| PLAN BLEU                              | PLAN BLEU              |   | 17         |
| PNUD                                   | UNDP                   | Programme des Nations Unies pour le développement   | 17         |
| PNUE                                   | UNEP                   | Programme des Nations Unies pour l'Environnement  | 50         |
| PS Eau                                 | PS Eau                 | Programme Solidarité Eau  | 39         |
| REMOB                                  | MENBO                  | Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin   | 44         |
| RIOB                                   | INBO                   | Réseau International des Organismes de Bassin   | 44         |
| RMSU                                   | RMSU                   | Unité régionale de monitoring et d'appui / Regional monitoring and support Unit               | 24         |
| SAFEMED                                | SAFEMED                | Coopération Euromed sur la sécurité maritime et la prévention de la pollution par les navires | 27         |
| SEMIDE                                 | EMWIS                  | Système Euro-Méditerranéen d'information sur le savoir-faire dans le domaine de l'eau         | 23         |
| SFI                                    | IFC                    | Société financière internationale   | 54         |
| SMAP                                   | SMAP                   | Programme régional Euro-Méditerranéen pour l'environnement                                    | 25         |
| SMDD                                   | MSSD                   | La Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable   | 18         |
| SMDD Johannesburg                      | WSSD Johannesburg      | Sommet Mondial sur le Développement Durable à Johannesburg                                    | 19         |
| Stratégie Marine de l'Union Européenne | EU Marine Strategy     |   | 31         |
| UNESCO                                 | UNESCO                 | Bureau régional pour les États Arabes   | 19         |
| UpM                                    | UfM                    | Union pour la Méditerranée  | 63         |

| Sigle ou titre français | Sigle ou titre anglais | Intitulé complet                         | Voir Pages |
|-------------------------|------------------------|--|------------|
| UA                      | AU                     | Union africaine                          | 46         |
| WISE                    | WISE                   | Système européen d'information sur l'eau | 38         |

A partir de cette énumération qui met en évidence le foisonnement des “objets de coopération”, nous avons présenté de façon synthétique très simplifiée une hiérarchisation des principales initiatives, en les répartissant selon leur niveau : celui de l’initiative politique (politiques de coopération, stratégies), ceux du plan d’action, et des actions individualisées, celui des opérateurs, et sous un autre angle de vue, celui des instruments et organismes financiers.

Cette répartition fait l’objet du tableau ci-dessous qui concerne principalement les cadres des Nations Unies et de la coopération Euro-Méditerranéennes. Les informations dont nous disposons, trop incomplètes, n’ont pas permis de présenter une répartition rigoureuse pour les initiatives de l’Union Africaine et pour la Ligue Arabe; dans un souci d’information nous avons toutefois mentionné ces initiatives, même incomplètes.

Il convient aussi de garder à l’esprit que, à côté de ces cadres institutionnels existe un grand nombre d’organismes de statuts divers intervenant dans le domaine de l’eau : GWP-MED, Conseil Mondial de l’Eau (WWC), l’Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), REMOB , OIEau, etc.

Nous avons, dans la mesure du possible, décrit chacun de ces « objets de coopération » dans le corps de ce rapport ou dans ses annexes.

|                     | <b>Le cadre de l'UE</b>  | <b>Le cadre des NU</b>  | <b>Le cadre de l'Union Africaine</b>   | <b>Le cadre de la Ligue Arabe</b>   |
|---------------------|--|---|--|---|
| Processus politique | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur la gestion locale de l'eau, Turin, 18-19 octobre 1999</li> <li>- La politique environnementale de l'Union européenne (6<sup>ème</sup> Plan d'action «Environnement 2010: notre avenir, notre choix (2001-2010)</li> <li>- Une politique maritime intégrée pour l'Union européenne (COM(2007) 575 final)</li> <li>- Partenariat Euro-Med – Processus de Barcelone (PEM)</li> <li>- La Politique Européenne de Voisinage (PEV)</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Sommet Mondial sur le Développement Durable (WSSD) (2002)</li> <li>- Convention de Barcelone</li> <li>- UNEP</li> <li>- UN-ESCWA</li> <li>- UNESCO</li> <li>- UNDP</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- le Conseil des Ministres Africains sur l'Eau (CMAE)</li> <li>- Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD)</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Conseil Arabe de l'Eau</li> </ul>             |
| Stratégies          | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La stratégie maritime européenne</li> <li>- La stratégie marine européenne</li> <li>- La stratégie de l'élargissement de l'UE</li> <li>- La stratégie de l'environnement pour la méditerranée COM (2006) 475</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Plan d'Action Pour la Méditerranée (PAM)</li> <li>Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable (SMDD)</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>La composante africaine de l'initiative européenne de l'eau</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>L'initiative européenne de l'eau (EUWI)</li> </ul> |

|                               |  |  |  |  |
|-------------------------------|--|--|--|--|
| <b>Plans d'action</b>         | Plan d'action du Turin pour la gestion locale de l'eau<br>Horizon 2020 – Plan d'action<br>PEV Plans d'action nationaux<br>IPEV Programme régional indicatif<br>IPEV Programme national indicatif<br><div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;">           La composante méditerranéenne de l'initiative européenne de l'eau ( MED-EUWI )         </div> |  |  |  |
| <b>Programmes</b>             | MEDA Eau   | - MED POL<br>- Le Programme du Développement durable<br>- FEM partenariat stratégique pour la région méditerranéenne | La facilité Africaine de l'eau<br>Plans d'action nationaux   |  |
| <b>Instruments</b>            | Directive Cadre sur l'eau<br>Processus conjoint MED-EUWI/WFD<br>EMWIS<br>EIB<br>EEA  | FEM<br>Plan Bleu<br>RCTWS  | <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;">           MED-EUWI Dialogues dans les pays         </div> |  |
| <b>Instruments financiers</b> | ENPI<br>MEDA<br>Fonds de pré-adhésion<br>FEMIP   |  |  |  |

## B Le cadre des Nations Unies

### 1. Plan d'Action Pour la Méditerranée (PAM)

L'**initiative** méditerranéenne majeure des Nations Unies est celle du PNUE qui, en 1975, a mis en place le **Plan d'Action Pour la Méditerranée (PAM)** adopté à l'époque par 16 pays et par la Communauté Européenne. Ces mêmes partenaires ont adopté en 1976 la « Convention de Barcelone », complétée par plusieurs protocoles complémentaires. En 1995, le PAM Phase II a été adopté et la Convention de Barcelone a été amendée et dénommée « Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée ».

Les parties contractantes sont maintenant les 21 pays riverains et l'Union Européenne.

Le PAM comprend une Unité de Coordination, basée à Athènes, d'où sont gérés deux programmes dont le programme MED POL ; il comprend également six « Centres d'activités régionales », en particulier le « Plan bleu » (CAR/PB), basé à Sophia Antipolis (France). Les autres centres régionaux concernent moins directement le secteur de l'eau sont :

- Le centre d'activités régionales du Programme d'actions prioritaires (CAR/PAP) en Croatie
- Le centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées (CAR/PAP) en Tunisie
- Le centre d'activités régionales pour l'intervention d'urgence contre la pollution accidentelle (REMPEC) à Malte
- INFO/RAC, en Italie
- Le centre d'activités régionales de la production propre (CAR/PP) en Espagne

Le PAM a élaboré la « Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable » (SMDD), approuvée en 2005 par la CMDD (Commission Méditerranéenne pour le Développement Durable). Cette stratégie reste sans conteste le document de référence en la matière, même si une actualisation est nécessaire, en particulier dans le secteur de l'eau.

**Le Plan Bleu**, à partir d'indicateurs d'observation et d'évaluation, travaille selon une approche prospective de l'environnement méditerranéen. Il a réalisé une étude approfondie publiée sous le titre « Les perspectives du Plan Bleu sur l'environnement et le développement en Méditerranée », publiée en 2005.

Pour les pays riverains de la Méditerranée (Espagne, France, Monaco, Italie, Malte, Slovénie, Croatie, Bosnie et Herzégovine, Monténégro, Albanie, Grèce, Turquie, Chypre, Syrie, Liban, Autorité palestinienne, Egypte, Libye, Tunisie, Algérie et Maroc) le Plan Bleu a organisé le troisième Atelier Régional sur la Gestion de la Demande en Eau (Saragosse, 19 au 21 mars 2007), financé conjointement par la Commission Européenne, à travers son programme MEDA-Eau, et par le PNUE. Le but de cet atelier était l'échange des bonnes pratiques et le partage des résultats des études sur l'eau ; il a été conclu par la publication des recommandations concernant la gestion de la demande en eau (GDE).

**Le programme MEDPOL** (Programme méditerranéen de surveillance et de recherche en matière de pollution marine), est un programme scientifique et technique qui porte sur le recueil, l'analyse et la dissémination de données fiables et homogènes sur la pollution marine, grâce à l'instauration sur l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen de programmes de suivi au niveau national. Le programme MEDPOL a identifié les principaux points de pollution (« hot spots ») qu'il conviendrait de traiter en priorité.

Il est également intervenu dans la préparation et l'adoption du Programme d'Action Stratégique (SAP MED) incluant des activités régionales et nationales pour traiter la pollution d'origine tellurique, pour identifier les catégories des substances polluantes et des activités à interdire ou à contrôler par les pays méditerranéens d'ici 2025.

Le Plan d'Action pour la Méditerranée a développé des coopérations avec l'Agence Européenne pour l'Environnement (EEA) de manière à poursuivre des objectifs environnementaux communs dans le domaine de l'environnement. Ainsi, la récente initiative de la Commission européenne pour dépolluer la Méditerranée d'ici à 2020 (« Horizon 2020 »), financée par la Banque européenne d'investissement, sera mise en œuvre sur la base des travaux du PAM/MEDPOL.

### **La Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable (SMDD)**

Les Etats riverains de la Méditerranée et la Communauté Européenne, Parties Contractantes à la Convention de Barcelone, ont décidé lors de leur 12ème réunion (Monaco, Novembre 2001) de préparer une "Stratégie méditerranéenne de développement durable". Ils ont demandé à la Commission Méditerranéenne du Développement Durable (CMDD) du Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM) d'en élaborer le projet. La 2ème Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'environnement (Athènes, juillet 2002) a soutenu cette initiative annoncée au sommet de la Terre de Johannesburg (Septembre 2002), et reconnu que la CMDD constituait le cadre adéquat pour son élaboration.

Le Plan Bleu a assumé la responsabilité de la coordination technique et de l'écriture du texte de cette stratégie sous l'autorité du Coordinateur du PAM, et avec la participation des autres Centres d'Activités Régionaux du PAM.

Le 22 juin 2005 à Athènes, la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable a été adoptée par la Commission Méditerranéenne de Développement Durable (CMDD), l'organe consultatif du PAM.

Cette stratégie de grande envergure pour le Développement Durable dans la région méditerranéenne a été transmise aux Parties Contractantes pour approbation officielle à l'occasion de leur 14ème conférence à Portoroz en Slovénie du 8 au 11 novembre 2005.

La Stratégie méditerranéenne invite à l'action pour engager la région vers un développement durable afin de renforcer la paix, la stabilité et la prospérité. Elle prend en compte les faiblesses et les menaces qui pèsent sur le monde méditerranéen, mais aussi les atouts et les opportunités. Elle prend également en considération les grandes différences de situations entre pays développés et en développement et elle met l'accent sur la nécessité d'accompagner par des moyens appropriés les transitions des pays de l'Est Adriatique et du Sud et de l'Est de la Méditerranée. L'enjeu pour l'ensemble des pays riverains est d'en tirer collectivement bénéfice en termes de développement humain, de développement économique et de protection de l'environnement.

La SMDD s'articule autour de quatre objectifs et de sept domaines d'action prioritaires. Trente-quatre indicateurs sont annexés de façon à permettre le suivi de la Stratégie. Elle fera l'objet d'une relecture par la CMDD tous les deux ans, et d'une révision tous les cinq ans.

Les quatre grands objectifs sont de :

- Contribuer à promouvoir le développement économique en valorisant les atouts méditerranéens,
- Réduire les disparités sociales en réalisant les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et

renforcer les identités culturelles,

- Changer les modes de production et de consommation non durables et assurer une gestion durable des ressources naturelles,
- Améliorer la gouvernance à l'échelle locale, nationale et régionale.

Les sept domaines d'action prioritaires **sont la gestion intégrée des ressources et des demandes en eau**; la gestion plus rationnelle de l'énergie, l'utilisation accrue des sources d'énergie renouvelables et l'adaptation, en les atténuant, aux effets du changement climatique; la mobilité durable, grâce à une gestion appropriée des transports; le tourisme durable, secteur économique porteur; le développement agricole rural durable; le développement urbain durable; la gestion durable de la mer, du littoral et des ressources marines.

En ce qui concerne le domaine de la gestion intégrée des ressources et des demandes en eau, la SMDD fixe plusieurs objectifs :

- Stabiliser la demande en eau,
- Promouvoir la gestion intégrée des bassins versants,
- Atteindre les OMD en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement,
- Promouvoir la participation, le partenariat et une coopération active et solidaire pour la gestion durable de l'eau au niveau local et national.

Pour atteindre ces objectifs, un cadre d'orientations et d'actions a été défini, comprenant plusieurs volets :

- Coopération régionale,
- Gestion de la demande en eau,
- Gestion intégrée des ressources en eau,
- Accès à l'eau et à l'assainissement
- Gouvernance de la gestion de l'eau

Le Plan bleu a élaboré un ensemble de « fiches indicateurs » pour le suivi de la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable. Ces fiches seront régulièrement complétées et actualisées.

Les 34 indicateurs prioritaires ont été sélectionnés lors d'un atelier régional sur « Indicateurs pour les Stratégies et Politiques de Développement Durable en Méditerranée », organisé par le Plan Bleu du 9 au 11 mai 2005 à Nice (France) en coopération avec le CAR-INFO et avec le support de l'AEE.

## 2. Autres initiatives des Nations Unies

**UN-ESCWA** (United Nations Economic and Social Commission for Western Asia). Basée à Beyrouth, cette organisation, réunit 13 pays arabes dont 5 sont également impliqués dans le partenariat Euro-Méditerranéen (Egypte, Jordanie, Liban, Territoires palestiniens, Syrie). UN-ESCWA gère différents programmes de coopération régionale ou infra-régionale, comme le programme « Développement durable » qui comporte un volet « Water management » et dont les objectifs sont de promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau, de diffuser des guides pour le développement de compétences des décideurs, pour la gestion de la demande, etc.

Les bureaux de l'**UNESCO** au Caire -qui dispose du RCTWS (Regional Center for Training and Water Studies), centre opérationnel du Programme Hydrologique International (PHI)- et du PNUD à Beyrouth mènent également des actions régionales dans le domaine de l'eau.

**La réduction de la pauvreté dans le monde**, qui constitue l'essentiel des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), implique directement la question de l'eau. La

diminution de moitié de la population qui n'a pas accès durable à l'eau potable ou à l'assainissement est l'un des 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement adoptés en 2000 et 2002 lors du Sommet de la Terre à Johannesburg.

### Les Objectifs du Millénaire pour le Développement

Réunis le 8 septembre 2000 à l'occasion du Sommet du Millénaire, les dirigeants politiques des 191 pays membres de l'ONU ont fixé un ensemble d'objectifs mesurables et assortis de délais pour lutter contre la pauvreté, la faim, la maladie, l'analphabétisme, la dégradation de l'environnement et la discrimination à l'égard des femmes. Placés au centre du programme d'action mondial, on les appelle désormais les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Ces objectifs ont été adoptés par la communauté internationale unanime.

Les objectifs du Millénaire pour le développement constituent un cadre dans lequel le système des Nations Unies tout entier collabore de façon cohérente en vue d'atteindre un même but. Le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) s'emploiera à ce que les objectifs du Millénaire pour le développement restent au cœur de ces efforts.

- Réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim
- Assurer l'éducation primaire pour tous
- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- Réduire de deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans
- Réduire de trois quarts la mortalité maternelle
- Combattre les maladies, en particulier le VIH/sida et le paludisme
- Assurer un environnement durable
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement, en fixant des objectifs relatifs à l'aide, aux échanges commerciaux et à l'atténuation de la dette

Tous les OMD sont concernés par la résolution des problèmes d'eau dans le monde, mais bien entendu, c'est l'objectif 7 qui est en prise directe avec ces problèmes. Cet objectif se décline en trois « cibles » dont la cible n°10 vise directement l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ; les deux indicateurs relatifs à cette cible précisent l'un et l'autre de ces thèmes.

**CIBLE 9 - Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales; inverser la tendance actuelle à la déperdition de ressources environnementales**

**CIBLE 10 - Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable**

Indicateurs :

30. Proportion de la population ayant accès de façon durable à une source d'eau meilleure (zones urbaines et rurales)
31. Proportion de la population ayant accès à un meilleur système d'assainissement (zones urbaines et rurales)

**CIBLE 11 - Réussir à améliorer sensiblement, d'ici 2020, la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis**

Moins de dix ans avant la date fixée pour la réalisation des OMD, les résultats apparaissent inégaux. Des progrès ont été accomplis, en particulier dans les domaines de l'accès à l'eau potable, l'augmentation de l'espérance de vie, la diminution de la mortalité infantile. Cependant, de fortes disparités persistent. Ainsi, si l'Asie est en bonne voie, notamment grâce aux pays qui connaissent une croissance soutenue (Chine, Inde), la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne souffrent d'une croissance insuffisante et n'atteindront pas les objectifs d'ici à 2015 sans un soutien accru de la communauté internationale.

## C- Le cadre de l'Union Européenne

Pour d'évidentes raisons géographiques et historiques, l'Union Européenne, qui inclut elle-même plusieurs pays méditerranéens, est un partenaire très privilégié dans le développement de coopérations autour de la Méditerranée. Les initiatives et les programmes correspondants sont nombreux et parfois entremêlés.

### 1. Le partenariat Euro-Méditerranéen « Processus de Barcelone »

Le partenariat Euro-Méditerranéen « Processus de Barcelone » a été lancé à Barcelone en 1995 ; l'eau en est une des composantes importantes. Il réunit l'ensemble des Etats membres de l'Union Européenne – 27 Etats à présent - et 12 Etats du sud et de l'est de la Méditerranée (Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Israël, Territoires palestiniens, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie, Albanie et Mauritanie) ; la Libye est associée comme observateur. Le Processus de Barcelone constitue le fondement politique de la coopération entre l'Union Européenne et les pays méditerranéens : le "Comité EuroMed" se réunit régulièrement et des conférences ministérielles traitent des questions concernant les différentes responsabilités ministérielles: Affaires étrangères, Environnement, Eau, etc.

Après la conférence de Barcelone deux conférences des ministres en charge de l'eau ont été réunies :

- La conférence de Marseille (novembre 1996), qui a souhaité donner une impulsion nouvelle à la coopération Euro-Med dans le domaine de la gestion de l'eau et établir les lignes directrices d'une coopération dans ce secteur; elle a décidé la création d'un système Euro-Méditerranéen d'information sur les savoir-faire dans le domaine de l'eau (EMWIS / SEMIDE), mis en place lors de la première réunion des directeurs de l'eau (Naples, 1997)
- La conférence de Turin (octobre 1999), qui a approuvé un plan d'action sur la gestion locale de l'eau dont l'orientation, le suivi et l'évaluation étaient confiés aux directeurs de l'eau Euro-Med et à la Commission, et qui a confirmé et consolidé l'existence du SEMIDE.

Ce Plan d'Action promeut six domaines d'actions prioritaires:

- 1) Gestion intégrée des services d'eau potable, d'assainissement et de traitement des eaux usées;
- 2) Gestion locale des ressources et des demandes en eau (quantité et qualité) à l'échelle des bassins hydrographiques et des îles;
- 3) Lutte contre la sécheresse et gestion des ressources en cas de pénurie;
- 4) Gestion de l'eau pour l'irrigation;
- 5) Utilisation des ressources en eau non conventionnelles;
- 6) Élaboration de scénarios nationaux et locaux pour la période allant jusqu'en 2025 qui permettent de fixer des objectifs précis et de mener des actions pour une gestion durable de l'eau.

Les actions devraient être réalisées au niveau régional, sub-régional et/ou dans les îles, en fonction des nécessités des pays et devraient assurer les échanges d'expériences utiles et indispensables, en tenant compte des exigences environnementales et du milieu naturel.

Dans le cadre de chacune de ces actions, les thèmes horizontaux présentés ci-dessous devaient être intégrés pour être mis en oeuvre de façon spécifique et ciblée, en fonction

des conditions et des besoins particuliers existants au niveau régional, sub-régional et local :

- 1) Le renforcement des capacités institutionnelles et de formation;
- 2) L'échange de l'information et des connaissances;
- 3) Le transfert du savoir-faire et de la technologie;
- 4) La sensibilisation, la mobilisation et la promotion de l'engagement de la population.

L'intervention de l'Union Européenne dans ses politiques et ses initiatives de coopération comprend d'une part des programmes ou projets bilatéraux, avec un seul pays tiers, et des programmes ou projets « régionaux » impliquant plusieurs pays tiers autour d'une préoccupation commune..

## **2. Les acteurs au sein de la Commission Européenne.**

De manière générale l'aide extérieure –hors pays membres- de l'Union européenne est mise en œuvre par l'office de coopération EuropeAid (**DG AIDCO**).

AIDCO gère la plupart des instruments financiers d'aide extérieure de la Commission européenne qui sont alimentés par le budget de la Communauté européenne et par le Fond européen de développement (FED). EuropeAid veille à la mise en œuvre efficace de cette aide, tout en contrôlant la qualité des projets.

Le plus souvent elle confie aux délégations de la Commission la responsabilité de toutes les opérations qui peuvent bénéficier d'une meilleure gestion au niveau local ; ceci permet d'assurer une gestion plus proche du terrain et une décentralisation en faveur des pays bénéficiaires.

AIDCO travaille en coopération avec les autres services de la Commission opérant dans le domaine des relations extérieures, tant à Bruxelles (Directions Générales) que dans les pays tiers (au sein des Délégations), ainsi qu'avec les Etats membres, notamment leurs agences de coopération.

**La DG RELEX** (Relations Extérieures) négocie, d'une façon générale, avec chacun des pays tiers le cadre politique global de la coopération et les stratégies correspondantes. Pour cela, la DG RELEX s'appuie sur les compétences présentes dans les différentes Directions Générales « techniques » de la Commission. Ainsi, les Plans Nationaux d'Action négociés dans le cadre de la politique de voisinage sont de la responsabilité de la DG RELEX.

**La DG ENV** (Environnement) a pour mission d'initier, définir et surveiller la mise en œuvre de la politique environnementale de l'UE. Elle apporte également un appui à la DG RELEX pour la définition du volet « eau » de ces Plans Nationaux d'Action.

**La DG Recherche**, parallèlement aux procédures d'aide aux pays tiers joue également un rôle important dans le domaine qui nous concerne : de nombreux projets de recherche sont directement liés aux questions de l'eau et de changement climatique, et concernent souvent –spécifiquement ou non- les pays de la zone méditerranéenne.

**Les Délégations de la Commission** dans les pays tiers représentent le Commission européenne dans ces pays et sont en général délégataires d'AIDCO pour la préparation, la gestion des programmes et des projets. Cette déconcentration est très large, les délégations n'ayant à référer au niveau central qu'à trois étapes : programmation, identification et décision de financement. Ainsi, la délégation en Jordanie a-t-elle été chargée de la mise en œuvre du programme MEDA-Eau et la délégation en Égypte du programme SMAP.

### **3. La politique et l'instrument financier MEDA.**

Le programme **MEDA** est depuis 1995 le principal instrument financier de l'Union européenne pour la mise en œuvre des actions de partenariat Euro-Méditerranéen. Géré par la DG EuropAid ; il s'est déroulé en deux phases (MEDA I, 1995-1999 et MEDA II, 2000-2006) et a permis le financement de programmes très diversifiés, notamment dans le domaine de l'eau. Le programme MEDA finance principalement des projets bilatéraux Union / Pays (pour 85%), mais aussi certains projets régionaux, tels que MEDA-Eau, SMAP, MED-PACT, SAFEMED et MEDSTAT.

Au niveau régional, le programme MEDA comprenait trois chapitres :

- la sécurité et la justice ;
- l'économie et les échanges – la création d'une zone dédiée à la prospérité partagée à travers le partenariat économique et financier et par la mise en place d'une zone de libre échange
- la dimension sociétale, culturelle et la promotion des droits de l'homme.

Au niveau bilatéral, le programme vise le soutien à la transition économique dans les différentes pays.

Le programme MEDA a été financé par la Commission européenne et par la BEI. Pour la première phase (1995-1999) la Commission européenne a alloué 4,435 M d'euros et la BEI 4,808 M d'euros de prêts ; pour la deuxième phase (2000-2006) la Commission a alloué 5,350 M d'euros et la BEI 6,4 M d'euros (+1million pour les projets transnationaux). Le programme a pris officiellement fin en 2006, même si certains projets se terminent en 2008.

A partir de 2007, l'aide européenne s'organise dans un nouveau cadre politique et conceptuel, celui de la politique de voisinage (cf. infra).

L'évaluation du programme MEDA est programmée en 2008.

En 2005, ECORYS<sup>14</sup> a mené une évaluation à mi-parcours du programme MEDA II. Ce rapport d'évaluation constate l'ambition du programme, qui a posé des bases d'une nouvelle relation régionale. Le rapport a salué la décentralisation de la gestion du programme à travers l'implication des Délégations de l'UE dans les pays tiers Méditerranéens et a souligné l'amélioration de l'efficacité entre MEDA I et MEDA II. Cependant, les ressources disponibles pour réaliser ce programme ambitieux ont été jugées limitées.

La participation des populations, de la société civile et l'appropriation des projets en général ont été jugés insuffisantes. Les thèmes transversaux, comme égalité des chances entre les femmes et les hommes, la réduction de la pauvreté ou l'environnement n'ont pas toujours été intégrés dans les documents ou les projets.

<sup>14</sup> [http://www.geographie.ens.fr/sanmarco/cours3/UE\\_meda\\_evaluationmidterm2005.pdf](http://www.geographie.ens.fr/sanmarco/cours3/UE_meda_evaluationmidterm2005.pdf)

Le rapport d'évaluation souligne également un faible niveau de transparence en ce qui concerne la sélection des projets et les accords budgétaires. Les auteurs regrettent que peu de petits projets, traditionnellement réalisés par la société civile, aient vu le jour ; une des raisons pourrait en être la lourdeur administrative du programme MEDA. Ils conseillent plus d'adaptabilité et une réduction des retards dans la mise en place des projets.

Une évaluation finale du programme MEDA sera lancée en 2008.

### **a- Le SEMIDE / EMWIS**

Le SEMIDE (Système Euro-Méditerranéen d'Information sur les Savoir-faire dans le domaine de l'Eau) est une initiative du Partenariat Euro-Méditerranéen. Sa création a été décidée par les ministres EuroMed de l'eau lors de la conférence de Marseille en 1996 ; il a été fondé en 1999.

Jusqu'en 2007, le SEMIDE a bénéficié d'un financement du programme MEDA ; toutefois, il n'est pas formellement intégré aux actions MEDA-Eau, ceci du fait de sa nature particulière : il est en effet un organisme intégré au partenariat EuroMed et non un opérateur extérieur parmi d'autres.

Tous les pays du Partenariat Euro-Méditerranéen sont parties prenantes au SEMIDE :

- Les 27 états membres de l'UE
- Les 12 Pays Partenaires Méditerranéens (Albanie, Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Palestine, Syrie, Tunisie et Turquie).
- En outre, l'avant dernière conférence Euro-Med des Directeurs de l'Eau (Rome, novembre 2005), a décidé d'ouvrir le SEMIDE aux pays méditerranéens non signataires de la Déclaration de Barcelone : les pays des Balkans et la Libye.

Le budget de SEMIDE s'est élevé à 5,8 millions d'euros pour la période 1999-2007.

Le SEMIDE a pour objet d'accroître la coopération régionale dans le domaine de l'eau à travers la mise en place d'un système homogène de collecte, de traitement et de partage de l'information.

Pour faciliter le transfert des connaissances entre les pays partenaires, il s'applique à définir et à mettre en place une méthode et des indicateurs communs pour l'échange des données entre les Systèmes Nationaux d'Informations sur l'eau.

Pendant la deuxième moitié de 2006 et suite à une demande des Directeurs de l'Eau EuroMed, une étude de faisabilité sur le développement d'un mécanisme d'observation régional sur l'eau en méditerranée a été lancée. Elle a abouti fin décembre 2007 à des propositions qui sont actuellement en débat.

Dans chaque pays, le SEMIDE s'appuie sur un Point focal national (PFN) composé d'une équipe réduite travaillant au sein d'un organisme public ou parapublic. Les PFN assurent le recueil des informations disponibles et organisent l'accès à ces informations en développant des sites internet.

A ce jour, 20 des 37 pays partenaires ont mis en place un point focal national, et 16 ont un site web opérationnel.

Le SEMIDE dispose également d'une Unité technique (UT) qui centralise le travail des Points focaux nationaux et assume le rôle de Point focal international. Il assure le recueil de données sur les institutions et de la documentation, la formation, la recherche et la gestion des données au niveau international.

L'Unité technique a passé des accords avec des initiatives et projets internationaux. Elle se charge de la coordination et de la fourniture d'assistance technique aux PFN, et gère le portail d'information du SEMIDE. L'UT est gérée et financée par un consortium de trois opérateurs : CEDEX (Espagne), l'Office international de l'eau (France) et SOGESID (Italie).

Le SEMIDE, basé près de Nice en France, a permis l'établissement de relations régulières et confiantes entre les différents organismes chargés des questions relatives à l'eau dans son champ géographique d'action.

## b- Le programme MEDA-Eau

Le programme MEDA-Eau (Programme régional Euro-Méditerranéen pour la gestion locale de l'eau) est un des programmes financés par MEDA ; il a été lancé pour 5 ans en 2002 suite au Plan d'Action de Turin et est géré par la Délégation de la Commission en Jordanie. Neuf projets locaux ont été retenus, associant ONG, Agences gouvernementales et Universités du Nord et du Sud. Le SEMIDE a été rattaché au programme MEDA-Eau, bien que faisant l'objet d'un financement séparé.

Les principaux thèmes abordés par ce programme sont fondés sur les priorités identifiées dans le Plan d'action de Turin (i) eau potable et réutilisation des eaux usées, (ii) gestion des eaux usées pour l'irrigation et (iii) amélioration des structures décisionnelles en irrigation, alimentation en eau potable rurale et assainissement.

En outre, en 2005 a été lancée l'Unité régionale pour le monitoring et l'appui (RMSU) aux projets MEDA-Eau, mais elle n'a été mise en place qu'en 2007 donc à la fin du programme MEDA-Eau. Cette unité est gérée par un consortium comprenant l'Institut méditerranéen de l'eau (IME), chef de file, l'Office international de l'eau (OIEau) et l'Institut Finlandais de l'Environnement (SYKE).

### Le programme MEDA-Eau

Le programme comprenait neuf projets :

ADIRA – dessalement de l'eau de mer et de l'eau saumâtre dans les zones rurales à l'aide des énergies renouvelables

EMPOWERS – améliorer la participation de toutes les parties concernées (villages, minorités, femmes) à la prise de décision dans le domaine de l'eau

EMWATER – projet d'assainissement et de traitement des eaux usées

IRWA – amélioration de la gestion de l'eau d'irrigation en Jordanie et Liban

ISIIMM- Innovations sociales et institutionnelles dans la gestion de l'irrigation

MEDAWARE- développement des outils et des orientations pour promouvoir le traitement des eaux usées en milieu urbain et leur réutilisation dans l'agriculture MEDROPLAN – développement des orientations pour les plans sécheresse MEDWA – gestion durable de l'eau sur les fermes

**ZERO-M** – développement d'un concept de municipalité avec un circuit complet de l'usage de l'eau (accès à l'eau, traitement des eaux usées, leur réutilisation dans l'agriculture)

Le Newsletter N°2 du Programme MEDA-Eau, qui date de décembre 2007, présente le compte-rendu de la première Conférence des Partenaires du Programme MEDA Eau, qui s'est tenue les 15 et 16 avril 2007 à Amman, Jordanie.

Les résultats des différents projets MEDA Eau y sont présentés et peuvent être résumés comme suit :

- 120 villages sont aujourd'hui alimentés en eau potable, bénéficiant de systèmes d'assainissement et des nouvelles technologies et techniques de réutilisation des eaux usées
- plus de 70 associations d'usagers ont été créées, structurées ou stimulées et 10 sociétés des eaux ont été réactivées
- plus de 3 500 lignes directrices ont été élaborées et diffusées à travers plus de 900 communautés pour la mise en place de plus de 20 kits de recommandations pour les politiques et les pratiques visant à une meilleure gestion de l'eau au niveau local
- création de plus de 150 sites pilotes opérationnels dans 7 pays MEDA
- réalisation de plus de 190 activités pour le renforcement des capacités dans plus de 40 institutions dans les pays MEDA
- organisation de plus de 190 sessions de formation avec la participation de plus de 7500 personnes

Lors de la conférence, les représentants des Autorités Nationales ont saisi l'opportunité pour élaborer une déclaration à l'attention de la Commission européenne et du Parlement européen concernant la situation actuelle et la gestion durable de l'eau dans les années à venir. Suite à cette 1<sup>ère</sup> Conférence, un deuxième Evénement régional a été organisé à Marrakech, au Maroc du 28 au 30 avril 2008 dans le but de renforcer l'impact des résultats obtenus par les projets MEDA Eau. Les conclusions de cet atelier n'ont pas encore été publiées.

### **c- Le programme SMAP.**

Le programme d'action prioritaire à court et moyen terme pour l'environnement (SMAP) est un programme cadre constituant la composante environnementale du partenariat euroméditerranéen.

Le SMAP a été adopté en novembre 1997 lors de la conférence ministérielle euroméditerranéenne sur l'environnement, tenue à Helsinki. Son objectif est d'inciter tous les partenaires méditerranéens à adopter des stratégies et des politiques durables et renforcer l'image de l'environnement dans la région.

Le SMAP est financé par le MEDA et s'est déroulé en trois phases :

SMAP I : 1997-2000 - budget 6 million d'euros

SMAP II : 2001-2004 – budget 30 million d'euros

SMAP III : 2005-2008 - budget 15 million d'euros

Par principe, les financements apportés par l'Union au titre du SMAP doivent s'intégrer dans des financements partagés avec les budgets nationaux, et des ressources bi- ou multilatérales provenant par exemple du PNUE ou de la Banque Mondiale. Le budget total du programme s'élève à 51 millions d'euros.

Trois des cinq priorités de l'UE pour le SMAP concernent l'eau (gestion intégrée de l'eau, lutte contre la désertification, gestion intégrée des zones côtières), et les deux autres y sont liées (zones critiques – en termes de pollution et de perte de biodiversité- et gestion

des déchets)<sup>15</sup>. Les activités liées à ces projets visent généralement le renforcement des capacités, la sensibilisation et la diffusion de l'information.

Cependant, le SMAP a concerné très peu de projets sur l'eau (4 sur 14), car à partir du lancement de MEDA-Eau, c'est à ce dernier programme qu'ont été rattachés les projets spécifiques au secteur de l'eau. Ces quatre projets se sont focalisés sur la coopération régionale, alors que les huit projets réalisés sous SMAP III sont liés à la Gestion Intégrée des Zones Côtierées (GIZC) et sont orientés plutôt vers les pays spécifiques.

Depuis avril 2005, la gestion du Programme SMAP est déconcentrée à la Délégation de la Commission européenne en Egypte.

#### **d- Le programme MED-PACT.**

Le programme MED-PACT de Partenariat entre Collectivités Territoriales en Méditerranée, est mené dans le cadre du troisième chapitre (promotion des droits de l'homme, culture et société) du Programme MEDA. Il a été lancé en 2006 pour une période de trois ans avec comme objectif l'encouragement d'une meilleure compréhension entre les sociétés civiles du nord et du sud de la méditerranée à travers le développement de la coopération, des échanges et du dialogue entre les villes. Son but est d'assister les pays du sud dans leur effort d'atteindre un développement durable et plus équilibré, de promouvoir une meilleure gestion municipale, une meilleure utilisation des outils de gestion et l'association des différents acteurs urbains à la mise en œuvre de ce programme. La coopération devait se développer principalement dans trois secteurs :

- l'assistance à la définition, à la promotion et à la mise en œuvre des stratégies de développement urbain durable,
- l'appui à la mise en œuvre de politiques urbaines spécifiques relatives particulièrement au développement économique, à la préservation de l'environnement et à la meilleure gestion des ressources naturelles, à la conception et à la mise en œuvre d'une politique de mobilité et de transport et à des mesures de protection et d'insertion des populations défavorisées,
- le renforcement des moyens de gouvernance locale à travers la mise en place d'un cadre institutionnel, législatif et administratif moderne et à travers la bonne gestion et la formation du personnel des municipalités,

Le programme MED-PACT est financièrement soutenu par la Commission Européenne et par la BEI à hauteur de 5 millions d'euros.

Suite à l'appel à propositions, lancé en avril 2006, neuf projets ont été retenus, dont un directement lié au domaine de l'eau.

Il s'agit de projet GUIFORMED (GUIDelines for the FORMation of managers and operators of MEDiterranean coastal wastewater treatment systems- Règles pour la formation des gestionnaires et des opérateurs des systèmes de traitement des eaux usées dans la Méditerranée). Le projet est coordonné par le GATAB (Groupement des Municipalités d'Antalya Sud) en Turquie et implique des municipalités du Liban, de la Tunisie et de la Turquie. Le budget du projet s'élève à 550 000 euros. Pour l'instant un Plan d'Action pour chaque année a été rédigé. Les préparatifs d'un questionnaire sur l'évaluation des besoins

---

<sup>15</sup> <http://www.smaponline.net/FR/>

a été lancé en mai 2007 et ce questionnaire a été envoyé aux partenaires en Novembre 2007.

#### **e- Le projet SAFEMED.**

Le projet de la coopération Euromed sur la sécurité maritime et la prévention de la pollution par les navires (SAFEMED) a été lancé en 2005 pour une période de trois ans. Financé et développé dans le cadre de programme MEDA, le projet vise le renforcement de la sécurité et de la sûreté maritime et la coopération dans le domaine de l'environnement marin. Il a été doté d'un budget de 4,5 millions d'euros pour les trois ans et il est mis en oeuvre par le Centre Régional Méditerranéen pour l'Intervention d'Urgence contre la Pollution Marine Accidentelle (REMPEC) situé à Malte.

Les deux objectifs principaux sont l'amélioration durable de la protection des eaux méditerranéennes contre le risque d'accidents en mer et de pollution marine et la réduction supplémentaire du fossé existant dans l'application de la législation maritime dans la région entre les Etats Membres de l'UE et les partenaires méditerranéens.

Pour atteindre ces objectifs, différentes actions sont prévues :

- mise en œuvre effective de la législation sur les pavillons nationaux et contrôle effectif des sociétés de classification ;
- amélioration de la sécurité de la navigation au travers de développement d'un système de suivi du trafic ;
- protection de l'environnement marin par l'application des conventions, des codes et du développement des réglementations ;
- évaluation de la sécurité des bateaux et des équipements portuaires (Code ISPC);
- publication des recommandations sur l'amélioration de la sécurité maritime;
- organisation des formations, des séminaires et des ateliers pour les membres des administrations maritimes des pays bénéficiaires;
- distribution des bourses pour les programmes de formation de niveau Master;

Un rapport sur l'avancement du projet<sup>16</sup> a été publié et présenté en décembre 2006 devant le Comité consultatif.

Selon ce rapport, le projet SAFEMED constitue une tentative ambitieuse pour améliorer l'application de la législation maritime dans la région Méditerranéenne, mais les bénéficiaires devraient planifier et préparer en avance les activités futures du projet.

#### **f- Le programme MEDSTAT.**

Le programme de coopération statistique euroméditerranéenne (MEDSTAT) est opérationnel depuis 1996 dans le cadre du programme MEDA ; en plus des 27 Etats membres de l'UE, il implique les pays AELE (Norvège, Suisse et Lichtenstein), l'Algérie, l'Egypte, Israël, le Liban, le Maroc, l'Autorité palestinienne, la Syrie, la Tunisie, et la

<sup>16</sup> [http://euromedtransport.org/fileadmin/download/maincontract/wg\\_maritime/wg3\\_safety\\_progress\\_report\\_fr.pdf](http://euromedtransport.org/fileadmin/download/maincontract/wg_maritime/wg3_safety_progress_report_fr.pdf)

Turquie. L'objectif principal du programme MEDSTAT est de concrétiser les engagements des accords d'association entre l'UE et ses partenaires méditerranéens relativement à l'information, surtout dans le domaine du libre échange, du développement durable, du développement social, et depuis 2003, dans le domaine de l'environnement (MEDSTAT-Env. II 2003-2006).

Il s'agit d'un programme en deux phases, avec un budget définit pour chaque phase : MEDSTAT I (1996-2003) a été doté d'un budget de 20 millions d'euros et le budget de MEDSTAT II (2000-2006) s'élevait à 30 millions d'euros.

Le but du programme était de fournir des données fiables et pertinentes pour aider à la prise de décisions politiques, à la bonne gouvernance, et au développement du partenariat Euro-méditerranéen. Pour atteindre cet objectif, l'harmonisation des données statistiques avec les normes et les standards européens et internationaux était nécessaire. La compatibilité des données dans les pays partenaires, ainsi que leur compatibilité avec les données statistiques de l'UE et de l'AELE ont dû être améliorées. Le programme cherche également à améliorer les services offerts à des usagers par les offices nationaux de statistiques et par les organisations partenaires participant à la production des statistiques.

Concrètement, le programme MEDSTAT collecte et diffuse les données cohérentes et harmonisées dans neuf domaines : commerce extérieur, transport, migration, tourisme, environnement, comptabilité nationale, statistiques à caractère social, énergie et agriculture.

A la fin de la deuxième phase, le programme s'est focalisé sur le lien entre l'eau et tourisme dans les pays méditerranéens.

Un rapport « Les statistiques euro-méditerranéenne » a été publié en 2006, le bulletin « Les statistiques euro-méditerranéenne » est publié deux fois par an et des rapports thématiques intitulés « Statistiques en bref » sont établis périodiquement.

En 2000 une évaluation externe du programme a été menée et a recommandé de prêter plus d'attention aux besoins des usagers finaux et d'améliorer la visibilité du programme.

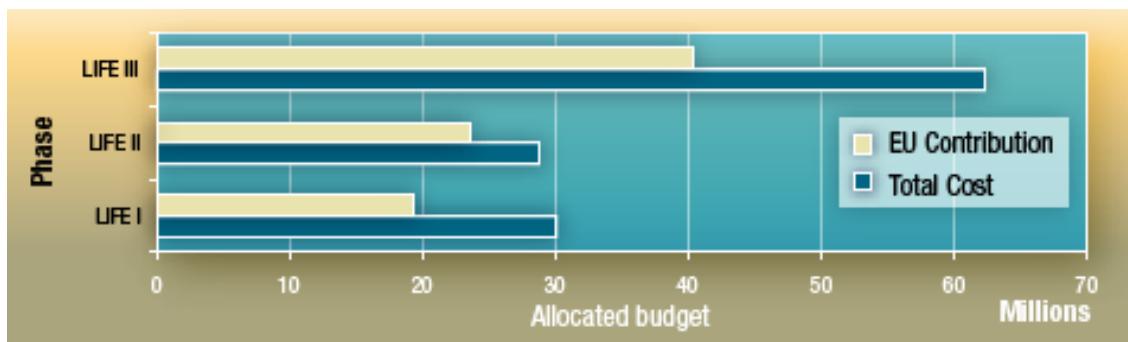
#### **4. LIFE-Pays tiers**

LIFE, « Instrument financier pour l'environnement », a été lancé en 1992 comme un instrument de la politique environnementale de l'UE. Ce programme, qui a été composé de trois sous-programmes - LIFE Nature, LIFE Environnement, LIFE Pays Tiers, s'est achevé en 2006.

Seul le sous-programme LIFE Pays Tiers (LIFE-TCY) est concerné par notre étude. Il visait à soutenir les pays voisins de l'UE dans leur effort de créer des capacités et des structures administratives dans le domaine de la politique et de l'action environnementales. Le programme apportait une assistance technique pour promouvoir le développement durable dans les pays tiers et pour soutenir le développement des capacités de gestion environnementale. Le programme a été surtout actif dans les domaines de la gestion des déchets solides, la biodiversité, la prévention de changement climatique et les ressources en eau.

21 pays dont 16 méditerranéens ont participé à ce programme dont le financement était basé sur le co-financement. Depuis 1992 LIFE-TCY a financé 227 projets d'une valeur totale de 120 millions d'euros ; la Commission a contribué à la hauteur de 65% (environ 78 millions d'euros).

#### Coûts totaux et contribution de l'UE (de LIFE I à LIFE III)



Sur ces 227 projets, 155, c'est à dire 68% ont été réalisés dans les pays méditerranéens.

Il s'agissait d'un programme en trois phases, où la première phase LIFE I – TCY (1992-1995) se focalisait principalement sur le préparation des Programmes Nationaux d'Action Environnementale (PNAE), la deuxième phase LIFE II-TCY (1996-1999) a contribué à la mise en œuvre de ces PNAE et la troisième phase LIFE-TCY III (2000-2006) visait principalement la création des capacités administratives et l'application des régulations et des accords régionaux et internationaux. Lors de cette phase, les pays méditerranéens se sont particulièrement concentrés sur l'application de la Convention de Barcelone et sur la mise en œuvre du Plan d'Action pour la Méditerranée.

En 2007 a été publié “LIFE-Third Countries 1992-2006 ; Supporting Europe's neighbours in building capacity for environmental policy and action”<sup>17</sup> ; par ailleurs une évaluation à mi-parcours du programme a été menée en 2003 [COM (2003) 0668]<sup>18</sup>.

Selon ces documents, le programme a été géré de manière satisfaisante et a apporté une réponse relativement rapide et flexible aux besoins et priorités des pays tiers en matière d'environnement. Cependant, le mécanisme de gestion du programme a été jugé trop compliqué et bureaucratique.

Au moment de son lancement, le programme LIFE a été le seul instrument essentiellement dédié au soutien à la politique environnementale de la Communauté. Le rapport constate que le programme LIFE-TCY a contribué à la mise en œuvre des politiques, mais reste réservé sur sa contribution au développement des politiques et de la législation.

L'utilisation et la diffusion des résultats ont été jugées insuffisantes par le rapport. D'autre part, il a été constaté un déséquilibre entre les projets réalisés dans la partie nord de la méditerranée et dans la partie sud ; LIFE III-TCY ne s'est vu allouer que 6 % (environ 38,4 millions d'euros) du budget total du programme LIFE III, alors que LIFE III Nature et Environnement se sont vu allouer 47% du budget chacun (environ 300,8 millions d'euros).

<sup>17</sup> [http://ec.europa.eu/environment/life/publications/lifepublications/lifefocus/documents/TCY\\_Ir.pdf](http://ec.europa.eu/environment/life/publications/lifepublications/lifefocus/documents/TCY_Ir.pdf)

<sup>18</sup> <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2003:0668:FIN:FR:DOC>

Le rapport a également souligné la nécessité d'une plus grande transparence dans la sélection des projets.

## **5. L'Initiative Européenne sur l'Eau et sa composante méditerranéenne (MED-EUWI).**

A l'occasion du Sommet Mondial du Développement Durable (WSSD) réuni en 2002 à Johannesburg, l'Union Européenne a lancé une « Initiative sur l'eau » (EUWI) pour contribuer aux objectifs du millénaire pour le développement (OMD) fixés en 2015, pour l'eau potable et l'assainissement, dans le cadre d'une approche intégrée de la gestion des ressources en eau (GIRE / IWRM).

MED-EUWI est la composante méditerranéenne de l'Initiative européenne pour l'eau; elle a été lancée en 2003. Les pays concernés sont les pays du Processus de Barcelone (27+10+Libye) auxquels ont été adjoints les pays des Balkans du sud-est européen (Albanie, Bosnie et Herzégovine, Croatie, Ancienne République Yougoslave de Macédoine, Serbie, Monténégro).

MED-EUWI est gérée à Athènes par le ministère grec de l'environnement, de la planification territoriale et des travaux publics, qui en a confié le secrétariat au GWP-Med (cf. Infra). Dans le cadre de MED-EUWI ont été organisées plusieurs conférences et séminaires sur l'échange de bonnes pratiques et ont été lancés des « dialogues » nationaux en Egypte, au Liban et en Syrie.

MED-EUWI est une initiative politique à laquelle la Commission européenne apporte quelques ressources mais il s'agit avant tout d'une politique incitative, qui devra être majoritairement financée par les pays participants.

### **Le processus conjoint MED-EUWI/DCE**

Ce « processus conjoint » représente une coopération entre la Composante Méditerranéenne de l'Initiative de l'Eau de l'UE et l'application commune de la Directive-cadre sur l'eau (DCE). En plus de 27 pays membres de l'UE, le processus inclut les pays du sud-est méditerranéen (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie, Autorité palestinienne) et du sud-est de l'Europe (Albanie, Bosnie et Herzégovine, Croatie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Serbie, Monténégro).

L'objectif de ce processus, mené par la DG Environnement de la Commission européenne, est de faire converger les législations concernant les ressources d'eau dans la région de la méditerranée en se basant sur les principes de la Directive-cadre sur l'eau. Le processus vise tous les aspects de l'eau : la gestion des eaux souterraines, l'eau dans l'agriculture, la pénurie d'eau et la sécheresse, les eaux usées, la gestion des eaux transfrontalières, l'évaluation des ressources en eau et leur utilisation, et la promotion de l'expertise méditerranéenne dans le domaine de la gestion de l'eau.

Les initiatives prévues pour la mise en œuvre de ce processus ont été divisées en deux phases. Pendant la première phase, qui a duré du 2004 à 2006, trois groupes de travail ont vu le jour :

- Le groupe de travail sur la gestion des eaux souterraines présidé par la Grèce et la Commission européenne
- Le groupe de travail sur la gestion de l'eau en agriculture présidé par la Commission européenne via le Centre commun de recherche-Institut de l'environnement, d'Ispra, en Italie, l'unité sols et eau
- Le groupe de travail sur la pénurie de l'eau et sur la sécheresse présidé par le Maroc, la Commission européenne, la France et le REMOB (voir infra) avec le soutien du SEMIDE

Ces groupes de travail ont émis des recommandations techniques qui ont été présentées lors des réunions des directeurs de l'eau dans le cadre de SEMIDE.

Le processus est entré dans sa deuxième phase en 2007-2009. Deux bassins pilotes ont été sélectionnés, un à Litani (Liban) et l'autre à Sebou (Maroc), pour tester l'applicabilité des principes de la directive dans la région méditerranéenne. Pendant cette phase, trois groupes de travail sont en cours de constitution :

- Le groupe de travail sur la réutilisation des eaux présidé par Malte et la Commission européenne
- Le groupe de travail sur la gestion des ressources transfrontalières présidé par GWP-Med
- Le groupe de travail sur la surveillance des ressources en eau et leur utilisation présidé par le SEMIDE

Grâce à ce processus de nombreux échanges entre les experts de l'UE et des experts des pays partenaires ont peu avoir lieu.

#### **La Directive-cadre dans le domaine de l'eau (2000/60/EC)**

La Directive-cadre dans le domaine de l'eau (DCE) constitue le cadre communautaire pour la protection et la gestion de l'eau dans l'UE. Elle est entrée en vigueur en 2000 et les Etats Membres ont eu jusqu'à 2003 pour la transposer dans leur législation nationale respective. En plus des 27 Etats Membres qui doivent appliquer la directive, les pays de l'AELE (Norvège, Suisse et Lichtenstein) et les pays candidats (Croatie, Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine) sont encouragés de s'aligner pour atteindre ses objectifs. Le budget pour la mise en œuvre de cette directive est composé d'une partie des budgets nationaux, des fonds structurels et du fond de cohésion.

L'objectif de cette directive est d'atteindre un « bon état » de l'eau d'ici 2015. Elle définit la qualité de l'eau en termes de biologie, chimie et morphologie. Elle intègre une approche combinée entre les limites d'émissions et les normes de qualité. Elle prévoit l'utilisation de la tarification de l'eau et promotion de l'utilisation contrôlée de l'eau. Un autre objectif est la gestion des districts hydrographiques et la dimension transfrontalière de cette gestion, sans oublier la participation citoyenne dans la mise en œuvre de la directive.

L'application de cette directive nécessite la réalisation des quelques actions, qui commencent par la transposition de la directive dans les législations nationales. Ensuite, il faut identifier les districts hydrographiques, analyser des pressions et des impacts environnementaux et économiques, mettre en œuvre d'un programme de surveillance, publier les plans de gestion par bassin, définir et appliquer la politique de tarification, établir un programme de consultation du public, publier le programme de mesures opérationnel et définir, mettre en œuvre, évaluer et ajuster des objectifs environnementaux à atteindre.

En ce qui concerne les premiers résultats, selon la Communication de la Commission européenne intitulée “Vers une gestion durable de l'eau dans l'Union européenne – première étape de la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau” (COM (2007) 128 final)<sup>19</sup>, la transposition a eu lieu dans les délais définis, mais a été jugée plutôt médiocre. L'année 2003 a aussi été l'année de la désignation des bassins des rivières et des districts hydrographiques et de désignation des autorités compétentes. L'article 5 qui concernait l'analyse de pressions et des impacts a été appliqué en 2004 avec quelques lacunes. Enfin, en 2004 il a été décidé d'adopter une stratégie commune de mise en œuvre pour faciliter l'application de la directive. 2006 était l'année de la réalisation des programmes de surveillance et de la promotion de la participation du public.

Selon le calendrier des travaux, les plans de gestion des bassins doivent être publiés en 2009, les plans de tarification en 2010, le programme des mesures opérationnel en 2012, pour finalement atteindre les objectifs environnementaux en 2015.

## 6. La stratégie marine européenne

La stratégie thématique sur la protection et la conservation de l'environnement marin s'applique à tout les États Membres de l'UE. Les États qui partagent l'environnement marin avec l'UE, c'est à dire l'Albanie, l'Algérie, la Bosnie et Herzégovine, la Croatie, l'Egypte, la Géorgie, le Liban, le Maroc, le Monténégro, la Norvège, la Fédération de la Russie, la Serbie, la Syrie, la Tunisie, la Turquie et l'Ukraine sont encouragés à s'aligner pour atteindre ses objectifs.

Lancée en 2005 pour promouvoir la protection et la conservation de l'environnement marin et pour atteindre un bon état écologique des milieux marins en Europe d'ici 2020, la stratégie devrait être financée par les budgets nationaux.

La mise en œuvre de cette stratégie passe par plusieurs étapes :

- évaluation de l'état actuel de l'environnement
- évaluation d'impact des activités humaines sur l'environnement
- proposition et adoption de la Directive marine [COM (2005) 505] – processus actuellement en cours
- création en Europe de quatre régions marines en se basant sur les critères géographiques et environnementaux (La mer Baltique, l'Atlantique du nord-est, la mer Méditerranéenne et la mer Noire)
- définition d'un bon état écologique et des indicateurs pertinents
- publication des objectifs écologiques
- proposition d'un Programme d'Action pour atteindre le bon état et la réalisation de ce Programme d'Action
- évaluation

Une fois en vigueur, la Directive marine établira un calendrier précis des réalisations des travaux.

## 7. EXACT

Dans le cadre du processus de paix au Moyen-Orient, un projet nommé « EXACT » a été mis en place par une équipe israélienne/jordanienne/palestinienne.

<sup>19</sup> [http://ec.europa.eu/environment/water/water-framework/implrep2007/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/environment/water/water-framework/implrep2007/index_en.htm)

EXACT est l'acronyme de "Executive Action Team" - comité chargé des projets relatifs à l'eau.

Il s'agit d'une structure institutionnelle régionale qui assure notamment le suivi et la promotion d'un projet de banques de données régionales sur l'eau. Ce projet a pour vocation de poursuivre la coopération technique entre Israël, l'Autorité palestinienne et la Jordanie malgré la situation politique difficile.

L'objectif des projets est de permettre l'échange d'informations et de données sur l'eau consistantes, compatibles et fiables afin de soutenir la prise de décision aux niveaux locaux et régionaux. L'approche de base adoptée est que les programmes de collecte et de diffusion de données sur l'eau soient compatibles et satisfassent les besoins spécifiques des participants au niveau régional. Par ce processus et cette approche, le partage et l'échange d'informations appropriées sur l'eau au niveau régional seront favorisés et augmentés.

Différents projets pilotes de captage et d'utilisation de l'eau, d'acquisition et de traitement de données ont été mis en oeuvre en Israël, Jordanie et Palestine.

## **8. La Politique de Voisinage et l'Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat**

La Politique Européenne de Voisinage (PEV) a été élaborée en 2004 dans le but de proposer aux voisins de l'Union européenne (Ukraine, Moldavie, Bielorussie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdzan, Syrie, Liban, Israël, Autorité palestinienne, Jordanie, Egypte, Libye, Tunisie, Algérie et Maroc) une relation privilégiée fondée sur des valeurs communes. Elle ne concerne pas les pays engagés dans un processus d'adhésion à l'Union européenne. Elle est prévue pour la période 2007-2013 et repose sur l'élaboration de Plans d'action bilatéraux approuvés par l'Union et chaque pays partenaire.

Ces Plans d'action ont un champ très large englobant les domaines de la bonne gouvernance, de la réforme institutionnelle, de l'intégration économique progressive, du développement économique et social ; ils fournissent un guide pour la programmation de l'assistance financière pour les trois à cinq ans à venir. Le secteur de l'eau est souvent présent, soit directement, soit le plus souvent inclus dans un volet Environnement.

La PEV est soutenue par les ressources financières importantes qui proviendront de l'Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat (IEVP). La Commission européenne prévoit un budget de 12 miliards d'euros, la BEI propose 12,4 milliards d'euros en prêts, dont 8,7 milliards sont destinés à la région de la Méditerranée et il est également attendu des contributions provenant des budgets nationaux.

Actuellement, le Liban, l'Egypte, l'Autorité palestinienne, le Maroc, la Jordanie, la Tunisie et Israël ont intégré les actions liées à l'eau dans leur Plans d'action de la PEV.

La question de l'eau y est donc évoquée, mais souvent de façon secondaire –intégrée dans le cadre plus général de l'environnement et du développement durable-. On peut observer que, dans le cas des voisins méditerranéens de l'UE, dont les problèmes de gestion de l'eau sont cruciaux et le seront encore plus à court terme, cette place secondaire ne correspond pas à l'importance de cette question pour les pays concernés ; ceci peut résulter de la déclinaison des thématiques de la PEV qui inclut l'eau uniquement dans le chapitre Environnement ainsi que de la procédure d'élaboration des Plans d'action à laquelle ne sont en général pas associés les personnes directement en charge des questions de l'eau.

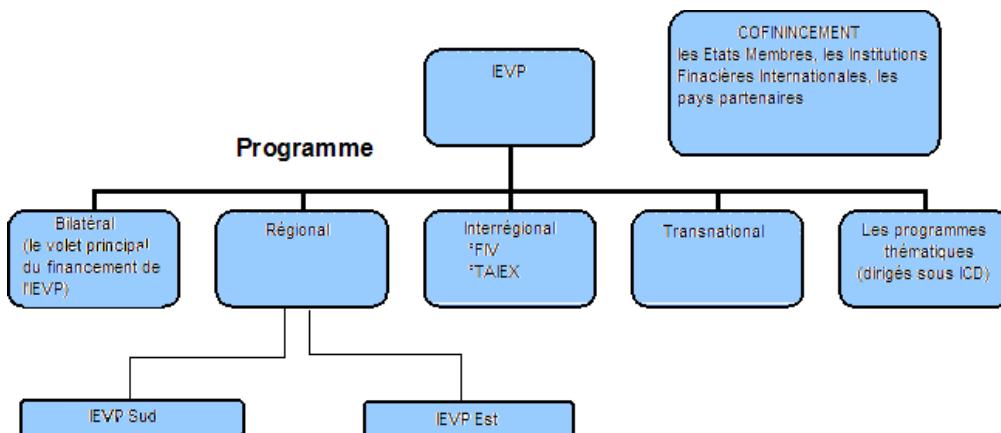
#### L'Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat (IEVP)

Depuis 2007, le « Processus de Barcelone » est englobé dans le cadre plus général de la Politique Européenne de Voisinage, et le relais de l' « instrument financier » MEDA est assuré par un nouvel instrument financier, l' « Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat », IEVP. Il n'y aura donc pas de programme « MEDA III ».

La politique de voisinage et son instrument financier seront le support quasi exclusif de la politique de coopération de l'Union avec le pays concernés qui se répartissent entre « pays méditerranéens » (Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie et Tunisie) « pays de l'est » (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine) -la Russie bien qu' extérieure à la PEV pourra cependant bénéficier de l'IEVP. Mais la PEV n'inclut pas les pays candidats à l'adhésion (dont certains méditerranéens: la Turquie et la Croatie) qui bénéficient d'une autre source d'aide: l'instrument de pré-adhésion (IPA).

Les moyens de l'IEPV sont importants : 12 milliards d'euros pour la période 2007/2013. Sur ce montant, 75% sera utilisé pour des opérations de coopération « bilatérale », mais un volet « régional » est prévu, avec un programme Est et un programme Méditerranéen pour lequel un budget de 33 millions d'euros, pour la période 2007/2010, est réservé à la composante environnementale englobant des actions « Eau ».

## Organisation de la PEV et de l'IEPV



Source: La présentation de Mme Jenny Mard de la DG RELEX lors de la 4ème Conférence des Directeurs de l'Eau des pays Euro-méditerranéens et de l'Europe du Sud-Est, à Bled, en Slovénie, le 10 et 11. décembre 2007

La Commission Européenne (AIDCO avec la participation technique de la DG ENV) prépare actuellement le programme régional sud « Environnement » de la politique de voisinage, dont le fil conducteur sera de supporter l'initiative « Horizon 2020 » (cf. infra).

De plus, l'Environnement (y compris l'eau) peut être potentiellement couvert par différents programmes (aussi bien bilatéraux que régionaux) dans le cadre de l'IEPV et d'autres opportunités de financement existent dans le cadre du programme IEPV régional :

- Le programme des Acteurs locaux, qui cible les autorités locales et régionales et qui se focalise sur la bonne gouvernance et le développement urbain durable ;
- Le programme TAIEX qui offre également des ressources permettant le renforcement des capacités et qui peut-être utilisé pour les secteurs de l'environnement et de l'eau ;
- Le programme de coopération transfrontière et la Facilité d'Investissement de voisinage (FIV) dont l'environnement (y compris l'eau) est une des priorités (infrastructures).

Certains programmes nationaux contiennent des actions relatives à l'eau. Par exemple, la Jordanie prévoit d'investir 10 millions d'euros dans un programme de la gestion de l'eau prévu pour être réalisé d'ici à 2010 et, depuis 2007 la Tunisie a amorcé la mise en œuvre d'initiatives énergétiques et environnementales avec un budget de 43 millions d'euros.

Pour la période 2007-2010 la Commission a publié les dotations indicatives pluriannuelles pour un total de 5,621 milliards d'euros de soutien à la mise en œuvre de la PEV (ci-dessous). Nous avons par ailleurs fait figurer en annexe 3 une énumération des actions menées pays par pays dans le cadre des accords de partenariats avec l'Union Européenne.

**Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP)**  
**Dotations indicatives pluriannuelles pour la période 2007-2010**

|  | Millions d'euros |
|--|------------------|
| <b>Programmes plurinationaux</b>   |                  |
| Programme interrégional  | 260,8            |
| Programme régional – Sud   | 343,3            |
| Programme régional – Est   | 223,5            |
| <b>Total pour les programmes plurinationaux</b>                          | <b>827,6</b>     |
| <b>Programmes par pays</b>   |                  |
| Algérie  | 220              |
| Arménie  | 98,4             |
| Azerbaïdjan  | 92               |
| Belarus  | 20               |
| Égypte   | 558              |
| Géorgie  | 120,4            |
| Israël   | 8                |
| Jordanie   | 265              |
| Liban  | 187              |
| Libye <sup>1</sup>   | 8                |
| Moldavie   | 209,7            |
| Maroc  | 654              |
| Autorité palestinienne <sup>3</sup>                                      | 632              |
| Syrie  | 130              |
| Tunisie  | 300              |
| Ukraine  | 494              |
| Fédération de Russie   | 120              |
| <b>Total pour les programmes par pays</b>                                | <b>4 116,50</b>  |
| <b>Programmes de coopération transfrontalière</b>                        |                  |
| <b>Facilité de gouvernance &amp; Fonds d'investissement de voisinage</b> | <b>400</b>       |
| <b>Total général</b>   | <b>5 621,20</b>  |

<sup>1</sup> Il s'agit uniquement du niveau de financement envisagé. Étant donné que la programmation à moyen terme n'est pas possible pour l'Autorité palestinienne et la Libye, aucun document de stratégie ni programme indicatif n'a été adopté. La coopération avec la Libye ne pourra être pleinement activée que lorsque les conditions préalables nécessaires seront en place.

## **9. L'initiative Horizon 2020.**

Lors du sommet de novembre 2005 célébrant le 10<sup>ème</sup> anniversaire du partenariat euroméditerranéen (processus de Barcelone), les partenaires ont convenu d'établir un programme réaliste pour dépolluer la mer Méditerranée d'ici à 2020. La stratégie correspondante a été adoptée par la Commission européenne en 2006 et son plan d'action adopté lors de la 3<sup>ème</sup> conférence euroméditerranéenne des ministres de l'environnement, tenue au Caire en novembre 2006. L'initiative est ouverte, sous l'égide de la Commission européenne aux pays suivants : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Lybie, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie, ainsi qu'aux partenaires souhaitant apporter une contribution à ses objectifs. De nombreux partenaires (Gouvernements, Institutions internationales, Banques de développement, ONG) se sont déjà associés à l'initiative, à laquelle il reste à donner un contenu concret, organisé autour de quatre thématiques :

- 1) Réduction des pollutions (Eaux urbaines, déchets urbains, pollutions industrielles), avec la participation de la BEI (sélection de projets « bancables ») sur des sites critiques suivis par le MED-POL ;
- 2) Renforcement des capacités en direction d'une part des administrations en charge de l'environnement, d'autre part en direction de la « société civile » et des entreprises de services ;
- 3) Mobilisation des ressources des budgets recherche (7<sup>ème</sup> PCRD) autour de projets concernant le partage de savoir-faire sur l'environnement dans le secteur méditerranéen ;
- 4) Définition et suivi d'indicateurs, en liaison avec l'Agence européenne de l'environnement (AEE), pour assurer le suivi des objectifs d'Horizon 2020.

Le programme régional sud « Environnement » de la politique de voisinage, actuellement en cours de préparation, met en œuvre la stratégie déclinée avec la même articulation. Les actions bilatérales représenteront 85% et les actions régionales 15% du budget alloué par la Commission.

Le calendrier pour la première phase (2007-2013) a été annexé à la Déclaration du Caire, la réunion du premier comité de coordination a eu lieu et les conférences concernant la participation du secteur privé commence a être organisées (22-23 octobre 2007, Athènes, Grèce).

## **10. La politique d'élargissement et les instruments de pré-adhésion**

Depuis 1973 l'Union européenne a vécu cinq élargissements, dont le dernier en 2007 et les négociations pour de nouveaux élargissements vers l'Est continuent. Actuellement il y a trois pays candidats (la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Turquie) et quatre pays candidats potentiels (Albanie, Bosnie et Herzégovine, Monténégro et la Serbie, avec le Kosovo). Plusieurs pays méditerranéens sont donc concernés.

La politique actuelle d'élargissement est financée par des sources diverses.

L'objectif principal de cette politique est de préparer les pays candidats pour l'adhésion à l'Union européenne, et dans une certaine mesure, des pays candidats potentiels, en les aidant à remplir les critères d'adhésion.

Ceci inclut majoritairement l'aide au renforcement des institutions démocratiques, les réformes de l'administration publique, le soutien aux réformes économiques, la promotion du respect des droits des minorités et de l'égalité des chances et l'assistance au développement de la société civile. Une coopération régionale poussée ainsi que la contribution au développement durable et à la réduction de la pauvreté font également partie des objectifs de cette politique.

Les questions de l'eau font partie de cette politique et figurent dans les plans d'adhésion des pays candidats et des pays candidats potentiels.

La politique de l'élargissement est soutenue pour la période 2007-2013 par plusieurs instruments financiers.

Les instruments les plus significatifs sont les instruments de Pré-Adhésion (IPA). Leur montant s'élève à 11,468 milliards d'euros pour la période 2007-2013, dont 5740,6 millions d'euros ont déjà été alloués pour la période 2007-2010 à travers le Cadre Financier Indicatif Pluriannuel [COM (2006) 672]. La Facilité Transitoire Post-Adhésion pour la Roumanie et la Bulgarie et le Système de Gestion Décentralisé Etendue (EDIS) pour les dix nouveaux États Membres font également partie du soutien de cette politique d'élargissement.

## **D- Autres cadres de coopération**

### **1. Initiatives intergouvernementales.**

#### **a- L'Agence européenne pour l'environnement (AEE)**

En plus des 27 États membres de l'UE, la Turquie, l'Islande, le Lichtenstein, la Norvège et la Suisse ont constitué ensemble l'AEE, qui coopère également avec l'Albanie, la Bosnie et Herzégovine, la Croatie, le Monténégro, la Serbie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

L'agence a été fondée en 1994 au Danemark et est financée par le budget de l'UE ; pour l'année 2007 son budget a été d'environ 35 millions d'euros.

L'agence a été établie dans le but de soutenir le développement durable et pour aider atteindre les améliorations significatives et mesurables de l'environnement européen à l'aide de la mise à disposition d'informations ciblées, fiables et pertinentes aux décideurs politiques et au grand public.

L'objectif principal est d'établir un réseau pour la surveillance et l'évaluation de l'environnement européen dans les domaines comme la qualité de l'air, la qualité de l'eau, l'état des sols, de la faune et de la flore, la biodiversité, l'utilisation des sols et des

ressources naturelles, la gestion des déchets, les émissions sonores, les substances chimiques et la protection du littoral et du milieu marin.

L'AEE est partenaire de la Commission européenne (DG Environnement, Joint Research Center et Eurostat) dans le Système Européen d'Information sur l'Eau (WISE, Water Information System for Europe) qui a été lancé en 2002 en tant qu'instrument de rapportage et qui compile de nombreuses données et informations rassemblées au niveau européen par différentes institutions ou organismes et qui, jusqu'à présent, étaient fragmentées ou non disponibles. L'AEE est le centre de gestion des données et héberge le portail internet de WISE.

### **b- La Ligue des Etats arabes**

Cette organisation régionale compte 22 Etats membres du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Egypte, Jordanie, Liban, Arabie Saoudite, Syrie, Yémen, Lybie, Soudan, Maroc, Tunisie, Koweït, Algérie, Bahrain, Qatar, Oman, Mauritanie, Somalie, Autorité Palestinienne, Djibouti, Comores, Emirats Arabes Unis) et trois observateurs ( Erythrée, Venezuela, Inde). La Ligue a été fondé en 1945 avec pour objectif de tisser des relations plus proches entre les Etats membres, de coordonner leur coopération, d'oeuvrer à la sauvegarde de leur indépendance et de leur souveraineté et d'étudier de manière générale les questions liées aux intérêts des pays arabes.

La Ligue Arabe participe à des programmes politiques, économiques, culturels et sociaux destinés à promouvoir les intérêts des Etats membres.

La Ligue Arabe coopère avec des nombreuses organisations qu'elle a sous sa tutelle comme par exemple Le Centre d'Etudes Arabes et de Sécurité Hydraulique (COFWS), le Fond Arabe pour le Développement Social et Economique, le Centre Régional de Formation et des Etudes de l'Eau (RCTWS), etc.

#### **Le Centre d'Etudes Arabes et de Sécurité sur l'Eau (COFWS)**

Basé à Damas, le Centre d'Etudes Arabes et de Sécurité sur l'Eau a été créé en 1996 par la Ligue des Etats Arabes pour travailler sur la problématique des ressources hydrologiques dans le monde arabe ; il est directement rattaché au secrétariat général de la Ligue.

Son objectif principal est la sauvegarde des intérêts arabes en matière d'eau et l'élaboration d'une position commune à ce sujet.

Les activités du Centre sont le recensement des ressources hydrologiques dans les pays arabes, l'estimation de leurs taux d'exploitation et les prévisions pour l'avenir dans le but de favoriser l'exploitation rationnelle de ces ressources. Le centre élabore et publie les études techniques et juridiques sur toutes les questions et problématiques liées à l'eau, il élabore les études pour développer les ressources hydrauliques non conventionnelles, comme les techniques de désalinisation. Le centre assiste également des pays arabes dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans et des politiques globales concernant la gestion des ressources en eau, propose des projets d'accords au sujet de l'eau, forme le personnel qualifié et organise les échanges entre les experts.

Le centre prévoit la mise en place d'une base de données qui collecte et évalue l'information sur les ressources hydrauliques du monde arabe.

#### **c- L'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS).**

L'OSS a été créée en 1992 à partir d'un projet issu du « Sommet du G7 » de Paris, en 1989. En 2000 il devient une organisation internationale établie à Tunis, sur la base d'un accord entre l'UNESCO et la Tunisie. Il réunit tous les pays africains de la zone saharienne et sahélienne, quelques pays « du nord », des organisations africaines sous-régionales et des organisations internationales ; son périmètre inclut donc tous les pays du sud Méditerranéen du Maroc jusqu'à l'Egypte.

L'action de l'OSS s'inscrit dans une « Stratégie 2010 » adoptée en 2004 par son assemblée générale. Elle comprend un volet sur le suivi environnemental de la zone et un volet sur la gestion concertée des « ressources en eau partagées », en l'occurrence les grands bassins aquifères transfrontaliers. L'action de l'OSS est exemplaire à ce titre car elle prélude à la mise en place d'un mécanisme de concertation entre plusieurs pays bénéficiant d'un même bassin aquifère. Pour la zone méditerranéenne, l'OSS a développé avec succès un programme « SASS » (Système Aquifère du Sahara Septentrional), qui en est maintenant, après une phase de recueil de données et une phase d'étude de scénarios d'exploitation, à la mise en place effective d'un mécanisme de concertation entre les trois pays concernés (Algérie, Tunisie, Libye). Une initiative homologue a été lancée sur l'aquifère « des grés de Nubie » (Egypte, Libye, Soudan).

En outre la stratégie 2010 de l'OSS comprend un axe informationnel, dont l'objectif est de développer l'information et les bases de données, et surtout, de promouvoir la circulation de cette information entre l'OSS, et ses membres et partenaires.

## **2. Les coopérations décentralisées : MedCities, CGLU, les coopérations « infra-nationales » entre régions etc...**

De nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) sont actives dans ce secteur.

Ainsi, le programme Solidarité Eau (pS-Eau) est un réseau d'organismes intervenant dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de la solidarité. Sa mission principale consiste à favoriser la mise en relation des acteurs de l'eau pour rendre plus efficaces les actions de solidarité dans ce domaine entre la France et les pays du Sud.

Le pS-Eau est né en 1984, dans le courant de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (DIEPA), d'une volonté des ministres européens de l'Environnement d'accroître la coopération européenne dans le domaine de l'eau.

Le Conseil d'administration de l'association rassemble des représentants :

- de collectivités locales ;
- d'organismes professionnels de l'eau (agences de l'eau, sociétés distributrices d'eau, bureaux d'études, etc.) ;
- du secteur de la recherche ;
- d'associations de solidarité internationale (ONG, associations de migrants, etc.) ;
- des pouvoirs publics

L'association pS-Eau facilite les initiatives locales de coopération internationale et les échanges Nord/Sud ; elle encourage la cohérence des actions. Pour atteindre ces objectifs, elle développe des activités d'échange et de concertation, de capitalisation, de diffusion d'information (site web, cahiers techniques, bulletin trimestriel, etc.), d'appui aux porteurs de projet et d'animation de groupes de travail.

Le pS-Eau anime cinq programmes d'actions :

- 2 programmes géographiques ("Eau et environnement en Méditerranée" et "Bassin fleuve Sénégal") ;
- 3 programmes thématiques ("Eau potable et assainissement dans les quartiers périurbains et les petits centres", "Migration, développement et initiatives économiques" et "Genre et Eau").

De nombreuses collectivités territoriales des pays de l'Union Européenne ont pris l'initiatives d'engager à leur niveau des actions de coopération avec des collectivités homologues des pays de la rive sud de la Méditerranée. C'est actions sont souvent facilitées par l'intervention de groupements ou réseaux de collectivités ; dans la zone méditerranéenne, il existe en particulier deux réseaux de villes réunissant des villes de différents pays : "MedCities", basé en Espagne, à Barcelone, et la CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis), également basée en Espagne, avec une "Commission Méditerranéenne" basée en France, à Marseille. De même, au niveau des "Régions" s'est constitué un groupement orienté vers la coopération entre régions des pays méditerranéens.

La description des actions engagées par ces réseaux ou directement par les collectivités elles-mêmes dépassait largement le cadre de cette étude.

### **3. Les coopérations bilatérales d'Etat à Etat**

Il était hors de portée, et d'ailleurs hors contexte de cet état des lieux, de faire un inventaire exhaustif des coopérations bilatérales d'Etat à Etat, nous avons cependant été informés d'un certain nombre d'entre elles lors de nos rencontres dans les pays.

De nombreux "pays riches" apportent aux pays méditerranéens une aide substantielle, souvent dans le domaine de l'eau. Ces coopérations d'Etat à Etat sont négociées avec des ministères ou agences de coopérations spécifiques à chacun des pays donateurs et souvent financées et gérées par des banques qui leur sont étroitement liées.

C'est ainsi que la Coopération Française est en relation constante avec l'AFD (Agence Française de Développement), PFE (Partenariat Français pour l'Eau), la coopération allemande (GTZ) avec la KFW, etc. D'autres pays ont également une politique active de coopération avec les pays de la zone méditerranéenne : les Etats Unis (US AID), le Japon (JICA), le Danemark (DANICO), etc.

Nous donnons ci-dessous deux tableaux qui résument d'une part par pays donneur, d'autre part par pays bénéficiaire, les aides apportées dans le secteur de l'eau

Classés par ordre décroissant par rapport aux sommes allouées, les principaux pays donateurs sont les Etats-Unis (28%), l'Allemagne (22%), le Japon (17%), la France (9%), la Commission Européenne (6%), l'Italie (5%).

L'effort des pays donateurs, en rapportant leurs dons à leur PNB a également été calculé.

De même, les principaux pays bénéficiaires sont l'Egypte (41%), le Maroc (15%), la Turquie (15%), la Tunisie (11%), les Territoires Palestiniens (6%).

**Pays donateurs classés par PNB décroissant**

| <b>Par donneur (en '000 US \$)</b> |                                   | <b>En %</b>                        | <b>PNB milliards US\$</b> | <b>Aide *1000/ PNB</b>               |      |
|------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|------|
| <b>Donateur</b>                    | <b>Total aide<br/>(\$courant)</b> | <b>Total aide<br/>(\$constant)</b> | <b>%</b>                  | CIA World Factbook<br>– janvier 2007 |      |
| Etats-Unis                         | 3 557 004                         | 6 021 062                          | 28%                       | 12 980                               | 46%  |
| Chine                              |                                   | 0                                  | 0%                        | 10 000                               | 0%   |
| Japon                              | 2 678 483                         | 3 712 027                          | 17%                       | 4 220                                | 88%  |
| Allemagne                          | 3 355 487                         | 4 749 164                          | 22%                       | 2 585                                | 184% |
| Royaume-Uni                        | 207 536                           | 316 564                            | 1%                        | 1 903                                | 17%  |
| France                             | 1 265 694                         | 1 897 271                          | 9%                        | 1 871                                | 101% |
| Italie                             | 680 985                           | 1 131 329                          | 5%                        | 1 727                                | 66%  |
| Canada                             | 142 923                           | 316 242                            | 1%                        | 1 165                                | 27%  |
| Espagne                            | 107 867                           | 140 812                            | 1%                        | 1 070                                | 13%  |
| Inde                               |                                   | 0                                  | 0%                        | 1 042                                | 0%   |
| Australie                          | 132                               | 145                                | 0%                        | 666                                  | 0%   |
| Pays-Bas                           | 211 18                            | 325 579                            | 2%                        | 512                                  | 64%  |
| Belgique                           | 55 77                             | 68 595                             | 0%                        | 330                                  | 21%  |
| Suède                              | 44 822                            | 100 577                            | 0%                        | 285                                  | 35%  |
| Autriche                           | 34 991                            | 43 281                             | 0%                        | 280                                  | 15%  |
| Suisse                             | 8 23                              | 8 816                              | 0%                        | 253                                  | 3%   |
| Grèce                              | 1 434                             | 1 602                              | 0%                        | 252                                  | 1%   |
| Norvège                            | 58 876                            | 79 291                             | 0%                        | 207                                  | 38%  |
| Portugal                           | 845                               | 1 056                              | 0%                        | 203                                  | 1%   |
| Danemark                           | 53 174                            | 61 458                             | 0%                        | 199                                  | 31%  |
| Irlande                            | 702                               | 773                                | 0%                        | 177                                  | 0%   |
| Finlande                           | 65 382                            | 103 789                            | 0%                        | 172                                  | 60%  |
| Luxembourg                         | 6 504                             | 8 637                              | 0%                        | 33                                   | 26%  |
| CE                                 | 825 336                           | 1 345 086                          | 6%                        |                                      |      |
| PNUD                               | 331                               | 394                                | 0%                        |                                      |      |
| UNICEF                             | 1 199                             | 1 523                              | 0%                        |                                      |      |
| IDA                                | 440 5                             | 848 449                            | 4%                        |                                      |      |
| IFAD                               | 48 445                            | 74 661                             | 0%                        |                                      |      |
| AfDF                               | 39 943                            | 55 282                             | 0%                        |                                      |      |
| IBRD                               | 12                                | 34 004                             | 0%                        |                                      |      |
| <b>Grand Total</b>                 | <b>13 905 775</b>                 | <b>21 447 469</b>                  | <b>100,00%</b>            |                                      |      |

Source : Le tableau a été établi à partir des données de la Banque Mondiale et de la CIA World Factbook.

| Par bénéficiaire (en '000 US \$) |                            |                         |                |
|----------------------------------|----------------------------|-------------------------|----------------|
| Bénéficiaire                     | Total aide<br>(\$ courant) | Total aide (\$constant) | %              |
| Égypte                           | 5 327 718                  | 8 827 166               | 41%            |
| Turquie                          | 2 151 539                  | 3 273 631               | 15%            |
| Maroc                            | 2 180 509                  | 3 155 186               | 15%            |
| Tunisie                          | 1 535 514                  | 2 289 155               | 11%            |
| Territoires palestiniens         | 996 279                    | 1 266 884               | 6%             |
| Syrie                            | 337 584                    | 786 631                 | 4%             |
| Liban                            | 384 589                    | 567 215                 | 3%             |
| Albanie                          | 313 537                    | 391 147                 | 2%             |
| Israël                           | 173 501                    | 240 561                 | 1%             |
| Bosnie-Herzegovine               | 155 976                    | 187 416                 | 1%             |
| Algérie                          | 139 555                    | 172 587                 | 1%             |
| Serbie & Monténégro              | 77 111                     | 100 644                 | 0%             |
| Croatie                          | 48 563                     | 57 392                  | 0%             |
| Chypre                           | 29 438                     | 54 814                  | 0%             |
| Slovénie                         | 26 975                     | 38 819                  | 0%             |
| Malte                            | 585                        | 751                     | 0%             |
| MENA Régional                    | 26 802                     | 37 47                   | 0%             |
| <b>Grand Total</b>               | <b>13 905 775</b>          | <b>21 447 469</b>       | <b>100,00%</b> |

Source : Le tableau a été établi à partir des données de la Banque Mondiale et de la CIA World Factbook.

## 4. Autres initiatives

### a- Le GWP-Med.

Réseau international ouvert, créé en 1996 à l'initiative de six pays (Pays Bas, Canada, Japon, Suède, Royaume Uni, Danemark), le Global Water Partnership est un partenariat entre tous les types d'acteurs intervenant dans la gestion de l'eau : agences gouvernementales, institutions publiques, entreprises privées, organisations professionnelles, agences de développement, etc. Il comprend plus de 2000 membres.

L'action du GWP est essentiellement orientée vers la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE / IWRM).

Le GWP est organisé en 14 réseaux régionaux.

Le GWP-Med en est la composante méditerranéenne ; son but est de promouvoir et d'échanger la connaissance sur la GIRE. Il encourage le partenariat entre organisations, diffuse et partage l'information et l'expérience sur la GIRE, adapte au cas spécifique de la Méditerranée les initiatives globales lancées par le GWP mondial, etc.

Le secrétariat du GWP-Med est basé à Athènes. Il est par ailleurs chargé du secrétariat de la Composante méditerranéenne de l'initiative de l'UE sur l'eau (MED-EUWI), et apporte à ce titre un soutien technique au gouvernement Grec.

### b- Le CME (Conseil Mondial de l'Eau).

Le Conseil Mondial de l'Eau (CME / WWC) est né des préoccupations de la conférence de Rio. C'est une plate-forme multilatérale créée en 1996 en réponse aux préoccupations croissantes de la communauté internationale face aux problématiques de l'eau. Ses missions sont de sensibiliser, de favoriser une mobilisation politique et d'inciter à l'action pour faciliter, dans l'esprit du développement durable, la gestion et l'usage efficace de l'eau. Il réunit près de 300 membres, dont 70 pays.

Le CME organise tous les 3 ans un « Forum mondial de l'eau », grand rendez-vous des professionnels (plus de 10 000 personnes) très apprécié par les opérateurs et les entreprises concernées. Le prochain Forum mondial se tiendra à Istanbul en mars 2009, sur le thème « Bridging divides for water ».

L'organisation du Forum mondial est l'activité principale du CME, mais il réalise également un certain nombre d'études commanditées par différents pays (France, Espagne, Turquie, Suisse). Il a animé le « Panel Camdessus » qui a rédigé le rapport « Financing water for all ».

Basé à Marseille, le CME a un budget annuel de 1,8 à 2,0 M€.

### c- Le Conseil Arabe de l'Eau (AWC)

Le Conseil Arabe de l'Eau (AWC) est une organisation régionale de la société civile, à but non lucratif fondée en 2004 ; il comprend les pays membres et les pays observateurs de

La Ligue des Etats Arabes. L'Egypte en assure actuellement la présidence, par Dr. Mahmoud Abu-Zeid. Il s'efforce de coordonner les efforts et les visions de la gestion intégrée des ressources en eau dans le monde arabe dans le but de maximiser les avantages économiques, sociaux et environnementaux liés à l'eau dans les pays arabes.

Le Conseil Arabe de l'Eau cherche à promouvoir une meilleure compréhension et la gestion multidisciplinaire, apolitique, professionnelle et scientifique des ressources en eau. Il dissémine les connaissances, favorise le partage d'expériences et d'informations pour la mise en valeur des ressources en eau dans la région.

Le cas échéant, il conseille le secteur public, le secteur privé et le secteur des ONG sur les engagements, la planification, la conception, le fonctionnement et la maintenance des systèmes d'eau au niveau régional, national et local. Le Conseil s'efforce également d'assurer une participation appropriée des parties prenantes dans le processus décisionnel et un partage équitable des avantages liés au développement dans le domaine de l'eau.

#### **d- L'Office International de l'Eau (OIEau).**

L'OIEau est une association sans but lucratif de droit français et déclarée d'utilité publique. Il a pour vocation de réunir l'ensemble des organismes publics et privés impliqués dans la gestion et la protection des ressources en eau, en France, en Europe et dans le Monde, afin de créer un véritable réseau de partenaires. Il compte actuellement 149 organismes adhérents.

Ses compétences incluent la formation (CNFME, Centre national de formation aux métiers de l'eau), l'administration de l'eau (AQUACOOP, Institut international d'administration de l'eau), ainsi que l'information et la documentation (SNIDE, Service national d'information et de documentation sur l'eau).

Ses activités internationales portent notamment sur :

- 1.les systèmes d'information et de documentation,
- 2.la réforme institutionnelle,
- 3.la gestion intégrée des ressources en eau par bassin versant,
- 4.la formation professionnelle et l'ingénierie pédagogique.

Dans la zone méditerranéenne, l'OIEau

- 1.est un des principaux membres du SEMIDE,
- 2.assure le secrétariat du RIOB qui intègre une composante spécifiquement méditerranéenne, le REMOB,
- 3.a engagé des actions de consolidation ou de mise en place d'agences de bassin (Algérie, Maroc, Turquie)
- 4.forme aux métiers de l'eau dans de nombreux pays.

#### **e- Le RIOB et le REMOB.**

Le RIOB (Réseau International des Organismes de Bassin)<sup>20</sup> a été créé en 1994 par des organismes s'engageant vers la mise en place d'une gestion intégrée des ressources

<sup>20</sup> [www.remoc.org](http://www.remoc.org)

hydriques dans chaque bassin. 130 organismes de bassin en sont membres et 52 pays y participent. Son secrétariat est assuré par l'OIEau, à Paris. Il est actuellement présidé par la Hongrie, par.

Le REMOB (Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin) est le réseau régional du RIOB dans la zone méditerranéenne. Il a été créé à Madrid en 2002 et son secrétariat a établi son siège à la confédération hydrographique du Jucar à Valence en Espagne et bénéficie du support institutionnel du ministère espagnol de l'Environnement. Le réseau est actuellement présidé par le Maroc et il est ouvert à tous les organismes de bassin méditerranéen, aux administrations nationales en charge de la gestion hydraulique et aux organisations bi ou multilatérales engagées dans ce domaine.

Le REMOB a pour buts de :

- développer des liens permanents entre pays membres,
- développer dans la région les activités du RIOB,
- organiser des activités communes d'intérêt régional,
- permettre aux organismes de se rencontrer pour échanger leurs expériences pratiques.

#### **f- L'Institut Méditerranéen de l'Eau (IME).**

Localisé à Marseille (France), l'IME est cependant à l'origine une initiative des pays du Maghreb (UADE, Union Africaine des Distributeurs d'Eau, basée à Rabat (Maroc). L'IME a été créé en 1982 avec pour objectif l'échange d'expérience et de savoir-faire entre les pays du Nord et du Sud méditerranéen dans le domaine de l'eau. Il est organisé en trois collèges : Institutionnels (États et Collectivités territoriales), Professionnels (Entreprises) et Experts.

Disposant de très peu de moyens permanents (3 personnes), l'IME est avant tout un réseau d'experts à disposition, sur demande spécifique, de ses partenaires du sud ; il réalise également, de sa propre initiative, des études plus générales régionales ou thématiques. L'IME a d'étroites relations avec le Plan Bleu, le GWP-MED, la CMDD, etc.

Jusqu'en 2001, l'IME était chargé par le GWP de l'animation du MED-TAC (Comité d'assistance technique pour la Méditerranée), maintenant devenu GWP-MED. A cette activité s'est plus récemment (2007) substituée la gestion de la RMSU Unité régionale pour le monitoring et l'appui au programme MEDA-Eau (voir supra).

La RMSU utilise 6 experts (4 de l'IME et 2 de l'OIEau) avec une antenne basée à Amman. Le financement qui a été attribué à l'IME à ce titre par la Commission européenne est de 4,5 millions d'euros pour 3 ans, mais 1 million d'euros a été transféré au GWP-Med pour l'animation de MED-EUWI.

Hors RMSU, le budget de l'IME est de 600 000 euros, dont une moitié pour le fonctionnement et une moitié pour les actions diverses.

## E- L'action de bailleurs de fonds, les facilités, etc.

De nombreux bailleurs de fonds interviennent dans le domaine de l'eau dans les pays méditerranéens, notamment la Banque Mondiale, la BEI la BAfD, les fonds arabes, l'AFD, la KFW, etc. avec parfois l'utilisation de certains « facilités » permettant soit des dons, soit des bonifications d'intérêt (FEM, FEMIP, FFEM, Facilité africaine de l'eau, etc.). Des dons bilatéraux de pays à pays, au titre de leur action de coopération, viennent s'y ajouter. L'intervention financière de ces bailleurs et donneurs, par nature orientée vers la réalisation d'infrastructures, est souvent accompagnée d'une action de coopération visant à améliorer le fonctionnement des institutions et des opérateurs nationaux, notamment par une réorganisation des modes de gouvernance et par l'échange d'expériences sur les bonnes pratiques.

Ces initiatives sont généralement bien concertées entre les bailleurs de fonds et les donneurs, qui se réunissent périodiquement à cet effet.

### a- La Banque Mondiale

La Banque Mondiale attache une importance capitale aux préoccupations liées à l'environnement et au développement durable. Dans cette optique, elle a procédé à une analyse approfondie de la situation de l'eau dans la région MENA.

La Banque considère 4 grandes familles de problèmes dans le secteur de l'eau :

- 1-*Utilisation inefficace et non viable* : Sept pays de la région MENA utilisent chaque année plus d'eau qu'ils n'en possèdent, en pratiquant des tirages excessifs dans les aquifères. De nombreux pays gaspillent l'eau dont ils disposent. Dans les réseaux de distribution urbains, les fuites sont souvent de l'ordre de 40 à 50 %, et plus de la moitié de l'eau consacrée à l'agriculture n'atteint pas les cultures auxquelles elle est destinée.
- 2- *Inefficacité des politiques* : Les politiques de sécurité alimentaire et de protection de l'emploi rural ont conduit à la mise en place de mécanismes tarifaires et non tarifaires destinés à protéger l'agriculture. Dans ces conditions, quelque 85 % des ressources en eau sont affectées à l'agriculture, pour cultiver des produits que les pays auraient souvent intérêt à importer. L'eau utilisée pour l'activité agricole exige souvent des investissements coûteux en vue de garantir l'approvisionnement destiné à la consommation domestique et commerciale. Les politiques de prix à vocation sociale empêchent le recouvrement des coûts, limitent les travaux d'entretien, détériorent la qualité des services, et menacent la viabilité financière des services d'approvisionnement en eau dans de nombreux pays de la région.
- 3- *Détérioration de la qualité de l'eau* : L'insuffisance des équipements d'assainissement a conduit à une contamination des eaux de surface et des eaux souterraines, qui a des retombées néfastes sur l'environnement et la santé publique.
- 4- *Dépendance excessive à l'égard des fonds publics* : En Égypte, le secteur public investit dans le secteur de l'eau près de 5 % du PIB; l'eau représente presque un quart des dépenses publiques d'équipement en Égypte, au Maroc et en Algérie. Dans bien des cas cependant, les dépenses publiques ne produisent pas les retombées escomptées. Cela peut tenir à ce que les investissements sont mal échelonnés dans le temps (construction de barrages sans qu'une infrastructure d'irrigation soit prévue pour

exploiter l'eau retenue), ou démesurés par rapport aux quantités d'eau disponibles, ce qui oblige ultérieurement à rationner l'eau. En ville, la distribution intermittente de l'eau accélère la dégradation des infrastructures. Dans la région, seuls deux services des eaux parviennent à couvrir leurs coûts d'exploitation et de gestion, ce qui se traduit par des investissements insuffisants dans le domaine de l'entretien.

Les recommandations de la Banque mondiale sont les suivantes:

- Dans la région MENA, l'accroissement démographique aura pour conséquence qu'une part plus importante des ressources en eau devra être affectée aux utilisations industrielles et domestiques, ce qui entraînera une réduction de la part destinée à l'agriculture. Il faudra donc développer la production de cultures à fort rendement hydrique et recourir à des technologies efficaces, ce qui nécessitera une bonne coordination des politiques agricoles, commerciales et autres, ainsi que diverses mesures dans le secteur de l'eau. Il conviendra par ailleurs de mieux gérer les aquifères menacés de la région. Enfin, des mesures de protection sociale devront être instaurées pour s'assurer que les ménages pauvres des zones rurales ne soient pas les plus lésés. L'augmentation des populations urbaines imposera aux opérateurs de développer les services de distribution d'eau, ainsi que de collecte et de traitement des eaux usées.
- L'amélioration des performances du secteur pose principalement un défi institutionnel. Les pays devront améliorer la réglementation et la coordination intersectorielle, améliorer la gouvernance dans ce secteur et l'ouvrir à la société civile.
- Compte tenu du caractère hautement politique, social et émotionnel que revêt la question de l'eau dans la région MENA, ces changements ne seront pas faciles à mettre en œuvre. Cela étant, des forces extérieures au secteur, comme par exemple le développement des échanges, les pressions budgétaires, les connaissances et l'information, sont susceptibles de faire évoluer le rapport coûts-avantages des réformes du secteur de l'eau sur le plan politique, ouvrant ainsi la voie aux changements institutionnels nécessaires.

Les prêts de la Banque mondiale et les activités d'analyse et de conseil

Dans la région MENA, la Banque mondiale s'attache à conduire ou développer ses activités dans les pays prioritaires, dans le droit-fil des Objectifs de développement pour le Millénaire (notamment, Maroc, Égypte, Autorité Palestinienne), et à approfondir le dialogue sur les politiques sectorielles dans les pays avec lesquels elle entretient des partenariats de longue date (comme le Maroc et l'Autorité Palestinienne). Dans le cadre de ce dialogue, la Banque s'intéresse plus particulièrement aux aspects suivants :

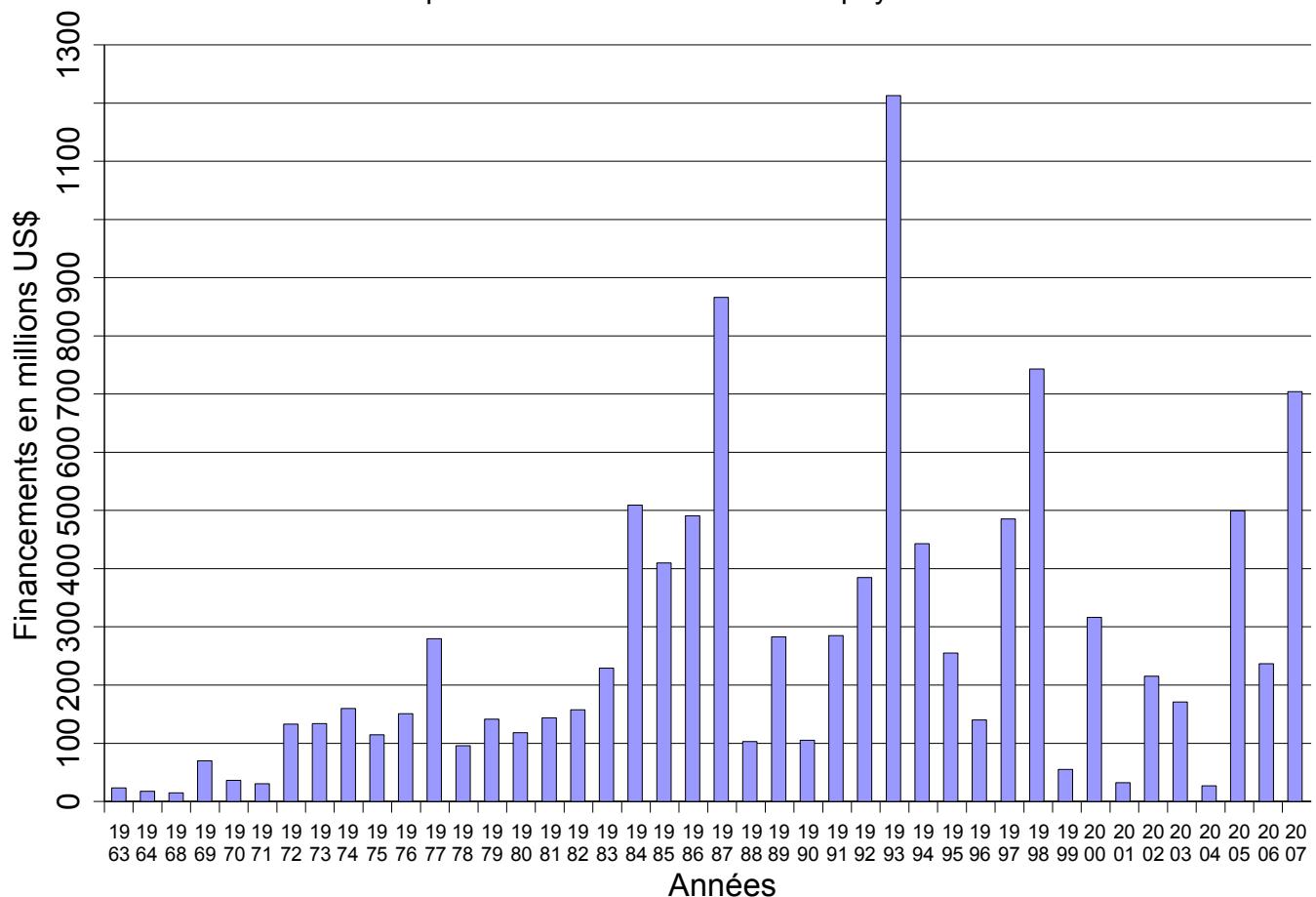
- *Développement des services apportés aux pauvres des zones urbaines* : la Banque a réalisé plusieurs projets de développement municipal, de restauration (Maroc, Tunisie) et d'équipement communautaire.
- Décentralisation des prestations de services : la Banque a continué d'agir dans le sens de la décentralisation des services de distribution d'eau en apportant son aide à la

création d'entreprises publiques indépendantes chargées de l'approvisionnement des villes et des bourgades (Yémen, Algérie, Iran, Jordanie).

- Développement des services de collecte et de traitement des eaux usées : dans de nombreux pays de la région, le secteur de l'eau s'emploie aujourd'hui à améliorer les conditions d'assainissement des zones urbaines par la collecte et le traitement des eaux usées (par exemple Maroc).
- *Amélioration de l'accès à l'assainissement et à l'approvisionnement en eau dans les zones rurales* : l'assainissement et l'approvisionnement en eau des zones rurales sont les deux domaines les plus négligés en termes d'investissement, et le soutien apporté s'inscrivait généralement dans des programmes multisectoriels ayant pour origine l'agriculture ou les fonds sociaux.
- *Amélioration des prestations des opérateurs* : la Banque axe son action sur la réforme des services de distribution et l'amélioration des finances du secteur, principalement par un recours accru aux partenariats public-privé. Des opérations d'assainissement et de distribution d'eau en zone urbaine sont en cours dans sept pays sur 12. Les contrats de gestion ont donné de bons résultats en Jordanie et Autorité Palestinienne.
- *Gestion efficace des ressources hydriques* : plusieurs projets de gestion des ressources hydriques ont été lancés ; ils portent notamment sur la gestion des eaux souterraines, la gestion de la demande, le suivi, la planification des ressources en eau au niveau des bassins hydrographiques ou des aquifères, la protection de l'environnement, la coordination intersectorielle et autres domaines. Un prêt relatif aux politiques dans le secteur de l'eau a été approuvé l'année dernière au profit du Maroc ; le projet portera sur la gouvernance du secteur et les questions de prestation de services.
- *Amélioration de l'efficacité de l'irrigation* : les projets conduits dans plusieurs pays (Égypte, Maroc, Tunisie) concernent l'efficacité de l'utilisation de l'eau et de l'énergie dans les systèmes d'irrigation, la décentralisation des responsabilités de gestion au profit des associations d'agriculteurs, les politiques de fixation des prix, la réutilisation des eaux usées après traitement, et d'autres problèmes.

La Banque Mondiale a alloué un budget annuel moyen de 300 millions de US\$ depuis 1995.(Voir en annexe) De l'ordre de la moitié du financement porte sur les questions d'assainissement et d'adduction d'eau, le reste étant consacré à la gestion des ressources en eau, à l'irrigation et aux questions connexes.

Financements annuels de la Banque Mondiale sur l'eau dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée



### b- Le Fonds pour l'Environnement mondial (FEM /GEF)

Le Fonds pour l'Environnement Mondial est un organisme dédié à la coopération internationale ayant pour vocation de financer des initiatives engagées dans la lutte contre les principales menaces qui pèsent actuellement sur l'environnement de la planète : la déperdition de la biodiversité, le changement climatique, la dégradation des eaux internationales, l'appauvrissement de la couche d'ozone, la dégradation des sols et les polluants organiques persistants (POP).

Le Fond pour l'Environnement Mondial compte 175 gouvernements membres et travaille en partenariat avec le secteur privé, les ONG ainsi que les organisations internationales pour traiter des enjeux environnementaux au niveau mondial, tout en soutenant les initiatives de développement durable au niveau national. Il a, jusqu'ici, alloué 4 milliards de dollars en subventions et accordé un supplément de 12 milliards de dollars en co-financements, pour soutenir plus de 1000 projets dans près de 140 nations en développement et économies en transition.

En Août 2002, 32 États donateurs se sont engagés à fournir près de 3 milliards de dollars en 4 ans pour financer le travail du Fond pour l'Environnement Mondial.

En ce qui concerne l'eau, le FEM est particulièrement concerné par la question des « eaux internationales », c'est-à-dire les systèmes transfrontaliers : bassins versants et nappes aquifères communs à plusieurs pays et les écosystèmes marins bordant plus d'un pays. Quelques uns des thèmes abordés sont :

- la pollution des eaux transfrontalières
- la surexploitation des eaux souterraines
- la surexploitation de la pêche
- la protection des habitats marins
- les espèces invasives
- les utilisations équilibrées des ressources en eau

Parce que les problèmes de l'eau dépassent les frontières nationales, des actions conjointes de plusieurs pays sont nécessaires pour permettre le développement durable des larges écosystèmes qui couvrent la majorité de la terre. FEM aide les pays à collaborer avec leurs voisins pour modifier des activités humaines qui ont un impact sur ces systèmes d'eaux internationales et sur les usages aval de ces ressources. Ainsi, des conflits d'usage de l'eau peuvent être évités, la sécurité améliorée, et un usage durable de la ressource développé en accord avec des objectifs globaux.

Le FEM joue un rôle de catalyseur en aidant les nations à réaliser pleinement les réformes politiques, légales, et institutionnelles et à mettre en oeuvre les investissements nécessaires au traitement de ces problèmes de ressources en eau transfrontalières.

Afin d'accroître l'échange d'expériences Sud-Sud, une conférence sur les eaux internationales est organisée tous les deux ans réunissant les représentants des pays partenaires des projets du FEM sur les eaux internationales.

Quelques projets financés par le FEM entre 1995 et 2008 et concernant la Méditerranée. (Ne sont pas inclus les projets FEM globaux, ni les projets régionaux, nombreux, concernant le Danube, le Dniepr et la Mer Noire.)

| GEF ID | Country | Project Name  | Agency | Project Type        | GEF Grant (US\$M) |
|--------|---------|---|--------|---------------------|-------------------|
| 985    | Egypt   | Developing Renewable Ground Water Resources in Arid Lands: a Pilot Case - the Eastern | UNDP   | Medium Size Project | 0.830             |

|      |          |   |       |                     |       |
|------|----------|---|-------|---------------------|-------|
|      |          | Desert of Egypt   |       |                     |       |
| 72   | Jordan   | Gulf of Aqaba Environmental Action Plan   | IBRD  | Full Size Project   | 2.995 |
| 1229 | Slovenia | EBRD/GEF Environmental Credit Facility (formerly entitled Slovenia: National Pollution Reduction Project)                               | IBRD  | Full Size Project   | 9.995 |
| 1074 | Turkey   | Anatolia Watershed Rehabilitation Project - under WB-GEF Strategic Partnership for Nutrient Reduction in the Danube River and Black Sea | IBRD  | Full Size Project   | 7.300 |
| 1851 | Regional | Protection of the North West Sahara Aquifer System (NWSAS) and related humid zones and ecosystems                                       | UNEP  | Medium Size Project | 0.600 |
| 3321 | Regional | Mainstreaming Groundwater Considerations into the Integrated Management of the Nile River Basin   | UNDP  | Medium Size Project | 1.000 |
|      |          |   | Total |                     | 22,72 |

### **c- Le partenariat stratégique UNEP/GEF pour l'écosystème Méditerranéen**

Il s'agit de la mise en oeuvre d'actions pour la protection des ressources environnementales de la mer Méditerranée et des zones côtières.

Le partenariat stratégique concerne les pays suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Égypte, Liban, Libye, Maroc, Serbie, Syrie, Tunisie, Turquie, Algérie.

9 programmes ont été approuvés le 14 juin 2007. Les agences de mise en oeuvre sont l'UNEP et l'UNIDO. Les agences d'exécution sont l'UNEP/MAP, la FAO, l'UNESCO, l'UNIDO, l'ICS-UNIDO, METAP/WB/WWF.

En 1997 l'UNEP-MAP, avec le soutien financier du GEF, a initié un programme régional visant à identifier et accélérer les réformes clés et les investissements nécessaires afin de renverser les tendances négatives menaçant l'écosystème de la mer Méditerranée et de s'orienter vers la durabilité.

En un peu plus de six ans, une analyse diagnostique transfrontalière complète de la mer Méditerranée a été préparée et approuvée par les parties contractantes de la Convention de Barcelone, et suivie par l'adoption de deux programmes d'actions stratégiques (SAPs) pour traiter les principaux problèmes transfrontaliers : la pollution d'origine terrestre (SAP MED), et la perte de biodiversité (SAP BIO).

Sur ces bases, les pays méditerranéens se sont accordés, à Trieste en octobre 2004, sur un effort collectif: pour la section des ressources environnementales de la Méditerranée, le partenariat stratégique pour l'écosystème méditerranéen, piloté par l'UNEP et la banque mondiale, cofinancé par GEF et impliquant un certain nombre d'autres agences, IFIs ainsi que des donneurs bilatéraux et multilatéraux.

Le partenariat agira comme catalyseur pour le développement de réformes politiques, légales et institutionnelles ainsi que pour les investissements nécessaires au renversement de la dégradation du bassin de la mer méditerranée, de ses habitats côtiers et de ses ressources vivantes marines. Le partenariat stratégique, suivant le modèle GEF du partenariat stratégique du bassin de la Mer Noire pour la réduction des nutrients, comporte deux composants complémentaires :

- un composant régional : l'exécution des actions approuvées pour la protection des ressources environnementales de la mer méditerranée et de ses secteurs côtiers par UNEP,
- un Fonds d'investissement partenarial pour l'écosystème de la mer méditerranée piloté par la banque mondiale et déjà approuvé par le GEF en août 2006.

Le partenariat stimulera et augmentera l'exécution au niveau méditerranéen des conventions et des initiatives globales telles que la convention de Stockholm, les conventions régionales et instruments tels que la convention de Barcelone et le plan d'action méditerranée, et les programmes nationaux.

Les principaux objectifs du composant régional sont:

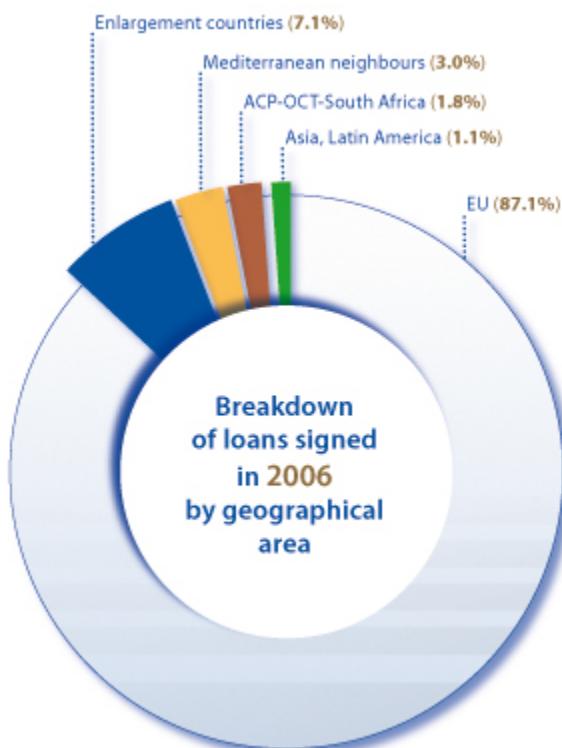
- d'assurer en concertation avec la banque mondiale, la coordination globale du partenariat stratégique ;
- de faciliter une politique harmonisée, des réformes légales et institutionnelles visant à renverser les tendances à la dégradation en se focalisant sur la pollution d'origine terrestre - particulièrement les nutrients et les PCB, les habitats côtiers et les zones de pêche, en accord avec les priorités approuvées par les pays dans le plan d'action stratégique, et de préparer la future mise en oeuvre du protocole de gestion intégrée des zones côtières.
- de promouvoir la communication régionale et la multiplication de nouvelles approches comprenant celles mises en oeuvre/démontrées dans le composant du fonds d'investissement partenarial (banque mondiale) ;
- de mesurer la progression du partenariat stratégique dans son ensemble, la réalité des mesures de réduction de stress hydrique, et d'établir par surveillance coordonnée un statut environnemental de la mer Méditerranée ; et
- de contribuer à la mise en oeuvre du plan d'action de Stockholm par une approche harmonisée des PCB dans cinq des pays participants signataires des conventions de Stockholm, Barcelone, et Bale.

#### d- La Banque Européenne d'Investissement (BEI)

La Banque européenne d'investissement a été créée en 1958 par le Traité de Rome en tant qu'institution de financement à long terme de l'Union européenne avec la mission de contribuer à l'intégration, au développement équilibré et à la cohésion économique et sociale des États membres de l'UE.

#### Projets Financés

En 2006, la Banque européenne d'investissement a prêté 45.7 milliards d'euros à l'appui des objectifs de l'union européenne : 39.8 milliards aux États membres de l'union et 5.9 milliards aux pays associés.



#### Projets financés dans les pays Méditerranéens

| <b>Country</b>             | <b>Année 2007 (in EUR)</b> | <b>5 dernières années (in EUR)</b> |
|----------------------------|----------------------------|------------------------------------|
| Algérie                    | 0                          | 483,498,958                        |
| Égypte                     | 0                          | 2,282,312,240                      |
| Gaza / West bank           | 0                          | 55,000,000                         |
| Israël                     | 0                          | 275,000,000                        |
| Jordanie                   | 0                          | 165,896,759                        |
| Liban                      | 5,000,000                  | 320,000,000                        |
| Pays Méditerranéen         | 7,500,000                  | 37,550,000                         |
| Maroc                      | 180,000,000                | 1,025,000,000                      |
| Afrique du Nord - Régional | 0                          | 10,000,000                         |
| République Arabe Syrie     | 0                          | 735,000,000                        |
| Tunisie                    | 0                          | 1,283,000,000                      |
| <b>Total</b>               | <b>192,500,000</b>         | <b>6,672,257,957</b>               |
| Mise à jour : 09/11/2007   |                            |                                    |

## Déclinés par secteur

| <b>Secteur</b>              | <b>Année 2007 (in EUR)</b> | <b>5 dernières années (in EUR)</b> |
|-----------------------------|----------------------------|------------------------------------|
| Énergie                     | 4,263,067,135              | 19,088,295,467                     |
| Transports                  | 7,446,532,538              | 62,663,875,468                     |
| Télécommunications          | 1,770,103,858              | 6,518,074,579                      |
| Eau, assainissement         | 1,401,450,517              | 10,966,677,798                     |
| Infrastructures urbaines    | 1,445,024,058              | 9,767,374,880                      |
| Infrastructures composites  | 189,461,419                | 6,572,385,168                      |
| Industrie                   | 2,826,367,095              | 17,278,743,091                     |
| Services                    | 2,407,579,400              | 10,296,369,220                     |
| Santé et Éducation          | 3,010,110,051              | 15,536,799,903                     |
| Agriculture, pêches, forets | 0                          | 46,069,538                         |
| Prêts totaux                | 6,425,722,508              | 59,519,090,396                     |
| Montant Total               | 31,185,418,578             | 218,253,755,508                    |
| Mise à jour : 09/11/2007    |                            |                                    |

### e- La Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP)

Instrument de financement de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) dans les pays partenaires méditerranéens (PPM), la FEMIP a été créée lors du Conseil Européen de Barcelone en mars 2002. Cette facilité accorde une priorité spéciale au développement des activités économiques du secteur privé et aux projets qui contribuent à la création d'un climat propice à l'investissement privé. Son objectif est d'aider les PPM à relever les défis de leur modernisation économique et sociale et de renforcer l'intégration régionale dans la perspective de la création d'une zone de libre-échange euro-méditerranéenne à l'horizon 2010.

En 2005, plus de la moitié des financements ont visé à promouvoir directement la croissance des entreprises privées, que ce soit grâce à l'investissement étranger direct (Turquie et Tunisie), à des coentreprises issues de la coopération entre promoteurs des PPM (Algérie) ou encore à des financements destinés aux PME (Égypte, Syrie et Tunisie), outre la création d'un fonds régional de capital-risque.

La BEI porte également une attention particulière à différents investissements destinés à moderniser les infrastructures, notamment dans les domaines de l'énergie et de l'environnement, qui ont servi à améliorer les conditions générales du développement du secteur privé au Maroc, en Algérie, en Égypte, au Liban et en Syrie.

Pour la mise en oeuvre de la FEMIP, la BEI collabore étroitement avec toutes les parties prenantes au développement de la région méditerranéenne : la Commission Européenne, la communauté bancaire en Europe et dans les pays bénéficiaires, la Banque Mondiale, la

SFI, la BAD, des institutions multilatérales et bilatérales de financement du développement.

Outre le développement du secteur privé, qui fait intervenir à la fois des entreprises locales et des investissements directs effectués par des sociétés de l'UE dans les PPM, les autres grands objectifs de la FEMIP sont les suivants :

- un soutien accru aux projets de coopération régionale et aux investissements liés au développement humain et social (secteurs de la santé, de l'éducation et de la protection de l'environnement),
- des actions d'assistance en faveur du processus de réforme économique et de privatisation dans les PPM,
- l'offre de produits financiers innovants, de capitaux à risques et d'assistance technique.

La panoplie diversifiée d'instruments de la FEMIP permet de répondre aux besoins multiples des économies locales. Elle fournit, en effet, des produits financiers plutôt rares dans la région (prêts à long terme, innovations financières, capital risque...) à des conditions financières attractives.

Les financements signés par la BEI en Méditerranée se sont élevés à près de 2,2 milliards d'euros en 2005 et 2004, contre 1,9 milliard d'euros en 2003 et 1,8 milliard d'euros en 2002.

#### **f- Le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)**

Dans le tableau ci-dessous figurent quelques programmes financés en Méditerranée par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial, fonds géré par l'Agence Française de Développement (AFD).

Programmes financés en Méditerranée par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial

|  | Date d'engagement | Institution | Pays                      | Montant euros |
|--|-------------------|-------------|---------------------------|---------------|
| Gestion partagée de l'aquifère du Sahara septentrional               | 06/07/2007        | MEDAD       | Algérie - Libye - Tunisie | 500.000       |
| Appui au développement du Commissariat national du littoral algérien | 05/07/2005        | MEDD        | Algérie                   | 1 200 000     |
| Transfert d'eau de la mer rouge à                                    | 30/03/2006        | AFD         | Israël,                   | 1 000 000     |

Programmes financés en Méditerranée par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial

|   |            |      |   |           |
|---|------------|------|---|-----------|
| la mer morte  |            |      | Jordanie,<br>Territoires<br>autonomes<br>palestiniens |           |
| Appui à la mise en place d'une station d'épuration à Fès avec valorisation énergétique du biogaz        | 05/07/2006 | AFD  | Maroc   | 900.000   |
| Sauvegarde et valorisation des oasis du sud marocain - composante Tafilalet                             | 30/03/2007 | AFD  | Maroc   | 1.500.000 |
| Système aquifère du Sahara septentrional  | 27/11/2003 | MEDD | Algérie -<br>Libye -<br>Tunisie                       | 315 000   |
| Conservation d'espaces naturels littoraux dans le bassin méditerranéen                                  | 22/12/1997 | MEDD | Liban, Maroc,<br>Tunisie                              | 1 770 405 |
| Gestion des ressources en eau dans le bassin du Jourdain  | 21/10/1994 | MEFI | Régional<br>Méditerranée                              | 290 676   |
| Programme d'action stratégique du plan d'action pour la Méditerranée                                    | 29/03/2002 | MEDD | Algérie,<br>Liban, Maroc,<br>Tunisie,<br>Turquie      | 1 828 000 |
| Aires marines et côtières protégées   | 15/11/2002 | MEDD | Tunisie   | 1 475 000 |
| Programme d'élimination et de prévention de la résurgence des stocks de pesticides obsolètes en Afrique | 25/11/2005 | MEDD | Tunisie   | 800 000   |
|   |            |      |   | 8 680 481 |

On note par exemple que le système aquifère du Sahara septentrional fait l'objet de financements du fonds Français pour l'environnement mondial et de l'UNEP. Nous ne sommes pas allés plus loin à ce stade dans l'examen de détail des financements.

**g- Le Programme d'Assistance Technique pour la Protection de l'Environnement Méditerranéen (METAP)**

Fondé en 1990, le METAP est un partenariat entre des pays du pourtour méditerranéen et des donateurs multilatéraux. Le partenariat initial regroupant la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et la Banque mondiale (BM) s'est élargi à la Commission Européenne (CE), à la Coopération pour le Développement du Ministère des Affaires Étrangères de la Finlande (FINNIDA), à la Direction du Développement et de la

Coopération (DDC), et au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) qui constituent les principaux donateurs. En 15 ans, le METAP a attiré des investissements atteignant 1 milliard \$ couvrant 35 projets pour un coût de fonctionnement inférieur à 65 millions \$ dans le but de renforcer la capacité des pays méditerranéens pour aborder les problèmes environnementaux communs et d'assainir l'environnement méditerranéen, assistance technique dans des domaines variés allant de la préparation de projets pour le renforcement institutionnel au développement des politiques en passant par la formation, la mise en place de réseaux régionaux et la délégation des pouvoirs au niveau local dans différents secteurs de l'environnement.

Le METAP opère dans les pays suivants du sud et de l'est de la Méditerranée: Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Égypte, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie et Autorité Palestinienne de Cisjordanie et Gaza. Dans le passé, le programme couvrait également Chypre et la Slovénie.

Le METAP collabore largement avec le Plan d'Action Méditerranéen (PAM) pour de nombreuses activités.

Les activités du METAP sont divisées en deux composantes principales : renforcement des capacités et préparation de projets. Le renforcement des capacités est géré par le secrétariat du METAP situé au siège de la Banque mondiale à Washington. Les activités liées à la préparation de projets sont gérées par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) à Luxembourg.

Le programme du METAP, initialement conçu pour identifier les actions susceptibles d'être financées pour endiguer la détérioration de l'environnement, a évolué vers la définition des indicateurs de développement durable dans la région, l'évaluation de l'impact des politiques, des programmes et des projets sur l'état de l'environnement et le renforcement des compétences et ressources techniques des entités publiques et privées.

Les quatre phases opérationnelles du METAP ont mis l'accent sur la dimension régionale et le renforcement de la capacité des institutions nationales et locales, tout en encourageant le soutien entre les pays pour limiter les impacts environnementaux transfrontaliers, diffuser les connaissances et cultiver les meilleures pratiques.

Aujourd'hui, les projets et les activités du METAP mettent l'accent sur:

- la qualité de l'eau,
- les déchets solides,
- les coûts de la dégradation de l'environnement, le commerce et l'environnement, les opérations bancaires et l'environnement, les études d'impact sur l'environnement et la gestion des connaissances.

#### **h- La Banque Africaine de développement (BAfD)**

Le Groupe de la Banque, en 2000, a mis au point une Politique de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). La Banque a pris une part active dans la promotion d'un nombre d'instruments d'intervention majeurs qui guident l'Initiative de la Banque dans le secteur de l'eau, à savoir le Programme du NEPAD en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement, l'Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural (IAEAR).

La BAfD administre la Facilité Africaine pour l'Eau (cf. ci-dessous).

#### **i- La Facilité Africaine pour l'Eau (FAE)**

La Facilité Africaine de l'Eau est une initiative dirigée par le Conseil des Ministres africains chargés de l'eau (AWCOM) et elle comprend les pays suivants : Algérie, Congo Brazzaville, Ethiopie, Lesotho, Sénégal, Burkina Faso, Burundi, Niger, Kenya, Cameroun, Ouganda, Rwanda, Mozambique, Namibie, Tchad et Tunisie. Elle concerne donc davantage les pays d'Afrique subsaharienne que les pays de la zone méditerranéenne, mais certains sont cependant concernés par ses interventions.

La FAE a été créée en 2004 sous forme de Fonds spécial pour l'eau et placée sous la responsabilité de la Banque Africaine de Développement qui est le donateur principal à côté de l'UE, du Canada, de la Norvège, de la Suède, du Danemark, de l'Autriche et de la France. Selon le Programme d'Action 2005-2009, la Facilité dispose d'un budget de 500 millions d'euros pour cette période.

Tableau 1 : Programme des activités et des besoins financiers (million d'Euros) pour 2005-09

| ACTIVITE                                       | 2005        | 2006         | 2007         | 2008          | 2009          | Total         | %           |
|--|-------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| <b>GIRE</b>                                    |             |              |              |               |               |               |             |
| Information et connaissance                    | 0.02        | 2.00         | 1.00         | 1.00          | 1.00          | 5.02          |             |
| Suivi et évaluation                            | 0.02        | 3.00         | 1.00         | 1.00          | 1.00          | 6.02          |             |
| Développement et réformes de politique         |             | 3.00         | 6.00         | 5.00          | 4.00          | 18.00         |             |
| Planification et exécution                     |             | 3.00         | 7.00         | 7.00          | 6.00          | 23.00         |             |
| Gestion environnementale                       |             | 0.50         | 0.50         | 0.50          | 0.50          | 2.00          |             |
| <i>Total partiel</i>                           | 0.04        | 11.50        | 15.50        | 14.50         | 12.50         | 54.04         | 11%         |
| <b>GRET</b>                                    |             |              |              |               |               |               |             |
| Information et connaissance                    |             | 2.00         | 3.00         | 3.00          | 3.00          | 11.00         |             |
| Suivi et évaluation                            |             | 1.00         | 1.00         | 0.50          | 0.50          | 3.00          |             |
| Plaidoirie, cadre Légititatif                  |             | 2.00         | 4.00         | 4.00          | 5.00          | 15.00         |             |
| Coopération, mobilisation de Ressource         |             | 2.50         | 3.00         | 3.00          | 3.00          | 11.50         |             |
| Développement de planification et de stratégie |             | 3.00         | 4.00         | 4.00          | 4.00          | 15.00         |             |
| <i>Total partiel</i>                           |             | 10.50        | 15.00        | 14.50         | 15.50         | 55.50         | 11%         |
| <b>INVESTISSEMENT</b>                          |             |              |              |               |               |               |             |
| Investissement de levée de capitaux            |             |              | 10.00        | 76.00         | 100.00        | 186.00        |             |
| Projets à échelle réduite                      |             | 5.00         | 20.00        | 50.00         | 95.00         | 170.00        |             |
| Préparation de Programme/Projet                |             | 5.00         | 5.00         | 5.00          | 5.00          | 20.00         |             |
| <i>Total partiel</i>                           |             | 10.00        | 35.00        | 131.00        | 200.00        | 376.00        | 75%         |
| <b>Organisation et administration</b>          | 0.01        | 3.00         | 3.70         | 3.75          | 4.00          | 14.46         | 3%          |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>0.05</b> | <b>35.00</b> | <b>69.20</b> | <b>163.75</b> | <b>232.00</b> | <b>500.00</b> | <b>100%</b> |

**Tableau 2 : Etat d'engagements de ressource et de paiements (million d'Euros)**  
**(Fin septembre 2005)**

| Donateur     | Engagements de Ressource |                                      |              | Modalités de paiement |                |             |              |                  |
|--------------|--------------------------|--------------------------------------|--------------|-----------------------|----------------|-------------|--------------|------------------|
|              | Montant (million)        | Taux de change à l'Euro <sup>1</sup> | Montant      | Période de Paiement   | Quantité payée | Prévu 2005  | Estime 2006  | Total à fin 2006 |
| EU           | Euro 20.0                |                                      | 20.00        | 2 ans                 |                |             | 10.00        | 10.00            |
| Canada       | Can \$ 20.0              | 1.47                                 | 13.63        | 3 ans                 | 6.81           |             | 3.41         | 10.22            |
| Norvège      | NOK 30.0                 | 7.92                                 | 3.79         | 3 ans                 |                | 1.27        | 1.20         | 2.40             |
| La Suède     | SEK 45.0                 | 9.45                                 | 4.76         | 3 ans                 |                | 1.60        | 1.60         | 3.20             |
| Danemark     | DKK 40.0                 | 7.45                                 | 5.37         | 5 ans                 |                | 1.15        | 2.11         | 3.26             |
| Autriche     | Euro 0.10                |                                      | 0.10         | 1 an                  | 0.10           |             |              | 0.10             |
| France       | Euro 12.0                |                                      | 12.00        | 5 ans                 |                | 4.00        | 2.00         | 6.00             |
| <b>Total</b> |                          |                                      | <b>59.65</b> |                       | <b>6.91</b>    | <b>8.02</b> | <b>20.32</b> | <b>35.18</b>     |

Source : Le Programme d'Action 2005-2009, p. 22

[http://www.afdb.org/pls/portal/docs/PAGE/AWF\\_ADMIN/AWFDOCUMENTS/FAE\\_PROGRAMME\\_OPERATIONNEL\\_2005\\_2009\\_FR.PDF](http://www.afdb.org/pls/portal/docs/PAGE/AWF_ADMIN/AWFDOCUMENTS/FAE_PROGRAMME_OPERATIONNEL_2005_2009_FR.PDF)

L'objectif principal de la FAE est de mobiliser des ressources pour financer des activités de développement des ressources en eau en Afrique et d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement au niveau national et régional. Pour atteindre ce but, la Facilité cherche à améliorer l'environnement permettant d'attirer plus d'investissements pour renforcer la gestion des ressources d'eau.

La Facilité assiste également des Etats membres dans leurs efforts pour atteindre les objectifs en matière d'eau établis par la Vision Africaine de l'Eau et par les Objectifs du Millénaire (ODM).

De manière concrète, les activités de la Facilité Africaine de l'Eau consistent en la collecte et l'examen des projets soumis et en l'assistance à la réalisation des projets choisis dans les domaines suivants : gestion intégrée de ressources en eau, gestion des eaux partagées, infrastructures hydrauliques, valorisation et diffusion de la connaissance et information, suivi et évaluation des politiques et des projets.

La FAE publie divers rapports et prépare les programmes d'action liés au secteur de l'eau. A ce jour, elle a approuvé 21 projets qui sont actuellement en cours de réalisation : elle a publié un rapport sur l'avancements des OMD. Elle a organisé un atelier de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau qui a eu lieu en Libye et un atelier concernant la Gestion durable de l'Eau en Afrique de l'Est tenu à Mombasa.

#### **j- Le Programme de gestion des ressources en eau du NEPAD**

À l'échelle continentale, le NEPAD constitue le cadre de référence pour la mise en valeur des ressources en eau pour atteindre l'objectif stratégique de sécurité d'approvisionnement en eau sur tout le continent. La Banque Africaine de développement

(BAfD) a été désignée comme chef de file pour aider le NEPAD à mettre en œuvre son programme de développement des infrastructures dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, dans le cadre du renforcement de l'intégration régionale. Un Plan d'action à court terme (PACT) pour la mise en œuvre des activités prioritaires sur une période de 5 ans ; il prévoit l'élaboration de politiques nationales de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), l'atténuation des effets des inondations et des sécheresses, la satisfaction des besoins fondamentaux en eau et la gestion des ressources en eau transfrontalières. La mise en œuvre du PACT a focalisé les interventions sur 7 bassins fluviaux africains.. La BAfD apporte en outre un concours au NEPAD en vue de l'élaboration du Cadre stratégique de moyen à long terme (CSMLT) pour le Programme de développement de l'infrastructure de l'eau et de l'assainissement.

### **Programme de partenariat dans le domaine de l'eau**

Le Programme de partenariat dans le domaine de l'eau a été monté avec le concours du gouvernement néerlandais pour promouvoir les principes et les pratiques de gestion intégrée des ressources en eau dans les PMR et pour appuyer la mise en œuvre de la politique de GIRE en Afrique. L'exécution du programme, qui s'étale sur trois ans, a débuté en 2003 avec un don de 5 millions de dollars utilisé pour :

- 1) renforcer les capacités opérationnelles de la BAfD,
- 2) renforcer la prise de conscience et les capacités dans les PMR,
- 3) développer l'information et sensibiliser le public à la question de l'eau, et
- 4) permettre de prendre part à des partenariats ainsi qu'aux échanges des meilleures pratiques et d'expérience dans les PMR. Le Canada a accepté de financer le programme de partenariat dans le domaine de l'eau en mettant à disposition 5 millions de dollars canadiens sur trois ans, à compter de 2004.

Le programme a permis à la Banque d'élaborer la Facilité africaine de l'eau ainsi que le cadre de mise en œuvre du programme de la phase pilote de l'IAEAR. Il a appuyé les campagnes régionales et internationales de sensibilisation et a permis à la Banque de participer au programme de coopération en matière d'utilisation de l'eau dans l'agriculture, avec la Banque mondiale, la FAO, le FIDA et l'IAEAR dans le cadre du NEPAD.

### **Coordination des actions et partenariats**

La BAfD joue le rôle de chef de file dans la mise en œuvre de l'IAEAR, en coordonnant les actions des donateurs et autres partenaires autour d'un programme commun, en assurant une réponse synchronisée dans le relèvement des défis, et en encourageant une approche harmonisée par rapport à la mise en œuvre des programmes. La Banque établira un Comité de coordination de l'eau pour assurer les fonctions de secrétariat pour la mise en œuvre des différentes initiatives.

La coordination au niveau national sera assurée en premier lieu à travers les DSRP. Les mécanismes d'élaboration des DSRP appellent le passage en revue des programmes

pays des différentes institutions, gouvernements, donateurs, des BMD et des ONG, de même que des possibilités d'intégration dans le plan global de GIRE du pays. La coordination des opérations de la Banque sera assurée dans le cadre des DSP et des documents de stratégie d'assistance régionale, où les engagements de l'institution en faveur des programmes nationaux et régionaux sont déterminés.

L'avènement de l'AMCOW, couplé à sa participation à la FAE, constitue une opportunité à saisir pour que tous les programmes appuyés par l'IAEAR, le Programme de l'eau du NEPAD et la FAE s'inscrivent dans les programmes nationaux et régionaux des PMR, à côté de l'appui des programmes de la communauté des donateurs. La Banque a, en collaboration avec d'autres partenaires régionaux et internationaux, pris une part active aux conférences régionales et internationales telles que le Sommet mondial sur le développement durable (SMDD), le Forum mondial de l'eau et le Panel mondial sur le financement de l'infrastructure dans le secteur de l'eau. Par ailleurs, Le Groupe des Nations Unies pour l'eau en Afrique aura à jouer un rôle important de coordination entre les agences des Nations Unies, d'une part, et avec d'autres parties prenantes, d'autre part.

L'engagement du Groupe de la BAfD dans le secteur de l'eau et l'importance que l'institution, ainsi que ses partenaires, y attachent ont été clairement mis en évidence par la première Semaine de l'eau de la BAfD, tenue à Tunis en juillet 2004. La Semaine de l'eau visait à engager les parties prenantes et les partenaires dans le secteur de l'eau en Afrique, à consolider les partenariats existants et à en créer de nouveaux, ainsi qu'à mobiliser un large soutien auprès des parties prenantes et de la communauté internationale dans son ensemble, afin d'accélérer le développement et la gestion des ressources en eau en Afrique. C'est pendant la semaine de l'eau qu'ont été officiellement lancées l'IAEAR et la FAE.

#### **k- L'Agence française de développement (AFD) et les autres banques de développement au niveau des états**

Plusieurs pays ont institué un organisme financier spécialisé dans le financement (prêts et parfois dons) d'actions de coopération; C'est le cas de l'Allemagne avec la KFW, instrument opérationnel de la coopération allemande (GTZ) ; c'est aussi le cas de la France avec l'AFD (Agence Française de Développement).

L'examen des activités de ces banques dépassait le cadre de notre étude et aurait d'ailleurs nécessité de lourdes investigations complémentaires. A titre d'exemple, nous donnons cependant ci-dessous quelques éléments d'informations sur l'Agence française de développement (AFD)

La mission de l'Agence française de développement (AFD) est de participer au financement par l'aide publique, du développement des pays pauvres. Elle intervient ainsi dans cinq continents et dans les collectivités d'Outre-mer.

L'AFD soutient les pouvoirs publics, le secteur privé et les réseaux associatifs locaux pour la mise en oeuvre de projets économiques et sociaux très divers. Ses actions en faveur de la croissance économique et de la préservation de l'environnement s'inscrivent directement dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

L'AFD contribue également à la préservation des biens publics mondiaux et peut répondre à des situations de crise.

### **Actions de l'AFD en Méditerranée et au Moyen Orient**

Dans cette région, l'AFD possède 8 agences, le Maroc bénéficiant de deux bureaux (Rabat et Casablanca). La Syrie est placée sous la compétence de l'agence de Beyrouth au Liban.

La priorité de l'AFD dans le bassin méditerranéen et au Moyen Orient est d'encourager une croissance économique durable, de réduire les inégalités en favorisant l'accès des populations aux services de base et en aidant à la création d'emplois nécessaires à l'insertion des jeunes sur le marché du travail. L'AFD s'attache également à soutenir les investissements ayant un impact direct en termes de développement durable et de sauvegarde de l'environnement. L'AFD participe ainsi d'une réponse économique au traitement des enjeux de politique internationale que la France priviliege dans cette région : paix et stabilité, préservation et développement de l'influence française et européenne. Dans cette perspective, il s'agit en priorité de :

- La gestion à long terme des ressources hydrauliques et les arbitrages qu'elle suppose sur les usages concurrents de l'eau (irrigation, utilisation industrielle, conservation et renouvellement de la ressource, etc.). En corollaire, l'assainissement et ses impacts sur la santé font l'objet d'une attention particulière.
- La remise à niveau des entreprises locales pour une meilleure compétitivité et une plus grande rentabilité afin de permettre aux pays de la région de faire face à la concurrence internationale. L'AFD est engagée dans des actions de mise à niveau et de formation professionnelle. Elle soutient également la mise en œuvre de politiques de responsabilité sociale et environnementale au sein des entreprises.
- La modernisation des infrastructures afin de participer à l'amélioration des conditions de vie des populations dans un contexte de croissance urbaine rapide par la viabilisation de quartiers défavorisés, la création ou modernisation de réseaux d'assainissement, la résorption de l'habitat insalubre. En zone rurale, les interventions visent à favoriser le développement en facilitant l'accès aux routes, à l'eau, à l'électricité et aux soins de santé primaire.
- Les migrations et les transferts financiers des migrants qui font l'objet d'études et d'interventions spécifiques de la part de l'AFD, en particulier dans les pays du Maghreb, avec pour priorité de renforcer le lien entre la micro-finance et les transferts des migrants.

Les projets récents de l'AFD dans le domaine de l'eau sont :

| N° du projet | Pays / Région                      | Nom du projet  | Montant    | Statut                | Date de mise à jour |
|--------------|------------------------------------|----------------|------------|-----------------------|---------------------|
| CTN6013      | Tunisie                            | PRERERC ONAS   | 52 ,80 M € | En cours d'évaluation | 27/09/06            |
| CMA6034      | Maroc                              | ONEP PROGEA    | 30 ,00 M € | Signé                 | 27/07/06            |
| CLB3000      | Liban                              | AEP LIBAN NORD | 30 ,00 M € | Signé                 | 10/07/06            |
| CPS3001      | Territoires Autonomes Palestiniens | EAU 2003       | 10 ,50 M € | Signé                 | 10/07/06            |
| CMA1077      | Maroc                              | ONEP 6         | 20 ,00 M € | Signé                 | 09/05/06            |
| CTN6001      | Tunisie                            | AEP RURALE 2   | 33 ,00 M € | Signé                 | 04/12/03            |
| CMA1069      | Maroc                              | RADEEO OUJDA   | 12 ,00 M € | Signé                 | 10/12/02            |
| CMA1022      | Maroc                              | RAMSA AGADIR   | 13 ,55 M € | Signé                 | 21/02/00            |
| CMA1053      | Maroc                              | RADEM MEKNES   | 12 ,10 M € | Signé                 | 05/11/99            |

**I- Le recensement effectué auprès des pays du sud et de l'est de la méditerranée**  
**Réponses à l'enquête sur les opérations « eau » réalisées dans les pays depuis 1995**

Nous avons lancé une enquête sur les opérations réalisées dans le domaine de l'eau depuis 1995.

Seuls quatre pays ont répondu à l'enquête : la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Turquie

Les informations recueillies ne sont donc pas exhaustives pour la Région et ne permettent donc pas de réaliser une synthèse générale. Par ailleurs, nous n'avons pas la totalité des opérations engagées, ni les montants de divers projets pour certaines opérations dans les pays qui ont répondu... De plus, les informations ne sont pas en totale cohérence avec les données disponibles auprès de la Commission Européenne.

Par exemple, le financement MEDA II pour le Maroc, qui apparaît pour 120 millions sur le site [http://www.delmar.ec.europa.eu/fr/ue\\_maroc/medaiia05.htm](http://www.delmar.ec.europa.eu/fr/ue_maroc/medaiia05.htm) et dans la fiche détaillée du même site (détail ci-dessous), n'apparaît pas dans le tableau rempli par le Maroc.

## 21 - Programme d'ajustement structurel du secteur de l'eau au Maroc

Responsable : Délégation de la Commission européenne à Rabat, fax : 037 57 98 10

La convention de financement a été signée par la Commission européenne et le Gouvernement marocain en février 2002.

La subvention communautaire prend la forme d'un appui direct et non ciblé au budget de l'Etat. Le déboursement sera effectué en deux tranches, suite à l'évaluation de l'avancement des réformes et des critères agréés entre la Commission et le Gouvernement marocain, prenant également en compte le cadre macro-économique et la conformité des politiques suivies par rapport aux trois objectifs fondamentaux: le maintien des grands équilibres internes et externes, la croissance soutenue, et la transition efficace et harmonieuse vers l'association et le libre échange avec l'UE.

### **Objectifs du projet**

L'objectif Global du programme est d'améliorer la gestion de l'eau en donnant la dimension prioritaire qui lui revient à une allocation économiquement rationnelle de la ressource et une préservation des capacités installées et de la qualité de l'eau.

Cet objectif global se décline en trois objectifs spécifiques :

Rendre effective l'application de la Loi Cadre sur l'eau adoptée en 1995, tant au niveau institutionnel et réglementaire que de la stratégie sectorielle d'investissement public ;

Réduire les coûts à charge du budget de l'Etat sur la base d'engagements en termes d'échéances précises

Augmenter l'efficacité des institutions chargées de la gestion de l'eau et de l'assainissement.

### **Description du projet**

La réforme en profondeur du secteur de l'eau et de l'assainissement, dans la perspective de l'application effective de la loi sur l'eau de 1995 et sur la base des défis auxquels doit faire face le Maroc à moyen et long terme, s'ordonne autour de six axes principaux:

La gestion intégrée des ressources en eau, mise en œuvre à l'échelle des bassins hydrographique par les Agences de Bassin ;

La régulation tarifaire des usages de l'eau ;

La Ré-affectation des budgets d'investissement ;

La réforme de la gestion de l'eau agricole ;

Le recours aux partenariats publics-privé et à l'intercommunalité ;

La maîtrise des impacts des rejets liquides sur l'environnement, la préservation de la qualité de l'eau et la politique d'assainissement.

### **Montant : (Meuros)**

Total : 120

Communauté européenne : 120

### **Calendrier d'exécution**

La Commission Européenne a versé au Trésor un montant de 60 Meuros suite à la réalisation de mesures prises par les Autorités marocaines en conformité avec la convention de financement.

Date du comité med : 14 novembre 2001

Signature du contrat de financement : 13 février 2002

Durée : 36 mois

une extension supplémentaire de 12 mois a été accordée suite au retard dans la mise en œuvre du programme

Maître d'ouvrage : Ministère des Finances et de la Privatisation

Maître d'œuvre : Ministère des Finances et de la Privatisation

Les deux nouveaux programmes environnementaux dans le cadre de la politique de l'eau et de gestion des eaux usées, soutenus par une enveloppe communautaire de 40 millions d'euros adoptés en 2006 n'y figurent pas non plus.

De même, les tableaux complétés par la Turquie n'indiquent pas les aides reçues de la commission européenne.

Compte tenu de ces considérations, les enquêtes n'ont pas pu être exploitées davantage.

Une interprétation possible de ces « lacunes » est qu'il n'existe pas dans les pays d'entité responsable du recensement des actions par les financeurs auprès des entités financées qui sont nombreuses et variées. Ceci pourrait également expliquer le faible taux de réponses au questionnaire.

Nous joignons ci-dessous un tableau récapitulatifs des actions « Eau », à partir des données fournies par les pays ; les données sont pour certains pays, selon nos considérations ci-dessus, sous-estimées.

|          | Name of the programme or project | Water resources management | Water demand management | Drinking water | Water sanitation | Research programmes | Other | Year(s) of finance | Global amount of the project | European Commission (precise the initiative or programme) | Banks (precise) |                  |               | Bilateral aid (countries) |                | Other donors |                |
|----------|----------------------------------|----------------------------|-------------------------|----------------|------------------|---------------------|-------|--------------------|------------------------------|---|-----------------|------------------|---------------|---------------------------|----------------|--------------|----------------|
|          |                                  |                            |                         |                |                  |                     |       |                    |                              |   | Amount          | Bank             |               | Country                   | Amount         | Donor        | Amount         |
|          |                                  |                            |                         |                |                  |                     |       |                    |                              |   |                 | Bank             | Loan          | Grant                     |                |              |                |
| Jordanie | <b>TOTAL en milliers €</b>       |                            |                         |                |                  |                     |       |                    | <b>328 240</b>               | <b>7 940</b>  |                 | <b>7 150</b>     |               |                           | <b>306 000</b> |              |                |
| Liban    | <b>TOTAL en milliers €</b>       |                            |                         |                |                  |                     |       |                    | <b>776 465</b>               |   |                 | <b>176 045</b>   |               |                           | <b>141 288</b> |              | <b>291 878</b> |
| Maroc    | <b>TOTAL en milliers €</b>       |                            |                         |                |                  |                     |       |                    |                              |   |                 | <b>528 000</b>   | <b>31 920</b> |                           | <b>85 841</b>  |              |                |
| Turquie  | <b>TOTAL en milliers €</b>       |                            |                         |                |                  |                     |       |                    | <b>1 756 336</b>             |   |                 | <b>651 030</b>   |               |                           |                |              |                |
| Turquie  | <b>TOTAL en milliers €</b>       |                            |                         |                |                  |                     |       |                    |                              |   |                 | <b>2 507 690</b> |               |                           |                |              |                |
| Turquie  | <b>TOTAL en milliers €</b>       |                            |                         |                |                  |                     |       |                    | <b>895 105</b>               |   |                 | <b>737 415</b>   |               |                           |                |              |                |

**Les tableaux détaillés sont fournis en annexe 5.**

## F- Le projet d'Union pour la Méditerranée (UpM).

L'Union pour la Méditerranée (UpM), projet proposé par la France, qui sera officiellement créée à Paris le 13 juillet 2008 à l'occasion du sommet des Chefs d'Etats concernés, vient apporter un élément structurant nouveau dans l'état des lieux qui précède.

A partir d'une approche fondée sur le paritarisme, donnant aux "Pays du Sud" la même voix qu'aux "Pays du Nord", l'Union pour la Méditerranée a pour finalité d'organiser une plus grande solidarité politique, économique et sociale entre les pays du pourtour méditerranéen. L'articulation mise en place entre l'Union Européenne (qui sera elle même, comme ses pays membres, membre de l'UpM) et l'Union pour la Méditerranée permettra l'établissement de synergies fortes entre les deux Unions.

Le projet comporte plusieurs grands chapitres, dont l'un est dédié au domaine du développement durable à l'intérieur duquel certains volets concernent directement la question de l'eau : dépollution de la Méditerranée, protection du littoral et, surtout, "gestion efficiente de la ressource et de la demande en eau".

Le synergies et complémentarités sont évidentes entre ces volets et certains de ceux qui sont mis en oeuvre par la Commission Européenne (DG ENV, AIDCO et RELEX). Ainsi, le volet "dépollution de la Méditerranée" prend-il à son compte les projets identifiés dans le cadre de l'initiative "Horizon 2020" (eux-mêmes sélectionnés par la BEI à partir d'une liste de "hot spots" établie par le PAM-MEDPOL) et permettra sans doute –par la mobilisation de capacités financières nouvelles ou complémentaires- d'en augmenter le périmètre et d'en accélérer la mise en oeuvre.

De même le volet "gestion de l'eau" devrait-il permettre de développer un panel de projets exemplaires orientés vers la réduction du stress –ou de la pénurie- hydrique. Cependant, l'identification de ces projets est, au stade actuel, beaucoup moins avancée que dans le

cas des projets “Horizon 2020”. En effet, depuis la mise en évidence de la nécessité de prendre en compte ce type d’actions –comme intégrée dans la Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable- aucune initiative politique d’envergure régionale n’a vu le jour pour promouvoir les approches de gestion par la demande. Par ailleurs, il s’agit souvent de projets plus difficilement individualisables –particulièrement dans le cas de la politique de la demande- que les projets, chacun bien localisés, de dépollution ; surtout, leur “bancabilité” est beaucoup plus complexe à établir, s’agissant de projets intégrant généralement une forte composante “développement durable” ou “gouvernance” et impliquant donc une notable proportion d’assistance technique. Pour ces raisons, le volet “gestion efficiente de la ressource et de la demande en eau” ne bénéficie pas d’un travail préalable approfondi comme horizon 2020. L’UpM pourra cependant s’appuyer sur certains travaux préexistants par exemple dans le cadre de MEDA-Eau ou dans le cadre des actions bilatérales de l’Union Européenne. L’UpM devra cependant se doter d’outils complémentaires, sans doute par la mise en place de moyens paritaires d’identification de projets, privilégiant ceux ayant une dimension régionale.

## **G- Commentaires sur l’état des lieux**

Ce survol des nombreuses initiatives existantes soulève les commentaires suivants.

### **1. Un état des lieux non exhaustif, mais qui illustre toutefois une réalité complexe de la coopération institutionnelle**

- L’état des lieux ainsi établi n’est sans doute pas encore totalement exhaustif, mais l’essentiel des “outils de coopération dans le domaine de l’eau” y est présenté.
- Les actions menées peuvent être réparties entre plusieurs types :
  - Etudes à caractère universitaire
  - Réflexions stratégiques
  - Recueil, mise en forme et éventuellement partage de données statistiques
  - Recueil d’information sur les savoir-faire et partage d’expérience et de bonnes pratiques (gouvernance, financements, partenariats)
  - Opérations pilotes
  - Réalisation d’infrastructures.

Le rapport porte donc essentiellement sur la coopération institutionnelle, bâtie au niveau régional et non sur les actions concrètes d’accès à l’eau ou de protection et gestion des ressources au niveau des pays ou des bassins versants.

### **2. Un état des lieux qui démontre une complexité du monde de la coopération régionale liée à plusieurs facteurs:**

- La question de l’eau, analysée dans ce rapport, englobe plusieurs grandes préoccupations :
  - Au niveau conceptuel : la gestion des ressources en eau et son affectation en réponse à des besoins diversifiés et concurrents (eau potable, agriculture, industrie, tourisme, environnement) et l’action sur la demande correspondant à ces différents besoins,

- Au niveau des réalisations : la nécessité d'assurer l'accès aux services d'eau et d'assainissement et leur gestion par la réalisation d'infrastructures et d'actions de renforcement des capacités.

Conception et réalisation ne sont pas toujours convenablement distinguées dans les objectifs des initiatives et des programmes. Ceci contribue à rendre encore plus complexes les interactions entre les différents acteurs et les différents niveaux d'action (régional, national ou local).

- Une autre complexité résulte des cadres géographiques différents selon les programmes : dans certains cas, seuls les pays du pourtour méditerranéen sont concernés, dans le cas des programmes de l'Union européenne, tous les pays de l'Union sont associés, dans d'autres cas encore, les programmes concernés émanent d'organisations ayant des « géométries » autres : UN-ESCWA, AMCOW, Facilité africaine pour l'eau, CEDARE (Center for Environment and Development for the Arab Region and Europe), etc.
- Un manque de lisibilité provient également du fait de l'intégration des questions relatives à l'Eau dans les politiques plus générales de l'Environnement. Ceci peut être certes cohérent avec les impératifs du développement durable, mais on ne peut cependant pas négliger l'importance humaine, sociale et économique des problèmes spécifiquement relatifs à l'eau, source de vie. La dilution des programmes relatifs à l'eau dans des programmes intégrés peut, ici encore, entretenir un certain flou. A cela s'ajoute le fait que dans plusieurs pays (notamment du Sud), les ministères en charge des problèmes de l'eau ne sont pas les mêmes qui sont en charge de l'environnement et du développement durable.
- Les organisations porteuses d'initiatives, de programmes ou de projets sont elles-mêmes nombreuses, ont des objectifs généraux différents et travaillent dans des cadres géographiques différents. Il n'en reste pas moins que, s'agissant d'une préoccupation commune dans ses objectifs et dans sa géographie, la gestion efficiente des ressources et de la demande en eau, une concertation mieux organisée devrait pouvoir s'établir. Il devrait en résulter une clarification des actions menées et surtout une meilleure efficacité des ressources humaines et financières engagées.

### **3. Un état des lieux qui met en évidence un manque de coordination à plusieurs niveaux:**

- Enchevêtrement: Il montre à quel point les politiques, les initiatives, les programmes et les actions menées sont complexes et enchevêtrés. Ceci est sans doute normal s'agissant d'un domaine aussi complexe que celui embrassé par cette étude ; on peut cependant s'interroger sur la façon dont ont pu parfois être lancés certains programmes ou initiatives se superposant avec des programmes ou des initiatives préalables, sans apparemment de réflexion ou de concertation suffisante entre les organisations concernées.
- Chevauchement: Entre différents programmes ou initiatives, des actions se chevauchent qui peuvent avoir des objectifs proches, voire analogues, mais ne sont pas convenablement coordonnées. Parfois plusieurs organismes chargés de programmes ou d'actions connexes s'efforcent de partager leurs efforts et de passer des accords de

coopération (ainsi le SEMIDE et l'Agence européenne de l'environnement, en ce qui concerne le recueil de données, à l'occasion du programme WISE ; ainsi également le plan de travail commun entre le PAM et la même AEE, etc.) ; il n'est pas certain que cette façon de faire n'alourdisse pas le travail de chacune des organisations concernées : une meilleure définition et un partage plus clair des rôles de chacun devrait conduire à plus d'efficacité.

Les exemples d'une part du recueil de statistiques et d'informations sur l'eau, puis de leur dissémination et d'autre part le partage d'expériences sur les gouvernances et les bonnes pratiques sont particulièrement probants : la multiplicité des programmes et des organismes qui sont impliqués dans ces coopérations de première importance –et parfois confondues abusivement- conduit de toute évidence à une dispersion fâcheuse de moyens intellectuels et financiers.

- Redondance: Parfois plusieurs types d'actions coexistent dans un même programme ce qui contribue à un manque de clarté sur les objectifs. Ceci est souvent le cas pour ce qui concerne deux types d'action dont l'importance est grande : les données statistiques et les savoir-faire. La superposition des deux types d'action, par exemple dans le cas du SEMIDE, peut conduire à une certaine imprécision sur les résultats obtenus.
- Dispersion: La dispersion des organismes chargés de piloter les différents programmes ou actions complexifie les dispositifs, même si les coopérations entre ces organismes sont fréquentes (échanges d'administrateurs, conventions de coopération). En outre, plusieurs de ces organismes ont établi dans différents pays méditerranéens des « points focaux » qui constituent des réseaux séparés et qui ne travaillent pas toujours de façon coordonnée. Cette multiplicité de points focaux peut par ailleurs constituer une charge non négligeable pour les pays d'accueil.  
Une rationalisation serait bienvenue, avec, sans doute, une réduction, par regroupements, du nombre des organismes intervenants.

#### **4. Un état des lieux qui souligne le manque de visibilité stratégique au niveau régional, et ce, malgré un nombre élevé d'actions de coopération régionale:**

- En plus de la diversité des outils, mécanismes de mise en œuvre, initiatives, le fil directeur d'une politique de l'eau dans la région n'apparaît pas clairement. Le Plan d'Action de Turin, le volet Eau de la SMDD devraient constituer des orientations structurantes dans la région, mais il semble y avoir des lacunes dans l'appropriation et la mise en œuvre de ces politiques tant du côté européen que des pays partenaires.
- Le choix des projets sélectionnés dans tel ou tel programme semble parfois résulter plus des opportunités présentées par les groupements d'acteurs « candidats » que par une mise en œuvre de la stratégie fixée ou d'une claire vision des buts du programme. Dans le cas du programme MEDA-Eau, ceci peut-être une des sources de peu de mobilisation des pays du sud à l'égard de ce programme.

## **5. Un état des lieux qui souligne l'insuffisance de l'évaluation des actions mises en oeuvre**

- Les « actions » au sein de chacun des programmes – gérées le plus souvent par des consortiums « ad hoc » d'ONG, d'Universités, de Collectivités territoriales, d'organismes publics etc. - et les politiques mises en oeuvre ne font pas toujours l'objet d'évaluations approfondies de la part de leurs commanditaires.

Pour conclure, l'objectif des actions de coopération institutionnelle doit rester opérationnel : il s'agit en définitive de faciliter, par la mise en place de gouvernances efficaces, en même temps la prise de conscience de la nécessité de gérer convenablement la ressource et la demande en eau, de réaliser les aménagements correspondants et de mettre en place des modes d'exploitation satisfaisants pour les services liés à l'eau.

Or le lien entre d'une part les actions de coopération, qui sont le fait d'institutions internationales, et d'autre part la réalisation des infrastructures et la mise en place des services d'exploitation qui sont le fait des banques d'investissement, des responsables nationaux, régionaux ou locaux et des entreprises n'est pas clairement établi. On peut dans certains cas penser que certains programmes ou actions de coopération fonctionnent comme s'ils étaient une fin en soi en se détachant de l'objectif final qui est celui d'assurer la satisfaction de besoins vitaux pour tout un ensemble de populations.

## **Deuxième partie : les besoins**

### **A- Les besoins ne sont pas nouveaux**

Zone aride la plus peuplée du monde, les pays de la Méditerranée et du Moyen-Orient font face à des défis majeurs en matière de gestion de leurs ressources naturelles. L'eau en particulier est un enjeu crucial dans une région marquée par de forts déséquilibres régionaux, une instabilité politique persistante, et des disparités sociales importantes. La problématique des migrations, toujours plus aiguë, implique de réduire les écarts de niveaux de vie entre les deux rives de la Méditerranée et de réfléchir à un partenariat solide avec l'Europe en soutenant la modernisation des économies locales.

Dans le bassin méditerranéen, l'eau douce est très irrégulièrement répartie entre les pays et sujette à de très fortes irrégularités saisonnières et de grandes fluctuations interannuelles. L'irrégularité du régime des eaux superficielles nécessite des efforts de maîtrise par des aménagements régulateurs déjà réalisés pour la plupart. La surexploitation des ressources souterraines conduit à leur épuisement. Sans modifications substantielles des pratiques actuelles, des situations critiques apparaîtront dès la première moitié de ce siècle, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif.

Suivant un rapport récent du Plan Bleu, les pays les plus affectés par le manque de ressources en eau naturelles renouvelables disponibles sont Israël (276 m<sup>3</sup> par habitant/an) et les territoires palestiniens de Gaza (51) et Cisjordanie (359), la Libye (155), l'Algérie (472), la Tunisie (438), Malte (128), Chypre (1000), l'Egypte (859), le Maroc (971). La disponibilité en eaux exploitables pour ce groupe de pays est encore plus faible avec un minimum de 45 m<sup>3</sup> par habitant/an pour Gaza et un maximum de 813 m<sup>3</sup>/hab/an pour l'Egypte.

Les constats et la prospective montrent que l'accroissement de l'offre, qui a constitué la réponse traditionnelle des politiques de l'eau en Méditerranée, atteint aujourd'hui ses limites. Face à cette situation, un vaste champ de progrès concerne la gestion de la demande en eau. Elle consiste à réduire les pertes et les mauvaises utilisations (fuites, gaspillages) et à améliorer l'efficience de l'utilisation de la ressource. Au total dans un scénario alternatif qui privilégie la gestion de la demande, près de 54 km<sup>3</sup>, soit 24 % de la demande totale en 2025 (estimée à 210 km<sup>3</sup>), pourraient être économisés. Ainsi la demande en eau à l'échelle du bassin pourrait, au minimum, être stabilisée à son niveau de 2000. Le secteur de l'agriculture irriguée représente le plus gros potentiel d'économies en volume, avec près de 65 % du potentiel total d'économies d'eau identifié en

Méditerranée (modernisation des équipements, organisation et fonctionnement des périmètres irrigués, etc.). L'approvisionnement en eau potable urbaine représente environ 15 % du potentiel d'économies (fuites dépassant 50 % dans certaines villes). L'approvisionnement industriel, avec la diffusion des technologies propres, constitue également une piste d'économie. Ces objectifs, comparés aux approches classiques par l'offre, sont "gagnants-gagnants" : ils limitent à la fois les impacts environnementaux, les risques de conflits, le coût d'accès à l'eau et dégagent un potentiel de croissance économique et de stabilité pour la région.

Globalement, les pays d'Afrique du Nord sont sur la bonne voie pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (MDG) en matière d'eau potable, et ils le sont presque pour atteindre ces objectifs en matière d'assainissement (90% pour l'eau potable, 73% pour l'assainissement). Cependant, les moyennes globales masquent des disparités, surtout pour les zones rurales où 57% seulement de la population bénéficie d'un assainissement, contre 89% dans les zones urbaines. Mais les problèmes sont également importants dans les zones urbaines elles-mêmes, où des quartiers « informels » et des communautés vivant dans un habitat précaire ne bénéficient, d'aucun service de base ; dans ces zones, des statistiques séparées sont difficiles à établir. En 2002, 15 millions de personnes en Afrique du Nord vivent sans approvisionnement en eau potable traitée et 40 millions sans dispositif d'assainissement.

Selon les dernières informations disponibles du « Joint monitoring Programme <sup>21</sup> » publié en 2006, la Libye, L'Algérie et le Maroc sont les pays qui ont le plus bas taux d'accès à l'eau potable traitée, et le Maroc, l'Egypte et le Territoire palestinien occupé ceux qui ont le plus bas taux d'assainissement. Des programmes d'améliorations sont actuellement en cours de réalisation.

|           | Amélioration d'approvisionnement en eau potable sur la totalité de territoire | Amélioration d'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales | Amélioration de l'assainissement sur la totalité de territoire |
|-----------|---|--|--|
| Algérie   | 85  | 80   | 92   |
| Egypte    | 98  | 97   | 70   |
| Liban     | 100   | 100  | 98   |
| Libye     | -   | -  | 97   |
| Maroc     | 81  | 56   | 73   |
| Palestine | 92  | 88   | 73   |
| Syrie     | 93  | 87   | 90   |

<sup>21</sup> [http://www.wssinfo.org/en/40\\_MDG2006.html](http://www.wssinfo.org/en/40_MDG2006.html)

|          |     |     |    |
|----------|-----|-----|----|
| Tunisie  | 93  | 82  | 85 |
| Jordanie | 97  | 91  | 93 |
| Israël   | 100 | 100 | -  |

Source: "Meeting the MDG drinking water & water sanitation target: urban and rural challenge of the decade", Un rapport conjoint de OMS et de UNICEF, 2006

Dans les pays du sud-est de l'Europe, l'accès à un approvisionnement en eau est élevé dans les villes (plus de 90%), mais plus bas dans les zones rurales (environ 50%). Cependant, la qualité de l'eau potable reste un problème important pour beaucoup de villes de cette région, à cause de la pollution chimique et microbienne. Les réseaux de distribution d'eau dans la plupart des pays sont obsolètes et les pertes dans ces réseaux se traduisent par des captages élevés pour satisfaire la demande. Quant à l'accès à l'assainissement, on estime que 85% des zones urbaines et 15 à 20% des zones rurales sont raccordées à un réseau d'égouts, il n'y a pas plus de 25% de la population qui est raccordée à des réseaux associés à des dispositifs de traitement des eaux usées, dont beaucoup ne fonctionnent pas bien.

Seuls 6 pays ont une proportion de villes raccordées importante (Chypre, Israël, France, Espagne, Slovénie et Croatie). L'Albanie et la Syrie n'ont aucun système d'épuration des eaux usées et les autres pays ont seulement une petite part de villes raccordées. Le coût de mise à niveau des systèmes d'épuration des 32 millions d'habitants des villes côtières de plus de 10 000 habitants des pays du sud et de l'est de la Méditerranée, ajouté à celui des nouvelles infrastructures nécessaires pour l'assainissement des 18 millions d'urbains littoraux supplémentaires attendus d'ici 2025 a été estimé par le Plan Bleu à environ 10 milliards d'euros d'ici 2025<sup>22</sup>. Ce montant représente entre 2 et 3 % de leur PIB. Le coût de fonctionnement pourrait atteindre entre 300 et 600 millions d'euros par an.

## B- Les besoins sont déjà pris en considération

A l'échelle régionale, divers partenariats se sont développés comme le Plan d'Action Méditerranée qui date de 1975, le partenariat regroupant la Banque Européenne d'Investissement et la Banque mondiale fondé en 1990, le METAP, puis le partenariat initié avec la Convention de Barcelone en 1995.

La gestion intégrée de l'eau est une des cinq priorités du Programme d'actions prioritaires à court et moyen terme en matière d'environnement (SMAP) adopté lors de la conférence

<sup>22</sup> 8 Méthode d'estimation du coût : sur la base d'un coût moyen de 100 euros/équivalent-habitant pour la mise à niveau et 400 euros/équivalent-habitant pour les nouvelles infrastructures. Un grand nombre de villes raccordées n'est pas garant d'un taux d'épuration suffisant, celui étant conditionné par le type de stations d'épuration et de leurs rendements. Cet indicateur est dépendant de la définition des villes (agglomérations, communes) qui peut être différent selon les pays.

Sources / Références PNUE-PAM-MEDPOL, OMS, Plan Bleu

euro-méditerranéenne des ministres de l'environnement, tenue à Helsinki en novembre 1997.

La Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur la gestion locale de l'eau de Turin, 1999, donne lieu à des recommandations pour des activités opérationnelles au niveau régional et élabore un plan d'action.

En raison de leur importance, en particulier dans le contexte socioculturel méditerranéen, la sensibilisation, la mobilisation et la promotion de l'engagement de la population, sont considérés comme une contribution majeure pour un Plan d'action sur la gestion locale intégrée de l'eau.

Ceci constitue la base des besoins en formation, information et transfert de technologie ainsi que l'outil de base pour reconnaître ces besoins et aider à les replacer dans les différents contextes de la région.

### **C- Les besoins évoluent et s'accentuent**

L'importante expansion démographique globale dans cette zone géographique, le développement économique, l'évolution du taux d'urbanisation et la concentration des populations sur le littoral, le développement du tourisme, le réchauffement climatique qui pourrait conduire à un renforcement des phénomènes extrêmes (inondations et sécheresses), conduiront à agraver les tensions entre usagers de l'eau et entre les pays.

Tout ceci concourt à devoir se préoccuper avec vigueur de rationaliser les usages, de maîtriser la demande, de lutter contre les gaspillages, de développer la gestion intégrée des ressources en eau, et de développer l'usage de ressources alternatives.

### **D- Les besoins sont connus en nature mais insuffisamment chiffrés**

Les besoins sont connus en nature mais insuffisamment chiffrés en coûts institutionnels, en coût d'infrastructures, et en coût d'impact en cas de non satisfaction.

La connaissance chiffrée de la situation est un préalable: celle des ressources en eau douce et des leurs usages, coordonnée entre tous les pays du bassin méditerranéen, est actuellement insuffisante; elle est pourtant indispensable. Des besoins en formation initiale et continue de l'encadrement comme des personnels techniques et administratifs sont à préciser. La mobilisation des usagers reste à organiser...

Mais les coûts les plus importants qui sont ceux des investissements à consentir dans les prochaines décennies, ainsi que les frais d'exploitation et de maintenance des équipements sont considérables. Ceci nécessite des budgets publics nationaux ou locaux traditionnels mais également l'implication et la participation financière directe des usagers, et des soutiens bilatéraux ou / et multilatéraux. Il importe donc d'identifier précisément les priorités en les classant en rapport bénéfice / coût.

Le Plan Bleu estimait en 2004 que, pour répondre aux exigences minimum de la directive "eaux résiduaires urbaines", les pays du sud et de l'est méditerranéens devraient investir un minimum de 2,5 milliards d'euros par an pendant 25 ans, hors les 0,3 milliards par an de coûts de fonctionnement. Même si ces estimations sont approximatives, elles illustrent l'ampleur du problème à résoudre et la nécessité de politiques fortes pour optimiser les moyens.

Les ressources financières nécessaires pour la dépollution de la méditerranée sont également très élevées. Pour les huit pays du sud de la Méditerranée (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Egypte, Liban, Syrie et les territoires palestiniens de Gaza) l'investissement estimé nécessaire pour réduire de moitié la pollution en DBO (Demande Biologique en Oxygène) s'élève à 615 millions de dollars par an sur la période 2005-2010. Or, cette somme est quatre fois supérieure à la somme investie dans ces pays pendant la décennie passée et elle est également trois fois supérieure à la somme prévue dans les Plans d'action nationaux de ces pays. Ceci illustre un phénomène qui n'est pas nouveau : les besoins sont supérieurs aux sommes engagées.

L'Algérie, par exemple, estime que l'investissement dans l'infrastructure de l'eau seule, pour l'expansion des réseaux de collecte et de distribution de l'eau du pays atteint 8 milliards € sur la période de 5 ans, sans inclure le programme de dessalement d'eau de mer qui est actuellement en cours.

Pour combattre la pollution d'origine tellurique, en application du protocole spécifique de la Convention de Barcelone, un Plan d'action stratégique a été adopté dès 1997, puis décliné dans des Plans d'action nationaux, fixant des objectifs ambitieux de réduction des pollutions à 2025 : traitement des eaux usées de toutes les villes côtières, réduction de polluants de source industrielle et de déchets dangereux. Cependant, de grandes difficultés de mise en oeuvre persistent dans un contexte de divergence croissante des capacités de réponse entre les pays membres ou futurs membres de l'UE et les autres pays riverains.

## **E- Les moyens financiers**

Comme mentionné auparavant, au regard des besoins, les moyens financiers dégagés sont modestes. Il n'est par ailleurs pas aisé de donner des chiffres précis pour plusieurs raisons : ils ne sont pas tous publics, les opérations peuvent concerner plusieurs domaines, et pas seulement celui de l'eau, les périodes pour lesquelles les données sont disponibles sont différentes... Depuis octobre 2002, les activités de la Banque européenne d'investissement (BEI) dans les pays partenaires méditerranéens ont été regroupées sous la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP).

La FEMIP finance en priorité des projets réalisés par le secteur privé, qu'il s'agisse d'initiatives locales ou d'investissements étrangers directs, elle soutient également des projets d'infrastructures et des projets visant spécifiquement la protection de l'environnement.

En 2006, la Banque européenne d'investissement a accordé 45,7 milliards d'euros à l'appui des objectifs de l'Union européenne : 39,8 milliards dans les États membres de l'Union, mais seulement 3% pour les voisins méditerranéens. Le secteur de l'eau et de l'assainissement représente un financement de la Banque de l'ordre de 2 milliards d'euros de prêts par an pour l'ensemble des pays dans lesquels elle intervient.

La Banque Mondiale a alloué, quant à elle, un budget annuel moyen de 300 millions de US\$ depuis 1995. (voir le détail par pays en annexe).

Nous avons cependant tenté, à partir de diverses sources publiées et avec toute l'imprécision que cela peut avoir, de donner des ordres de grandeur des budgets mis en œuvres pour le secteur de l'eau :

Sur la période 1995 – 2007, les montants financiers du secteur gérés par la banque mondiale se sont élevés à 5 059 millions US\$, soit environ 3 500 millions €, ceux de la commission européenne, pendant la même période, à 1 510 millions €, ceux de la banque européenne d'investissement à 6 672 millions € pendant les 5 dernières années, et l'APD selon l'OCDE d'après le Plan Bleu (Georges Corm) à 320 millions € par an sur la période 1973-2004 (ne comprenant pas ni les financements de la banque mondiale, ni ceux des organismes arabes, ni ceux de la banque européenne d'investissement mais comprenant partiellement des crédits de la commission européenne).

En proportion, ce budget correspond à environ 4 000 millions € sur la période 1995 – 2007. Les thématiques de financement principales sont : alimentation (33%), égouts (17%), irrigation (12%), eaux usées (12%), barrages (11%).

Flux annuels moyens sur les 5 à 13 dernières années, suivant les informations publiques disponibles des différents organismes) :

| <i>Origine</i>                                   | Montant (millions €) |
|--|----------------------|
| Banque Mondiale                                  | 270                  |
| Commission Européenne                            | 120                  |
| Banque Européenne d'Investissement               | 1330                 |
| APD  | 320                  |
| Banque Africaine de Développement                | ?                    |
| Banque Islamique de Développement                | ?                    |
| Fond Arabe de Développement Economique et Social | ?                    |
| Fond d'Aide de l'OPEP                            | ?                    |
| Autres   | ?                    |
| <b><i>Total des données disponibles</i></b>      | <b>2040</b>          |

Soit un total annuel pour les financements identifiés de l'ordre de 2 milliards €, bien modeste en regard par exemple des bénéfices dégagés par de nombreuses grandes entreprises de niveau mondial.

## F- Les évolutions nécessaires

La nature des besoins étant connue depuis longtemps, et ceux-ci devant s'accentuer, il importe d'autant plus maintenant d'agir rapidement, de concentrer les efforts sur les pistes prioritaires déjà identifiées en les revisitant à la lumière de l'évolution des connaissances sur les besoins, sur les ressources et sur l'efficacité des moyens à y consacrer. Ceci passe par une volonté politique forte des pays s'engageant sur des objectifs, sur des actions prioritaires à mettre en œuvre et sur des indicateurs qui permettront d'évaluer le degré de réalisation des programmes.

L'eau douce est une matière première essentielle et indispensable, et elle n'a pas de substitut. Le nombre de pays confrontés à des pénuries d'eau chroniques est croissant. La santé des populations en est affectée, et ceci d'autant plus que l'eau sera donc encore davantage sollicitée pour des usages agricoles du fait de la croissance démographique qui devrait exiger 55% de nourriture supplémentaire d'ici 2030 selon les Nations-Unies.

Il ne faut pas non plus négliger la nécessité de certains aspects de la sauvegarde de l'environnement qui se traduisent aussi par une demande en eau douce : conservation des zones humides, sauvegarde de la biodiversité, maintien des sours d'eau, etc.

La nécessité incontournable de l'accès à l'eau est un problème dont les contraintes évoluent dans le temps et dans l'espace, avec les évolutions climatiques, les évolutions démographiques et le mouvement des populations, les évolutions technologiques.... Le problème ne se situe plus uniquement dans la résolution d'une épidémie hydrique localisée mais dans la recherche de solutions curatives de phénomènes à long terme et sur de grands espaces – les transferts sont hydrauliques mais aussi aériens; les perturbations sont hydrauliques mais aussi indirectes (effet de serre...) - , mais aussi et surtout dans la recherche de solutions préventives.

Les causes à l'origine de la pénurie en eau sont multiples : la poussée démographique, le développement économique, la diminution des réserves en eau souterraine et en eau de surface, le gaspillage, la mauvaise maintenance des réseaux (fuites d'eau par les conduites)...

Seul le développement de l'économie et du recyclage ou des réutilisations de l'eau dans tous ses usages – domestiques, industriels, agricoles - est durable.

Le développement de l'alimentation en eau sans limite ni contrainte est une fuite en avant. Un développement durable ne passe que par une maîtrise de la demande ainsi qu'un traitement des eaux usées permettant leur réutilisation en vue de faire face à la raréfaction de la ressource.

Il s'agit de faire preuve d'innovation.

La gestion de la demande devient une priorité absolue. Les actions doivent résulter de démarches partenariales avec des partenaires locaux pour initier des développements conjoints avec des financements conjoints. La gestion de la crise de l'eau suppose l'économie d'eau par ses différents utilisateurs, et donc par leur mobilisation ; la régulation par le prix est un des leviers d'action à condition que les démarches soient négociées démocratiquement, avec la participation des usagers au sein de partenariats innovants, pour être durables.

## **Troisième partie : les perspectives**

### **A- Analyse de la situation**

L'état des lieux qui a été dressé montre à la fois l'importance des efforts consentis et la dispersion de ces efforts entre des politiques, initiatives ou programmes multiples (plus de 70 « objets de coopération » ... sans que la liste en soit exhaustive) et peu coordonnés, ce qui conduit à une situation complexe et confuse. A partir d'une part des informations collectées, d'autre part des nombreux entretiens que nous avons eus, nous avons essayé d'effectuer une analyse permettant de tracer des pistes réflexion pour une plus grande efficacité de la coopération.

Les principaux points de cette analyse sont les suivants :

➤ Malgré les acquis d'une part de la Convention de Barcelone (« Programme d'action pour la Méditerranée », 1975), d'autre part du partenariat EuroMed (« processus de Barcelone », 1995) et des réunions ministrielles tenues dans le cadre de ce partenariat, les diverses initiatives de coopération ne sont pas guidées par une volonté politique globale claire et ambitieuse, qui soit soutenue au plus haut niveau et qui soit partagée par l'ensemble des pays méditerranéens. Pourtant les problèmes liés à l'eau se présentent, et vont plus encore se présenter à court terme, avec une acuité croissante, exigeant une prise en considération aux plus hauts niveaux des responsables politiques. De façon objective, l'eau n'a pas été jusqu'à présent affichée à un niveau de priorité suffisant.

➤ Malgré la spécificité des problématiques en cause, la politique de l'eau est trop systématiquement intégrée dans une politique plus vaste –Environnement ou Développement durable- et, lorsque l'eau fait l'objet d'initiatives particulières, celles-ci n'abordent pas la question de façon globale :

la gestion de la ressource est privilégiée au détriment de l'action sur la demande, le plus souvent, la « gestion locale » de l'eau est seule prise en considération, et les réponses apportées sont surtout relatives aux besoins en eau potable et –dans une mesure moindre- en assainissement. Ce sont là en effet des priorités incontournables, mais qui ne recouvrent qu'une partie de la problématique de l'eau, sauf exception les questions transfrontalières ne sont pas traitées. Pourtant les fleuves, comme les nappes aquifères, ne connaissent pas les frontières.

➤ Cette prise en considération suppose une stratégie méditerranéenne globale de l'eau, sur laquelle puisse être appuyée la vision et la volonté politique. Une telle stratégie globale

n'existe pas actuellement, même si la stratégie méditerranéenne de développement durable (SMDD) et le plan d'action de Turin apportent des éléments utiles à sa constitution. Cette absence de lignes directrices contribue à la dispersion constatée des efforts de coopération, à la multiplicité des initiatives et à celle des acteurs ; cet enchevêtrement nuit en outre à la lisibilité du travail réalisé et à la qualité de ses résultats.

Une stratégie reste donc à élaborer, qui puissent intégrer des objectifs clairs, si possible chiffrables et chiffrés afin de permettre un suivi convenable. Elle devrait aussi permettre d'éviter la dispersion et l'insuffisante articulation des différentes initiatives de coopération.

➤ Le manque de clarté sur les objectifs, sur les actions elles-mêmes et sur leurs résultats, conduit à un certain scepticisme de la part des responsables et des acteurs eux-mêmes de la coopération. Ainsi le partenariat EuroMed, engagé depuis 12 ans, est assez généralement perçu comme n'ayant pas eu les résultats escomptés, alors même que les actions concrètes menées sur le terrain sont au contraire reconnues comme intéressantes.

➤ Les initiatives de coopération souffrent de la limitation à la seule gestion locale de l'eau, alors que bien des questions débordent la problématique locale, pour impliquer une gestion intégrée globale, souvent internationale : c'est fréquemment le cas pour les questions environnementales, ainsi que pour tout ce qui concerne la gestion intégrée des nappes ou des bassins transfrontaliers.

➤ Au niveau des gouvernements nationaux, les responsabilités relatives à l'eau sont souvent partagées entre plusieurs départements ministériels ; en outre, cette répartition des responsabilités varie largement d'un pays à un autre. Le ministre « en charge de l'eau » n'en est souvent en réalité que partiellement responsable, et est rarement en première ligne dans la définition des programmes internationaux de coopération. C'est lui cependant qui contribue au dispositif institutionnel de coopération dans le domaine de l'eau, notamment aux conférences ministérielles compétentes. Cette anomalie se décline de la même façon au niveau des administrations concernées, les directions de l'eau, qui ne disposent pas de tous les leviers d'action qui seraient nécessaires.

Il y a là une difficulté qui nuit à la légitimité et à la crédibilité des initiatives prises –au niveau international et au niveau national- qui ne sont pas toujours partagées par les gouvernements dans leur ensemble.

➤ Pour conduire concrètement les opérations de coopération, de nombreux opérateurs se sont mis –ou ont été mis- en place, trop nombreux, et ne disposant pas toujours d'une dimension et de moyens suffisants et là encore mal coordonnés, d'où une perte d'efficacité de moyens disponibles. En particulier de nombreux organismes travaillent sur le recueil de données et d'informations, sur la diffusion des bonnes pratiques et sur le développement des compétences. Ceci correspond à un besoin incontournable, notamment pour asseoir une stratégie crédible et pour en assurer le suivi ; cependant, la multiplicité des organismes concernés et l'insuffisante coordination de leurs activités se traduit par un perte d'efficacité des moyens humains, intellectuels et financiers qui peuvent leur être consacrés.

➤ Beaucoup des actions de coopération souffrent d'une dissymétrie entre les pays « du nord » et ceux « du sud », dissymétrie qui ne se situe pas seulement, loin s'en faut, au niveau des ressources financières :

- a. Alors que les pays du nord (Union Européenne) ont mis en place des outils qui les contraignent sur le plan environnemental, les pays du sud n'ont pas d'obligation mutuelle, ce qui peut les priver des moyens nécessaires pour mener des politiques globales concertées ;
- b. Le déséquilibre est souvent accru -c'est le cas pour le partenariat EuroMed- du fait de la participation, « côté nord » d'un nombre important de pays (27 pays de l'Union Européenne, pour seulement 9 pays méditerranéens du Sud), incluant des pays non riverains, parfois éloignés et moins concernés par la situation spécifique de la Méditerranée ;
- c. La définition des choix et des projets est plus le fait du « nord » que du « sud » et ne correspond pas toujours aux besoins du « sud » ; dans le même ordre d'idées, on constate aussi que les acteurs du nord ont le plus souvent, de fait, le leadership des opérations.
- d. Il faut ajouter que les préoccupations des pays du sud et de l'est méditerranéen sont différentes de celles des pays de l'Union Européenne : ces derniers ont, même en zone méditerranéenne, une ressource en eau moins rare, ils se sont largement équipés sur une longue période et ont pu développer dans la durée des techniques, des pratiques et des gouvernances adaptées –sans cependant avoir évité toutes les erreurs ni sans être à l'abri de situations difficiles. Nonobstant donc ces difficultés, la plupart des problèmes existentiels sont pour eux réglés ; la question de l'eau est maintenant plus une question d'environnement –ou de développement durable- que de développement immédiat.

Pour les pays du sud et de l'est méditerranéen, la situation n'est pas la même ; le stress hydrique est pour eux beaucoup plus contraignant, les équipements sont moins complets, les techniques et les pratiques sont moins rodées, et parfois sources de mauvaise gestion de la demande en eau. L'eau reste pour les pays du sud et de l'est un facteur essentiel et vital pour le développement immédiat, et les préoccupations d'environnement –de développement durable- sont moins prioritaires.

Il y a là un risque de malentendu entre le sud et le nord –à l'exclusion peut-être du pourtour nord de la Méditerranée qui ressent aussi des difficultés. Aussi est-il hautement souhaitable que dans la concertation internationale qui doit s'établir soit privilégié le travail entre pays du pourtour méditerranéen, partageant les mêmes préoccupations et le même bien commun.

Pour ces différentes raisons, les projets apparaissent souvent « téléguidés » par le nord en direction du sud, dont les partenaires n'ont pas toujours su faire valoir ensemble, avec suffisamment de vigueur, leurs priorités communes. De ce manque de « paritarisme » a résulté un défaut d'appropriation par les pays dits « receveurs » vis à vis d'actions dans lesquelles ils ne sont pas suffisamment impliqués, voire qui peuvent les gêner dans leurs relations politiques de voisinage.

## B- Orientations proposées

L'année 2008 pourrait être celle d'une « nouvelle donne » permettant de relancer avec une ambition renouvelée -et amplifiée- la coopération euroméditerranéenne, en particulier dans le domaine de l'eau. Deux opportunités politiques peuvent en effet contribuer à donner un nouvel élan à cette coopération :

- a. d'abord la nouvelle dynamique de l'Union Européenne en la matière, qui passe par la mise en oeuvre effective de la « politique de voisinage », de ses procédures spécifiques (Plans d'action nationaux) et de son instrument financier (IEVP), qui viennent se substituer au dispositif MEDA (MEDA Water en ce qui concerne l'eau). La conférence euroméditerranéenne des ministres en charge de l'eau, qui se tiendra en Jordanie le 29 octobre 2008, devrait constituer un jalon important pour réorienter les politiques de coopération euroméditerranéenne dans le domaine de l'eau.
- b ensuite le lancement (sommet des chefs d'Etat, le 13 juillet 2008 de l'Union pour la Méditerranée, qui reconnaît l'importance de l'eau et fait référence à la conférence ministérielle euroméditerranéenne prévue en Jordanie le 29 octobre..

L'exemple de la synergie qui est en train de s'établir entre l'initiative européenne relative à la dépollution de la mer Méditerranée « Horizon 2020 » et la future Union pour la Méditerranée est une référence intéressante qui pourrait être étendue au domaine de la gestion de l'eau, domaine cependant beaucoup plus complexe.

C'est en prenant en considération ces opportunités qu'à l'issue de la présente étude, nous avons dans un premier temps formulé sous forme interrogative un certain nombre de pistes de travail qui ont été soumises aux directeurs de l'eau à l'issue de la réunion de Marrakech du « steering committee ». Peu d'observations nous ont été suggérées sur ces pistes de travail ; après cette ultime consultation nous sommes en mesure de proposer les orientations suivantes :

## 1. Un affichage politique au plus haut niveau.

La question de l'eau dans la zone méditerranéenne exige une réponse vigoureuse, appuyée sur un consensus à l'intérieur de chacun des pays concernés et partagée entre ces pays. Ceci suppose de situer cette réponse au plus haut niveau des états, celui des chefs d'états et de gouvernements. C'est à eux qu'il appartient d'affirmer la priorité à donner aux problèmes de l'eau dans les grandes politiques structurelles (agriculture, énergie, industrie, tourisme, etc.) et de mobiliser en ce sens la conférence ministérielle sur l'eau pour engager l'élaboration d'une stratégie méditerranéenne de l'eau.

## 2. Une gouvernance efficace

Au-delà de l'affichage politique, une gouvernance globale de la coopération euroméditerranéenne dans le domaine de l'eau doit être mise en place. Elle pourrait être

assurée par un dispositif léger incorporé au secrétariat de l'Union pour la Méditerranée, évitant ainsi la constitution d'un organisme supplémentaire. Ce dispositif, pour être approprié par tous, devrait respecter un bon équilibre nord/sud et être localisé dans la région méditerranéenne. Dans un souci d'efficacité, il devrait faire appel à des compétences issues à la fois des secteurs public et privé ainsi que de la société civile.

Ce dispositif léger de gouvernance pourrait avoir la responsabilité d'organiser périodiquement –par exemple tous les 5 ans- un « sommet de la coopération sur l'eau en zone méditerranéenne », ce qui permettrait de réunir, de façon transversale, les grands responsables des politiques impliquant le domaine de l'eau.

Il pourrait enfin préfigurer, si la nécessité s'en faisait sentir, une « Agence méditerranéenne de l'Eau » assurant une coopération plus efficace :

- au niveau international, qui implique plusieurs cadres institutionnels,
- au niveau régional, notamment pour ce qui concerne la gestion globale des bassins et des nappes aquifères,
- aux niveaux nationaux, qui impliquent des niveaux interministériels,

### 3.Une stratégie globale.

Il faut construire une stratégie globale et appropriable par tous les pays méditerranéens, et sur laquelle s'appuierait la gouvernance politique de la coopération. Une telle stratégie devra être spécifiquement consacrée à l'eau et prendre en compte l'eau comme facteur de développement économique à court terme autant que comme facteur de développement durable.

Il est proposé que l'initiative en revienne, sous l'impulsion donnée par les chefs d'états de l'Union pour la Méditerranée, à la conférence euroméditerranéenne des ministres de l'eau.

La réunion de cette conférence, le 29 octobre 2008 serait l'occasion de cette initiative et de la mise en chantier de la stratégie globale. Toutefois, les autres ministères concernés doivent être associés à la définition de cette stratégie, faute de quoi son caractère global restera illusoire.

Il s'agira en effet de préciser les valeurs et les objectifs partagés, pouvant lier ces pays de façon paritaire et équilibrée.

### 4.Un rôle explicite pour les directeurs de l'eau.

Il appartiendra au réseau des directeurs de l'eau d'animer les travaux d'élaboration de la « Stratégie méditerranéenne de l'eau » en actualisant et en complétant les deux documents fondamentaux que sont la « SMDD » et le « Plan d'action de Turin », en concrétisant le « Processus conjoint DCE / MED-EUWI » et en préparant pour le proposer

aux ministres un cadre stratégique –éventuellement contraignant- sur la gestion intégrée de l'eau.

Dans le souci constant d'assurer le partage et l'appropriation par les pays méditerranéens, le réseau des directeurs de l'eau devrait être officiellement étendu aux pays des Balkans (qui ne sont pas membres pleins du partenariat euroméditerranéen) ; Il conviendra aussi de fixer des règles de fonctionnement qui donnent un rôle prépondérant aux pays de la zone méditerranéenne.

Un mandat explicite devrait être donné à ce « forum des directeurs de l'eau » par la conférence des ministres.

## 5.Une ouverture à toutes les parties prenantes.

Afin de dynamiser les initiatives sur l'eau et de garantir leur enracinement sur le terrain, il est proposé d'associer autant que faire se peut les niveaux locaux. : les collectivités territoriales et la « société civile » ont en effet une connaissance des problèmes et sont en mesure de proposer des solutions qui ne sont pas toujours perçues aux niveaux institutionnels centralisés. Cette association pourrait être concrétisée d'une part en prévoyant un « forum des parties prenantes » à l'occasion des conférences institutionnelles, d'autre part en permettant la présence de ces partenaires dans l'élaboration de la stratégie méditerranéenne de l'eau et dans les dispositifs d'identification des projets.

## 6.Des compétences mieux valorisées.

Il faut valoriser les compétences disponibles au sein des organismes intervenant dans le pilotage des programmes et des opérations, car certains d'entre eux sont en dessous d'un seuil critique d'activité. Par ailleurs, ces organismes apparaissent dispersés ou peu coordonnés ; l'efficacité de leur action en est diminuée.

Une réorganisation doit être envisagée. Il est proposé :

- de regrouper autour de pôles de compétences les opérateurs qui ne disposent pas d'une taille suffisante,
- d'organiser en réseau ces opérateurs renforcés : il faut élaborer un dispositif resserré, limité à quelques pôles principaux, chacun chargé plus spécialement d'animer un type particulier de programmes de coopération.

Dans cette nouvelle construction encore, il faut garantir un certain équilibre entre le nord et le sud, ce qui signifie que, contrairement à la situation actuelle où la plupart des opérateurs sont localisés « au nord », il faudra transférer « au sud » certains des pôles de compétences.

## 7.Une plate-forme d'information, de ressources et de compétences sur l'eau

En particulier, certaines fonctions qui sont indispensables pour la construction, la mise en œuvre et le suivi de la stratégie devraient être mutualisées. Il s'agit :

- du recueil, de la gestion et de la diffusion de données sur l'eau
- de la formation, du développement de compétences et de l'échange d'expériences
- de l'information et de l'échange sur les techniques appropriées et sur les bonnes pratiques en matière de gouvernance, etc.
- de l'appui au développement de nouvelles méthodes de gouvernance, par exemple par le processus des dialogues nationaux, etc.

La plupart des opérateurs contribuent, chacune de son côté, à ces fonctions primordiales, qui constituent en réalité l'essentiel de la coopération régionale institutionnelle ; mais ils le font avec des moyens dispersés et peu coordonnés.

Pour coordonner ces moyens, orienter leur action en conformité avec la stratégie définie et accroître leur efficacité, il est donc proposé de mettre en place une « plate forme de ressources et de compétences ». Peu importe sa forme (centre, réseau polynucléaire, « hub », etc.) ce qui importe, c'est que cette plate forme mette en commun des moyens actuellement dispersés, qu'elle soit solide et puisse impliquer suffisamment tous les pays du pourtour méditerranéen pour qu'ils la respectent, se l'approprient, l'utilisent et s'associent de façon proactive à ses travaux.

## 8.Un dispositif d'identification des projets.

Les plans d'action nationaux de la politique de voisinage de l'Union Européenne sont une base de travail à mieux exploiter, de même que les « dialogues nationaux », mais comment peut-on aller plus loin ?

Comment étendre l'exemple de l'initiative « Horizon 2020 » ? Ne faut-il pas mettre en place un outil dédié à l'identification des « projets eau » ? Comment donner à un tel outil le caractère paritaire qui, seul, peut lui conférer la légitimité indispensable ?

## 9.Un forum ou une coordination des bailleurs de fonds

Pour mobiliser les moyens financiers nécessaires, la constitution d'un « forum des bailleurs de fonds » spécialement orienté sur les projets « eau » est souhaitable, comme cela a été fait pour l'initiative « Horizon 2020 ».

La « bancabilité » des projets « eau » se pose en effet en des termes complexes et non conventionnels. La création d'un forum spécifique permettrait d'élaborer des solutions de financement novatrices. Dans ce but, il est proposé que ce forum ne soit pas limité aux seuls organismes financiers, mais intègre aussi des compétences autres (société civile,

milieux entrepreneuriaux, etc.). Que l'on pense, dans un autre domaine, à l'émergence du concept de « microcrédit », élaboré en dehors des circuits financiers traditionnels.

Ce forum pourrait également faire des propositions pour la mise en place éventuelle de fonds dédiés, voire pour la création d'un instrument financier spécifique, adossé ou non sur un établissement existant, tel que la BEI ?

---

## **Liste résumée des propositions**

- 1- Un affichage politique au plus haut niveau.
- 2- Une gouvernance efficace.
- 3- Une stratégie méditerranéenne de l'eau.
- 4- Un rôle conforté pour les directeurs de l'eau.
- 5- Une ouverture à toutes les parties prenantes
- 6- Des compétences mieux valorisées.
- 7- Une plate-forme d'information, de ressources et de compétences sur l'eau.
- 8- Un dispositif d'identification des projets.
- 9- Un forum des bailleurs de fonds spécifiquement dédiés aux projets sur l'eau.

Ces propositions s'appuient sur les opportunités présentées par la redéfinition des instruments de coopération mis en place par l'Union Européenne –et par la conférence des ministres en charge de l'eau du 19 octobre 2008- ainsi que par la création de l'Union pour la Méditerranée –avec le sommet de Paris du 13 juillet 2008.

Elles sont guidées par la volonté constante d'assurer la parité entre les différentes régions méditerranéennes et par le souci d'appropriation par tous les pays concernés des politiques, des initiatives et des projets sur l'eau.

---

## **Liste des annexes**

Annexe 1 : Termes de référence de l'étude

Annexe 2 : Les actions de coopération Euro-Méditerranéennes par pays (IEVP)

Annexe 3 : Projets « eau » impliquant des pays méditerranéens n'appartenant pas à l'Union européenne

Annexe 4 : Projets « eau » de la Banque Mondiale

Annexe 5 : Réponses au questionnaire des pays

Annexe 6 : Fiches relatives aux différents programmes

Annexe 7 : Liste des personnes rencontrées

## Bibliographie

Résultats du 3ème atelier régional sur l'eau et le développement durable en Méditerranée  
- *Gestion de la demande en eau, progrès et politiques*, Saragosse, Espagne, 19-21/03/2007 - Document de synthèse pour la session de la Commission Méditerranéenne du Développement Durable Gaëlle THIVET, Mohamed BLINDA, Plan Bleu - Centre d'Activités Régionales, Sophia Antipolis, Mai 2007

*Report of the expert group convened by the Mediterranean Institute on the Mediterranean Union project*, Institut de la Méditerranée, October 2007

*Coopération internationale et aide au développement dans le secteurs de l'eau en Méditerranée*, CORM Georges, Plan Bleu, Sophia Antipolis, 2007

*Atlas de l'eau dans le bassin méditerranéen/ Mediterranean Basin Water Atlas*, MARGAT Jean, UNESCO/Plan Bleu/CCGM, 2004

*L'eau des Méditerranéens : situations et perspectives* , MARGAT Jean avec la collaboration de Sébastien TREYER, PNUE-PAM, Plan Bleu, 2004

*Handbook on Freshwater in the Mediterranean*, M. Scullos, B. Tomassini, MIO-ECSDE, GWP-Med, 2003

*Politiques de l'eau des pays méditerranéens. Synthèse régionale des dossiers pays ( Pays du Sud et de l'Est)*, BURAK Selmin, Plan Bleu 2002

*Vision méditerranéenne sur l'eau, la population et l'environnement au XXIème siècle*, MARGAT Jean et VALLEE Domitille, PNUE-PAM, Plan Bleu, 2000

*L'eau en région méditerranéenne/Water in the Mediterranean region*, Benblidia M, Margat J & Vallée D. , Plan Bleu, Sophia Antipolis, 1997

*Le Plan Bleu : avenir du Bassin méditerranéen* - Economica, Paris (English version : *Futures for the Mediterranean Basin : the Blue Plan* - Oxford University Press), Grenon M.& Batisse M, Plan Bleu, Sophia Antipolis, 1989

*Le bassin méditerranéen va connaître une crise de l'eau douce*, Office International de l'Eau, Bulletin 10/07

*Les risques naturels en Méditerranée*, A. Villevieille, Plan Bleu booklet 10, 1997

*METAP reports 2001-2006*, Sarraf et all, 2007

*Mediterranean Programme : Key threats in the Region – Tourism and population pressure*, [www.panda.org](http://www.panda.org)

PAM, Le Plan Bleu, MEDPOL, SMDD - [www.planbleu.org](http://www.planbleu.org)

UN-ESCWA - [www.escwa.un.org](http://www.escwa.un.org)

UNESCO - [www.unesco.org](http://www.unesco.org)

RCTWS - [www.rctws.com](http://www.rctws.com)

OMD - [www.un.org/french/millenniumgoals](http://www.un.org/french/millenniumgoals)

Le partenariat Euro-Méditerranéen – [www.europa.eu/scadplus/](http://www.europa.eu/scadplus/)

MEDA - [www.ec.europa.eu/external\\_relations/euromed/meda.htm](http://www.ec.europa.eu/external_relations/euromed/meda.htm)

- [www.geographie.ens.fr/sanmarco/cours3/UE\\_med\\_evaluationmidterm2005.pdf](http://www.geographie.ens.fr/sanmarco/cours3/UE_med_evaluationmidterm2005.pdf)

SEMIDE [www.semide.net](http://www.semide.net)

MEDA-Eau - [www.medawater-rmsu.org](http://www.medawater-rmsu.org)

SMAP - <http://www.smaponline.net/FR/>

MED-PACT - [www.med-pact.com](http://www.med-pact.com)

SAFEMED - [www.safemed-project.org](http://www.safemed-project.org)

[http://euromedtransport.org/fileadmin/download/maincontract/wg\\_maritime/wg3\\_safety\\_progress\\_report\\_fr.pdf](http://euromedtransport.org/fileadmin/download/maincontract/wg_maritime/wg3_safety_progress_report_fr.pdf)

MEDSTAT - *Les statistiques euro-méditerranéenne*, Comission européenne, Bureau des publications, 2006

LIFE-Pays tiers –

[http://ec.europa.eu/environment/life/publications/lifepublications/lifefocus/documents/TCY\\_Ir.pdf](http://ec.europa.eu/environment/life/publications/lifepublications/lifefocus/documents/TCY_Ir.pdf)

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2003:0668:FIN:FR:DOC>

MED-EUWI - [www.euwi.net](http://www.euwi.net)

DCE – [www.ec.europa.eu/environment/water/water-framework](http://www.ec.europa.eu/environment/water/water-framework)

Processus conjoint - [www.minenv.gr/](http://www.minenv.gr/)

La Stratégie marine européenne –

[http://ec.europa.eu/environment/water/marine/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/environment/water/marine/index_en.htm)

EXACT - [www.exact-me.org](http://www.exact-me.org)

PEV/ IEVP – [www.ec.europa.eu/world/enp/index\\_fr.htm](http://www.ec.europa.eu/world/enp/index_fr.htm)

[http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/0703\\_enpi\\_figures\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/country/0703_enpi_figures_fr.pdf)

Horizon 2020 – [www.ec.europa.eu/environment/enlarg/med/horizon\\_2020\\_fr.htm](http://www.ec.europa.eu/environment/enlarg/med/horizon_2020_fr.htm)

Politique d'élargissement – [www.ec.europa.eu/enlargement](http://www.ec.europa.eu/enlargement)

AEE – [www.local.fr.eea.europa.eu](http://www.local.fr.eea.europa.eu)

La Ligue des Etats arabes - <http://www.arableagueonline.org/las/index.jsp>

OSS - [www.oss-online.org/](http://www.oss-online.org/)

pS-Eau - [http://www.pseau.org/index\\_fr.php](http://www.pseau.org/index_fr.php)

GWP-MED - [www.gwpmed.org](http://www.gwpmed.org)

CME - [www.worldwatercouncil.org](http://www.worldwatercouncil.org)

CAL - <http://www.arabwatercouncil.org/>

OIEau - [www.oieau.fr/](http://www.oieau.fr/)

RIOB/REMOB – [www.riob.org](http://www.riob.org)

IME - [www.ime-eau.org](http://www.ime-eau.org)

BM - [www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org)

FEM - [www.ffem.net](http://www.ffem.net)

BEI - [www.bei.org](http://www.bei.org)

FEMIP - [www.eib.org/projects/regions/med/](http://www.eib.org/projects/regions/med/)

METAP - [www.metap.org/](http://www.metap.org/)

BafD - [www.afdb.org](http://www.afdb.org)

[http://www.afdb.org/pls/portal/docs/PAGE/AWF\\_ADMIN/AWFDOCUMENTS/FAE\\_PROGRAMME\\_OPERATIONNEL\\_2005\\_2009\\_FR.PDF](http://www.afdb.org/pls/portal/docs/PAGE/AWF_ADMIN/AWFDOCUMENTS/FAE_PROGRAMME_OPERATIONNEL_2005_2009_FR.PDF)

FAE - [www.africanwaterfacility.org/](http://www.africanwaterfacility.org/)

NEPAD - [www.nepad.org](http://www.nepad.org)

AFD - <http://www.afd.fr/>



## ANNEXES

### Annexe 1 : Termes de référence de l'étude

Bilan et perspective de la coopération dans le secteur de l'eau en Méditerranée

#### TERMES DE REFERENCE DE L'ETUDE

---

*L'eau est une question prioritaire pour tous les partenaires méditerranéens et son importance ne fera que croître à mesure que les ressources en eau se feront plus rares.<sup>23</sup>*

#### A- Introduction

L'eau est une composante importante du volet économique et financier du partenariat Euro-Méditerranéen lancé à Barcelone en 1995. La coopération dans ce secteur a été définie lors de deux conférences ministérielles sur la gestion locale de l'eau:

- en décembre 1996 à Marseille. Cette conférence a initié le Système Euro-méditerranéen d'information sur les savoir-faire dans le domaine de l'eau – SEMIDE-
- en octobre 1999 à Turin. Cette conférence a donné naissance à un Plan d'Action à partir duquel la Commission Européenne a bâti le programme MEDA sur la gestion locale de l'eau

Depuis 1995, de nombreuses autres initiatives de coopération régionale concernant le secteur de l'eau ont été développées par l'Union Européenne notamment dans les domaines de l'environnement et de la recherche : le programme SMAP, MedStat-Environnement, le programme Horizon 2020 de dépollution de la mer Méditerranée ou encore la composante méditerranéenne de l'Initiative Eau de l'Union Européenne.

En parallèle, dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM) a défini la Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable validée par les Partie Contractantes en Novembre 2005. La partie « eau » de cette stratégie s'inspire très largement des études prospectives menées par le Plan Bleu, centre d'activité régional du PAM, mettant en évidence la nécessité d'une meilleure gestion des demandes en eau (équilibre offre/demandes).

D'autres initiatives existent également en dehors des deux cadres précités : par exemple, celles développées par le Global Water Partnership Med, l'Institut Méditerranéen de l'Eau, le Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin, Partenariat Stratégique du Fonds Mondial pour l'Environnement...

Depuis 2007, le Partenariat Euro-Méditerranéen s'inscrit dans la Politique Européenne de voisinage. L'Instrument de la Politique de Voisinage de l'UE prévoit un programme régional de coopération dont les lignes d'action restent à définir. A l'initiative de la France, qui assure la Présidence du Comité Directeur du SEMIDE, ce Comité a lancé

---

<sup>23</sup> Charte méditerranéenne de l'eau, Rome 1992

l'étude d'un mécanisme méditerranéen d'observation sur l'eau, et souhaite faire des propositions pour définir une programmation régionale dans le secteur de gestion de l'eau continentale. La Commission Européenne a décidé de s'appuyer sur ces propositions pour mener des investigations supplémentaires et un débat avec les parties-prenantes afin d'aboutir à un large consensus et définir les lignes d'action régionales dans ce secteur.

Ces propositions pourront contribuer d'une part, à l'organisation d'une conférence des ministres en charge de l'eau euro-méditerranéens et de l'Europe du Sud-Est, prévue fin 2008 pendant la présidence française de l'Union Européenne ; et d'autre part au projet de création d'une Union Méditerranéenne avancé par la France.

## **B- Objectif**

L'objectif de cette mission est double :

- Faire un état des lieux, après rencontres avec leurs responsables leurs commanditaires et leurs bénéficiaires, de l'ensemble des initiatives existantes au niveau régional et dans les pays en distinguant les processus à caractère politique ou institutionnel des activités d'ordre technique et dresser un état des moyens d'action dont ils disposent. Le rôle des acteurs devra être défini par rapport à ces différents processus. Dans ce cadre on veillera à identifier les éventuels chevauchements de compétences et les complémentarités afin de proposer un meilleur cadre de coordination entre les acteurs et les initiatives. Les modes possibles de coordination avec l'Agence Européenne de l'Environnement devront aussi être analysés
- Faire des propositions de recommandations stratégiques à dix ans et un plan d'actions le plus opérationnel possible pour la coopération entre l'Europe et les pays tiers du bassin méditerranéen en considérant le domaine de l'eau dans un contexte plus général lié à l'environnement et au développement durable. Ces propositions devraient traiter des questions primordiales<sup>24</sup> concernant les politiques de gestion, de protection des ressources en eau et de services d'eau, et tenant compte des efforts faits, des progrès réalisés et des besoins de coordination.

Dans la mesure du possible il sera établi, en complément d'information, un inventaire des autres partenariats identifiés dans le même domaine, qu'ils soient d'initiative multilatérale, bilatérale ou décentralisée.

## **C- Calendrier**

Le calendrier proposé pour réaliser cette mission est le suivant :

- 12 novembre 2007 : note préliminaire
- 26 novembre 2007 : rapport intermédiaire présentant les premiers résultats, pour diffusion aux directeurs de l'eau des pays Euroméditerranéens, des pays des Balkans et de la Libye en vue de la conférence Euromed des directeurs de l'Eau, les 10 et 11 décembre 2007 en Slovénie
- 10-11 décembre 2007, lors de cette même conférence: présentation des résultats intermédiaires aux directeurs de l'Eau
- Mai 2008 : rapport final et note de synthèse en vue de la préparation de la déclaration de la conférence Euromed ministérielle sur l'Eau en novembre 2008

La mise en place de cette étude sera financée par la Direction de l'Eau du Ministère français de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables (MEDAD) qui assurera la coordination de l'étude. Monsieur H. Lainé, Ingénieur Général des Ponts et

---

<sup>24</sup> voir en annexe liste des thèmes proposés par le Comité Directeur du SEMIDE en juillet 2007

Chaussées, mènera cette étude. L'unité technique du SEMIDE pourra apporter son support au consultant en termes de références, documentation, contacts et travaux réalisés.

Ce travail se fera sous l'égide d'un comité de pilotage international défini lors de la réunion du comité directeur du SEMIDE de juillet 2007. Ce comité comprend des représentants du Maroc, de l'Egypte et de la France (pays membres volontaires du Comité directeur du SEMIDE), de la Grèce (leader de Med-EUWI) et de la Commission européenne. Les échanges avec ce comité se feront sous forme électronique.

#### **Annexe :**

#### **Liste des thèmes proposés par le Comité Directeur du SEMIDE en juillet 2007**

- Impact du changement climatique sur les ressources en eau (notamment études prospectives à élargir à cette question),
- évaluation des ressources en eau mobilisables, conventionnelles et non-conventionnelles,
- gestion des phénomènes extrêmes (inondations, sécheresse/pénurie d'eau)
- gestion intégrée des ressources en eau par bassin versant prenant en compte le nécessaire renforcement de la gestion de la demande en eau,
- prise en compte de l'eau dans les politiques sectorielles, en priorité agricoles, industrielles et touristiques,
- gouvernance et efficacité des services d'eau et d'assainissement,
- optimisation des financements et développement de mécanismes de financements innovants,
- Systèmes, nationaux et régionaux, d'informations sur l'eau (y compris un mécanisme régional d'observation sur l'eau) et d'échanges de savoir-faire et de bonnes pratiques,
- mise en place de technopoles et développement technologique
- réseaux de villes et coopération décentralisée « eau et assainissement »,
- formation et renforcement des capacités,
- pollution des masses d'eau notamment souterraines,
- eau et biodiversité, protection des zones humides,
- empreinte énergétique des infrastructures liées à l'eau et à l'assainissement.

## Annexe 2 : Les actions de coopération Euro-Méditerranéennes par Pays

### Algérie

L'Accord d'association entre l'Union européenne et l'Algérie est entré en vigueur en septembre 2005 et forme la base juridique des relations entre les deux parties. Il définit dans le détail les domaines spécifiques dans le cadre desquels les objectifs du partenariat euro-méditerranéen peuvent être poursuivis sur une base bilatérale.

De 1995 à 2006, la coopération de l'Union européenne avec l'Algérie s'est inscrite dans le cadre du programme MEDA, le principal instrument opérationnel et financier du processus de Barcelone.

La stratégie de la Commission vise à soutenir des projets d'assistance technique dans les domaines suivants : le secteur privé et le développement économique, l'éducation et la formation, le développement local, l'aide institutionnelle et l'infrastructure, la bonne gouvernance.

En 2006, la Commission européenne a poursuivi la coopération financière avec l'Algérie, principalement par des projets d'assistance technique, dont les objectifs visaient à aider le gouvernement algérien à mettre en œuvre l'accord d'association, à soutenir la modernisation de l'administration publique et à améliorer les services publics. Afin d'atteindre ces objectifs, la Commission a apporté une aide dans les domaines suivants : les transports (20 millions d'euros), la mise en œuvre de l'accord d'association (10 millions d'euros), la facilitation des échanges commerciaux (5 millions d'euros), le développement rural (11 millions d'euros).

### L'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP)

Pour la période de 2007 à 2010, les priorités de la Commission en termes de coopération financière avec l'Algérie relèvent du nouvel instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP). Les principaux domaines d'intervention sont : le développement social (l'éducation et la santé), la croissance économique, l'aide institutionnelle, la bonne gouvernance, l'environnement.

Entre 2007 et 2010, le programme indicatif pluriannuel (PIP) de la Commission prévoit une enveloppe de 220 millions d'euros en faveur de projets et de programmes en Algérie, dont 24 millions d'euros pour le renforcement des services publics d'assainissement de l'eau.

### Cisjordanie et la bande de Gaza

L'aide financière en faveur des Palestiniens remonte à 1971, année de la première contribution de la Communauté au budget de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Aujourd'hui, l'Union européenne est le premier donateur d'aide au développement aux territoires occupés palestiniens.

### L'IEVP : le plan d'action de la PEV

Depuis la signature de la déclaration de Barcelone en 1995, l'Autorité palestinienne est un partenaire à part entière du partenariat euro-méditerranéen. Dans ce cadre, un accord intérimaire d'association régissant les relations bilatérales entre elle et l'Union a été signé en février 1997. L'accord portait sur l'aide budgétaire, le renforcement institutionnel, l'assistance technique, l'aide humanitaire et les relations commerciales bilatérales. Depuis le début de la deuxième Intifada (septembre 2000), la mise en œuvre de l'accord intérimaire d'association est de plus en plus difficile.

De 1994 à la fin 2006, l'Union européenne a engagé environ 2,66 milliards d'euros au profit des Palestiniens.

L'aide aux Palestiniens est acheminée par l'intermédiaire de divers instruments financiers géographiques et diverses lignes thématiques: MEDA (jusqu'en 2006), l'IEVP (depuis 2007), les droits de l'homme, les ONG, le processus de paix, l'UNRWA, l'aide alimentaire et la sécurité alimentaire, l'aide humanitaire (DG ECHO), etc.

### L'aide communautaire depuis 2006

En 2006, la Commission a alloué une enveloppe totale de 340 millions d'euros en faveur des Palestiniens, un montant bien plus important que les années antérieures. La moyenne annuelle de l'aide communautaire s'élève à 260 millions d'euros depuis le début de la deuxième Intifada en 2000. Ajoutée aux contributions des États membres de l'Union, l'aide communautaire aux Palestiniens a atteint 696 millions d'euros en 2006.

L'aide a été augmentée en réponse à la détérioration de la situation humanitaire et socio-économique en Cisjordanie et dans la bande de Gaza provoquée par la crise budgétaire. Celle-ci a en effet considérablement empiré à la suite de la formation du gouvernement dirigé par le Hamas et de la décision ultérieure d'Israël de retenir les taxes et les droits de douane qu'il perçoit au nom de l'Autorité palestinienne.

En 2006, la Commission a octroyé 64 millions d'euros à l'UNRWA en faveur des services sanitaires, éducatifs et sociaux pour les réfugiés palestiniens. Parallèlement, une enveloppe d'urgence de 40 millions d'euros a été consacrée au maintien des services publics de base, en particulier l'électricité au profit des Palestiniens.

La direction générale de l'aide humanitaire de la Commission (DG ECHO) a débloqué 84 millions d'euros d'aide. Un montant supplémentaire de 26 millions d'euros a été consacré à l'aide alimentaire et à la sécurité alimentaire, dont une grande part a été acheminée par l'intermédiaire de l'UNRWA et du Programme alimentaire mondial. Dix millions d'euros supplémentaires ont été alloués à l'amélioration des conditions de vie des réfugiés palestiniens au Liban, en Syrie et en Jordanie.

## **Égypte**

L'accord d'association, entré en vigueur en juin 2004, a pour objectif de promouvoir la stabilité politique, le développement économique et la coopération régionale. Il encourage le dialogue politique régulier aux niveaux bilatéral et international dans des domaines d'intérêt mutuel, tels que les sciences, la technologie et les questions culturelles et sociales.

### Le programme MEDA

L'Union européenne est l'un des principaux donateurs de l'Égypte. La Commission européenne a débloqué à elle seule plus d'un milliard d'euros depuis 1995, fournis pour l'essentiel par l'intermédiaire du programme MEDA ou de lignes thématiques, telles que l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH).

Dans le cadre du programme MEDA I (1996-1999), 686 millions d'euros au total ont été débloqués pour aider l'Égypte dans sa transition vers une économie de marché et son intégration dans l'espace économique euro-méditerranéen. Des fonds ont également été consacrés aux problèmes socio-économiques et au développement du secteur privé.

Entre 2000 et 2006, l'Égypte a bénéficié d'environ 600 millions d'euros dans le cadre du programme MEDA II. Au cours de cette période, le budget d'aide de la Commission lui a permis de nouer un dialogue avec les autorités égyptiennes axé sur les grandes réformes dans plusieurs secteurs, tels que les finances, les douanes, le commerce, le développement social, la santé, l'enseignement et la formation.

En 2006, la priorité était accordée à l'amélioration du secteur de la santé, en particulier à la réforme en cours du système national des soins de santé. À cette fin, 88 millions d'euros ont été engagés en 2006. En outre, 20 millions d'euros ont été débloqués pour

soutenir le développement social, 11 millions d'euros en faveur de la recherche, du développement et de l'innovation, et 10 millions d'euros au profit de bonifications de taux d'intérêt liées à un projet de lutte contre la pollution de l'environnement.

### Jumelage

En décembre 2005, l'Union et l'Égypte ont signé le programme de soutien à l'accord d'association (25 millions d'euros) visant à renforcer les capacités institutionnelles de l'administration égyptienne, afin de l'aider à mettre en œuvre toutes les dispositions de l'accord d'association.

Ce programme permet à l'Égypte de bénéficier de l'instrument de jumelage de la Commission.

En mars 2007, les trois premiers contrats de jumelage ont été signés par l'Égypte, dans les domaines du tourisme, de la sûreté maritime et des services postaux. D'autres projets sont en cours de préparation dans les domaines suivants: l'énergie, l'assurance, la sécurité ferroviaire, les statistiques, les télécommunications, l'évaluation de la conformité, les normes, la sécurité alimentaire et la bonne gouvernance.

### L'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) 2007-2010

Dans les années à venir, les priorités de la coopération de la Commission avec l'Égypte seront: le processus de réforme, le bien-être de la population, le renforcement du partenariat avec l'Union européenne.

Entre 2007 et 2010, parmi les projets et les programmes susceptibles de concerter l'eau qui seront financés dans le cadre du programme indicatif pluriannuel (PIP) figurent les suivants : Les transports, l'énergie et l'environnement pour 58 millions d'euros, et la décentralisation pour 13 millions d'euros.

### **Israël**

L'Accord d'association entre l'Union européenne et l'État d'Israël forme la base juridique de leurs relations. Élaboré dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen, il est entré en vigueur en juin 2000. Cet accord vise en priorité la stabilité politique et le développement économique. Il vise également à encourager la coopération régionale et un dialogue politique régulier sur des questions d'intérêt commun, en particulier dans les domaines scientifique, social et culturel.

### L'aide européenne en faveur de l'État d'Israël (1995-2006)

Israël participe pleinement au partenariat euro-méditerranéen, dans sa dimension tant bilatérale que régionale. Cependant, en raison de son développement économique avancé, Israël n'était pas admis au bénéfice des fonds prévus dans le cadre du programme MEDA, le principal instrument financier du partenariat euro-méditerranéen. Israël n'en reste pas moins impliqué dans un large éventail de programmes et de projets soutenus par l'Union européenne, tels que :

les projets dans le cadre du processus de paix au Moyen-Orient: la Commission européenne alloue entre cinq et dix millions d'euros par an aux initiatives locales et internationales en faveur de la région, y compris Israël, dans le cadre du programme de partenariat de l'Union européenne pour la paix;

l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH): ce programme vise à fournir une aide financière à petite échelle en faveur des initiatives qui promeuvent les droits de l'homme, l'État de droit et la démocratie;

les jeunes Israéliens participent aux programmes d'échanges avec leurs homologues européens et méditerranéens qui relèvent du programme d'action Euromed jeunesse;

les réalisateurs de films israéliens bénéficient de fonds et de formations dans le cadre du programme Euromed Audiovisuel.

### L'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP)

En avril 2005, un plan d'action UE/Israël de trois ans est entré en vigueur dans le cadre de la politique européenne de voisinage . Il vise à intégrer progressivement Israël dans les politiques et les programmes européens.

Le plan d'action fournit une vue d'ensemble des objectifs stratégiques et intensifiera ou mettra en œuvre la coopération entre l'Union européenne et Israël dans les domaines suivants: le dialogue politique, les questions judiciaires et juridiques, y compris les questions de migration et de lutte contre le terrorisme, l'industrie et le commerce, la recherche et l'innovation, et l'éducation et la culture.

Dans le cadre de l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP), Israël bénéficiera d'une allocation bilatérale visant à soutenir la mise en œuvre du plan d'action entre l'Union européenne et Israël par des opérations qui promeuvent le rapprochement des normes israéliennes de celles de l'Union européenne. À cette fin, l'instrument de jumelage sera accessible à Israël d'ici la fin de 2007. Depuis 2006, Israël bénéficie également du soutien de l'instrument TAIEX.

Le programme à financer en Israël dans le cadre du programme indicatif national (PIN) de l'Union européenne (2007-2010) se monte à €8 million.

### **Jordanie**

Entré en vigueur en mai 2002, l'accord d'association entre l'Union européenne et la Jordanie forme la base juridique des relations entre ces deux parties, dans les domaines spécifiques où les objectifs du processus de Barcelone peuvent être poursuivis sur une base bilatérale.

#### Aide par l'intermédiaire de MEDA

De 1995 à 2006, la coopération communautaire avec la Jordanie s'est inscrite dans le cadre du programme MEDA.

L'Union européenne a consacré des moyens financiers considérables pour s'assurer que le partenariat avec la Jordanie atteindrait ses objectifs. En effet, depuis 1995, le pays a reçu plus de 500 millions d'euros d'aide communautaire.

Le programme MEDA II (2000-2006) était essentiellement destiné à mettre en œuvre l'accord d'association et à aider la Jordanie sur la voie de la modernisation en relevant toute une série de défis sociaux, économiques et institutionnels.

Le programme indicatif national (PIN) pour 2002-2004 en faveur de la Jordanie, doté de 142 millions d'euros, portait essentiellement sur l'intensification des échanges commerciaux et l'aide aux réformes économiques, au développement des ressources humaines et au renforcement du pluralisme, de la société civile et de l'État de droit. Le PIN 2005-2006 mettait également l'accent sur l'amélioration des conditions de vie et sur le développement des infrastructures.

À l'aide de plusieurs facilités d'ajustement structurel, l'Union européenne a soutenu les réformes économiques et budgétaires en Jordanie afin de résoudre une situation budgétaire difficile. En outre, l'aide était axée sur l'amélioration des conditions de vie et sur le maintien de la protection sociale en faveur de la population jordanienne.

En 2006, la Commission a continué à soutenir les réformes du gouvernement jordanien par l'approbation d'un plan national de financement, doté de 67 millions d'euros de subventions. Cette aide est destinée à soutenir la stratégie nationale de la Jordanie dans le domaine de l'enseignement et multiplier les perspectives éducatives des groupes les plus vulnérables, aider le pays à mettre en œuvre son programme national de réforme, soutenir la recherche et le développement technologique en Jordanie.

#### Opérations de jumelage en Jordanie

En octobre 2002, l'Union européenne et la Jordanie ont signé la première enveloppe dans le cadre du programme de l'accord d'association (20 millions d'euros). L'accord visait à augmenter les capacités institutionnelles de l'administration jordanienne de manière à ce qu'elle puisse mettre en œuvre tous les volets de l'accord d'association.

Un deuxième accord de ce type, signé en octobre 2005, a permis le déblocage de 15 millions d'euros. Six projets de jumelage ont été signés dans les domaines suivants: la sécurité alimentaire, les questions phytosanitaires, les douanes, la vérification comptable, les normes et enfin le commerce et l'industrie.

L'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) 2007-2010 orientera désormais la coopération financière de la Commission avec la Jordanie. Les domaines d'intervention ciblés par l'IEVP sont:

- la réforme politique et la bonne gouvernance;
- le commerce et le développement des investissements;
- le renforcement des capacités institutionnelles;
- la stabilité financière.

Les projets et les programmes à financer en Jordanie dans le cadre du programme indicatif pluriannuel (PIP) entre 2007 et 2010 indiquent la gestion de l'eau pour un montant de 10 millions d'euros.

## **Liban**

Entré en vigueur en avril 2006, l'accord d'association entre l'Union européenne et le Liban vise à encourager et à soutenir le programme de réforme du pays et son intégration dans les structures économiques et sociales européennes. La nouvelle stratégie communautaire en faveur du pays soutient son programme de réforme démocratique et stimulera ses perspectives économiques, en particulier en lui accordant l'accès au marché unique européen.

### Le programme MEDA II (2000-2006)

De 1995 à 2006, la coopération communautaire avec le Liban s'est inscrite dans le cadre du programme MEDA, le principal instrument opérationnel et financier du partenariat euro-méditerranéen. Au cours de cette période, l'Union a débloqué plus de 300 millions d'euros en faveur du Liban, qui ont été acheminés par l'intermédiaire de projets nationaux axés sur un nombre limité de secteurs prioritaires.

Entre 2002 et 2006, le document de stratégie pour le Liban visait essentiellement à mettre en œuvre l'accord d'association, à stimuler les emplois et la croissance et à réduire la pauvreté. Parmi les projets approuvés figuraient des projets de déminage, d'aide au Liban du Sud et de promotion des droits de l'homme, de l'environnement et de la culture.

Le programme indicatif national (PIN), doté de 80 millions d'euros, a soutenu le Liban dans les domaines suivants: le développement des échanges, le développement rural pour réduire la pauvreté, la protection de l'environnement et le programme Tempus, qui vise l'enseignement supérieur (3 millions d'euros).

Le PIN 2005-2006 visait les domaines suivants: l'aide aux nouvelles initiatives dans le cadre de la politique européenne de voisinage (10 millions d'euros), le développement de l'économie de la connaissance (6 millions d'euros), le renforcement de la compétitivité du secteur privé (18 millions d'euros), l'aide à la réforme de la gestion de l'eau et dans le domaine de l'environnement (16 millions d'euros).

La Commission soutient également les réfugiés palestiniens présents au Liban. Une part non négligeable de l'aide est gérée par la direction générale de l'aide humanitaire. À l'issue de la guerre de 34 jours entre Israël et le Hezbollah au cours de l'été 2006, la Commission a promis plus de 100 millions d'euros en faveur de la reconstruction du Liban.

Le Liban est également en mesure d'accéder à l'instrument de jumelage de l'Union européenne.

Le jumelage offre le savoir-faire des États membres aux pays partenaires afin qu'ils puissent adopter les normes communautaires.

#### L'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) 2007-2010

Entre 2007 et 2010, l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) orientera la coopération financière de la Commission avec le Liban. Les premiers domaines d'intervention sont: la réforme politique, la réforme sociale et économique, la reconstruction et le redressement. Le programme indicatif national 2007-2010 consacrera un total de 187 millions d'euros au Liban, dont 86 millions d'euros pour la mise en œuvre du plan d'action, qui couvre le secteur énergétique, les conditions sociales, l'enseignement, le commerce, les réformes douanières, l'environnement, etc.

#### **Libye**

Les sanctions des Nations unies contre la Libye ont été levées le 12 septembre 2003. Suite à cette décision, les contacts politiques ont repris entre l'Union européenne et la Libye. La Libye est éligible au programme de la Politique européenne de Voisinage. Des accords de coopération, de partenariat ou d'association furent conclus entre la Libye et l'Union européenne.

#### L'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) 2007-2010

La Libye, bien qu'étant géographiquement éligible, n'a pas pris part jusqu'à maintenant à la Politique européenne de Voisinage.

#### **Maroc**

Entré en vigueur en mars 2000, l'accord d'association entre l'Union européenne et le Maroc forme la base juridique des relations entre l'Union et son voisin d'Afrique du Nord. Il expose en détail les domaines spécifiques où les objectifs du processus de Barcelone peuvent être poursuivis sur une base bilatérale.

#### Le programme MEDA II (2000-2006)

De 1995 à 2006, la coopération communautaire avec le Maroc s'est inscrite dans le cadre du programme MEDA, le principal instrument opérationnel et financier du partenariat euro-méditerranéen. Au cours de cette période, le Maroc a bénéficié de plus de 1,6 milliard d'euros, ce qui en fait le premier bénéficiaire de l'assistance communautaire parmi tous les partenaires méditerranéens.

Les activités menées dans le cadre de MEDA II portaient essentiellement sur la mise en œuvre de l'accord d'association et visaient à stimuler les emplois et la croissance et à réduire la pauvreté. Le programme indicatif national (PIN) pour 2002-2004, doté de 426 millions d'euros, visait toute une série de domaines, dont la réforme de l'administration publique, le développement des provinces du nord, la construction du réseau routier et la protection de l'environnement. Le PIN pour 2005-2006 mettait également l'accent sur l'amélioration des conditions de vie (réformes du secteur financier, du système d'assurance santé, de la gestion de l'eau, des transports et de l'administration publique) et en particulier sur les droits de l'homme.

Les activités MEDA II sur l'eau au Maroc comprenaient un programme d'ajustement structurel du secteur de l'eau au Maroc (120 millions €), diverses bonifications d'intérêt -Assainissement villes marocaines-Oujda (7 millions €) - ONEP IV protection de l'environnement (4,790 millions €) - Dépollution de la centrale électrique de Mohammedia (9 millions €) - Assainissement villes marocaines moyennes (11 millions €).

En 2006, deux nouveaux programmes environnementaux ont été adoptés dans le cadre de la politique de l'eau et de gestion des eaux usées, soutenus par une enveloppe communautaire de 40 millions d'euros.

#### Coopération de jumelage avec le Maroc

Dans le cadre de l'aide au programme de l'accord d'association, une conférence sur le jumelage s'est tenue en mai 2004 au Maroc. Depuis, neuf projets de jumelage ont été approuvés, et 17 autres sont en cours d'élaboration. Les domaines couverts sont: la vérification comptable, le blanchiment d'argent, la concurrence, les contrôles vétérinaires et phytosanitaires, les douanes, l'immigration, l'environnement, la protection des consommateurs et la sécurité maritime.

#### L'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) 2007-2010

Le Maroc participe à la politique européenne de voisinage (PEV). Un plan d'action, finalisé en juillet 2005, comporte des priorités et des objectifs de coopération convenus en commun dans les domaines politique, économique, commercial, judiciaire, sécuritaire et culturel.

Parmi les projets et les programmes à financer au Maroc entre 2007 et 2010 dans le cadre du programme indicatif national figurent, dans la domaine de l'environnement, le FODEP (Fonds de dépollution industrielle), pour 15 millions €, et l'assainissement de l'eau, pour 35 millions €.

#### **Syrie**

Les relations actuelles entre l'Union européenne et la Syrie sont régies par un accord de coopération conclu en 1997. La Syrie négocie un accord d'association d'une grande portée avec l'Union européenne, qui devrait ouvrir la voie à la pleine participation du pays à la politique européenne de voisinage (PEV). L'accord d'association offre un vaste cadre de partenariat économique, politique et social. Signé en octobre 2004, il ne peut pas être mis en œuvre car les États membres de l'Union européenne ont décidé que le contexte politique actuel ne permet pas de le ratifier.

L'Union européenne est le premier donateur d'aide à la Syrie: depuis 1995, elle lui a consacré plus de 280 millions d'euros par l'intermédiaire du programme MEDA. Le premier programme MEDA visait essentiellement à promouvoir la réforme institutionnelle, le développement économique et les projets d'infrastructure. Le programme MEDA II, quant à lui, a ajouté la santé et l'enseignement à ces priorités. L'aide revêt la forme d'une assistance technique et de conseils politiques.

#### L'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) 2007-2010

Une enveloppe totale de 130 millions d'euros est consacrée à la mise en œuvre du premier programme indicatif national en faveur de la Syrie. Rien d'explicite n'y figure sur l'eau.

#### **Tunisie**

La Tunisie fut le premier pays méditerranéen à signer un accord d'association avec l'Union européenne en juillet 1995. Cet agrément est la base légale des relations entre

la Tunisie et l'Union européenne. L'agrément d'association Euro-Med fut mis en application en mars 1998.

#### L'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) 2007-2010

Entre 1995 et 2006, la Tunisie fut un bénéficiaire important du programme MEDA. L'engagement actuel moyen se monte à 85 millions €.

Le budget prévisionnel du programme indicatif national (PIN) entre 2002 et 2004 pour la Tunisie se monte à environ €250 million. L'eau n'y figure pas explicitement.

La Tunisie participe à la Politique européenne de Voisinage. Le plan d'action appliqué depuis juillet 2005 comprend des coopérations dans les domaine politique, économique, commercial et culturel.

Dans les prochaines années, les priorités de la Commission pour la coopération avec la Tunisie comprendront en particulier le développement durable : la protection de l'environnement, l'efficacité énergétique, les sources d'énergie renouvelable.

Les projets et programmes à financer en Tunisie dans le cadre du programme indicatif national, entre 2007 et 2010, comprend 43 millions € pour le secteur de l'eau.

**Annexe 3 : Projets "eau" impliquant des pays méditerranéens n'appartenant pas à l'Union Européenne**

| Titre   | Zone ou pays   | Sujet   | Mots clés                           | Programme   | Début    | Fin      | Budget                |
|---|--|---|-------------------------------------|---|----------|----------|-----------------------|
| Support and Institutional cooperation in the water sector between Morocco and Spain | Morocco, Spain,  | DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENTPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTSANITATION -STRICT PURIFICATION PROCESSESWATER QUALITY  |                                     | Bi-lateral: Spanish Ministry of Environment             | 01/01/07 | 31/12/07 | 200 000               |
| Wastewater collection and treatment for Tarfaya                                     | Morocco,   | Wastewater collection and treatment ANALYSIS AND TESTSCHARACTERISTICAL PARAMETERS OF WATERS AND SLUDGESDRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENTSANITATION -STRICT PURIFICATION PROCESSESWATER QUALITY | Wastewater collection and treatment | Bilateral (Belgium - Morocco)                           | 01/01/03 | 30/06/07 | 1 576 988             |
|   |  |   |                                     | <u><i>Bilateral (Belgium - Morocco) Somme</i></u>       |          |          | <u><i>1576988</i></u> |
| Drinking water distribution in the Agadir Region (Wilaya)                           | Morocco,   | DRINKING WATERDRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENT  |                                     | Bilateral (Morocco, Belgium): PAGER                     | 01/04/01 | 31/12/15 | 3 318 535             |
|   |  |   |                                     | <u><i>Bilateral (Morocco, Belgium): PAGER Somme</i></u> |          |          | <u><i>3318535</i></u> |
| Arab Integrated Water Resources Management Network                                  | Algeria, Bahrain, Egypt, Iraq, Jordan, Kuwait, Lebanon, Morocco, | POLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT  |                                     | CAP-NET   | 01/01/02 |          |                       |

|   |   |  |   |   |          |          |                       |
|---|---|--|---|---|----------|----------|-----------------------|
|   | Lybia, Oman, Palestine, QatarSaudi Arabia, Sudan, Syria, Tunisia, United Arab EmiratesYemen |  |   |   |          |          |                       |
|   |   |  |   | <b><i>CAP-NET Somme</i></b>   |          |          | <b><i>0</i></b>       |
| Towards a Mediterranean Water Information Mechanism compatible with the Water Information System for Europe (WISE)      | Algeria, Egypt, Israel, Jordan, Lebanon, Morocco, Tunisia, Turkey, Syria, Palestine,        | INFORMATION - COMPUTER SCIENCESMETHTODOLOGY - STATISTICS - DECISION AID  |   | EC-ENRTP  | 02/01/08 | 30/06/09 | 375 000               |
|   |   |  |   | <b><i>EC-ENRTP Somme</i></b>  |          |          | <b><i>375000</i></b>  |
| Developing Renewable Ground Water Resources in Arid Lands: a Pilot Case - the Eastern Desert of Egypt                   | Egypt,  | Groundwater HYDRAULICS - HYDROLOGYMETHTODOLOGY - STATISTICS - DECISION AIDRISKS AND CLIMATOLOGYWATER DEMAND                          | groundwater   | GEF/UNDP - United Nations Development Programme                     | 08/03/03 |          | 1 237 524             |
|   |   |  |   | <b><i>GEF/UNDP - United Nations Development Programme Somme</i></b> |          |          | <b><i>1237524</i></b> |
| South Israel 100 million m <sup>3</sup> /year seawater desalination facility: build, operate and transfer (BOT) project | Israel,   | Desalination DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENTSANITATION -STRICT PURIFICATION PROCESSES | desalination  | IDE Technologies, Ltd.  | 01/01/00 | 13/02/03 | 3 363 318             |
|   |   |  |   | <b><i>IDE Technologies, Ltd. Somme</i></b>                          |          |          | <b><i>3363318</i></b> |
| Wastewater Distillation by Sun Energy - Treatment of Highly Contaminated Wastewater by Simple and                       | Germany, Spain, Portugal, Turkey, Tunisia,  | solar energy Wastewater Treatment agriculture Olive milling WATER DEMAND   | solar energy Wastewater Treatment agriculture Olive | INCO MED  | 01/02/95 | 31/03/98 |                       |

|  |   |   |  |                              |          |            |                 |
|--|---|---|--|------------------------------|----------|------------|-----------------|
| Low Cost Procedures  |   |   | milling  |                              |          |            |                 |
|  |   |   |  | <b><i>INCO MED Somme</i></b> |          |            | <b><i>0</i></b> |
| Programme of Research on Hill Reservoirs in the Semi-Arid Zone of the Mediterranean Periphery  | Morocco, Tunisia, Sweden, Syria, Spain, United Kingdom, | agricultural economy hill reservoir Natural resources Catchment Basin Approach ssustainable development           | agricultural economy hill reservoir Natural resources Catchment Basin Approaches sustainable development | INCO MED (FP4)               | 01/11/96 | 01/04/01   |                 |
| Development, Application and analysis of Raman, fluorescence and absorption spectroscopy using optical fibre remote sensing of chemical species in water for in situ environmental pollution studies in Cyprus, Israel, Italy and the United Kingdom | Cyprus, Israel, Italy, United Kingdom,                  | Pollution monitoring Fluorescence and Absorption Spectroscopy ENERGY INFORMATION - COMPUTER SCIENCES              | Pollution monitoring Fluorescence and Absorption Spectroscopy  | INCO MED (FP4)               | 01/10/97 | 31/12/00   | 360 000         |
| Developing Sustainable Water Management in the Jordan Valley   | Austria, Israel, Palestine,                             | Geographic Information Systems water management   | Geographic Information Systems water management  | INCO MED (FP4)               | 01/11/97 | 30/04/01 , |                 |
| Optimising marginal resources in intensive horticultural production in Southern Turkey and Northern Egypt  | Egypt, Turkey, United Kingdom,                          | agricultural exploitation agricultural hydraulics horticulture irrigation material surface irrigation AGRICULTURE | agricultural exploitation agricultural hydraulics horticulture irrigation material surface irrigation    | INCO MED (FP4)               | 01/12/96 | 36 707 ,   |                 |

|   |   |   |   |                |          |          |         |
|---|---|---|---|----------------|----------|----------|---------|
| Innovative decentralised Energy and Water Management Policies can encourage the creation of a market economy and help rural development | Morocco, Jordan, Malta, Italy, Portugal,  | water management sustainable development renewable energy MEASUREMENTS AND INSTRUMENTATION  | water management sustainable development renewable energy                           | INCO MED (FP4) | 01/12/98 | 01/04/02 |         |
| Sustainability and Optimisation of Treatment and Use of Wastewater in Agriculture   | Belgium, Cyprus, Israel, Greece, Palestine,   | agricultural waste wastewater water treatment plant effluent WATER DEMAND   | agricultural waste water waste water treatment plant effluent                       | INCO MED (FP4) | 01/10/98 | 30/09/02 | ,       |
| A decision support system for mitigation of drought impacts in the Mediterranean regions  | Italy, Jordan, Portugal, Tunisia,   | Irrigation AGRICULTURE HYDRAULICS - HYDROLOGY METHTODOLOGY - STATISTICS - DECISION AIDNATURAL MEDIUMPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTRISKS AND CLIMATOLOGY | water management water supply management drought decision support system irrigation | INCO MED (FP4) | 01/11/97 | 31/07/01 |         |
| REUSE AND RECYCLING OF WATER IN PULPING PLANTS  | HungarySpain, SloveniaNetherlands,  | Acidification pump organic micropollutant water analysis INDUSTRY ENERGY  | acidification pump organic micropollutant water analysis                            | INCO MED (FP4) | 01/01/99 | 31/12/01 | 286 000 |
| Decision support system for water management in the Mediterranean region  | Cyprus, Malta, United Kingdom, France, Norway, Germany, Greece, Italy, Jordan, Palestine, | DSS-decision support water management   | DSS-decision support water management   | INCO MED (FP4) | 01/11/97 | 31/10/00 |         |
| A system approach to wastewater biotreatment for the protection of Mediterranean coastal areas  | Italy, Jordan, Egypt, Morocco, Spain, Greece,   | biological filtration of water water analysis monitoring network/measuring network WATER DEMANDINDUSTRY   | biological filtration of water water analysis monitoring network/measuring network  | INCO MED (FP4) | 01/11/97 | 31/10/00 | 850 000 |

|  |   |  |  |                             |          |          |                |
|--|---|--|--|-----------------------------|----------|----------|----------------|
| Desalination of sea-water using renewable energy sources   | Greece, Jordan, Cyprus, Portugal, Italy,                        | water desalination reverse osmosis water management wind power water resource management DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENT ENERGY HYDRAULICS - HYDROLOGY POLICY - WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT | water desalination reverse osmosis water management wind power water resource management | INCO MED (FP4)              | 30/09/97 | 31/03/00 |                |
| Relationships between sectoral policies and agricultural water use in the Mediterranean countries  | France, Israel, Italy, Portugal, Spain, Tunisia, Egypt, Turkey, | WATER DEMAND   |  | INCO MED (FP4)              | 01/04/98 | 31/03/01 |                |
| Development and Optimization of a New Process for Desalination of Sea Water by Means of Solar Energy”  | Germany, Greece, Palestine, Tunisia,                            | Solar Energy Desalination Air Heater Collector MEASUREMENTS AND INSTRUMENTATION INFORMATION - COMPUTER SCIENCES  | Solar Energy Desalination Air Heater Collector   | INCO MED (FP4)              | 01/11/98 | 31/10/02 |                |
| Wastewater Recycling and Reuse by Solar-Catalytic Treatment: A Pilot Study in the Textile Industry   | France, Germany, Algeria, Tunisia,                              |  |  | INCO MED (FP4)              | 01/10/98 | 30/09/01 |                |
|  |   |  |  | <b>INCO MED (FP4) Somme</b> |          |          | <b>1496000</b> |
| Efficient water use through environmentally sound hydroponic production of high quality vegetables for domestic and export markets in Mediterranean countries. | Egypt, Germany, Morocco, Turkey, France, Italy, Jordan,         | agricultural water WATER DEMAND  | Efficient water use agricultural water   | INCO MED (FP5)              | 01/01/03 | 31/12/06 | 1 126 077      |
| Effects of climate change and climate variability on water availability and water management practices in Western Mediterranean                                | Tunisia, Portugal, Netherlands, Morocco,                        | Mediterranean climate water resource management INDUSTRY METHODOLOGY - STATISTICS - DECISION AID HYDRAULICS - HYDROLOGY AGRICULTURE SLUDGES  | Mediterranean climate water resource management  | INCO MED (FP5)              | 01/03/01 | 28/02/04 | 578 500        |

|   |  |  |   |                |          |          |           |
|---|--|--|---|----------------|----------|----------|-----------|
| Potable water distribution management   | Italy, Spain, United Kingdom, Israel,  | water economy water cost drinking water water management water distribution DRINKING WATER FINANCE-ECONOMY POLICY- WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT | water economy water cost drinking water water management water distribution | INCO MED (FP5) | 30/11/00 | 38 046   | 1 195 585 |
| Improving durum wheat for water use efficiency and yield stability through physiological and molecular approaches   | Italy, Morocco, Tunisia, Syria, Spain,   | Agriculture water-use efficiency sustainability development WATER DEMAND   | agriculture water-use efficiency sustainability development                 | INCO MED (FP5) | 01/04/03 | 31/03/07 | 1 135 559 |
| Wastewater recycling of olive oil mills in Mediterranean countries -Demonstration and sustainable reuse of residuals  | Belgium, Greece, Germany, Morocco, Tunisia, Spain,   | waste water treatment plant effluent   | waste water treatment plant effluent  | INCO MED (FP5) | 01/03/00 | 28/02/03 | 899240    |
| Water Recycling and Reuse by Application of Membrane Bioreactors: Textile and Municipal Wastewater as Examples  | Austria, Algeria, Germany,   | Water reuse water flow-rate/ velocity of flow (gdt)  | Water reuse water flow-rate/ velocity of flow (gdt)                         | INCO MED (FP5) | 01/03/00 | 28/02/03 | 540 000   |
| Groundwater recharge in the Eastern Mediterranean - a comparative study on integrated evaluation techniques for groundwater resources along a hydro climatic gradient | Cyprus, Greece, Germany, Israel, Jordan,   |  |   | INCO MED (FP5) | 01/10/97 | 30/09/00 | 560000    |
| Geo-Information for Sustainable Management of Land and Water Resources in the Mediterranean Region  | France, Portugal, Spain, Tunisia, Lebanon, Israel, Italy, Turkey, Egypt, Palestine, Jordan, Morocco, | water resource management Information monitoring coopération DSS AGRICULTURE RIGHT   | water ressource management Information monitoring coopération DSS           | INCO MED (FP5) | 01/05/01 | 31/10/03 | 310000    |

|   |   |  |  |                |          |          |           |
|---|---|--|--|----------------|----------|----------|-----------|
| Sustainable water management in Mediterranean coastal aquifers: recharge assessment and modelling issues  | Switzerland, Palestine, Morocco, France, Tunisia, Spain, Italy,             | water resources management wastewater reuse<br>GIS numerical modeling<br>RIGHT INFORMATION - COMPUTER SCIENCES   | water resources management<br>wastewater reuse<br>GIS numerical modeling   | INCO MED (FP5) | 01/01/03 | 03/12/05 | 655 717   |
| Desertification in the Aral Sea Region : a Study of the Natural and Anthropogenic Impacts.  | Belgium, Germany, Bulgaria, Russian Federation, Turkey, Uzbekistan, Ukraine | Modelling climatology<br>GISdesertification<br>ANALYSIS AND TESTSMETHODOLOGY - STATISTICS - DECISION AID<br>POLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT<br>RISKS AND CLIMATOLOGY  | modelling<br>climatology<br>GIS<br>desertification   | INCO MED (FP5) | 31/10/00 | 31/10/03 | 409202    |
| Mediterranean usage of biotechnological treated effluent water  | Italy, Morocco, Portugal, Spain, Tunisia, Turkey,                           | biological wastewater treatment<br>waste water treatment plant effluent<br>water purification<br>horticulture<br>WATER DEMAND  | biological<br>wastewater<br>treatment<br>waste<br>water treatment<br>plant effluent<br>water<br>purification<br>horticulture | INCO MED (FP5) | 01/03/00 | 01/03/04 | 580000    |
| Program for the prevention of diffuse water pollution with phosphorus from degraded and re-wetted peat soils  | Germany, Sweden, United Kingdom, Israel, Poland, Slovenia                   | ANALYSIS AND TESTS<br>PREVENTION AND NUISANCES POLLUTION<br>WATER QUALITY  |  | INCO MED (FP5) | 01/02/01 | 31/12/03 | 1 359 597 |
| Interactive regulation of phytoplankton succession by physical forcing and internal phosphorus loading: a comparative study in eutrophic freshwater lakes | Germany, Sweden, Hungary, Israel,   | water analysis<br>spectrometry<br>spectral analysis<br>method monitoring<br>eutrophication<br>phosphate removal<br>ANALYSIS AND TESTS<br>CHARACTERISTICAL PARAMETERS OF WATERS AND SLUDGES<br>HEALTH - HYGIENE - PATHOGENIC<br>MICROORGANISM<br>POLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT<br>PREVENTION AND NUISANCES POLLUTION | water analysis<br>spectrometry<br>spectral analysis<br>method monitoring<br>eutrophication<br>phosphate removal              | INCO MED (FP5) | 31/01/00 | 31/01/04 |           |

|  |  |   |   |                |          |          |         |
|--|--|---|---|----------------|----------|----------|---------|
| Crop Irrigation Management for Combating Irrigation Induced Desertification in the Aral Sea Basin                      | France, Italy, Portugal, Uzbekistan, Kirgistan, Syria, Tadjikistan | Soil reasonable agriculture irrigation drainage decision making support AGRICULTURE METHODOLOGY - STATISTICS - DECISION AIDPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTWATER DEMAND | soil reasonable agriculture irrigation drainage decision making support               | INCO MED (FP5) | 31/12/01 | 31/12/04 | 652632  |
| Control of Bacterial Regrowth in Water supply Distribution Systems in Water Short European and Mediterranean Countries | Palestine, Jordan, Portugal, United Kingdom, Lebanon,              | water distribution hydraulic characteristic microbiological analysis INDUSTRY ENERGY  | water distribution hydraulic characteristic microbiological analysis                  | INCO MED (FP5) | 01/11/97 | 30/04/01 | 692 600 |
| Water demand management knowledge base in the Mediterranean  | Algeria, Morocco, Tunisia, France, Germany, Portugal, Spain,       | water management  | water management  | INCO MED (FP5) | 01/01/03 | 31/12/06 | 749606  |
| A Future for the Dead Sea Basin: Options for a More Sustainable Water Management                                       | Israel, Austria, Palestine, Jordan,                                | water use water supply management   | water use water supply management   | INCO MED (FP5) | 01/02/03 | 31/01/06 | 740000  |
| Protection of groundwater resources at industrially contaminated sites   | Germany, Italy, Netherlands, United Kingdom, Switzerland, Turkey,  | groundwater pollution heavy metal industrial pollution micropollutant metal pollution INDUSTRY PREVENTION AND NUISANCES POLLUTION   | groundwater pollution heavy metal industrial pollution micropollutant metal pollution | INCO MED (FP5) | 01/04/00 | 01/07/03 |         |
| Monitoring and modelling coastal lagoons: making management tools for aquatic resources in north Africa                | Denmark, Egypt, Morocco, Tunisia, United Kingdom,                  | monitoring network/measuring network survey control water quality improvement   | monitoring network/measuring network survey control water quality improvement         | INCO MED (FP5) | 01/12/02 | 30/11/05 | 760474  |

|  |  |   |   |                |          |          |         |  |
|--|--|---|---|----------------|----------|----------|---------|--|
| Water use Efficiency in natural vegetation and agricultural areas by Remote sensing in the Mediterranean basin | Denmark, Egypt, Spain, France, Morocco,                    | water use efficiency evapotranspiration Hydrology & freshwater resources Sinai information system GIS vegetation drought land cover mapping AGRICULTURE HYDRAULICS - HYDROLOGYMEASUREMENTS AND INSTRUMENTATIONMETHTODOLOGY - STATISTICS - DECISION AIDRISKS AND CLIMATOLOGYWATER DEMAND | water use efficiency evapotranspiration Hydrology & freshwater resources Sinai information system GIS vegetation drought land cover mapping | INCO MED (FP5) | 01/02/00 | 31/01/03 | 764 800 |  |
| New technologies for olive mill waste water detoxification and product recovery                                | Italy, Morocco, Spain, Tunisia,                            | industrial waste water consumption water for agricultural use water supply WATER DEMAND   | industrial waste water consumption water for agricultural use water supply  | INCO MED (FP5) | 01/01/03 | 30/06/06 | 530000  |  |
| Photo-electro-bio-catalytic treatment of drinking water supplies   | France, United Kingdom, Netherlands, Israel,               | groundwater pollution organic micropollutant water management DRINKING WATERDRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENTPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTPREVENTION AND NUISANCES POLLUTIONWATER DEMANDWATER QUALITY                           | groundwater pollution organic micropollutant water management   | INCO MED (FP5) | 31/01/01 | 30/04/04 | 1509900 |  |
| Methods for assessing salt intrusion and transport in heterogeneous and fractured aquifers                     | France, Spain, Switzerland, United Kingdom, Italy, Israel, | Analysis groundwater natural recharge salt pollution ANALYSIS AND TESTSHYDRAULICS - HYDROLOGYMEASUREMENTS AND INSTRUMENTATIONMETHTODOLOGY - STATISTICS - DECISION AID   | analysis groundwater natural recharge salt pollution  | INCO MED (FP5) | 30/11/00 | 30/11/03 | 2400850 |  |
| Mediterranean cooperation for water desalination policies in the perspective of a sustainable development      | Cyprus, Lebanon, Greece, Israel, Palestine, Egypt, France, | Desalination water resource management GIS METHTODOLOGY - STATISTICS - DECISION AIDPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT   | Desalination water resource management GIS  | INCO MED (FP5) | 01/10/97 | 30/09/00 | 850 000 |  |

|   |   |   |  |                |          |          |           |
|---|---|---|--|----------------|----------|----------|-----------|
| A strategic approach for the implementation of policies aiming to prevent the environmental problems caused by toxic metal cations in industrial wastewater | United Kingdom, Spain, Morocco, Lebanon,  | industrial waste water policy INDUSTRY  | industrial waste water policy  | INCO MED (FP5) | 01/01/01 | 31/12/03 | 866 424   |
| Water Resources Management Under Drought Conditions: Criteria and Tools for Conjunctive Use of Conventional and Marginal Waters in Mediterranean Regions    | Cyprus, Italy, Jordan, Spain, Israel, Egypt,  | Water management Drought mitigation Water reuse DSS decision support RIGHT  | Water management Drought mitigation Water reuseDSS decision support      | INCO MED (FP5) | 01/04/00 | 31/03/03 | 880 520   |
| Integrated concepts for reuse of upgraded wastewater  | Belgium, Germany, Greece, Netherlands, Spain, United Kingdom, Czech Republic, Austria, Israel, Hungary, Poland, Romania | water recycling water reuse sludge reuse collective wastewater treatment AGRICULTURE DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENT INDUSTRY POLICY- WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT SANITATION -STRICT PURIFICATION PROCESSES WATER DEMAND | water recycling water reuse sludge reuse collective wastewater treatment | INCO MED (FP5) | 28/01/03 | 28/02/06 | 3 377 326 |
| Novel Catalytic Technologies for the Treatment of Wastewater from Agro-Food and Industrial Productions in MED Countries                                     | France, Italy, Egypt, Spain, Tunisia,   | wastewater treatment technologies cooperation training WATER DEMAND   | wastewater treatment technologies cooperation training                   | INCO MED (FP5) | 01/02/03 | 31/01/06 | 1 298 062 |
| Inventory, analysis and valorization of traditional water techniques of European and Saharan drainage tunnels   | Italy, Morocco, Algeria, Tunisia, Spain,  | Agriculture hydraulic characteristic water catchment WATER DEMAND HEALTH - HYGIENE - PATHOGENIC MICROORGANISM   | agriculture hydraulic characteristic water catchment                     | INCO MED (FP5) | 01/05/03 | 31/07/06 | 1 050 000 |

|  |  |   |  |                |          |          |           |
|--|--|---|--|----------------|----------|----------|-----------|
| Boron contamination of water resources in the Mediterranean region: distribution, sources, social impact and remediation | France, Greece, Italy, Netherlands, Israel, Cyprus,                  | water salinity aquifer groundwater protection chemical pollution detoxification salt pollution collective wastewater treatment ANALYSIS AND TESTSDRINKING WATERHEALTH - HYGIENE - PATHOGENIC MICROORGANISMMEASUREMENTS AND INSTRUMENTATIONPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTPREVENTION AND NUISANCES POLLUTIONWATER QUALITY | water salinity aquifer groundwater protection chemical pollution detoxification salt pollution collective wastewater treatment | INCO MED (FP5) | 31/01/01 | 31/05/04 | 2 380 205 |
| Mapping adaptation of barley to drought environments   | Morocco, Jordan, Italy, France, Algeria, Spain, Turkey, Syria,       | genetic and physiological dynamics water use WATER DEMAND   | genetic and physiological dynamics water use   | INCO MED (FP5) | 01/01/03 | 31/12/06 | 1 197 811 |
| Sustainable Water Use in Protected Mediterranean Horticulture  | Spain, Greece, Italy, Netherlands, Cyprus, Egypt, Israel, Palestine, | agricultural waterwater use irrigation water WATER DEMAND   | agricultural water water use irrigation water  | INCO MED (FP5) | 01/03/00 | 30/09/03 | 950000    |
| Improved management tools for water-limited irrigation: combining ground and satellite information through models        | France, Jordan, Morocco, Netherlands, Tunisia, Syria,                | irrigation water agricultural water water management WATER DEMAND   | irrigation water agricultural water water management   | INCO MED (FP5) | 01/04/03 | 31/03/07 | 801 842   |
| Sustainability of Mediterranean coastal lagoon ecosystems under semi-arid climate  | France, Morocco, Malta, Tunisia, Spain, Portugal,                    | Mediterranean coastal lagoon LCAGIS ANALYSIS AND TESTS  | Mediterranean coastal lagoon LCA GIS   | INCO MED (FP5) | 01/07/02 | 30/06/05 | 1087587   |
| Agriculture and Urbanization in the Mediterranean Region: Enabling Policies for Sustainable Use of Soil and Water        | France, Greece, Italy, Malta, Morocco, Portugal, Sweden,             | Sustainable development natural resources urbanization migrationWATER DEMAND  | Sustainable development natural resources urbanization migration   | INCO MED (FP5) | 01/10/98 | 30/09/02 |           |

|   |   |  |   |                |          |          |           |
|---|---|--|---|----------------|----------|----------|-----------|
| Mediterranean network on wastewater reclamation and reuse   | Spain, Palestine, Morocco, Algeria, Israel, France, Italy,                            | water reuse wastewater reuse non-conventional water resources INFORMATION - COMPUTER SCIENCESLUDGES        | water reuse wastewater reuse non-conventional water resources                                 | INCO MED (FP5) | 01/10/02 | 30/11/03 | 120 000   |
| Policy initiative to overcome water competition between the vital economic sectors of agriculture and tourism in the Mediterranean  | France, Italy, Greece, Germany, Turkey, Tunisia, Jordan, Palestine,                   | water supply renewable energy desalination techniques  | water supply renewable energy desalination techniques   | INCO MED (FP5) | 01/05/01 | 30/04/03 | 589 475   |
| Sustainable management of scarce resources in the coastal zone  | Austria, Australia, Egypt, France, Italy, Jordan, Lebanon, Portugal, Turkey, Tunisia, | Integrated coastal zone management water resources indicators scenario analysis modelling AGRICULTURE      | Integrated coastal zone management water resources indicators scenario analysis modelling     | INCO MED (FP5) | 01/09/02 | 31/08/05 | 1 104 619 |
| Photoelectrochemical purification of water  | Algeria, Spain, France, Austria, Egypt, Israel, Morocco,                              | water purification waste water treatment plant effluent  | water purification waste water treatment plant effluent                                       | INCO MED (FP5) | 07/03/00 | 31/03/04 | 1 128 164 |
| Development of cost-effective reclamation technologies for domestic wastewater and the appropriate agricultural use of the treated effluent under semi- arid climate conditions | Greece, Ireland, Jordan, Netherlands, Palestine, Egypt,                               | Anaerobic treatment Post treatment Agricultural reuse Treated sewage Irrigation Fertilisation WATER DEMAND | Anaerobic treatment Post treatment Agricultural reuse Treated sewage Irrigation Fertilisation | INCO MED (FP5) | 10/03/00 | 09/03/03 | 895 050   |

|  |  |  |  |                |          |          |           |  |
|--|--|--|--|----------------|----------|----------|-----------|--|
| Recycling chemicals, energy and water from aggressive waste streams with novel modified nanofiltration (NF) membranes. | Finland, Germany, Italy, Israel,                                 | alcalimetric titration acidity alkalinity water filtration ultrafiltration nanofiltration membrane collective wastewater treatment<br><br>CHARACTERISTICAL PARAMETERS OF WATERS AND SLUDGES DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENT PREVENTION AND NUISANCES POLLUTION SANITATION - STRICT PURIFICATION PROCESSES | alcalimetric titration acidity alkalinity water filtration ultrafiltration nanofiltration membrane collective wastewater treatment | INCO MED (FP5) | 28/02/01 | 31/08/04 | 3013107   |  |
| Cluster Projects   | France, Germany, Jordan, Syria, Egypt, Greece,                   | Information-informatics RIGHT  | information-informatics  | INCO MED (FP5) | 01/06/00 | 31/08/01 | 100000    |  |
| Developing strategies for regulating and managing water resources and demand in water deficient regions                | France, Germany, Greece, Italy, Portugal, Spain, Cyprus, Israel, | water resource water consumption water distribution area water economy water supply management DRINKING WATER POLICY - WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT WATER DEMAND  | water resource water consumption water distribution area water economy water supply management                                     | INCO MED (FP5) | 30/12/01 | 30/06/05 | 2 502 291 |  |
| Photocatalytic destruction of cyanotoxins and pathogens in potable (drinking) water.                                   | Germany, United Kingdom, Israel,                                 | pathogenic microorganism toxicology hygiene health water disinfection water neutralization DRINKING WATER DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENT HEALTH - HYGIENE - PATHOGENIC MICROORGANISM   | pathogenic microorganism toxicology hygiene health water disinfection water neutralization   | INCO MED (FP5) | 30/11/00 | 30/11/03 |           |  |
| Partial Root Drying: A sustainable irrigation system for efficient water use without reducing yield                    | Cyprus, Morocco, Portugal, United Kingdom,                       | agricultural water use irrigation water WATER DEMAND   | agricultural water water use irrigation water  | INCO MED (FP5) | 01/03/00 | 01/03/03 | 1 367 280 |  |

|   |  |   |  |                |          |          |           |  |
|---|--|---|--|----------------|----------|----------|-----------|--|
| Water saving in Mediterranean agriculture   | Algeria, Cyprus, Egypt, Germany, Greece, Italy, Jordan, Lebanon, Palestine, Spain, Syria, Turkey, Tunisia,         | Water saving WATER DEMAND   | Water saving   | INCO MED (FP5) | 01/01/03 | 31/12/05 | 1500000   |  |
| Development of joint approaches for rural water supply with renewable energy in the Maghreb countries   | Morocco, Germany,  | MEASUREMENTS AND INSTRUMENTATION  |  | INCO MED (FP5) | 01/05/02 | 30/04/02 | 128 571   |  |
| Humidity passive harvest technologies' assessment and optimisation  | Palestine, Morocco, Italy, Greece,   | techniques of irrigation policies sustainable techniques WATER DEMAND INFORMATION - COMPUTER SCIENCES SLUDGES | techniques of irrigation policies sustainable techniques | INCO MED (FP5) | 01/01/03 | 30/06/05 | 680 000   |  |
| Detoxification of waters for their recycling and potabilisation by solar photocatalysis in semi-arid countries  | France, Portugal, Switzerland, Morocco, Egypt, Spain,  | drinking water purification   | drinking water purification                              | INCO MED (FP5) | 01/01/03 | 31/12/05 | 1 706 000 |  |
| Mediterranean co-ordination and dissemination of land conservation management to combat land degradation for the sustainable use of natural resources in the Mediterranean coastal zone | Belgium, France, Italy, Algeria, Egypt, Jordan, Lebanon, Malta, Morocco, Palestine, Spain, Syria, Tunisia, Turkey, | Coordination Cooperation Scientific Research<br>RIGHT AGRICULTURE   | Coordination Cooperation Scientific Research             | INCO MED (FP5) | 01/10/02 | 30/09/06 | 1 305 001 |  |

|   |  |   |   |                                    |          |          |                        |
|---|--|---|---|------------------------------------|----------|----------|------------------------|
| Crystallisation technologies for prevention of salt water intrusion                                   | Belgium, Germany, Greece, Italy, Netherlands, United Kingdom, Israel,  | freshwater interface salt pollution groundwater natural recharge ANALYSIS AND TESTSHYDRAULICS - HYDROLOGYMEASUREMENTS AND INSTRUMENTATIONMETHTODOLOGY - STATISTICS - DECISION AID   | freshwater interface salt pollution groundwater natural recharge  | INCO MED (FP5)                     | 28/02/01 | 29/02/04 | 1 948 609              |
| PV and thermally driven small-scale, stand alone desalination systems with very low maintenance needs | Egypt, Germany, Jordan, Morocco, Spain, Turkey,  | membrane distillation components desalination systems   | membrane distillation components desalination systems   | INCO MED (FP5)                     | 01/01/03 | 31/12/05 | 600 000                |
| In situ monitoring of landfill related contaminants in soil and water by infrared sensing             | Austria, France, Germany, Spain, Israel,   | Pollution water pollution pollution control organic micropollutant remote sensing ANALYSIS AND TESTSPREVENTION AND NUISANCES POLLUTION  | pollution water pollution pollution control organic micropollutant remote sensing   | INCO MED (FP5)                     | 01/04/00 | 31/10/03 | 1 854 300              |
|   |  |   |   | <b><i>INCO MED (FP5) Somme</i></b> |          |          | <b><i>53432583</i></b> |
| Integrated water management of Mediterranean phosphate mining and local agricultural systems          | France, Morocco,   | collective wastewater treatment waste water spreading water purification water quality sustainable development water management DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENTPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTWATER DEMANDWATER QUALITY | collective wastewater treatment waste water spreading water purification water quality sustainable development water management | INCO MED (FP6)                     | 01/07/07 | 01/07/10 | 1 600 000              |
| Promoting Twinning of River Basins for Developing Integrated Water Resources                          | France, Spain, Brazil, Sweden, Belgium, South Africa, Hungary, Uzbekistan, Indonesia, Niger, Algeria, Morocco, | hydrographic basin public-private partnership water resource management POLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTRIGHT   | hydrographic basin public-private partnership water resource management   | INCO MED (FP6)                     | 01/01/04 | 01/01/08 | 1 710 000              |

|  |  |  |  |                |          |          |           |
|--|--|--|--|----------------|----------|----------|-----------|
|  | Senegal<br>Mexico<br>Romania   |  |  |                |          |          |           |
| Innovative processes and practices for wastewater treatment and re-use in the Mediterranean region | Morocco, Tunisia, Egypt, Palestine, Turkey, Spain,   | EU-INCO-MEDFP6CHARACTERISTICAL PARAMETERS OF WATERS AND SLUDGESDRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENTPREVENTION AND NUISANCES POLLUTIONRIGHTSANITATION -STRICT PURIFICATION PROCESSESWATER QUALITY | EU-INCO-MED FP6  | INCO MED (FP6) | 01/01/07 | 31/12/09 | 30816     |
| Science-Policy Interfacing in support of the Water Framework Directive implementation              | Belgium, Italy, Netherlands, Spain, United Kingdom, Cyprus, Greece, Germany, France, Lebanon, Morocco, | Information data exchange communication policy administrative organisation INFORMATION - COMPUTER SCIENCESPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT   | information data exchange communication policy administrative organisation   | INCO MED (FP6) | 01/11/06 | 30/11/08 | 1 070 000 |
| Cultural Heritage environment and flooding   |  | Thunderstorm storm natural risks prevention natural risk flooding extreme precipitation damage accumulated precipitation RISKS AND CLIMATOLOGY   | thunderstorm storm natural risks prevention natural risk flooding extreme precipitation damage accumulated precipitation | INCO MED (FP6) | 01/01/07 | 01/01/09 | 770000    |
| Observations, Analysis and Modeling of Lightning   | Israel, Italy, Greece, Italy,  | accumulated precipitation flooding thunderstorm extreme precipitation RISKS AND  | accumulated precipitation  | INCO MED (FP6) | 01/01/05 | 01/01/08 | 1644060   |

|  |  |   |  |                |          |          |           |
|--|--|---|--|----------------|----------|----------|-----------|
| Activity in Thunderstorms, for use in  | Cyprus,  | CLIMATOLOGY   | flooding<br>thunderstorm<br>extreme<br>precipitation               |                |          |          |           |
| Promotion and Focussing of Current Research Activities of Membrane Technology in Water Treatment in the Mediterranean Region | Spain, Germany, Italy, Tunisia, Egypt, Syria, Palestine,   | Membrane Technology wastewater reuse EU-INCO-MEDFP6CHARACTERISTICAL PARAMETERS OF WATERS AND SLUDGESDRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENTSANITATION -STRICT PURIFICATION PROCESSES | Membrane Technology wastewater reuse EU-INCO-MED FP6               | INCO MED (FP6) | 15/08/06 | 15/08/08 | 249 885   |
| Relationships between ecological and chemical status of surface waters   | Finland, Belgium, Norway, Denmark, Netherlands, United Kingdom, France, Israel, IrelandSweden, Slovak Republic, Portugal, Romania, Norway, Estonia | water resource management water quality ecology chemical pollution ANALYSIS AND TESTSPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTPREVENTION AND NUISANCES POLLUTIONRIGHTTOOL TERMSWATER QUALITY                                 | water resource management water quality ecology chemical pollution | INCO MED (FP6) | 01/12/03 | 01/12/06 | 7445996   |
| FLOODWATER RECHARGE OF ALLUVIAL AQUIFERS IN DRYLAND ENVIRONMENTS   | Spain, Israel, Germany, Namibia United Kingdom, South Africa Canada  | alluvial ground water aquiferwater utility management ANALYSIS AND TESTSMETHODOLOGY - STATISTICS - DECISION AIDPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTWATER DEMAND   | alluvial groundwater aquifer water utility management              | INCO MED (FP6) | 01/07/04 | 01/07/07 | 2 605 295 |
| The MedAqua Project Cluster  | Jordan, Palestine, Netherlands,  | RIGHT   |  | INCO MED (FP6) | 01/01/03 | 30/06/04 | 60 000    |

|  |   |   |  |                |          |          |            |
|--|---|---|--|----------------|----------|----------|------------|
|  | Austria,<br>Cyprus, Greece,<br>United<br>Kingdom,<br>Germany,   |   |  |                |          |          |            |
| Autonomous Desalination<br>Units based on Renewable<br>Energy Systems  | Algeria, Egypt,<br>Greece, Italy,<br>Jordan,<br>Lebanon,<br>Morocco,<br>Palestine,<br>Spain, Tunisia,   | renewable energy water desalination water policy<br>DRINKING WATER AND SANITATION :<br>COMMON PROCESSES OF PURIFICATION<br>AND TREATMENT  | renewable energy<br>water desalination<br>water policy   | INCO MED (FP6) | 21/09/05 |          | 620000     |
| technology enabled universal<br>access to safe water   | Netherlands,<br>India France,<br>Germany,<br>Portugal, Israel,<br>Czech Republic<br>Norway, Latvia<br>United<br>Kingdom,<br>Sweden,<br>Switzerland,<br>Belgium, | chemical pollution bacteriological pollution water<br>supply management quality parameter water<br>treatment DRINKING WATERHEALTH -<br>HYGIENE - PATHOGENIC<br>MICROORGANISMSPOLICY-WATER POLICY<br>AND WATER MANAGEMENTPREVENTION<br>AND NUISANCES POLLUTIONWATER<br>DEMANDWATER QUALITY | chemical pollution<br>bacteriological<br>pollution water<br>supply<br>management<br>quality parameter<br>water treatment       | INCO MED (FP6) | 01/01/06 | 31/12/10 | 19 233 315 |
| Waste to water   | France, United<br>Kingdom,<br>Greece, Egypt,  | water desalination reverse osmosis renewable<br>energy energy DRINKING<br>WATERENERGYWATER DEMANDWATER<br>QUALITY   | water desalination<br>reverse osmosis<br>renewable energy<br>energy  | INCO MED (FP6) | 01/06/01 | 31/12/02 | 284 400    |
| Institutional and Economic<br>Instruments for Sustainable<br>Water Management in the<br>Mediterranean Region | Greece, France,<br>Italy, Cyprus,<br>Tunisia, Egypt,<br>Lebanon, Syria,<br>Algeria,<br>Morocco,   | INECO Institutional and Economic Instruments<br>for Sustainable Water Management in the<br>Mediterranean Region POLICY-WATER<br>POLICY AND WATER MANAGEMENT   | INECO<br>Institutional and<br>Economic<br>Instruments for<br>Sustainable Water<br>Management in the<br>Mediterranean<br>Region | INCO MED (FP6) | 01/07/06 | 30/06/09 | 739 987    |

|  |  |  |  |                |          |          |            |  |
|--|--|--|--|----------------|----------|----------|------------|--|
| Mitigation of Water Stress through new Approaches to Integrating Management, Technical, Economic and Institutional Instruments | Italy, United Kingdom, Netherlands, Greece, Germany, France, Spain, Romania, Hungary, Portugal, Denmark, Poland, Bulgaria, Cyprus, Tunisia, Morocco, | Mitigation of Water Stress water resource management water policy METHODOLOGY - STATISTICS - DECISION AIDPOLICY- WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT   | Mitigation of Water Stress water resource management water policy      | INCO MED (FP6) | 01/02/05 | 01/02/09 | 14 086 618 |  |
| Sustainable Management of Water Resources by Automated Real-Time Monitoring  | United Kingdom, Germany, Denmark, Spain, Belgium, Greece, Poland, Tunisia, Morocco,  | Monitoring Mediterranean climate water cycle water resource management ANALYSIS AND TESTSMEASUREMENTS AND INSTRUMENTATIONMETHODOLOGY - STATISTICS - DECISION AIDPOLICY- WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTRISKS AND CLIMATOLOGY | monitoring Mediterranean climate water cycle water resource management | INCO MED (FP6) | 01/06/04 | 01/06/07 | 3 475 818  |  |
| Integrated High Resolution Imaging Ground Penetrating Radar and Decision Support   | Greece, Italy, Romania United Kingdom, Germany, Greece, Turkey,  | irrigation pipeline modelling radar decision making support HYDRAULICS - HYDROLOGYMETHODOLOGY - STATISTICS - DECISION AIDPOLICY- WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT   | irrigation pipeline modelling radar decision making support            | INCO MED (FP6) | 01/01/06 | 01/01/09 | 3 337 717  |  |
| Water supply watershed planning and management: an integrated approach   | Egypt, Italy, Malta, Morocco, Tunisia, Spain, France,  | water resource management watershed modelling  | water resource management watershed modelling                          | INCO MED (FP6) | 01/01/01 | 31/12/04 | 1 489 042  |  |

|   |   |   |  |                |          |          |            |
|---|---|---|--|----------------|----------|----------|------------|
| Main streamig Gender Dimensions Into Water Resources Development and Management in the Mediterranean Region | Algeria, Morocco, Tunisia, Turkey, Egypt, Jordan, Syria, Lebanon, Greece, Italy, France, Spain,                                     | Irrigation Mediterranean climate water management sustainable development agriculture INFORMATION - COMPUTER SCIENCESAGRICULTUREPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT  | irrigation Mediterranean climate water management sustainable development agriculture  | INCO MED (FP6) | 01/01/06 |          | 1 249 365  |
| Optimisation for Sustainable Water Resources Management   | Turkey, Lebanon, Jordan, Palestine, Tunisia, Morocco, Cyprus, Malta, Italy, Greece, Austria,  | economic efficiency environmental compatibility and social equity water resources management FINANCE-ECONOMYPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT  | economic efficiency environmental compatibility and social equity water resources management   | INCO MED (FP6) | 01/01/04 | 30/06/07 | 1 976 894  |
| Mediterranean Dialogue on Integrated Water Management   | Italy, Spain, Cyprus, Greece, Belgium, Malta, Austria, Turkey, Morocco, Algeria, Tunisia, Egypt, Syria, Lebanon, Jordan, Palestine, | Communication data exchange information water management public participation local government international organization consumer POLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT   | communication data exchange information water management public participation local government international organization consumer                         | INCO MED (FP6) | 01/01/06 | 31/08/10 | 2 000 000  |
| Sustainable Water management Improves Tomorrow's Cities' Health   | Netherlands, United Kingdom, Germany, Italy, China Spain, Poland Switzerland, Egypt,  | water management water agency water actor sustainable development public service public-private partnership national organization policy international co-operation INFORMATION - COMPUTER SCIENCESPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT | water management water agency water actor sustainable development public service public-private partnership national organization policy international co- | INCO MED (FP6) | 01/01/06 | 01/05/10 | 25 191 396 |

|   |   |   |   |                                    |          |          |                        |
|---|---|---|---|------------------------------------|----------|----------|------------------------|
|   |   |   | operation   |                                    |          |          |                        |
|   |   |   |   | <b><i>INCO MED (FP6) Somme</i></b> |          |          | <b><i>90870604</i></b> |
| Network on gOvernance, Science and Technology for sustainable water ResoUrce management in the Mediterranean. The role of Dss tools | Algeria, Croatia Cyprus, Egypt, France, Greece, Italy, Lebanon, Portugal, Romania Spain, Tunisia, Turkey, Israel, Syria, Palestine, | public awareness on water management IWRM POLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT  | public awareness on water management IWRM                                 | INCO-MPC                           | 01/08/04 | 31/07/06 | 1 010 000              |
|   |   |   |   | <b><i>INCO-MPC Somme</i></b>       |          |          | <b><i>1010000</i></b>  |
| Mediterranean Renewable Energy Programme  | Algeria, Egypt, Israel, Jordan, Lebanon, Morocco, Palestine, Syria, Tunisia, Turkey,  | sea water pump water for agricultural use   | sea water pump water for agricultural use                                 | International program              | 01/06/02 | 01/06/10 | 4 000 000              |
| Water Sector Investment Loan Project  | Tunisia,  | water resource management monitoring network/measuring network irrigation WATER DEMANDDRINKING WATER  | water resource management monitoring network/measuring network irrigation | International program              | 01/06/00 | 01/06/06 | 258 000                |
| Bursa Water and Sanitation Project  | Turkey,   | drinking water water utility management/service management waste water treatment plant effluent water legislation INFORMATION - COMPUTER SCIENCESDRINKING WATER | drinking water water utility management/service management waste water    | International program              | 03/11/93 | 30/06/01 | 258 400 000            |

|   |  |  |   |                       |          |          |             |
|---|--|--|---|-----------------------|----------|----------|-------------|
|   |  |  | treatment plant<br>effluent water<br>legislation  |                       |          |          |             |
| drinking water in rural area  | Tunisia,   | tax system water cost water market water price<br>water socio economy rentability rating water<br>resource management water distribution<br>FINANCE-ECONOMYPOLICY-WATER<br>POLICY AND WATER MANAGEMENT | tax system water<br>cost water market<br>water price water<br>socio economy<br>rentability rating<br>water resource<br>management water<br>distribution | International program | 02/05/04 |          |             |
| Antalya Water Supply & Sanitation Project   | Turkey,  | water resource management collective wastewater<br>treatment TOURISM - SPORT - HOBBIES   | water resource<br>management<br>collective<br>wastewater<br>treatment   | International Program | 25/05/95 | 30/06/03 | 244 000 000 |
| 32 world-wide water partners<br>to bring the City of the<br>Future one step closer  | Ghana, Egypt,<br>Brazil, China,<br>United<br>Kingdom,<br>Germany,<br>Poland, Spain,<br>Israel, | water management water distribution water<br>distribution TOURISM - SPORT - HOBBIES  | water management<br>water distribution<br>water distribution  | International program | 21/04/06 |          | 22 000 000  |
| Sustainable management of<br>natural water resources to<br>prevent vegetation<br>deterioration in Abassan<br>village in Gaza. | Palestine,   | water resource management sustainable<br>development DRINKING WATERPOLICY-<br>WATER POLICY AND WATER<br>MANAGEMENTWATER DEMANDWATER<br>QUALITY   | water resource<br>management<br>sustainable<br>development  | International program | 01/06/02 | 01/07/03 | 30 000      |

|  |            |  |  |                       |          |          |             |
|--|------------|--|--|-----------------------|----------|----------|-------------|
| Northern Gaza Emergency Sewage Treatment (NGEST) Project | Palestine, | water sludge water treatment water pollution waste water industrial waste water INDUSTRY POLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT PREVENTION AND NUISANCES POLLUTIONS SANITATION -STRICT PURIFICATION PROCESSES SLUDGES WATER DEMAND WATER QUALITY   | water sludge water treatment water pollution waste water industrial waste water  | International program | 07/09/04 | 30/06/10 | 43 000 000  |
| Alacati Water Supply & Sewerage                          | Turkey,    | brackish water domestic waste water drinking water waste water treatment plant effluent water catchment water demand water desalination water distribution water flow-rate/ velocity of flow (gdt) TOURISM - SPORT - HOBBIES   | brackish water domestic waste water drinking water waste water treatment plant effluent water catchment water demand water desalination water distribution water flow-rate/ velocity of flow (gdt) | International program | 14/04/98 | 31/12/04 | 24 000 000  |
| Greater Tunis Sewerage and Reuse Project                 | Tunisia,   | water purification collective wastewater treatment waste water treatment plant effluent WATER DEMAND DRINKING WATER  | water purification collective wastewater treatment waste water treatment plant effluent  | International program | 29/05/97 | 31/12/05 | 107 000 000 |
| Southern Area Water & Sanitation Improvement Project     | Palestine, | water supply water treatment collective wastewater treatment water policy DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENT FINANCE-ECONOMY INDUSTRY INFRASTRUCTURE SPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT SANITATION -STRICT PURIFICATION PROCESSES WATER QUALITY | water supply water treatment collective wastewater treatment water policy  | International program | 27/05/99 | 30/06/05 | 52 000 000  |

|  |  |   |   |  |          |          |                  |
|--|--|---|---|--|----------|----------|------------------|
| Regional Water Demand Initiative   | Algeria, Egypt, Jordan, Lebanon, Morocco, Palestine, Syria, Tunisia, Yemen | WaDI mena water governance water use efficiency equity sustainability water scarcity<br>POLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTWATER DEMAND  | WaDImena water governance water use efficiency equity sustainability water scarcity                             | International program                          | 01/01/04 | 31/12/09 | ,                |
| Water Supply & Sewerage Project  | Tunisia,   | waste water treatment plant effluent water supply drinking water  | waste water treatment plant effluent water supply drinking water  | International program                          | 28/07/94 | 30/06/03 | 110 900 000      |
| Gaza Water and Sanitation project II   | Palestine,   | waste water treatment plant effluent water purification water supply DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENTPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTWATER DEMANDWATER QUALITY      | waste water treatment plant effluent water purification water supply  | International program                          | 07/06/05 | 31/01/09 | 35 000 000       |
|  |  |   |   | <u>International program</u><br><u>Somme</u>   |          |          | <u>900588000</u> |
| Water & Stability  | Egypt,   | irrigation water conflicts<br>AGRICULTUREPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT   | irrigation water conflicts  | International Programme                        | 31/12/05 | 31/12/08 |                  |
|  |  |   |   | <u>International Programme</u><br><u>Somme</u> |          |          | <u>0</u>         |
| Development of an interregional network of monitoring of the quality of coastal water by bio-integrators for the durable protection of the Western Mediterranean | France, Spain, Tunisia, Italy, Morocco, Algeria,                           | INTERREG III B MEDOCC tracer water analysis toxicity test sediment analysis organic chemistry analytical method ANALYSIS AND TESTSPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTPREVENTION AND NUISANCES POLLUTIONWATER QUALITY | INTERREG III B MEDOCC tracer water analysis toxicity test sediment analysis organic chemistry analytical method | Interreg III B MEDOCC                          | 01/01/04 | 30/06/07 | 1 516 246        |
|  |  |   |   | <u>Interreg III B MEDOCC</u><br><u>Somme</u>   |          |          | <u>1516246</u>   |

|   |   |   |   |  |          |          |                |
|---|---|---|---|--|----------|----------|----------------|
| Integrated Management of wetlands (follow-up)   | Italy, Germany, Albania, Poland         | surface water alluvial plain deforestation flood protection land lake restoration POLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT PREVENTION AND NUISANCES POLLUTION RISKS AND CLIMATOLOGY   | surface water alluvial plain deforestation flood protection land lake restoration                     | Interreg III(Espace Cadres)                | 01/02/03 | 01/12/05 | 1 893 000      |
|   |   |   |   | <i>Interreg III(Espace Cadres) - Somme</i> |          |          | <i>1893000</i> |
| Methodologies and Instruments for the Planning and the durable management of the Irrigation in condition of Dryness | Portugal, Spain, France, Turkey, Italy, | Irrigation drought water supply management water for agricultural use AGRICULTURE HYDRAULICS - HYDROLOGY WATER DEMAND   | irrigation drought water supply management water for agricultural use                                 | Interreg III(Espace Medoc)                 | 30/06/05 | 30/06/07 | 1 100 000      |
| Protection of the territory by the means of the ecological genius on the scale of the watershed                     | Portugal, Italy, Tunisia, Greece,       | Information data exchange natural catastrophe ecology environment management environmental protection HYDRAULICS - HYDROLOGY METHODOLOGY - STATISTICS - DECISION AIDS RISKS AND CLIMATOLOGY                                       | information data exchange natural catastrophe ecology environment management environmental protection | Interreg III(Espace Medoc)                 | 01/05/04 | 30/06/06 | 1 789 777      |
| Dryness and Turning into a desert in the Mediterranean basin  | Italy, Tunisia, Morocco, Greece,        | Drought desertification data exchange data processing ANALYSIS AND TESTS INFORMATION - COMPUTER SCIENCES MEASUREMENTS AND INSTRUMENTATION METHODOLOGY - STATISTICS - DECISION AIDS RISKS AND CLIMATOLOGY                          | drought desertification data exchange data processing   | Interreg III(Espace Medoc)                 | 01/02/02 | 30/09/04 | 2 725 200      |
| MEDWET Areas  | Spain, France, Italy, Morocco,          | surface water water quality water pollution water planning water management INFRASTRUCTURES MEASUREMENTS AND INSTRUMENTATION POLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT PREVENTION AND NUISANCES POLLUTION TOOL TERMS WATER QUALITY | surface water water quality water pollution water planning water management                           | Interreg III(Espace Medoc)                 | 01/01/03 | 31/10/04 | 2 205 608      |

|  |   |   |   |  |          |          |         |                |
|--|---|---|---|--|----------|----------|---------|----------------|
| Sustainable network of Installation of the Hydraulic Resources   | Greece, Italy, France, Morocco, Tunisia, Lebanon, | water distribution area water recycling water resource water reuse water supply management water for agricultural use water for domestic user rain water HYDRAULICS - HYDROLOGYPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTWATER DEMAND | water distribution area water recycling water resource water reuse water supply management water for agricultural use water for domestic use rain water | Interreg III(Espace Medocc)              | 30/03/05 | 30/06/07 | 900 000 |                |
| Installation and management of the Mediterranean watershed   | France, Greece, Morocco, Italy, Spain,            | Watershed water policy pollution water pollution POLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTPREVENTION AND NUISANCES POLLUTIONWATER DEMANDWATER QUALITY  | watershed water policy pollution water pollution  | Interreg III(Espace Medocc)              | 30/07/05 | 30/07/07 | 650 000 |                |
|  |   |   |   | <u>Interreg III(Espace-Medocc) Somme</u> |          |          |         | <u>9370585</u> |
| Development of a pilot model of eco-efficient industrial estate adopted to the Morocco situation through the establishment of an internal expert team for the technical assistance to companies in introducing waste water treatment and reuse | Morocco,  | water resource management industrial waste water  | water resource management industrial waste water  | LIFE                                     | 01/02/05 | 01/02/07 | 481 609 |                |
| Development of an Integrated Monitoring and Early Warning System to sustain the Quality and Multifunctionality of Surface Water  | Cyprus,   | surface water monitoring network/measuring network  | surface water monitoring network/measuring network  | LIFE                                     | 01/03/96 | 30/04/00 | 581 939 |                |
| An Agenda 21 for the basin slope of north-west Tunisia   | Tunisia,  | Watershed Agenda 21sustainable development  | watershed Agenda 21 sustainable development   | LIFE                                     | 01/03/99 | 31/07/01 | 250 000 |                |

|   |  |   |  |      |  |          |          |           |
|---|--|---|--|------|--|----------|----------|-----------|
| Policy Guidelines for Wastewater Management in the Gaza Strip   | Gaza strip & West Bank                                       | treatment process waste water treatment plant effluent POLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT   | treatment process waste water treatment plant effluent         | LIFE |  | 01/04/00 | 30/06/02 | 452 700   |
| Living Lakes: Sustainable Management of wetlands and shallow lakes  | Greece, Spain, Germany, United Kingdom,                      | surface water aquatic environment sustainable development WATER DEMAND ANALYSIS AND TESTS AGRICULTURE   | surface water aquatic environment sustainable development      | LIFE |  | 01/07/01 | 31/10/04 | 1 060 127 |
| Strengthening environmental control in Turkey, reinforcing the National Reference Laboratory of Golbasi   | Turkey,  | water quality improvement monitoring network/measuring network TOURISM - SPORT - HOBBIES  | water quality improvement monitoring network/measuring network | LIFE |  | 01/02/02 | 01/02/05 | 532 000   |
| METAP Albania (Water supply and sewerage management), Turkey (Istanbul environment project) (Patara cultural heritage), Tunisia, Algeria (Meps) | Algeria, Cyprus, Lebanon, Albania, Tunisia, Turkey, Morocco, | environment management waste water treatment plant effluent ANALYSIS AND TESTS  | environment management waste water treatment plant effluent    | LIFE |  | 01/04/93 | 01/06/97 | 1 245 000 |
| Environmental action for the sustainability of natural resources through recycling of water and sludge from marble production                   | Palestine,   | water pollution industrial pollution water treatment PREVENTION AND NUISANCES POLLUTIONSANITATION -STRICT PURIFICATION PROCESSESWATER QUALITY | water pollution industrial pollution water treatment           | LIFE |  | 09/01/06 | 30/07/08 | 1 100 000 |
| Demonstration of wastewater treatment in Tunisian tanneries   | Tunisia,   | industrial waste water  | industrial waste water   | LIFE |  | 01/01/05 | 31/12/07 | 786 600   |

|   |                 |  |  |                                 |  |          |          |                        |
|---|-----------------|--|--|---------------------------------|--|----------|----------|------------------------|
| The Sources of the Jordan River, Humans and Nature  | Israel,         | water management water supply plan sustainable development land environment management agricultural policy AGRICULTURE METHHTODOLOGY - STATISTICS - DECISION AID POLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTRISKS AND CLIMATOLOGY | water management water supply plan sustainable development land environment management agricultural policy | LIFE                            |  | 01/11/05 | 01/11/08 | 630 881                |
| Sakhnin Center as a Model for Environment Education and International Cooperation on Advanced Wastewater Treatment (A-WWT) in Rural Areas | Israel, Turkey, | waste water treatment plant effluent   | waste water treatment plant effluent   | LIFE                            |  | 01/01/04 | 12/06/31 | 728 796                |
| Demonstration of clean technologies in tanning processes  | Egypt,          | clean technology waste water   | clean technology waste water   | LIFE                            |  | 01/01/05 | 31/12/07 | 793 700                |
|   |                 |  |  | <b><i>LIFE Somme</i></b>        |  |          |          | <b><i>8643352</i></b>  |
| Bustan Agricultural Development Programme   | Egypt,          | Irrigation reasonable agriculture agriculture AGRICULTURE FINANCE-ECONOMY  | irrigation reasonable agriculture agriculture  | MEDA - NIPs                     |  | 31/12/96 | 31/12/04 | 15 000 000             |
|   |                 |  |  | <b><i>MEDA - NIPs Somme</i></b> |  |          |          | <b><i>15000000</i></b> |
| Samsun Wastewater Project   | Turkey,         | water resource management monitoring network/measuring network   | water resource management monitoring network/measuring network   | MEDA-NIPs                       |  | 01/03/01 | 01/04/03 | 70 000 000             |
| water sewerage in Taparura  | Tunisia,        | water purification water aeration PREVENTION AND NUISANCES POLLUTION SANITATION -STRICT PURIFICATION PROCESSES WATER QUALITY   | water purification water aeration  | MEDA-NIPs                       |  | 01/05/00 | 26/07/04 | 34 000 000             |
| LOWER EUPHRATES DRAINAGE & IRRIGATION   | Syria,          | water for agricultural use irrigation WATER DEMANDANALYSIS AND TESTSHEALTH - HYGIENE - PATHOGENIC  | water for agricultural use irrigation  | MEDA-NIPs                       |  | 01/07/86 | 01/12/01 | 12 000 000             |

|   |          | MICROORGANISM  |   |                               |          |          |            |                         |
|---|----------|--|---|-------------------------------|----------|----------|------------|-------------------------|
| Water Supply & Sanitation in support of two Palestinian refugee camps               | Syria,   | drinking water collective wastewater treatment water purification water supply waste water treatment plant effluent  | drinking water collective wastewater treatment water purification water supply waste water treatment plant effluent | MEDA-NIPs                     | 09/09/02 | 09/09/06 | 8 400 000  |                         |
| Development around the stoppings  | Tunisia, | sustainable development water for agricultural use WATER DEMAND  | sustainable development water for agricultural use  | MEDA-NIPs                     | 12/01/01 | 12/01/08 | 19 500 000 |                         |
| Water Supply Bseira & Hama  | Syria,   | drinking water water supply management waste water treatment plant effluent DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENT | drinking water water supply management waste water treatment plant effluent   | MEDA-NIPs                     | 03/01/94 | 31/12/03 | 24 000 000 |                         |
| Installation of the technical tools for management of water                         | Lebanon, | water management financing water policy sustainable development FINANCE-ECONOMY TOOL TERMS POLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT                        | water management financing water policy sustainable development   | MEDA-NIPs                     | 01/06/06 | 01/06/09 | 5 000 000  |                         |
| Drainage of surface water in agricultural areas of the valley and delta of Nile     | Egypt,   | Drainage water for agricultural use WATER DEMAND   | drainage water for agricultural use   | MEDA-NIPs                     | 01/05/00 |          | 50 000 000 |                         |
| Programme Management Unit (PMU) of Greater Amman Water Sector Improvement Programme | Jordan,  | urban waste water  | urban waste water   | MEDA-NIPs                     | 04/04/00 | 04/04/04 | 5 000 000  |                         |
| Support Program with the Sector of the Water Resources                              | Algeria, | water resource management water legislation DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENT                                 | water resource management water legislation   | MEDA-NIPs                     | 01/06/06 | 31/12/12 | 20 000 000 |                         |
|   |          |  |   | <b><i>MEDA-NIPs Somme</i></b> |          |          |            | <b><i>247900000</i></b> |

|  |   |   |  |            |          |          |           |
|--|---|---|--|------------|----------|----------|-----------|
| Sustainable concepts towards a zero outflow municipality   | Egypt, Morocco, Turkey, Tunisia,                                    | waste water treatment plant effluent water purification sludge reuse (gdt) DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENT HEALTH - HYGIENE - PATHOGENIC MICROORGANISMS SANITATION - STRICT PURIFICATION PROCESSES | waste water treatment plant effluent water purification sludge reuse (gdt)   | MEDA-WATER | 01/09/03 | 01/09/07 | 4 413 255 |
| Euro-Med Participatory Water Resources Scenarios Improving long-term access and rights to water for local populations in Egypt, Jordan and West Bank/Gaza.       | Netherlands, United Kingdom, Jordan, Egypt, Palestine,              | water resource management   | water resource management  | MEDA-WATER | 01/05/03 | 01/05/07 | 3 842 521 |
| Efficient Management of Wastewater, its Treatment and Re-Use in the Mediterranean Countries  | Turkey, Lebanon, Jordan, Germany, Palestine, Italy,                 | wastewater treatment sustainable development  | wastewater treatment sustainable development                                 | MEDA-WATER | 01/05/03 | 01/05/07 | 3 185 503 |
| Development of tools and guidelines for the promotion of sustainable urban wastewater treatment and re-use in agricultural production in Mediterranean countries | Greece, Spain, Morocco, Turkey, Cyprus, Lebanon, Palestine, Jordan, | waste water treatment plant effluent collective wastewater treatment WATER DEMAND   | waste water treatment plant effluent collective wastewater treatment         | MEDA-WATER | 01/05/03 | 01/05/07 | 1 876 455 |
| Institutional and social innovations in irrigation mediterranean management  | France, Morocco, Egypt, Lebanon, Spain, Italy,                      | water supply irrigation water resource management water for agricultural use WATER DEMAND DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENT  | water supply irrigation water resource management water for agricultural use | MEDA-WATER | 01/05/03 | 01/05/07 | 4 186 410 |
| Stakeholder Participatory Sustainable Water Management at Farm Level Cooperation with Jordan and Palestine   | Austria, Spain, Palestine, Jordan,                                  | Farmer sustainable development irrigation water WATER DEMAND DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENT   | farmer sustainable development irrigation water                              | MEDA-WATER | 18/04/04 | 01/05/07 | 5 493 825 |

|  |  |   |  |                                |          |          |                         |
|--|--|---|--|--------------------------------|----------|----------|-------------------------|
| Improvement of irrigation water management in Lebanon and Jordan   | Spain, Italy, Lebanon, Jordan,                               | water for agricultural use irrigation water management WATER DEMAND   | water for agricultural use irrigation water management                       | MEDA-WATER                     | 01/06/03 | 01/06/07 | 4 861 944               |
| Mediterranean Drought Preparedness and Mitigation Planning   | Spain, Cyprus, Morocco, Greece, Tunisia, Italy,              | sustainable development crisis management WATER DEMANDMETHODOLOGY - STATISTICS - DECISION AIDDRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENT   | sustainable development crisis management                                    | MEDA-WATER                     | 15/06/03 | 01/07/07 | 2 445 815               |
|  | Morocco,   | FINANCE-ECONOMYPOLICY-WATER POLICY AND WATER MANAGEMENT   |  | MEDA-Water                     | 02/01/07 |          | 0                       |
| Autonomous desalination system concepts for sea water and brackish water in rural areas with renewable energies – Potentials, Technologies, Field Experience, Socio-technical and Socio-economic impacts | Greece, Egypt, Jordan, Denmark, Morocco, Turkey, Spain, Oman | water desalination water supply solar energy water resource management DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENTSANITATION -STRICT PURIFICATION PROCESSES                              | water desalination water supply solar energy water resource management       | MEDA-WATER                     | 01/08/03 | 01/08/07 | 2 729 259               |
|  |  |   |  | <b><i>MEDA-WATER Somme</i></b> |          |          | <b><u>33034987</u></b>  |
| The West Delta Water Conservation and Irrigation Rehabilitation  | Egypt,   | Irrigation Rehabilitation groundwater exploitation IWRM water use efficiency AGRICULTURE FINANCE-ECONOMYHYDRAULICS - HYDROLOGYMETHTODOLOGY - STATISTICS - DECISION AIDPOLICY- WATER POLICY AND WATER MANAGEMENTWATER DEMAND | Irrigation Rehabilitation groundwater exploitation IWRM water use efficiency | National                       | 01/01/04 |          | 129 495 338             |
|  |  |   |  | <b><i>National Somme</i></b>   |          |          | <b><u>129495338</u></b> |
| Improved System for Water Desalination by Solar Energy   | Israel,  | Desalination solar energy DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENTENERGYSANITATION -STRICT PURIFICATION PROCESSES   | desalination solar energy  | Pilot                          | 01/01/06 |          | 73 000                  |

|  |                                 |  |  | <i><b>Pilot Somme</b></i>                               |          |          | <i><b>73000</b></i>    |
|--|---------------------------------|--|--|---|----------|----------|------------------------|
| The Fara'a and Jerash Integrated Watershed Management                                      | Jordan, Palestine,              | Watershed water management   | watershed water management   | SMAP  | 20/01/03 | 20/01/06 | 4 950 430              |
| Implementation of a photovoltaic water pumping programme in Mediterranean countries.       | Algeria, Morocco, Tunisia,      | renewable energy drinking water solar energy   | renewable energy drinking water solar energy   | SMAP  | 22/12/01 | 22/12/05 | 2 935 769              |
| Water Community Program to Promote Community Based Awareness                               | Palestine, Israel, Jordan,      | water policy water resource management   | water policy water resource management   | SMAP  | 22/12/01 |          | 703 729                |
| Preparation of Environmental Master Plan for the Nahar-Al-Kabir River in Lebanon and Syria | Libya, Syria,                   | Watershed river maintenance water distribution water resource management water supply management                               | watershed river maintenance water distribution water resource management water supply management | SMAP  | 01/05/01 |          | 1 790 315              |
|  |                                 |  |  | <i><b>SMAP Somme</b></i>                                |          |          | <i><b>10380243</b></i> |
| Assistance in Decentralized Rural Electrification through Photovoltaics                    | Syria,                          | hydraulic equipment/pumping equipment (gdt)electric power water desalination heat pump energy MEASUREMENTS AND INSTRUMENTATION | hydraulic equipment/pumping equipment (gdt)electric power water desalination heat pump energy    | UNITED NATIONS DEVELOPEMENT PROGRAM                     | 01/02/97 | 01/02/02 | 553 700                |
|  |                                 |  |  | <i><b>UNITED NATIONS DEVELOPEMENT PROGRAM Somme</b></i> |          |          | <i><b>553700</b></i>   |
|  | Morocco,                        | DRINKING WATER AND SANITATION : COMMON PROCESSES OF PURIFICATION AND TREATMENT   |  |   | 01/07/06 | 31/07/11 | 122 266 196            |
|  | France, Italy, Greece, Tunisia, |  |  |   | 01/01/06 | 30/06/08 | 995 720                |

|  |  |  |  |                     |  |                                 |
|--|--|--|--|---------------------|--|---------------------------------|
| Lebanon,<br>Turkey, Syria,<br>Morocco, |  |  |  |                     |  |                                 |
|  |  |  |  | <i>(vide) Somme</i> |  | <u>123261916</u>                |
|  |  |  |  | <i>Total</i>        |  | <u>1 638 390 91</u><br><u>9</u> |

#### Annexe 4 : Projets "Eau" de la Banque Mondiale

|   |
|---|
| Mots clés secteur : irrigation, drainage, eau, assainissement, protection contre les inondations  |
| 252 références  |
| * Montant de l'engagement à la date de présentation au Conseil, exprimé en millions de dollars EU. Ce montant ne tient pas compte des éventuelles annulations, mais il inclut les financements accordés à titre de don. |

| Intitulé du projet  | Numéro du projet | Montant engagé        | Type de produit | Pays/Zone                   | État    | Date d'approbation |
|---|------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------------|---------|--------------------|
| Pilot Forestry & Watershed Management Project                                 | P004944          | 25                    | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 11-JUN-1992        |
| Water Supply & Sewerage Rehabilitation Project                                | P004974          | 110                   | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 02-JUN-1994        |
| Mascara Emergency Reconstruction Project                                      | P038695          | 51                    | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 01-DEC-1994        |
| West Mitidja Irrigation Project   | P004929          | 110                   | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 30-MAY-1989        |
| Pilot Public Health Management Project  | P004937          | 16                    | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 05-MAR-1991        |
| Sahara Regional Development Project   | P004938          | 57                    | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 24-SEP-1991        |
| Ain Temouchent Emergency Earthquake Recovery Project                          | P069947          | 83,46                 | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 22-JUN-2000        |
| Urban Natural Hazard Vulnerability Reduction in the Wilaya of Algiers Project | P067605          | 88,45                 | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 08-AUG-2002        |
| Second Rural Employment Project   | P076784          | 95                    | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 29-APR-2003        |
| Social Safety Net Support Project   | P004978          | 50                    | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 25-APR-1996        |
| Rural Employment Project  | P043724          | 89                    | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 25-MAR-1997        |
| Low-Income Housing Project  | P042940          | 150                   | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 25-JUN-1998        |
| Algiers Sewerage Project  | P004889          | 82                    | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 04-APR-1978        |
| Water Supply Engineering Project  | P004895          | 5                     | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 15-JAN-1980        |
| Bas Cheliff Irrigation Project  | P004892          | 8                     | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 26-FEB-1980        |
| ALGERIA- MUNICIPAL WASTE MANAGEMENT PROJECT                                   | P077753          | 25                    | BIRD/IDA        | Algérie                     | Abandon | N/A                |
| Water Supply and Sewerage Rehabilitation Program Project - APL                | P068238          | 115                   | BIRD/IDA        | Algérie                     | Abandon | N/A                |
| Algiers Urban Renewal Project   | P004957          | 0                     | BIRD/IDA        | Algérie                     | Abandon | N/A                |
| National Water Supply & Sewerage Project (02)                                 | P004903          | 250                   | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 26-MAY-1987        |
| NAT. WATER II/B-LOAN  | P004935          | 0                     | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 28-JAN-1988        |
| Irrigation Engineering Loan Project   | P004922          | 14                    | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 24-JUN-1988        |
| Algiers Regional Water Supply Project   | P004898          | 290                   | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 28-JUN-1984        |
| National Water Supply and Sewerage Project                                    | P004899          | 262                   | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 20-JUN-1985        |
| Cheliff Irrigation Project  | P004913          | 94                    | BIRD/IDA        | Algérie                     | Achevé  | 12-MAY-1987        |
|   |                  | <b><u>2044,91</u></b> |                 | <b><u>Algérie-Somme</u></b> |         |                    |

|  |         |              |                                       |                             |          |             |
|--|---------|--------------|---------------------------------------|-----------------------------|----------|-------------|
| Southern Conveyer Project (02)   | P008365 | 30           | BIRD/IDA                              | Chypre                      | Achevé   | 23-FEB-1988 |
| Limassol - Amathus Sewerage & Drainage Project                             | P008374 | 25           | BIRD/IDA                              | Chypre                      | Achevé   | 07-JUN-1990 |
| Southern Conveyer Project  | P008358 | 27           | BIRD/IDA                              | Chypre                      | Achevé   | 06-MAR-1984 |
| Khrysokhou Watershed Irrigation Project                                    | P008356 | 16           | BIRD/IDA                              | Chypre                      | Achevé   | 12-MAY-1983 |
| Limassol Sewerage and Drainage Project                                     | P008359 | 16,8         | BIRD/IDA                              | Chypre                      | Achevé   | 08-MAY-1984 |
| Vassilikos Pendaskinos Irrigation Project                                  | P008351 | 11           | BIRD/IDA                              | Chypre                      | Achevé   | 06-FEB-1979 |
| Southeast Coast Sewerage & Drainage Project                                | P008375 | 32           | BIRD/IDA                              | Chypre                      | Achevé   | 30-AUG-1991 |
| Famagusta Sewerage Project   | P008341 | 1,9          | BIRD/IDA                              | Chypre                      | Achevé   | 23-MAR-1971 |
| Nicosia Sewerage Project   | P008342 | 3,5          | BIRD/IDA                              | Chypre                      | Achevé   | 23-MAR-1971 |
| Paphos Irrigation Project  | P008346 | 14           | BIRD/IDA                              | Chypre                      | Achevé   | 08-JAN-1974 |
|  |         | <u>177,2</u> |                                       | <u>Chypre-Somme</u>         |          |             |
| Drainage Project (05)  | P005052 | 68           | BIRD/IDA                              | Égypte, République arabe d' | Achevé   | 30-MAY-1985 |
| Matruh Resource Management Project   | P005153 | 22           | BIRD/IDA                              | Égypte, République arabe d' | Achevé   | 27-MAY-1993 |
| Second Pollution Abatement Project   | P090073 | 20           | BIRD/IDA                              | Égypte, République arabe d' | En cours | 23-MAR-2006 |
| ONYX solid Waste Alexandria - Carbon                                       | P098737 | 0            | Compensation des émissions de carbone | Égypte, République arabe d' | En cours | 19-FEB-2006 |
| Irrigation Improvement Project   | P005173 | 80           | BIRD/IDA                              | Égypte, République arabe d' | Achevé   | 22-DEC-1994 |
| Channel Maintenance Project  | P005060 | 70           | BIRD/IDA                              | Égypte, République arabe d' | Achevé   | 26-JUN-1986 |
| Pumping Stations Rehabilitation Project (02)                               | P005149 | 31           | BIRD/IDA                              | Égypte, République arabe d' | Achevé   | 15-MAY-1990 |
| Alexandria Water Distribution Project                                      | P005058 | 36           | BIRD/IDA                              | Égypte, République arabe d' | Achevé   | 15-SEP-1988 |
| Private Sector Tourism Infrastructure and Environmental Management Project | P005168 | 130          | BIRD/IDA                              | Égypte, République arabe d' | Achevé   | 18-MAY-1993 |
| National Drainage Project  | P005146 | 120          | BIRD/IDA                              | Égypte, République arabe d' | Achevé   | 26-NOV-1991 |
| Egypt Community and Local Dev. Project                                     | P095819 | 60           | BIRD/IDA                              | Égypte, République arabe d' | Abandon  | N/A         |
| West Delta Water Conservation and Irrigation Rehabilitation Project        | P087970 | 145          | BIRD/IDA                              | Égypte, République arabe d' | En cours | 21-JUN-2007 |

|   |         |       |  |                                   |          |             |
|---|---------|-------|--|-----------------------------------|----------|-------------|
| Nile Delta Drainage Project   | P004983 | 26    | BIRD/IDA                                       | Égypte,<br>République<br>arabe d' | Achevé   | 24-MAR-1970 |
| Upper Egypt Drainage Project  | P004985 | 36    | BIRD/IDA                                       | Égypte,<br>République<br>arabe d' | Achevé   | 07-JUN-1973 |
| EGYPT-ALEXANDRIA<br>DEVELOPMENT PROJECT   | P094229 | 100   | BIRD/IDA                                       | Égypte,<br>République<br>arabe d' | En cours | 18-SEP-2007 |
| Upper Egypt Integrated Governorates<br>Development Project                        | P097326 | 200   | BIRD/IDA                                       | Égypte,<br>République<br>arabe d' | Proposé  | N/A         |
| EG-GREATER CAIRO<br>DEVELOPMENT PROJECT   | P094230 | 100   | BIRD/IDA                                       | Égypte,<br>République<br>arabe d' | Proposé  | N/A         |
| Integrated Sanitation& Sewerage<br>Infrastructure Project                         | P094311 | 120   | BIRD/IDA                                       | Égypte,<br>République<br>arabe d' | Proposé  | N/A         |
| New Land Development Project  | P005028 | 80    | BIRD/IDA                                       | Égypte,<br>République<br>arabe d' | Achevé   | 16-DEC-1980 |
| Beheira Provincial Water Supply Project   | P005032 | 56,6  | BIRD/IDA                                       | Égypte,<br>République<br>arabe d' | Achevé   | 02-JUN-1981 |
| Irrigation Pumping Stations Rehabilitation<br>Project                             | P005039 | 41,5  | BIRD/IDA                                       | Égypte,<br>République<br>arabe d' | Achevé   | 26-APR-1983 |
| Water Supply and Sewerage Engineering<br>in Dagaliya Damietta and Beheira Project | P005048 | 4     | BIRD/IDA                                       | Égypte,<br>République<br>arabe d' | Achevé   | 25-OCT-1983 |
| Upper Egypt Drainage Project (02)   | P004998 | 50    | BIRD/IDA                                       | Égypte,<br>République<br>arabe d' | Achevé   | 08-JUN-1976 |
| Alexandria Water Supply Project   | P005007 | 56    | BIRD/IDA                                       | Égypte,<br>République<br>arabe d' | Achevé   | 22-FEB-1977 |
| Nile Delta Drainage Project (02)  | P005002 | 66    | BIRD/IDA                                       | Égypte,<br>République<br>arabe d' | Achevé   | 31-MAY-1977 |
| Water Supply Engineering and Technical<br>Assistance Project                      | P005013 | 2     | BIRD/IDA                                       | Égypte,<br>République<br>arabe d' | Achevé   | 06-DEC-1977 |
| Matruh Resource Management (02)<br>Project  | P077281 | 5,17  | Projet pour<br>l'environne-<br>ment<br>mondial | Égypte,<br>République<br>arabe d' | Achevé   | 06-MAR-2003 |
| EGYPT-Integrated Irrigation<br>Improvement and Management Project                 | P073977 | 120   | BIRD/IDA                                       | Égypte,<br>République<br>arabe d' | En cours | 03-MAY-2005 |
| Pumping Stations Rehabilitation III   | P041410 | 120   | BIRD/IDA                                       | Égypte,<br>République<br>arabe d' | Achevé   | 06-AUG-1998 |
| Second Matruh Resource Management   | P074075 | 12,35 | BIRD/IDA                                       | Égypte,                           | Achevé   | 06-MAR-2003 |

|   |         |                       |                                     |  |          |             |
|---|---------|-----------------------|-------------------------------------|--|----------|-------------|
| Project   |         |                       |                                     | République arabe d'  |          |             |
| Sohag Rural Development Project                     | P040858 | 25                    | BIRD/IDA                            | Égypte, République arabe d'                                      | En cours | 27-AUG-1998 |
| East Delta Newlands Agricultural Services Project   | P049166 | 15                    | BIRD/IDA                            | Égypte, République arabe d'                                      | En cours | 04-NOV-1997 |
| The Second National Drainage Project                | P045499 | 50                    | BIRD/IDA                            | Égypte, République arabe d'                                      | En cours | 15-JUN-2000 |
|   |         | <u><b>2067,62</b></u> |                                     | <u><b>Égypte, République arabe d'</b></u><br><u><b>Somme</b></u> |          |             |
| Salonica and Volos Sewerage Project                 | P008431 | 36                    | BIRD/IDA                            | Grèce  | Achevé   | 07-DEC-1976 |
| Ground Water Irrigation Development Project         | P008420 | 25                    | BIRD/IDA                            | Grèce  | Achevé   | 10-JUN-1971 |
| East Vermion Irrigation Project                     | P008428 | 40                    | BIRD/IDA                            | Grèce  | Achevé   | 19-AUG-1975 |
| Nestos and Yannitsa Irrigation Project              | P008424 | 30                    | BIRD/IDA                            | Grèce  | Achevé   | 30-APR-1974 |
|   |         | <u><b>131</b></u>     |                                     | <u><b>Grèce, Somme</b></u>                                       |          |             |
| Sewerage Project                                    | P037410 | 30                    | BIRD/IDA                            | Israël   | Achevé   | 28-NOV-1972 |
|   |         | <u><b>30</b></u>      |                                     | <u><b>Israël, Somme</b></u>                                      |          |             |
| Greater Amman Water Supply and Sewerage Project     | P005270 | 30                    | BIRD/IDA                            | Jordanie   | Achevé   | 08-JAN-1985 |
| Community Infrastructure Project                    | P049581 | 30                    | BIRD/IDA                            | Jordanie   | Achevé   | 21-AUG-1997 |
| Jordan Valley Project                               | P005247 | 7,5                   | BIRD/IDA                            | Jordanie   | Achevé   | 02-JUL-1974 |
| Amman Water & Sanitation Management Project         | P048521 | 55                    | BIRD/IDA                            | Jordanie   | Achevé   | 16-MAR-1999 |
| Zarqa and Ruseifa Water Supply and Sewerage Project | P005263 | 17                    | BIRD/IDA                            | Jordanie   | Achevé   | 07-DEC-1982 |
| Amman Water Supply and Sewerage Project (03)        | P005253 | 14                    | BIRD/IDA                            | Jordanie   | Achevé   | 23-MAR-1978 |
| Eight Cities Water Supply and Sewerage Project      | P005267 | 30                    | BIRD/IDA                            | Jordanie   | Achevé   | 24-MAY-1984 |
| Disi/Amman Water Conveyor Project                   | P051749 | 100                   | Garanties                           | Jordanie   | Abandon  | N/A         |
| GULF OF AQABA EAP                                   | P005237 | 0                     | Projet pour l'environnement mondial | Jordanie   | Achevé   | 13-JUN-1996 |
| DISI WATER PROJECT                                  | P077750 | 100                   | Garanties                           | Jordanie   | Abandon  | N/A         |
| Amman Water Supply Development Board Project        | P005239 | 2                     | BIRD/IDA                            | Jordanie   | Achevé   | 22-DEC-1961 |
| Emergency Recovery Project                          | P005317 | 10                    | BIRD/IDA                            | Jordanie   | Achevé   | 21-MAR-1991 |
| JORDAN RIFT VALLEY IMPROVEMENT PROJECT              | P039748 | 30                    | BIRD/IDA                            | Jordanie   | Abandon  | N/A         |
| Tourism Development Project (02)                    | P035997 | 32                    | BIRD/IDA                            | Jordanie   | Achevé   | 31-JUL-1997 |

|   |         |                      |                     |                                |          |             |
|---|---------|----------------------|---------------------|--------------------------------|----------|-------------|
| Agriculture Sector Adjustment Loan Project                  | P005310 | 80                   | BIRD/IDA            | Jordanie                       | Achevé   | 08-DEC-1994 |
| Water Supply Project  | P005246 | 8,7                  | BIRD/IDA            | Jordanie                       | Achevé   | 22-MAY-1973 |
| JO-REGIONAL & LOCAL DEVELOPMENT                             | P070958 | 20                   | BIRD/IDA            | Jordanie                       | En cours | 19-DEC-2006 |
| Water Supply & Sewerage Project                             | P005285 | 50                   | BIRD/IDA            | Jordanie                       | Achevé   | 15-MAY-1986 |
| Agriculture Sector Technical Support Project                | P005321 | 6,6                  | BIRD/IDA            | Jordanie                       | Achevé   | 08-DEC-1994 |
| Water Project   | P005241 | 3,5                  | BIRD/IDA            | Jordanie                       | Achevé   | 12-DEC-1963 |
|   |         | <b><u>626,3</u></b>  |                     | <b><u>Jordanie - Somme</u></b> |          |             |
| LB-MUNICIPAL INFRASTRUCTURE                                 | P103875 | 30                   | Financement spécial | Liban                          | En cours | 03-NOV-2006 |
| Awali - Beirut Water Conveyer Project                       | P045101 | 65                   | Garanties           | Liban                          | Abandon  | N/A         |
| Greater Beirut Water Supply and Sanitation Project          | P049903 | 65                   | BIRD/IDA            | Liban                          | Abandon  | N/A         |
| Bekaa Water Supply Rehabilitation and Modernization Project | P077334 | 48                   | BIRD/IDA            | Liban                          | Proposi  | N/A         |
| Municipal Infrastructure Project (01)                       | P050544 | 80                   | BIRD/IDA            | Liban                          | En cours | 22-JUN-2000 |
| Bekaa Emergency Water Supply Project                        | P103885 | 15                   | Financement spécial | Liban                          | En cours | 20-MAR-2007 |
| Ba'albeck Water and Wastewater Project                      | P074042 | 43,53                | BIRD/IDA            | Liban                          | En cours | 04-JUN-2002 |
| Cultural Heritage and Urban Development Project             | P050529 | 31,5                 | BIRD/IDA            | Liban                          | En cours | 17-APR-2003 |
| Coastal Pollution Control and Water Supply Project          | P005342 | 53,1                 | BIRD/IDA            | Liban                          | Achevé   | 18-FEB-1997 |
| LB-ERRP SUPPLEMENTAL  | P043297 | 50                   | BIRD/IDA            | Liban                          | Achevé   | 30-MAY-1996 |
| Solid Waste/Environmental Management Project                | P005345 | 55                   | BIRD/IDA            | Liban                          | Achevé   | 06-JUN-1995 |
| Emergency Reconstruction & Rehabilitation Project           | P005336 | 175                  | BIRD/IDA            | Liban                          | Achevé   | 04-MAR-1993 |
| Irrigation Rehabilitation and Modernization Project         | P005344 | 57,2                 | BIRD/IDA            | Liban                          | Achevé   | 29-JUN-1994 |
|   |         | <b><u>768,33</u></b> |                     | <b><u>Liban - Somme</u></b>    |          |             |
| Sidi Slimane Agriculture Project                            | P005350 | 17,5                 | BIRD/IDA            | Maroc                          | Achevé   | 26-AUG-1964 |
| Land Development for Low Income Families Project            | P005514 | 130                  | BIRD/IDA            | Maroc                          | Achevé   | 10-JUN-1993 |
| Water Supply Project (02)                                   | P005389 | 49                   | BIRD/IDA            | Maroc                          | Achevé   | 07-JUN-1979 |
| Municipal Finance Project (01)                              | P005517 | 104                  | BIRD/IDA            | Maroc                          | Achevé   | 10-JUN-1993 |
| Sewerage Engineering Project                                | P005383 | 1,5                  | BIRD/IDA            | Maroc                          | Achevé   | 09-AUG-1977 |
| Water Supply Project (05)                                   | P005435 | 160                  | BIRD/IDA            | Maroc                          | Achevé   | 23-NOV-1993 |
| First Water Sector Development Policy Loan                  | P095840 | 100                  | BIRD/IDA            | Maroc                          | Achevé   | 01-MAY-2007 |
| Rainfed Agriculture Development Project                     | P069124 | 26,8                 | BIRD/IDA            | Maroc                          | En cours | 10-JUN-2003 |
| Small and Medium Scale Irrigation Project                   | P005405 | 42                   | BIRD/IDA            | Maroc                          | Achevé   | 29-MAR-1983 |
| HISTORIC CENTERS  | P076921 | 40                   | BIRD/IDA            | Maroc                          | Abandon  | N/A         |

|  |         |                |          |                           |          |             |
|--|---------|----------------|----------|---------------------------|----------|-------------|
| REVITALIZATION PROGRAM (MEKNES)                                  |         |                |          |                           |          |             |
| Water Supply Project (03)  | P005396 | 87             | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 28-MAY-1981 |
| RURAL WATER SUPPLY AND SANITATION                                | P040566 | 10             | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 25-NOV-1997 |
| Large Scale Irrigation Improvement Project (02)                  | P005462 | 215            | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 30-MAR-1993 |
| Rural Water Supply and Sanitation Project                        | P086877 | 60             | BIRD/IDA | Maroc                     | En cours | 15-DEC-2005 |
| Casablanca Rabat Water Supply Project                            | P005364 | 48             | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 18-JUL-1972 |
| Morocco Second Sewerage and Water Reuse Project                  | P005503 | 40             | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 30-APR-1996 |
| Sebou Irrigation Project   | P005355 | 46             | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 28-OCT-1969 |
| Emergency Drought Recovery Project                               | P041303 | 100            | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 29-AUG-1995 |
| Support for the Social Development Agency Project                | P073531 | 5              | BIRD/IDA | Maroc                     | En cours | 04-JUN-2002 |
| Doukkala Irrigation Project                                      | P005372 | 30             | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 03-FEB-1976 |
| IRRIGATION BASED COMMUNITY DEVELOPMENT                           | P056978 | 32,57          | BIRD/IDA | Maroc                     | En cours | 31-MAY-2001 |
| Doukkala Irrigation Project (02)                                 | P005378 | 41             | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 03-MAY-1977 |
| MA-OUM ER RBIA IRRIGATED AGRICULTURE MODERNIZATION PROJECT       | P093719 | 80             | BIRD/IDA | Maroc                     | Proposi  | N/A         |
| Souss Groundwater Irrigation Project                             | P005370 | 18,5           | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 06-MAY-1975 |
| Municipal Finance Project (02)                                   | P005523 | 70             | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 11-SEP-1997 |
| Lakhdar Watershed Management Pilot Project                       | P005519 | 4              | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 22-DEC-1998 |
| Casablanca Sewerage Project                                      | P005449 | 60             | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 02-JUN-1987 |
| National Water Supply Rehabilitation Project                     | P005423 | 60             | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 02-JUN-1987 |
| Small and Medium Scale Irrigation Project (02)                   | P005425 | 23             | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 14-JUN-1988 |
| Large Scale Irrigation Improvement Project                       | P005418 | 46             | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 25-FEB-1986 |
| Agriculture Sector Investment Loan Project                       | P005441 | 50             | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 17-SEP-1991 |
| National Initiative for Human Development Support Project (INDH) | P100026 | 100            | BIRD/IDA | Maroc                     | En cours | 12-DEC-2006 |
| Forestry Development Project (02)                                | P005437 | 49             | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 09-JAN-1990 |
| MA-WATER RESOURCES MGMT.   | P005521 | 20             | BIRD/IDA | Maroc                     | Achevé   | 26-FEB-1998 |
|  |         | <u>1965,87</u> |          | <u>Maroc Somme</u>        |          |             |
| Water Supply Project   | P005545 | 15             | BIRD/IDA | République arabe syrienne | Achevé   | 31-MAY-1973 |
| Lower Euphrates Drainage Project                                 | P005557 | 30             | BIRD/IDA | République arabe syrienne | Achevé   | 10-APR-1979 |
| Aleppo Water Supply Project                                      | P005553 | 50             | BIRD/IDA | République                | Achevé   | 14-JUN-1977 |

|   |         |            |   |  |          |             |
|---|---------|------------|---|--|----------|-------------|
|   |         |            |   | arabe<br>syrienne                                  |          |             |
| Damascus Water Supply Project (02)                            | P005551 | 35         | BIRD/IDA                                  | République<br>arabe<br>syrienne                    | Achevé   | 13-APR-1976 |
| Aleppo Sewerage Project                                       | P005563 | 70         | BIRD/IDA                                  | République<br>arabe<br>syrienne                    | Achevé   | 13-MAY-1986 |
| Balikh Irrigation Project                                     | P005546 | 73         | BIRD/IDA                                  | République<br>arabe<br>syrienne                    | Achevé   | 19-MAR-1974 |
| Homs and Hama Sewerage Project                                | P005561 | 30         | BIRD/IDA                                  | République<br>arabe<br>syrienne                    | Achevé   | 22-MAY-1984 |
|   |         | <u>303</u> |   | <u>République<br/>arabe<br/>syrienne<br/>Somme</u> |          |             |
| Water Supply Project (07)                                     | P005659 | 50         | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 13-DEC-1983 |
| Water Supply Project (02)                                     | P005603 | 10,5       | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 30-JUN-1970 |
| Municipal Sector Investment Project                           | P005687 | 75         | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 02-JUL-1992 |
| Municipal Development Project (02)                            | P046832 | 80         | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 24-JUN-1997 |
| Natural Resources Management Project                          | P005736 | 26,5       | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 13-MAY-1997 |
| Southern Irrigation Project                                   | P005634 | 25         | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 22-JAN-1980 |
| Sfax Flood Protection Project                                 | P005654 | 25         | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 24-MAY-1983 |
| Water Supply Project (01)                                     | P005601 | 15         | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 03-DEC-1968 |
| Agricultural Sector Investment Loan Project (02)              | P050418 | 42         | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 29-JAN-1998 |
| Gulf of Gabes Marine and Coastal Resources Protection Project | P069460 | 6,31       | Projet pour<br>l'environnement<br>mondial | Tunisie  | En cours | 10-MAR-2005 |
| Greater Tunis Sewerage and Reuse Project                      | P005731 | 60         | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 29-MAY-1997 |
| Central Tunisia Irrigation Project                            | P005649 | 16,5       | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 25-JAN-1983 |
| TUN - Community-Based Integrated Rural Development            | P086660 | 30         | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Proposi  | N/A         |
| Urban Water Supply Project                                    | P064836 | 38,03      | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | En cours | 17-NOV-2005 |
| Medjerda Nebhana Irrigation Development Project               | P005644 | 22         | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 25-MAY-1982 |
| Municipal Development Project (03)                            | P074398 | 78,39      | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | En cours | 05-DEC-2002 |
| TN-Tunis West Sewerage  | P099811 | 66,8       | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | En cours | 06-JUL-2006 |
| Water Supply Project (06)                                     | P005648 | 30,5       | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 27-APR-1982 |
| Urban Sewerage Project (03)                                   | P005653 | 34         | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 29-MAR-1983 |
| Urban Sewerage Project (02)                                   | P005631 | 26,5       | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 22-MAR-1979 |
| Water Supply & Sewerage Project                               | P005680 | 58         | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 28-JUL-1994 |
| Water Supply Project (03)                                     | P005615 | 23         | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 28-MAY-1974 |
| Urban Sewerage Project (01)                                   | P005618 | 28         | BIRD/IDA                                  | Tunisie  | Achevé   | 28-JAN-1975 |

|   |         |                |                                       |                      |          |             |
|---|---------|----------------|---------------------------------------|----------------------|----------|-------------|
| Irrigation Management Improvement Project                     | P005661 | 22             | BIRD/IDA                              | Tunisie              | Achevé   | 06-JUN-1985 |
| Agricultural Sector Investment Loan                           | P005721 | 120            | BIRD/IDA                              | Tunisie              | Achevé   | 18-NOV-1993 |
| Gabes Irrigation Project                                      | P005665 | 27,7           | BIRD/IDA                              | Tunisie              | Achevé   | 16-JUL-1985 |
| Tunisia: Sustainable Municipal Solid Waste Management Project | P095012 | 22             | BIRD/IDA                              | Tunisie              | En cours | 13-MAR-2007 |
| Irrigation Rehabilitation Project                             | P005616 | 12,2           | BIRD/IDA                              | Tunisie              | Achevé   | 19-DEC-1974 |
| Sidi Salem Multipurpose Project                               | P005623 | 42             | BIRD/IDA                              | Tunisie              | Achevé   | 24-MAY-1977 |
| NORTHWEST MOUNTAINOUS AREAS DEVELOPMENT PROJECT               | P005733 | 27,5           | BIRD/IDA                              | Tunisie              | Achevé   | 23-DEC-1993 |
| Water Supply Project (04)                                     | P005626 | 21             | BIRD/IDA                              | Tunisie              | Achevé   | 02-JUN-1977 |
| Tunisia- Nine landfills Carbon Finance                        | P099672 | 0              | Compensation des émissions de carbone | Tunisie              | En cours | 10-APR-2006 |
| Urban Sewerage Project (01)                                   | P005618 | 28             | BIRD/IDA                              | Tunisie              | Achevé   | 28-JAN-1975 |
| Tunisia- Jebel Chekir Solid Waste Carbon                      | P099670 | 0              | Compensation des émissions de carbone | Tunisie              | En cours | 10-APR-2006 |
| Water Supply Project (05)                                     | P005632 | 25             | BIRD/IDA                              | Tunisie              | Achevé   | 17-MAY-1979 |
| Water Sector Investment Loan Project                          | P035707 | 103            | BIRD/IDA                              | Tunisie              | En cours | 22-JUN-2000 |
|   |         | <u>1317,43</u> |                                       | <u>Tunisie-Somme</u> |          |             |
| Ceyhan Aslantas Multipurpose Project                          | P008901 | 74             | BIRD/IDA                              | Turquie              | Achevé   | 13-FEB-1973 |
| Emergency Flood & Earthquake Recovery Project                 | P058877 | 369            | BIRD/IDA                              | Turquie              | Achevé   | 10-SEP-1998 |
| Ankara Sewerage Project                                       | P009061 | 173            | BIRD/IDA                              | Turquie              | Achevé   | 21-DEC-1989 |
| KOYKENT DEVELOPMENT PROJECT                                   | P077324 | 100            | BIRD/IDA                              | Turquie              | Abandon  | N/A         |
| Bursa Water & Sanitation Project                              | P009065 | 129,5          | BIRD/IDA                              | Turquie              | Achevé   | 11-MAR-1993 |
| Anatolia Watershed Rehabilitation Project                     | P070950 | 20             | BIRD/IDA                              | Turquie              | En cours | 01-JUN-2004 |
| Drainage & On Farm Development Project                        | P008961 | 255            | BIRD/IDA                              | Turquie              | Achevé   | 20-MAR-1986 |
| Privatization of Irrigation Project                           | P009072 | 20             | BIRD/IDA                              | Turquie              | Achevé   | 14-OCT-1997 |
| Izmir Water Supply & Sewerage Project                         | P008971 | 184            | BIRD/IDA                              | Turquie              | Achevé   | 21-MAY-1987 |
| Seyhan Irrigation Project (02)                                | P008885 | 24             | BIRD/IDA                              | Turquie              | Achevé   | 25-FEB-1969 |
| Earthquake Rehabilitation & Reconstruction Project            | P009099 | 285            | BIRD/IDA                              | Turquie              | Achevé   | 23-JUL-1992 |
| Istanbul Water Supply Project                                 | P008900 | 37             | BIRD/IDA                              | Turquie              | Achevé   | 27-JUN-1972 |
| Irrigation Rehabilitation Project                             | P008895 | 18             | BIRD/IDA                              | Turquie              | Achevé   | 18-JAN-1972 |
| Antalya Water Supply & Sanitation Project                     | P009093 | 100            | BIRD/IDA                              | Turquie              | Achevé   | 25-MAY-1995 |
| Istanbul Water Supply & Sewerage Project                      | P009034 | 218            | BIRD/IDA                              | Turquie              | Achevé   | 01-DEC-1987 |
| Municipal Services Project                                    | P081880 | 275            | BIRD/IDA                              | Turquie              | En cours | 23-JUN-2005 |
| Istanbul Sewerage Project                                     | P008945 | 88,1           | BIRD/IDA                              | Turquie              | Achevé   | 27-MAY-1982 |

|   |         |                        |                                     |                             |          |             |
|---|---------|------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|----------|-------------|
| Anatolia Watershed Rehabilitation GEF Project (Black Sea) | P075094 | 7                      | Projet pour l'environnement mondial | Turquie                     | En cours | 01-JUN-2004 |
| Cesme-Alacati Water Supply & Sewerage Project             | P008985 | 13,1                   | BIRD/IDA                            | Turquie                     | Achevé   | 14-APR-1998 |
| Seyan Irrigation Project                                  | P008878 | 20                     | BIRD/IDA                            | Turquie                     | Achevé   | 31-MAY-1963 |
| Istanbul Municipal Infrastructure Project                 | P100383 | 322,15                 | BIRD/IDA                            | Turquie                     | En cours | 28-JUN-2007 |
| Igdir Aksu Eregli Ercis Irrigation Project                | P008950 | 115,3                  | BIRD/IDA                            | Turquie                     | Achevé   | 05-JUN-1984 |
|   |         | <b><u>2847,15</u></b>  |                                     | <b><u>Turquie_Somme</u></b> |          |             |
|   |         | <b><u>12278,81</u></b> |                                     | <b><u>Total</u></b>         |          |             |



## Annexe 5 : Réponses au questionnaire des pays

| Pays                      | Name of the programme or project                            | Themes                     |                       |                    |                    |                           |       |                        | Global amount of the project | European Commission (precise the initiative or programme) | Cost and financing (in Million JD) |                           |       |                            |        |       |        |
|---------------------------|---|----------------------------|-----------------------|--------------------|--------------------|---------------------------|-------|------------------------|------------------------------|---|------------------------------------|---------------------------|-------|----------------------------|--------|-------|--------|
|                           |   | Water resources management | Water de niable water | Dri nka ble wat er | Wat er sanit ation | Re sea rch pro gra m me s | Other | Year(s) of financement |                              |   | Banks (precise)                    | Bilateral aid (countries) |       | Other donors               |        |       |        |
|                           |   |                            |                       |                    |                    |                           |       |                        | Million JD                   | Amount  | Bank                               | Loan                      | Grant | Country                    | Amount | Donor | Amount |
| Jordanie<br>1 JD = 1<br>€ | As Samra Wastewater Treatment Plant (BOT)                   |                            |                       | X                  |                    |                           |       |                        | 170                          |   |                                    |                           |       | USAID                      | 70     |       |        |
|                           |   |                            |                       | X                  |                    |                           |       |                        |                              |   |                                    |                           |       | Government of Jordan       | 22     |       |        |
|                           |   |                            |                       | X                  |                    |                           |       |                        |                              |   |                                    |                           |       | Contractor (SPC)           | 78     |       |        |
| Jordanie                  | Upgrading and expansion of Aqaba Wastewater Treatment Plant |                            |                       | X                  |                    |                           |       | 2003-2007              | 25                           |   |                                    |                           |       | USAID                      | 25     |       |        |
| Jordanie                  | Zara Ma'en Water Conveyance Project                         |                            |                       | X                  |                    |                           |       | 2003-2007              | 89                           |   |                                    |                           |       | USAID (90%)                | 80,1   |       |        |
|                           |   |                            |                       | X                  |                    |                           |       |                        |                              |   |                                    |                           |       | Government of Jordan (10%) | 8,9    |       |        |
| Jordanie<br>1JD = 1,03 €  | Rehabilitation of Water systems in Aqaba                    | X                          |                       |                    |                    |                           |       | 2005-2007              | 13                           |   |                                    |                           |       | USAID (85%)                | 11,05  |       |        |
|                           |   |                            |                       |                    |                    |                           |       |                        |                              |   |                                    |                           |       | Government of Jordan (15%) | 1,95   |       |        |

|                              |   |   |   |   |           |                |              |     |              |     |                |  |
|------------------------------|---|---|---|---|-----------|----------------|--------------|-----|--------------|-----|----------------|--|
| Jordanie                     | Study, Design and implementation to upgrade karak Wastewater treatment plant  |   | X |   | 2007-2008 | 6,5            |              |     | Kfw          | 6,5 |                |  |
| Jordanie                     | Steering Competence in the Water Sector (SCWS)  |   |   |   |           |                |              |     | GTZ          |     |                |  |
| Jordanie                     | Improvement of Water Supply in Zarqa Governorate-Stagell  |   | X |   | 2007-2008 | 2,5            |              |     | JICA         | 2,5 |                |  |
| Jordanie                     | Southern Karak Water Supply System  | X |   |   | 1998-2001 | 2,19           | 2,19         |     |              |     |                |  |
| Jordanie                     | Tafeilah Water Supply System  | X |   |   | 1999-2003 | 5,18           | 5,18         |     |              |     |                |  |
| Jordanie                     | Supervision on Karak and Tafeilah Project   |   |   | X | 1999-2005 | 0,57           | 0,57         |     |              |     |                |  |
| Jordanie                     | Greater Irbid Wastewater Project / Miscellaneous  |   | X |   | 1995-1996 | 0,7            |              | EIB | 0,35         |     |                |  |
| Jordanie                     | Nady Al Sebaq & Marka Wastewater Project  |   | X |   | 1995-1997 | 1,99           |              | EIB | 1            |     |                |  |
| Jordanie                     | Souf and Deir al Iyyat Wastewater Project   |   | X |   | 1995-1999 | 1,5            |              | EIB | 0,75         |     |                |  |
| Jordanie                     | Mukayyam Souf Wastewater project  |   | X |   | 1995-1998 | 1,4            |              | EIB | 0,7          |     |                |  |
| Jordanie                     | Amman Wastewater Project/Miscellaneous  |   | X |   | 1995-1998 | 0,86           |              | EIB | 0,43         |     |                |  |
| Jordanie                     | Zarqa & Rusaifeh Wastewater Project / Miscellaneous   |   | X |   | 1995-1998 | 0,78           |              | EIB | 0,39         |     |                |  |
| Jordanie                     | Implementation of Water network in Ajloun   |   | X |   | 1997-1999 | 4,67           |              | EIB | 2,34         |     |                |  |
| Jordanie                     | Yajouz & Jubayah Wastewater project   |   |   |   | 1998-2000 | 1,5            |              | EIB | 0,75         |     |                |  |
| Jordanie                     | Dahiyat Al Rasheed Wastewater Project Phase II  |   | X |   | 1998-1999 | 0,43           |              | EIB | 0,22         |     |                |  |
| Jordanie                     | Dahiyat Al Rasheed Wastewater Project Phase I   |   | X |   | 2001-2002 | 0,47           |              | EIB | 0,24         |     |                |  |
| Jordanie                     | <b>TOTAL</b>  |   |   |   |           | <b>328,24</b>  | <b>7,94</b>  |     | <b>7,15</b>  |     | <b>306</b>     |  |
| Jordanie                     | <b>TOTAL 1000 €</b>   |   |   |   |           | <b>328 240</b> | <b>7 940</b> |     | <b>7 150</b> |     | <b>306 000</b> |  |
| Liban<br>1 US \$ =<br>0,68 € | Projet N°1-poursuite et achèvement du programme de réhabilitation et de création de réseaux et de systèmes d'eau potable dans les différentes régions libanaises (26 projets) |   |   |   |           |                |              |     |              |     |                |  |
| Liban                        | Grand Beyrouth  |   |   |   |           |                |              |     |              |     |                |  |

|       |   |   |  |  |  |                |            |  |  |  |  |   |            |  |  |
|-------|---|---|--|--|--|----------------|------------|--|--|--|--|---|------------|--|--|
| Liban | -agrandissement de la station de traitement de l'eau potable de Dbayeh (2ème étape)   | X |  |  |  | 2003-2004-2005 | 3 270 465  |  |  |  |  | protocole italien                             | 2 845 305  |  |  |
| Liban | -projet d'eau potable et d'assainissement pour le Grand Beyrouth: réseaux et réservoirs   | X |  |  |  | 2003-2004-2005 | 33 000 000 |  |  |  |  | WB EIB  | 28 050 000 |  |  |
| Liban | -Travaux de poursuite et d'achèvement des projets hydrauliques et dans les différentes circonscriptions (connus sous le nom de bouchage des trous de financement) | X |  |  |  | 2003-2004-2005 | 10 000 000 |  |  |  |  | KFAED   | 8 500 000  |  |  |
| Liban | Liban-Nord  |   |  |  |  |                |            |  |  |  |  |   |            |  |  |
| Liban | -projet d'approvisionnement en eau potable des villages et des agglomérations du Caza de Minyeh (Liban-Nord)  | X |  |  |  | 2003-2004-2005 | 8 000 000  |  |  |  |  | SFD   | 7 200 000  |  |  |
| Liban | -poursuite et achèvement de l'approvisionnement en eau potable des villages connectés au réservoir de El Kornet (Liban-Nord)                                      | X |  |  |  | 2003-2004-2005 | 1 822 000  |  |  |  |  | AFESD   | 1 822 000  |  |  |
| Liban | -poursuite et achèvement de l'approvisionnement en eau potable des villages connectés au réservoir de Harrar et Kab'ite (Liban-Nord)                              | X |  |  |  | 2003-2004-2005 | 9 957 500  |  |  |  |  | AFESD   | 9 957 500  |  |  |
| Liban | -poursuite et achèvement de l'approvisionnement en eau potable des villages faisant partie du projet de Beit Mellat (Liban-Nord)                                  | X |  |  |  | 2003-2004-2005 | 7 207 750  |  |  |  |  | AFESD   | 7 207 750  |  |  |
| Liban | -les réseaux secondaires de la ville de Tripoli (Liban-Nord)  | X |  |  |  | 2003-2004-2005 | 8 700 000  |  |  |  |  | Agence Française pour le Développement-France | 8 700 000  |  |  |
| Liban | -projet de réhabilitation des systèmes hydrauliques qui dépendent de la station de Jradéh (Liban-Nord)  | X |  |  |  | 2003-2004-2005 | 8 987 835  |  |  |  |  | protocole italien                             | 5 392 701  |  |  |

|       |   |   |   |  |  |                |            |  |  |  |  |                   |            |            |  |
|-------|---|---|---|--|--|----------------|------------|--|--|--|--|-------------------|------------|------------|--|
| Liban | -projet d'eau potable pour la région de Bechareh (Liban-Nord)   | X |   |  |  | 2003-2004-2005 | 8 745 550  |  |  |  |  | protocole italien | 5 247 330  |            |  |
| Liban | Mont-Liban  |   |   |  |  |                |            |  |  |  |  |                   |            |            |  |
| Liban | -adduction d'eau de Nahr Ibrahim vers la ville de Byblos (Mont-Liban)   | X |   |  |  | 2003-2004-2005 | 1 800 000  |  |  |  |  |                   | KFAED      | 1 530 000  |  |
| Liban | -projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable dans le caza de Byblos (Mont-Liban)  | X |   |  |  | 2003-2004-2005 | 16 000 000 |  |  |  |  | protocole italien | 6 720 000  |            |  |
| Liban | -projet de Fawar Antélias (Mont-Liban)  | X |   |  |  | 2003-2004-2005 | 22 000 000 |  |  |  |  | protocole italien | 14 520 000 |            |  |
| Liban | -création d'une ligne d'adduction d'eau de la source Joueizate vers les réservoirs de Bhannès (Mont-Liban)                                  | X |   |  |  | 2003-2004-2005 | 4 785 603  |  |  |  |  |                   | KFAED      | 4 067 763  |  |
| Liban | -travaux de fourniture d'eau à la région de JrOud Aley (Mont-Liban)   |   | X |  |  | 2003-2004-2005 | 4 835 000  |  |  |  |  |                   | KFAED      | 117 250    |  |
| Liban | -projet de réhabilitation des systèmes hydrauliques dans le caza du Metn (Mont-Liban)   |   | X |  |  | 2003-2004-2005 | 13 027 920 |  |  |  |  | protocole italien | 7 816 752  |            |  |
| Liban | -projet de réhabilitation des systèmes hydrauliques dans les cazas de Aley et du Chouf (Mont-Liban)   |   | X |  |  | 2003-2004-2005 | 27 488 984 |  |  |  |  | IDB               | 27 488 984 |            |  |
| Liban | -captage des sources de Barouk, Ra'yane et Safa et construction d'une ligne d'adduction d'eau des sources de Ra'yane vers Aley (Mont-Liban) | X |   |  |  | 2003-2004-2005 | 13 200 000 |  |  |  |  |                   | KFAED      | 11 220 000 |  |
| Liban | <b>Sud-Liban</b>  |   |   |  |  |                |            |  |  |  |  |                   |            |            |  |
| Liban | -projet d'approvisionnement en eau potable de Jezzine (Sud-Liban)   |   | X |  |  | 2003-2004-2005 | 1 705 000  |  |  |  |  | AFD               | 1 705 000  |            |  |
| Liban | -réhabilitation et amélioration des systèmes hydrauliques et des conduites de Nabatieh (Sud-Liban)  |   | X |  |  | 2003-2004-2005 | 23 600 000 |  |  |  |  | protocole iranien | 16 875 000 |            |  |
| Liban | -travaux de captage et d'adductions de la source de Tasseh (Sud-Liban)  | X |   |  |  | 2003-2004-2005 | 3 330 000  |  |  |  |  | AFD               | 2 830 000  |            |  |
| Liban | -projet d'approvisionnement en eau potable de la région de Habbarieh (Sud-Liban)  |   | X |  |  | 2003-2004-2005 | 7 500 000  |  |  |  |  | AFD               | 6 375 000  |            |  |

|       |  |   |   |  |  |                |            |           |     |            |  |                   |            |            |
|-------|--|---|---|--|--|----------------|------------|-----------|-----|------------|--|-------------------|------------|------------|
| Liban | -projets d'approvisionnement en eau potable à l'Office des eaux de Jabal Amel (Sud-Liban)  |   | X |  |  | 2003-2004-2005 | 13 390 000 |           | IDB | 12 090 000 |  |                   |            |            |
| Liban | Békaa  |   |   |  |  |                |            |           |     |            |  |                   |            |            |
| Liban | -réhabilitation des systèmes hydrauliques qui dépendent des puits de Lucy (Békaa)  | X |   |  |  | 2003-2004-2005 | 22 000 000 |           |     |            |  | protocole iranien | 16 500 000 |            |
| Liban | -projet relatif aux raccordements et aux compteurs concernant le projet de réhabilitation des systèmes hydrauliques et des égouts de Baalbeck- Nabi Chit (Békaa) |   | X |  |  | 2003-2004-2005 | 9 352 012  |           |     |            |  |                   | WB         | 7 949 000  |
| Liban | -projet d'approvisionnement en eau potable du caza de Baalbeck, partie nord-est (Békaa)  |   | X |  |  | 2003-2004-2005 | 11 250 000 |           |     |            |  |                   | KFAED      | 9 562 000  |
| Liban | <b>Projet N°2-opération, maintenance et soutien institutionnel</b>   |   |   |  |  |                |            |           |     |            |  |                   |            |            |
| Liban | -projet d'aide technique au programme de planification des investissements- Unité de l'eau   |   | X |  |  | 2003-2004-2005 | 3 587 000  | 3 587 000 |     |            |  |                   |            |            |
| Liban | -création d'une unité technique pour le soutien de l'Etablissement des Eaux de la Békaa  |   | X |  |  | 2003-2004-2005 | 4 550 000  |           |     |            |  |                   | WB         | 4 322 500  |
| Liban | -contrat d'opération et d'entretien des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans Balbeck-Nabi chit   |   | X |  |  | 2003-2004-2005 | 5 760 000  |           |     |            |  |                   | WB         | 5 184 000  |
| Liban | <b>Projet N° 3-Amélioration de la ressource</b>  |   |   |  |  |                |            |           |     |            |  |                   |            |            |
| Liban | -projet de construction d'un lac collinaire à Brissa   | X |   |  |  | 2003-2004-2005 | 10 000 000 |           |     |            |  |                   | SFD        | 9 000 000  |
| Liban | -agrandissement de la station de Bahsas  |   | X |  |  | 2003-2004-2005 | 2 600 000  |           |     |            |  |                   | AFD        | 2 210 000  |
| Liban | -projet de Quatine Azar pour l'approvisionnement en eau potable d'une partie du caza du Metn   |   | X |  |  | 2003-2004-2005 | 3 590 750  |           |     |            |  |                   | KFAED      | 3 052 138  |
| Liban | -travaux du barrage El Habach et agrandissement de la station d'épuration  | X |   |  |  | 2003-2004-2005 | 8 280 000  |           |     |            |  |                   | KFAED      | 6 330 000  |
| Liban | -poursuite et achèvement de l'étude du bassin de Annane et exécution des travaux de la première partie du projet   | X |   |  |  | 2003-2004-2005 | 44 000 000 |           |     |            |  |                   | KFAED      | 37 400 000 |

|       |  |   |  |   |  |                |            |     |            |  |                   |           |            |  |
|-------|--|---|--|---|--|----------------|------------|-----|------------|--|-------------------|-----------|------------|--|
| Liban | - poursuite et achèvement des études des projets de barrages: Dar B'ehtar, le lac de Jensaya et le barrage de Azzibé                                   | X |  |   |  | 2003-2004-2005 | 1 350 000  |     |            |  | protocole italien | 1 350 000 |            |  |
| Liban | -barrage de Dar B'ehtar: première étape  | X |  |   |  | 2003-2004-2005 | 15 000 000 |     |            |  | protocole italien | 9 000 000 |            |  |
| Liban | -barrage de Bissri:l'étape entre 2003 et 2005  | X |  |   |  | 2003-2004-2005 | 80 000 000 | IDB | 80 000 000 |  |                   |           |            |  |
| Liban | -lac de Azzibé   | X |  |   |  | 2003-2004-2005 | 10 000 000 |     |            |  | protocole italien | 6 000 000 |            |  |
| Liban | -lac de Lebaa- Jensaya   | X |  |   |  | 2003-2004-2005 | 8 000 000  |     |            |  | protocole italien |           | 6 000 000  |  |
| Liban | <b>Projet N°4-les systèmes d'assainissement dans les principales villes côtières</b>   |   |  |   |  |                |            |     |            |  |                   |           |            |  |
| Liban | -projet de création d'une station secondaire d'épuration des eaux usées dans la région de Ghadir   |   |  | X |  | 2003-2004-2005 | 50 000 000 |     |            |  |                   | KFW IDB   | 50 000 000 |  |
| Liban | -projet de création d'une ligne de collecte et d'évacuation des eaux usées pour la partie côtière sud du Grand Beyrouth (Cité Sportive, Ghadir, Nameh) |   |  | X |  | 2003-2004-2005 | 8 000 000  | IDB | 8 000 000  |  |                   |           |            |  |
| Liban | -projet d'assainissement sanitaire du Grand Beyrouth   |   |  | X |  | 2003-2004-2005 | 60 000 000 |     |            |  |                   | WB EIB    | 51 000 000 |  |
| Liban | -projet d'une station d'épuration des eaux usées dans la région de Bourj Hammoud-Dora  |   |  | X |  | 2003-2004-2005 | 75 000 000 |     |            |  |                   |           |            |  |
| Liban | -création d'une station de traitement des eaux usées et de réseaux pour la zone côtière du Kesrouan  |   |  | X |  | 2003-2004-2005 | 90 000 000 |     |            |  |                   | JBIC      | 90 000 000 |  |
| Liban | -projet des réseaux des eaux usées dans Tripoli (1ère partie)  |   |  | X |  | 2003-2004-2005 | 10 000 000 | EIB | 10 000 000 |  |                   |           |            |  |
| Liban | -projet des réseaux des eaux usées dans Tripoli (2ème partie)  |   |  | X |  | 2003-2004-2005 | 50 000 000 | IDB | 50 000 000 |  |                   |           |            |  |
| Liban | -l'évacuateur marin de Tripoli   |   |  | X |  | 2003-2004-2005 | 8 800 000  | EIB | 8 800 000  |  |                   |           |            |  |
| Liban | -station de traitement et réseaux d'assainissement à Tyr   |   |  | X |  | 2003-2004-2005 | 45 000 000 | EIB | 45 000 000 |  |                   |           |            |  |

|       |  |  |  |   |  |                |            |  |     |           |                   |            |  |
|-------|--|--|--|---|--|----------------|------------|--|-----|-----------|-------------------|------------|--|
| Liban | <b>Projet N°5-les systèmes d'assainissement dans les villes côtières de taille moyenne</b>   |  |  |   |  |                |            |  |     |           |                   |            |  |
| Liban | -création de réseaux d'assainissement pour le littoral de Byblos (connectés à la station de traitement des eaux usées de Byblos)         |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 13 000 000 |  |     |           | protocole italien | 11 050 000 |  |
| Liban | -création de réseaux d'assainissement pour le littoral du Chouf (connectés à la station de traitement des eaux usées de Ras Nabi Younès) |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 20 000 000 |  |     |           | KFAED             | 17 000 000 |  |
| Liban | -création de réseaux d'assainissement connectés à la station de traitement des eaux usées de Chekka                                      |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 5 500 000  |  |     |           | KFAED             | 4 675 000  |  |
| Liban | -création de réseaux d'assainissement et d'une station de traitement des eaux usées dans la localité de Abdeh                            |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 25 000 000 |  |     |           | SFD               | 22 500 000 |  |
| Liban | -création de réseaux d'assainissement connectés à la station de traitement des eaux usées Batroun  |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 5 500 000  |  |     |           | KFAED             | 4 675 000  |  |
| Liban | <b>Projet N°6-programme de protection de la ressource d'eau de la pollution</b>  |  |  |   |  |                |            |  |     |           |                   |            |  |
| Liban | <b>Liban-Nord</b>  |  |  |   |  |                |            |  |     |           |                   |            |  |
| Liban | -station de traitement des eaux usées et réseaux d'assainissement dans dans la localité de Michmih et les villages avoisinants           |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 10 000 000 |  |     |           | protocole italien | 6 000 000  |  |
| Liban | -station de traitement des eaux usées et réseaux d'assainissement dans la localité de jébrael et les villages avoisinants                |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 8 500 000  |  | IDB | 8 500 000 |                   |            |  |
| Liban | -station de traitement des eaux usées et réseaux d'assainissement dans le Koura  |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 8 500 000  |  | IDB | 8 500 000 |                   |            |  |
| Liban | -station de traitement des eaux usées et réseaux d'assainissement dans la localité de Bak'oun et les villages avoisinants                |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 6 000 000  |  |     |           | protocole italien | 3 600 000  |  |

|              |   |  |   |  |                |            |  |  |  |                   |           |            |  |
|--------------|---|--|---|--|----------------|------------|--|--|--|-------------------|-----------|------------|--|
| <b>Liban</b> | Mont-Liban  |  |   |  |                |            |  |  |  |                   |           |            |  |
| <b>Liban</b> | -station de traitement des eaux usées et réseaux d'assainissement dans la localité de Qartaba et les villages avoisinants   |  | X |  | 2003-2004-2005 | 3 200 000  |  |  |  | protocole italien | 1 920 000 |            |  |
| <b>Liban</b> | -station de traitement des eaux usées et réseaux d'assainissement dans la localité de Hrajel et les villages avoisinants- caza de Kserouane                                       |  | X |  | 2003-2004-2005 | 4 750 000  |  |  |  | protocole italien | 2 850 000 |            |  |
| <b>Liban</b> | -projet de réhabilitation et d'agrandissement du réseau d'assainissement dans la région nord et création d'une station de traitement des eaux usées dans la localité de Khonshara |  | X |  | 2003-2004-2005 | 7 500 000  |  |  |  |                   | KFAED     | 5 250 000  |  |
| <b>Liban</b> | -projet de réhabilitation et d'agrandissement du réseau d'assainissement dans la région centrale et de quelques villages de la région de Iklim El Kharoub                         |  | X |  | 2003-2004-2005 | 15 000 000 |  |  |  |                   | KFAED     | 10 500 000 |  |
| <b>Liban</b> | -station de traitement des eaux usées et réseaux d'assainissement dans la localité de Mazrat El Chouf et de quelques villages avoisinants   |  | X |  | 2003-2004-2005 | 3 000 000  |  |  |  | protocole italien | 1 800 000 |            |  |
| <b>Liban</b> | -station de traitement des eaux usées dans la localité du Barouk  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 1 800 000  |  |  |  |                   | KFAED     | 1 530 000  |  |
| <b>Liban</b> | <b>circonscription de Nabatieh</b>  |  |   |  |                |            |  |  |  |                   |           |            |  |
| <b>Liban</b> | -création de 2 stations de traitement des eaux usées et de réseaux d'assainissement dans les localités de de Bint Jbeil et des villages avoisinants                               |  | X |  | 2003-2004-2005 | 6 450 000  |  |  |  | protocole italien | 3 870 000 |            |  |
| <b>Liban</b> | -réseaux d'assainissement faisant partie de la station de Nabatieh  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 8 000 000  |  |  |  |                   | KFAED     | 6 800 000  |  |
| <b>Liban</b> | -station de traitement des eaux usées et réseaux d'assainissement de la localité de Hasbaya et des villages avoisinants   |  | X |  | 2003-2004-2005 | 5 500 000  |  |  |  | protocole italien | 3 300 000 |            |  |

|       |   |  |  |   |  |                |                      |  |     |            |  |                   |                    |            |                    |
|-------|---|--|--|---|--|----------------|----------------------|--|-----|------------|--|-------------------|--------------------|------------|--------------------|
| Liban | -station de traitement des eaux usées et réseaux d'assainissement de la localité de Jba'a et des villages avoisinants                             |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 3 600 000            |  |     |            |  | protocole italien | 2 160 000          |            |                    |
| Liban | Békaa   |  |  |   |  |                |                      |  |     |            |  |                   |                    |            |                    |
| Liban | -projet d'assainissement de la ville de Zahlé et de ses environs  |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 17 281 250           |  |     |            |  | protocole italien | 10 541 563         |            |                    |
| Liban | -aide technique au bénéfice de la municipalité de la ville de Zahlé   |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 1 634 000            |  |     |            |  | protocole italien | 1 634 000          |            |                    |
| Liban | -projet d'assainissement du secteur Békaa ouest (de Joub Jannine et Saghbine)   |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 28 000 000           |  | IDB | 28 000 000 |  |                   |                    |            |                    |
| Liban | -station de traitement des eaux usées et réseaux d'assainissement de la localité du Hermel et des villages avoisinants                            |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 5 300 000            |  |     |            |  | protocole italien | 3 180 000          |            |                    |
| Liban | -station de traitement des eaux usées et réseaux d'assainissement de la localité de Anjar, Majdel Anjar et des villages avoisinants               |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 10 000 000           |  |     |            |  | protocole italien | 6 000 000          |            |                    |
| Liban | -station de traitement des eaux usées et réseaux d'assainissement de la localité de Qaraoun et des villages avoisinants                           |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 8 200 000            |  |     |            |  | protocole italien | 4 920 000          |            |                    |
| Liban | -projet d'installation de 148 kms de lignes d'assainissement supplémentaires dans les localités de Baalbeck, Douris, Iaat, Tell El Abiad, Amechki |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 16 000 000           |  |     |            |  |                   | WB                 | 13 600 000 |                    |
| Liban | -contrat d'opération et d'entretien de la station de traitement des eaux usées de Baalbeck  |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 1 672 000            |  |     |            |  |                   | WB                 | 1 504 800  |                    |
| Liban | -station de traitement des eaux usées de la localité de Laboueh   |  |  | X |  | 2003-2004-2005 | 4 500 000            |  |     |            |  | protocole iranien | 3 375 000          |            |                    |
| Liban | <b>TOTAUX</b>   |  |  |   |  |                | <b>1 141 860 619</b> |  |     |            |  |                   | <b>207 776 635</b> |            | <b>429 231 701</b> |
| Liban | <b>TOTAL en milliers €</b>  |  |  |   |  |                | <b>776 465</b>       |  |     |            |  |                   | <b>141 288</b>     |            | <b>291 878</b>     |

|       | Dénomination du projet ou du programme   | Thématique              |                       |               |                |                      |        |                         | Coût et financement (en milliers d'Euros) |   |                                |      |        |                               |         |        |          |
|-------|--|-------------------------|-----------------------|---------------|----------------|----------------------|--------|-------------------------|---|---|--------------------------------|------|--------|-------------------------------|---------|--------|----------|
|       |  | Gestion de la ressource | Gestion de la demande | Accès à l'eau | Assainissement | Action de recréation | Autres | Année(s) de financement | montant total du projet                   | Commission Européenne (préciser le programme) | Banques (préciser les quelles) |      |        | Aides bilatérales (Pays)      |         |        |          |
|       |  |                         |                       |               |                |                      |        |                         |   |   | Banque                         | Prêt | Don    | Pays                          | Prêt    | Don    | Donateur |
|       |  |                         |                       |               |                |                      |        |                         |   |   |                                |      |        |                               |         |        | Montant  |
| Maroc | PAGER : Toutes les provinces   |                         |                       | X             |                |                      |        | 1995                    |   |   |                                |      |        | France - AFD                  | 158 000 |        |          |
| Maroc | Construction des barrages Chakoukane et Bab Louta  | X                       |                       |               |                |                      |        | 1997                    |   |   |                                |      |        | France - AFD                  | 250 000 |        |          |
| Maroc | PAGER: Errachidia  |                         |                       | X             | X              |                      |        | 1997                    |   |   |                                |      |        | Luxembourg - Luxdéveloppement |         | 3 136  |          |
| Maroc | PAGER: Taroudant   |                         |                       | X             |                |                      |        | 1998                    |   |   | KFW                            |      | 10 000 |                               |         |        |          |
| Maroc | PAGER: Al Hoceima, Oujda-Angad,Berkane, Taourirt, Jerada,Boulemane, Sefrou, Ifrane?El Hajeb, Meknès, Khemisset |                         |                       | X             |                |                      |        | 1998                    |   |   |                                |      |        | France - AFD                  | 120 000 |        |          |
| Maroc | PAGER: Errachidia, Zagora  |                         |                       | X             | X              |                      |        | 1998                    |   |   |                                |      |        | Luxembourg - Luxdéveloppement |         | 3 074  |          |
| Maroc | PAGER: Marrakec-Menara, Al Haouz,Chichaoua, Sidi Youssef,Ben Ali, Essaouira                                    |                         |                       | X             |                |                      |        | 1998                    |   | MEDA I  |                                |      | 15 000 |                               |         |        |          |
| Maroc | PAGER: Wilaya d'Agadir   |                         |                       | X             |                |                      |        | 2000                    |   |   |                                |      |        | Belgique - CTB                |         | 3 938  |          |
| Maroc | PAGER: Settat  |                         |                       | X             |                |                      |        | 2001                    |   |   |                                |      |        | Italie                        |         | 50 000 |          |
| Maroc | PAGER: Errachidia, Zagora  |                         |                       | X             | X              |                      |        | 2001                    |   |   |                                |      |        | Luxembourg - Luxdéveloppement |         | 3 975  |          |
| Maroc | PAGER: Taroudant et Tiznit   |                         |                       | X             |                |                      |        | 2002                    |   |   | KFW                            |      | 6 920  |                               |         |        |          |

|         |  |                            |                  |              |            |                     |       |                        |                              |   |                 |       |         |                             |       |              |        |  |
|---------|--|----------------------------|------------------|--------------|------------|---------------------|-------|------------------------|------------------------------|---|-----------------|-------|---------|-----------------------------|-------|--------------|--------|--|
| Maroc   | PAGER: Tiznit  |                            |                  | X            |            |                     |       | 2003                   |                              |   |                 |       |         | Belgique - CTB              |       | 3 938        |        |  |
| Maroc   | PAGER: Ouarzazate  |                            |                  | X            |            |                     |       | 2003                   |                              |   |                 |       |         | Belgique - CTB              |       | 1 331        |        |  |
| Maroc   | Etude de l'intervention stratégique de l'ABH Sebou.  | X                          | X                |              |            |                     |       | 2003                   |                              |   |                 |       |         | France - AFD                |       | 250          |        |  |
| Maroc   | Appui institutionnel à l'ABH Loukkos en matière de GIRE                                    | X                          | X                |              |            |                     |       | 2003                   |                              |   |                 |       |         | Espagne -AECI               |       | 1 000        |        |  |
| Maroc   | Appui institutionnel à l'ABH Loukkos, Programme de coopération trans-frontalier            | X                          | X                |              |            |                     |       | 2003                   |                              |   |                 |       |         | Andalousie                  |       | 1 000        |        |  |
| Maroc   | PAGER: Larache, téouan   |                            |                  | X            |            |                     |       | 2004                   |                              |   |                 |       |         | Andalousie                  |       | 661          |        |  |
| Maroc   | Projet de protection des ressources en eau (PPRE)  | X                          | X                |              |            |                     |       | 2004                   |                              |   |                 |       |         | Allemagne-GTZ               |       | 3 300        |        |  |
| Maroc   | Appui à la Gestion Intégré des Ressources en Eau (PPRE)                                    | X                          | X                |              |            |                     |       | 2004                   |                              |   |                 |       |         | Allemagne-GTZ               |       | 3 500        |        |  |
| Maroc   | PAGER: Errachidia, Zagora  |                            |                  | X            | X          |                     |       | 2005                   |                              |   |                 |       |         | Luxembourg-Luxdéveloppement |       | 2 938        |        |  |
| Maroc   | Programme de construction des petits et moyens barrages dans le bassin de souss-massa-draa | X                          |                  |              |            |                     |       | 2006                   |                              |   |                 |       |         | Belgique - CTB              |       | 3 000        |        |  |
| Maroc   | Appui institutionnel à l'ABH Moulouya, en matière de GIRE                                  | X                          | X                |              |            |                     |       | 2006                   |                              |   |                 |       |         | Espagne -AECI               |       | 800          |        |  |
| Maroc   | TOTAL en milliers €  |                            |                  |              |            |                     |       |                        |                              |   |                 |       |         | 31 920                      |       | 528 000      | 85 841 |  |
|         |  | Themes                     |                  |              |            |                     |       |                        |                              | Cost and financing  |                 |       |         |                             |       |              |        |  |
| Turquie | Name of the programme or project   | Water resources management | Water management | Water supply | Sanitation | Research programmes | Other | Year(s) of financement | Global amount of the project | European Commission (precise the initiative or programme) | Banks (precise) |       |         | Bilateral aid (countries)   |       | Other donors |        |  |
|         | Project 1  |                            |                  |              |            |                     |       |                        | Amount                       | Bank  | Loan            | Grant | Country | Amount                      | Donor | Amount       |        |  |

|         |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|---------|--|---|--|--|--------------------|----------------|--|-----|---------------|--|--|--|--|
|         | Demirdöven 1st Stage (Demirdöven Irrigation) | x |  |  | 2002 - 2007        | 50 432 157 \$  |  | CEB | 24 500 000 \$ |  |  |  |  |
| Turquie |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         | Project 2                                    |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         | Akçay Bozdoğan Project                       | x |  |  | 2002 - in progress | 100 772 000 \$ |  | CEB | 50 386 000 \$ |  |  |  |  |
| Turquie |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         | Project 3                                    |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         | Biga - Bakacak Project                       | x |  |  | 2002 - 2007        | 52 258 917 \$  |  | CEB | 17 500 000 \$ |  |  |  |  |
| Turquie |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         | Project 4                                    |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         | Kesiksuyu - Savrun Irrigation Project        | x |  |  | 2002 - 2005        | 20 373 820 \$  |  | CEB | 9 487 196 \$  |  |  |  |  |
| Turquie |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         | Project 5                                    |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         | Antalya Çayboğazı (Elmalı Plain Irrigation)  | x |  |  | 2002 - in progress | 68 758 613 \$  |  | CEB | 36 200 000 \$ |  |  |  |  |
| Turquie |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         | Project 6                                    |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         | Lower Ceyhan Aslantaş 2nd Stage Project      | x |  |  | 2002 - in progress | 71 098 767 \$  |  | CEB | 23 135 000 \$ |  |  |  |  |
| Turquie |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         | Project 7                                    |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         | Bitlis Ahlat Project(Ovakışla Irrigation)    | x |  |  | 2002 - in progress | 25 056 986 \$  |  | CEB | 11 155 000 \$ |  |  |  |  |
| Turquie |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         | Project 8                                    |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         | Kırşehir Karaova Project                     | x |  |  | 2002 - 2007        | 15 298 179 \$  |  | CEB | 7 200 000 \$  |  |  |  |  |
| Turquie |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         | Project 9                                    |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |
|         | Gönen Project                                | x |  |  | 2002 - in progress | 117 587 017 \$ |  | CEB | 62 000 000 \$ |  |  |  |  |
| Turquie |  |   |  |  |                    |                |  |     |               |  |  |  |  |



|         |                                 |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|---------|---------------------------------|---|--|-------------|----------------|--|------------------------------|---------------|--|--|--|
|         |                                 |   |  |             |                |  | NORDIC<br>INVESTMENT<br>BANK | 15 000 000 \$ |  |  |  |
|         | Yaylak Plain Irrigation Project | x |  | 2001 - 2006 | 236 111 640 \$ |  | BANK LEUMI<br>LE ISRAEL BM   | 30 000 000 \$ |  |  |  |
|         |                                 |   |  |             |                |  | ABN AMRO<br>BANK NV          | 84 999 999 \$ |  |  |  |
|         |                                 |   |  |             |                |  | KOÇBANK<br>A.Ş.(Bahreyn)     | 35 000 000 \$ |  |  |  |
| Turquie |                                 |   |  |             |                |  | KOÇBANK<br>A.Ş.(Bahreyn)     | 19 414 176 \$ |  |  |  |
|         | Project 13                      |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         |                                 |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         | Çine - Karpuzlu Project         | x |  | 1992 - 1998 | 75 654 734 \$  |  | CEB                          | 20 354 885 \$ |  |  |  |
| Turquie |                                 |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         | Project 14                      |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         |                                 |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         | Koruluk project                 | x |  | 1993 - 1996 | 12 853 670 \$  |  | CEB                          | 2 870 815 \$  |  |  |  |
| Turquie |                                 |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         | Project 15                      |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         |                                 |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         | Altinova - Madra Project        | x |  | 1992 - 2002 | 103 780 058 \$ |  | CEB                          | 7 471 211 \$  |  |  |  |
| Turquie |                                 |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         | Project 16                      |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         |                                 |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         | Ayhanlar Irrigation             | x |  | 2002 - 2005 | 3 883 481 \$   |  | CEB                          | 1 863 024 \$  |  |  |  |
| Turquie |                                 |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         | Project 17                      |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         |                                 |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         | Kırklareli - Armağan Project    | x |  | 1993 - 1998 | 32 477 107 \$  |  | CEB                          | 4 975 120 \$  |  |  |  |
| Turquie |                                 |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         | Project 18                      |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         |                                 |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         | Kuzgun - Daphan Project         | x |  | 1990 - 1997 | 123 372 047 \$ |  | CEB                          | 16 562 160 \$ |  |  |  |
| Turquie |                                 |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         | Project 19                      |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         |                                 |   |  |             |                |  |                              |               |  |  |  |
|         | Malatya Cat Project             | x |  | 1991 - 1995 | 167 395 344 \$ |  | CEB                          | 5 913 144 \$  |  |  |  |



|         |  |        |  |             |                     |                    |               |                       |  |  |  |  |
|---------|--|--------|--|-------------|---------------------|--------------------|---------------|-----------------------|--|--|--|--|
|         | Gölhisar Acıpayam Project                                    | x      |  | 1991 - 1997 | 77 022 272 \$       | CEB                | 30 600 000 \$ |                       |  |  |  |  |
| Turquie | Project 24   |        |  |             |                     |                    |               |                       |  |  |  |  |
|         | Erzincan 2nd Stage Project                                   | x      |  | 1991 - 1997 | 63 904 293 \$       | CEB                | 19 864 220 \$ |                       |  |  |  |  |
| Turquie | Project 25   |        |  |             |                     |                    |               |                       |  |  |  |  |
|         | Erzincan - Çardaklı Project                                  | x      |  | 1993 - 2002 | 21 212 424 \$       | CEB                | 12 549 539 \$ |                       |  |  |  |  |
| Turquie | Project 26   |        |  |             |                     |                    |               |                       |  |  |  |  |
|         | İşıklı Baklan Project  | x      |  | 1992 - 1996 | 173 520 580 \$      | CEB                | 51 375 287 \$ |                       |  |  |  |  |
| Turquie | Project 27   |        |  |             |                     |                    |               |                       |  |  |  |  |
|         | Şarkikaraağaç Project  | x      |  | 1992 - 1997 | 45 868 695 \$       | CEB                | 20 254 616 \$ |                       |  |  |  |  |
| Turquie | Project 28   |        |  |             |                     |                    |               |                       |  |  |  |  |
|         | Çayırölu Aydintepe Project                                   | x      |  | 1992 - 1996 | 41 953 134 \$       | CEB                | 16 733 753 \$ |                       |  |  |  |  |
| Turquie | <b>TOTAL</b>   |        |  |             | 1 000 572 303 \$    |                    |               | 314 308 413 \$        |  |  |  |  |
| Turquie | <b>SUBTOTAL</b>  |        |  |             | 2 395 879 802 \$    |                    |               | <b>926 394 449 \$</b> |  |  |  |  |
|         |  |        |  |             | <b>68 700 000 €</b> |                    |               | <b>68 699 991 €</b>   |  |  |  |  |
| Turquie | <b>TOTAL en milliers €</b>                                   |        |  |             | 1 636 068,27 €      |                    |               | 636 818,22 €          |  |  |  |  |
|         | <b>Operations implemented since 1995 in the water sector</b> |        |  |             |                     |                    |               |                       |  |  |  |  |
|         | Country :  |        |  |             |                     |                    |               |                       |  |  |  |  |
|         |  | Themes |  |             |                     | Cost and financing |               |                       |  |  |  |  |

|         | Name of the programme or project | Wat<br>er<br>res<br>our<br>ces<br>ma<br>nag<br>em<br>ent | Wat<br>er<br>de<br>ma<br>nag<br>em<br>ent | Wat<br>er<br>sup<br>ply        | Sani<br>tatio<br>n              | Re<br>sea<br>rch<br>pro<br>gra<br>m<br>me<br>s | Oth<br>er | Year(s) of<br>financement | Global<br>amount of<br>the project | European<br>Commission<br>(precise the<br>initiative or<br>programme) | Banks (precise) |      |                    | Bilateral aid (countries) |                 | Other<br>donors |       |        |  |
|---------|----------------------------------|--|---|--------------------------------|---------------------------------|--|-----------|---------------------------|------------------------------------|---|-----------------|------|--------------------|---------------------------|-----------------|-----------------|-------|--------|--|
|         |                                  |  |   |                                |                                 |  |           |                           |                                    |   | Amount          | Bank | Loan               | Grant                     | Country         | Amount          | Donor | Amount |  |
|         | Project 29                       |  |   |                                |                                 |  |           |                           |                                    |   |                 |      |                    |                           |                 |                 |       |        |  |
|         | Bafra Project                    | x  |   |                                |                                 |  |           | 1992 - 1997               | 101 540 391                        | \$  |                 | CEB  | 19 800 093         | \$                        |                 |                 |       |        |  |
| Turquie |                                  |  |   |                                |                                 |  |           |                           |                                    |   |                 |      |                    |                           |                 |                 |       |        |  |
|         | Project 30                       |  |   |                                |                                 |  |           |                           |                                    |   |                 |      |                    |                           |                 |                 |       |        |  |
|         | Adiyaman - Çamgazi               | x  |   |                                |                                 |  |           | 1992 - 1999               | 75 324 526                         | \$  |                 | CEB  | 1 100 000          | \$                        |                 |                 |       |        |  |
| Turquie |                                  |  |   |                                |                                 |  |           |                           |                                    |   |                 |      |                    |                           |                 |                 |       |        |  |
|         | <b>TOTAL</b>                     |  |   |                                |                                 |  |           |                           | <b>176 864 917</b>                 | <b>\$</b>   |                 |      | <b>20 900 093</b>  | <b>\$</b>                 |                 |                 |       |        |  |
| Turquie |                                  |  |   |                                |                                 |  |           |                           |                                    |   |                 |      |                    |                           |                 |                 |       |        |  |
|         | <b>SUBTOTAL</b>                  |  |   |                                |                                 |  |           |                           | <b>2 572 744 7</b>                 | <b>19</b>   | <b>\$</b>       |      | <b>947 294 542</b> | <b>\$</b>                 |                 |                 |       |        |  |
| Turquie |                                  |  |   |                                |                                 |  |           |                           | <b>68 700 000</b>                  | <b>€</b>  |                 |      | <b>68 699 991</b>  | <b>€</b>                  |                 |                 |       |        |  |
| Turquie | <b>TOTAL en milliers €</b>       |  |   |                                |                                 |  |           |                           | <b>1 756 336,4</b>                 | <b>1</b>  | <b>€</b>        |      | <b>651 030,29</b>  | <b>€</b>                  |                 |                 |       |        |  |
|         |                                  |  |   |                                |                                 |  |           |                           |                                    |   |                 |      |                    |                           |                 |                 |       |        |  |
|         | <b>Country</b> :                 | <b>TU<br/>RKI<br/>YE</b>                                 |   |                                |                                 |  |           |                           |                                    |   |                 |      |                    |                           |                 |                 |       |        |  |
|         | Name of the programme or project | Themes   |   |                                |                                 |  |           | Year(s) of<br>financement | Cost and financing (in k€)         |   |                 |      |                    |                           |                 |                 |       |        |  |
|         |                                  | Wat<br>er<br>res<br>our<br>ces<br>ma<br>nag<br>em<br>ent | Wat<br>er<br>de<br>ma<br>nag<br>em<br>ent | Dri<br>nka<br>ble<br>wat<br>er | Wat<br>er<br>sanit<br>atio<br>n | Re<br>sea<br>rch<br>pro<br>gra<br>m<br>me      | Other     |                           | Global<br>amount of<br>the project | European<br>Commission<br>(precise the<br>initiative or<br>programme) | Banks (precise) |      |                    | Bilateral aid (countries) | Other<br>donors |                 |       |        |  |

|         |                       | em<br>ent | em<br>ent |  |  | s |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|---------|-----------------------|-----------|-----------|--|--|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| Turquie |                       |           |           |  |  |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|         | KARKAMIS DAM and HEPP | ✓         |           |  |  |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Turquie |                       |           |           |  |  |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|         | MURATLI DAM and HEPP  | ✓         |           |  |  |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|         |                       |           |           |  |  |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|         |                       |           |           |  |  |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|         |                       |           |           |  |  |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|         |                       |           |           |  |  |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|         |                       |           |           |  |  |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Turquie |                       |           |           |  |  |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

|         |                      |   |  |  |  |  |  |  |         |  |         |  |  |  |
|---------|----------------------|---|--|--|--|--|--|--|---------|--|---------|--|--|--|
|         | BORÇKA DAM and HEPP  | ✓ |  |  |  |  |  | TÜRKİYE GARANTİ BANKASI A.Ş. LUXEMBOURG BRANCH | 122590  |  | Austria |  |  |  |
|         |                      |   |  |  |  |  |  | VA TECH FINANCE                                | 9532    |  |         |  |  |  |
|         |                      |   |  |  |  |  |  | KWF KREDITANSTAL AVUSTURYA                     | 22789   |  |         |  |  |  |
|         |                      |   |  |  |  |  |  | ABN AMRO BANK NV                               | 21701   |  |         |  |  |  |
|         |                      |   |  |  |  |  |  | NISSHIO IWAI CORP                              | 59351   |  |         |  |  |  |
|         |                      |   |  |  |  |  |  | SOCIETE GENERALE                               | 202698  |  |         |  |  |  |
|         | ERMENEK DAM and HEPP | ✓ |  |  |  |  |  | BAYERISCHE LANDESBANK GROZENTRAL E             | 612930  |  | Austria |  |  |  |
|         | DERİNER DAM and HEPP | ✓ |  |  |  |  |  | SWISS BANK CORP.                               | 33541   |  | Russia  |  |  |  |
|         |                      |   |  |  |  |  |  | AKBANK T.A.Ş. MALTA BRANCH                     | 672857  |  |         |  |  |  |
|         |                      |   |  |  |  |  |  | CREDIT SUISSE FIRST BOSTON                     | 20036   |  |         |  |  |  |
|         |                      |   |  |  |  |  |  | UBS AG ZÜRIH                                   | 1240    |  |         |  |  |  |
|         |                      |   |  |  |  |  |  | ABN AMRO BANK NV                               | 224245  |  |         |  |  |  |
|         |                      |   |  |  |  |  |  | ABB EXPORT                                     | 60853   |  |         |  |  |  |
| Turquie |                      |   |  |  |  |  |  | SBC WARBURG DILLION                            | 37375   |  |         |  |  |  |
| Turquie | TOTAL                |   |  |  |  |  |  |  | 2507690 |  |         |  |  |  |

| Turquie  | TOTAL en milliers €   |                                  |                               |                |              |                           |       | 2 507 690              |                              |   |                           |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
|--|---|----------------------------------|-------------------------------|----------------|--------------|---------------------------|-------|------------------------|------------------------------|---|---------------------------|------|-------|--|--|--|--|--|--|--|
| <b>Operations implemented since 1995 in the water sector</b> |   |                                  |                               |                |              |                           |       |                        |                              |   |                           |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>Country :</b>   |   |                                  |                               |                |              |                           |       |                        |                              |   |                           |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
|  |   |                                  |                               |                |              |                           |       |                        |                              |   |                           |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
|  |   |                                  |                               |                |              |                           |       |                        |                              |   |                           |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
| Name of the programme or project                             |   | Wat er res our ces ma nag em ent | Wat er de ma nd ma nag em ent | Wa ter sup ply | Sani tatio n | Re sea rch pro gra m me s | Other | Year(s) of financement | Global amount of the project | European Commission (precise the initiative or programme) | Cost and financing (in €) |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
|  |   |                                  |                               |                |              |                           |       |                        |                              |   | Banks (precise)           |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
|  |   |                                  |                               |                |              |                           |       |                        |                              |   | Bilateral aid (countries) |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
|  |   |                                  |                               |                |              |                           |       |                        |                              |   | Other donors              |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
| Turquie  | Project 1   |                                  |                               |                |              |                           |       |                        |                              | Amount  | Bank                      | Loan | Grant |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Şanlıurfa Drinking Water Treatment Plant and Pomp Station         |                                  |                               |                |              |                           |       | 1996                   | 30 416 800 €                 | EU  | 12 192 802 €              |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
| Turquie  | Project 2   |                                  |                               |                |              |                           |       |                        |                              |   |                           |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Greater Istanbul Water Supply Project (Melen System)              |                                  |                               |                |              |                           |       | 1996                   | 680 481 166 €                | JBIC  | 614 993 321 €             |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
| Turquie  | Project 3   |                                  |                               |                |              |                           |       |                        |                              |   |                           |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Greater Istanbul Water Supply Project (Yeşilçay System)           |                                  |                               |                |              |                           |       | 1999                   | 184 207 476 €                | Kuveyt  | 110 228 730 €             |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
| Turquie  | Project 4   |                                  |                               |                |              |                           |       |                        |                              |   |                           |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Capacity Building Support to the Water Sector in Turkey           |                                  |                               |                |              |                           |       | 2006                   | 2 500 000 €                  | 2 375 000 €   |                           |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
| Turquie  | Project 5   |                                  |                               |                |              |                           |       |                        |                              |   |                           |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Capacity Improvement for Flood Forecasting & Flood Control in the |                                  |                               |                |              |                           |       | 2006                   | 4 080 000 €                  | 3 255 000 €   |                           |      |       |  |  |  |  |  |  |  |
| Turquie  | TR-BG CBC Region  |                                  |                               |                |              |                           |       |                        |                              |   |                           |      |       |  |  |  |  |  |  |  |

|   |  |  |  |  |      |                      |  |            |                     |  |  |  |  |  |
|---|--|--|--|--|------|----------------------|--|------------|---------------------|--|--|--|--|--|
| Project 6   |  |  |  |  |      |                      |  |            |                     |  |  |  |  |  |
| Turkey Emergency Flood & Earthquake Recovery Project<br>(TEFER) |  |  |  |  | 2003 | 84 000 000<br>€      |  | World Bank |                     |  |  |  |  |  |
| Turquie   |  |  |  |  |      |                      |  |            |                     |  |  |  |  |  |
| Turquie   |  |  |  |  |      | 895 105 442<br>,00 € |  |            | 737 414 853,00<br>€ |  |  |  |  |  |
| Turquie   |  |  |  |  |      | 895 105,44<br>€      |  |            | 737 414,85 €        |  |  |  |  |  |
|   |  |  |  |  |      |                      |  |            |                     |  |  |  |  |  |
|   |  |  |  |  |      |                      |  |            |                     |  |  |  |  |  |
|   |  |  |  |  |      |                      |  |            |                     |  |  |  |  |  |
|   |  |  |  |  |      |                      |  |            |                     |  |  |  |  |  |

## Annexe 6 : Fiches relatives aux différents objets de coopération

### Tableaux détaillés des programmes

|                            |  |
|----------------------------|--|
| <b>Nom du programme</b>    | <b>Programme de surveillance continue en matière de pollution de la Méditerranée (MED- POL) (Page 17)</b>  |
| <b>Zone géographique</b>   | Albanie, Algérie, Croatie, Chypre, Grèce, Israël, Maroc, Slovénie, Syrie, Tunisie et Turquie   |
| <b>Mode de financement</b> |  |
| <b>Durée</b>               | 1975-2005, phase I (1975-1980), phase II (1981-1995), phase III (1996-2005)  |
| <b>Budget total</b>        |  |
| <b>Thèmes principaux</b>   | Assurer une surveillance continue et fournir un travail scientifique dans le domaine de la pollution de la mer Méditerranée.   |
| <b>Objectifs</b>           | <p>Phase I : -dresser un bilan de l'état de l'environnement de la Méditerranée et fournir aux Etats participants les informations scientifiques et techniques nécessaires pour négocier et appliquer les protocoles environnementaux</p> <p>Phase II : - fournir les informations requises pour l'application de la Convention et de ses protocoles</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-fournir également les indicateurs et les évaluations de l'efficacité des mesures décidés dans la Convention</li> <li>-fournir l'information scientifique susceptible d'entraîner la modification de ladite Convention et de ses protocoles</li> </ul> <p>Phase III : -les présentations périodiques de l'évaluation de l'état de l'environnement des sites critiques et des zones cotières</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-identifier les tendances temporaires de certaines contaminations pour évaluer l'efficacité des actions et des politiques menées</li> <li>- renforcer le contrôle de la pollution grâce au respect des règles nationales et internationales</li> </ul> |
| <b>Activités</b>           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- le travail de suivi lié à l'application de protocole sur les pollutions maritimes d'origine tellurique (dit LBS Protocole) et de protocole sur la décharge des déchets dangereux</li> <li>- assistance avec la formulation et l'application des programmes d'évaluation de la pollution contenant des mesures pour contrôler la pollution, ainsi que la préparation des plans d'action qui visent l'élimination de la pollution d'origine tellurique provenant surtout de milieu urbain et des activités industrielles</li> <li>- organisation de formation, de séminaires, ateliers pour le personnel scientifique des pays bénéficiaires</li> <li>- assistance avec l'équipement de laboratoires et la mise en œuvre d'une méthodologie commune pour l'analyse de la pollution</li> </ul>   |
|                            | ** Il n'existe aucun document décrivant les résultats, les limites, les points positifs, les menaces et les opportunités que représente cet instrument pour le secteur de l'eau dans la région méditerranéenne ; ainsi les commentaires suivants sont basés sur l'analyse des experts**  |
| <b>Résultats</b>           | - participation à la préparation et l'adoption par les Parties Contractantes à la Convention de Barcelone d'un Programme   |

|                     |   |
|---------------------|---|
|                     | <p>d'Action Stratégique (SAP MED) qui comporte les activités régionales et nationales pour traiter la pollution d'origine tellurique, pour identifier les catégories clés des substances polluantes et des activités à interdire ou à contrôler par les pays méditerranéens d'ici 2025</p> <p>- onze Accords d'Evaluation ont été signés pendant la période 1999-2004</p> |
| Points positifs     | <p>- les objectifs sont formulés en accord avec les Conventions et les programmes régionaux et internationaux, comme par exemple les Directives européennes, les politiques et les stratégies communautaires et les Conventions de Stockholm et de Bâle</p>   |
| Limites             | - tous les pays méditerranéens ne participent pas à ce programme  |
| Menaces             | - la non-participation de certains pays peut limiter le succès du programme   |
| Opportunités        | <p>- une coopération intense peu naître entre le PAM et l'UE grâce à la mise en œuvre de l'initiative Horizon 2020 et de la Stratégie de l'environnement pour la méditerranée COM (2006) 475</p>  |
| Chargé de programme | <p><b>Mme. S Colpan Polat Beken</b><br/> MED-POL Programme Officer<br/> UNEP<br/> Coordinating Unit for MAP<br/> Vas. Konstantinou 48 (2<sup>nd</sup> floor)<br/> 11635 Athens<br/> Greece<br/> Tel: 30-210 7273 132<br/> Fax: 30-210 7253 196/7<br/> E-mail: scpb@unepmap.org</p>  |

|                     |  |
|---------------------|--|
| Nom de l'initiative | <b>3<sup>ème</sup> Atelier Régional sur la Gestion de Demande en Eau (Plan Bleu) (Page 17))</b>  |
| Zone géographique   | Pays côtiers de la Méditerranée- Espagne, France, Principauté de Monaco, Italie, Malte, Slovénie, Croatie, Bosnie et Herzégovine, Serbie, Monténégro, Albanie, Grèce, Turquie, Chypre, Syrie, Liban, Israël, Autorité Palestinienne, Egypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, |
| Gouvernance         | Plan Bleu - (Un des Centres d'Activité Régionaux du plan d'Action pour la méditerranée (PAM) du PNUE)  |
| Mode de financement | Commission européenne -MEDA-Eau, PNUE  |
| Durée               | 19-21 mars 2007, Saragosse, Espagne  |
| Budget total        |  |
| Objectifs           | La prise en compte de la gestion de demande en eau dans les politiques d'eau.  |
| Thèmes principaux   | Les économies et la maîtrise de l'eau comme alternative à des ressources en eau conventionnelles   |
| Activités           | <p>- organisation des ateliers sur la gestion de demande en eau (19-21 mars 07, Saragosse, Espagne)</p> <p>- échange des bonnes pratiques, diffusion des résultats d'études sur des sujets eau</p>   |
| Résultats           | - publication des recommandations en matière de la gestion de la demande en eau  |

|                     |   |
|---------------------|---|
| Points positifs     | -proposition d'une alternative à des ressources conventionnelles et d'une approche nouvelle, mais simple à mettre en oeuvre<br>-contrairement aux autres initiatives financées par MEDA –Eau, il ne réunit que des pays côtiers de la méditerranée, donc les pays directement concernés<br>-la coopération entre l'UE et les NU |
| Limites             | -les recommandations ne sont pas accompagnées d'objectifs concrets  |
| Chargé de programme | <b>M. Henri-Luc Thibault</b><br>Directeur du Plan Bleu<br>15, rue Beethoven<br>Sophia-Antipolis<br>06560 Valbonne<br>France<br>Tel : +33 4 92 38 71 30<br>Fax : +33 4 92 38 71 31<br>planbleu@planbleu.org  |

| Nom du programme    | Programme MEDA (Page 22)  |
|---------------------|---|
| Zone géographique   | EU 27 + Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie, et Turquie, (Lybie a un statut d'observateur)  |
| Mode de financement | Commission européenne, BEI  |
| Durée               | 1995-2006   |
| Budget total        | MEDA I (1995-1999):<br>CE 3,435 millions d'euros<br>BEI 4,808 millions d'euros (en prêts)<br>MEDA II ( 2000-2006):<br>CE 5,350 millions d'euros<br>BEI 6,4 millions d'euros (en prêts) + 1 million d'euros pour les projets transnationaux<br>2003 - 600,3 millions d'euros des fonds MEDA ont été engagés  |
| Thèmes principaux   | Soutenir financièrement la mise en œuvre du partenariat Euro-Méditerranéen et des objectifs dérivés de la Déclaration de Barcelone de 1995.   |
| Objectifs           | <p>En matière de coopération régionale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- définition d'une zone commune de paix et de stabilité à l'aide de renforcement de la sécurité et du dialogue politique (Chapitre sécurité et justice)</li> <li>- création d'une zone dédiée à la prospérité partagée à travers le partenariat économique et financier et par la mise en place d'une zone de libre échange (Chapitre économie et les échanges)</li> <li>- rapprochement entre les peuples à travers un partenariat sociétal, culturel et humain, encouragement de la compréhension entre les cultures ainsi que les échanges entre les acteurs de la société civile (Chapitre société, culture et les droits de l'homme)</li> </ul> <p>En matière de coopération bilatérale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soutien à la transition économique - préparer la mise en place d'une zone de libre échange à travers l'accroissement de la</li> </ul> |

|                 |   |
|-----------------|---|
|                 | <p>compétitivité avec comme but d'atteindre une croissance économique durable, particulièrement à l'aide du développement du secteur privé</p> <p>- renforcement du tissu socio-économique - pour minimiser l'impact à court terme que la transition économique allait avoir sur la politique sociale</p>   |
| Activités       | <ul style="list-style-type: none"> <li>-le programme offre un soutien technique et financier pour accompagner la réforme de l'économie et des structures sociales dans les pays méditerranéens partenaires</li> <li>-le programme s'applique aux Etats, aux autorités locales et régionales, aux acteurs de la société civile</li> <li>-les priorités et les actions décidées tiennent compte de la situation dans chaque pays et sont décrites dans les Programmes Indicatifs Régionaux et Nationaux</li> <li>-un soutien financier aux programmes comme MEDA-Eau, SMAP, MED-PACT, SAFEMED, MEDSTAT</li> </ul>   |
|                 | <p>**En 2005, ECORYS a mené une évaluation à mi-parcours du programme MEDA II et certains éléments de ce document ont servi pour la partie suivante de cette fiche**</p>  |
| Résultats       | <p>Les accords d'association</p> <p>Les Programmes Indicatifs Régionaux et Nationaux</p> <p>Création de l'office de coopération EuropeAid en 2001</p> <p>Réalisation des nombreux projets comme par exemple :</p> <p>Liban</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Projet « Des eaux usées de Tripoli » (Prêt bonifié de la BEI – 14,7 millions d'euros)</li> <li>-Soutien à la protection de l'environnement (18 millions d'euros)</li> </ul> <p>Jordanie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Programme d'intervention dans le secteur hydraulique (13,7 millions d'euros)</li> <li>-L'unité de gestion pour le Programme de réhabilitation de l'eau à Amman (5 millions d'euros)</li> </ul> <p>La facilité d'ajustement structurel : domaine de l'eau (120 millions d'euros)</p> <p>L'assainissement dans les zones rurales – PAGER (40 millions d'euros), Maroc</p> <p>Une installation hydraulique pour les besoins de l'agriculture de Sahla (28,6 millions d'euros)</p> |
| Points positifs | <p>un programme unique et ambitieux, qui a posé des bases pour une nouvelle relation régionale et qui représente une pierre angulaire des relations Euro-méditerranéennes</p> <p>la décentralisation de la gestion du programme à travers l'implication des Délégations de l'UE dans les pays tiers Méditerranéens</p> <p>l'amélioration en terme de la gestion financière, de la distribution annuelle des ressources et de l'efficacité entre MEDA I et MEDA II</p> <p>MEDA II se concentrait plus sur le chapitre politique et de la sécurité, suite au changements dans le contexte international</p> <p>- une évaluation ex-post de programme MEDA est prévue</p>  |
| Limites         | <p>Avec la DG Relex qui prépare la stratégie et les Programmes Indicatifs pour trois ans et avec EuropeAid qui gère les projets et les programmes et élabore les budgets annuels, il reste peu d'espace</p>   |

|                     |  |
|---------------------|--|
|                     | <p>pour la participation des pays bénéficiaires.</p> <p>les ressources disponibles pour réaliser ce programme ambitieux contenant des nombreux objectifs ont été jugées comme limitées</p> <p>la convergence économique entre la rive nord et la rive sud de la Méditerranée semble plutôt faible. La réalisation de la zone de libre-échange d'ici 2010 est peu probable. Les échanges commerciaux entre les pays du sud restent faibles.</p> <p>la participation des populations, de la société civile et l'appropriation des projets en général ont été jugés insuffisantes</p> <p>les thèmes transversaux, comme égalité des chances entre les femmes et les hommes, la réduction de la pauvreté ou l'environnement n'ont pas toujours été intégrés dans tous les documents ou les projets</p> <p>le niveau de transparence en ce qui concerne la sélection des projets et les accord budgétaires a été jugée faible</p> <p>peu de flexibilité dans l'adaptation à des circonstances</p> <p>peu de petits projets, traditionnellement réalisés par la société civile, ont vu le jour parce que la lourdeur administrative du programme MEDA est trop pesante par rapport à la taille de certains projets</p> <p>coordination insuffisante entre la DG Relex et EuropeAid</p> |
| Menaces             |  |
| Opportunités        |  |
| Chargé de programme | Commission européenne<br>DG Relex  |

|                     |   |
|---------------------|---|
| Nom du programme    | <b>MEDA – Eau (Page 24)</b>   |
| Zone géographique   | EU 27, Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie, Autorité Palestinienne (37 pays)   |
| Gouvernance         | EU, Délégation de la CE en Jordanie, Comité Euromed   |
| Mode de financement | EU  |
| Durée               | 2002 - 2007   |
| Budget total        | 40M€  |
| Objectifs           | Application de Plan d'Action de Turin (1999), qui vise à améliorer la gestion locale de l'eau à travers la coopération des ONG des pays membres de l'EU et des ONG des pays bénéficiaires. Renforcement des capacités, transfert de savoir faire, construction des prototypes, campagnes d'informations.          |
| Thèmes principaux   | Participation de toutes les parties concernées (villages, minorités, femmes) à la prise de décision dans le domaine de l'eau<br>Utilisation des ressources non conventionnelles :<br>-assainissement<br>-traitement des eaux usées<br>-gestion de l'eau d'irrigation<br>-dessalement<br>-gestion de la sécheresse |
| Activités           | 9 projets :<br>ADIRA – dessalement de l'eau de mer et de l'eau saumâtre dans les zones rurales à l'aide des énergies renouvelables<br>EMPOWERS – améliorer la participation de toutes les parties concernées (villages, minorités, femmes) à la prise de décision   |

|                     |  |
|---------------------|--|
|                     | <p>dans le domaine de l'eau</p> <p>EMWATER – projet d'assainissement et de traitement des eaux usées</p> <p>IRWA – amélioration de la gestion de l'eau d'irrigation en Jordanie et Liban</p> <p>ISIIMM- Innovations sociales et institutionnelles dans la gestion de l'irrigation</p> <p>MEDAWARE- développement des outils et des orientations pour promouvoir le traitement des eaux usées en milieu urbain et leur réutilisation dans l'agriculture</p> <p>MEDROPLAN – développement des orientations pour les plans sécheresse</p> <p>MEDWA – gestion durable de l'eau sur les fermes</p> <p>ZERO-M – développement d'un concept de municipalité avec un circuit complet de l'usage de l'eau (accès à l'eau, traitement des eaux usées, leur réutilisation dans l'agriculture)</p> <p>Dans le cadre du programme MEDA-Eau, EMWIS/SEMIDA – Système euroméditerranéen d'information sur le savoir-faire dans le domaine de l'eau -est chargé de Développer et faciliter l'accès à l'information sur l'eau.</p> |
| Résultats           | <p>Les attitudes des membres de la communauté vis à vis la gestion de l'eau ont évolué.</p> <p>Une plus grande participation des communautés à la prise des décisions concernant la gestion de l'eau. Un dialogue actif a été instauré avec les autorités.</p> <p>L'idée de la réutilisation de l'eau est mieux acceptée.</p> <p>Un plus grand nombre des femmes sont impliquées dans la planification au sein de leur communauté.</p> <p>Des projets concrets ont été réalisés.</p>   |
| Points positifs     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- 9 projets concrets, dont 4 avec une approche participative</li> <li>- les villages préparent et négocient leur plan d'amélioration de la gestion de l'eau</li> <li>- l'idée de la réutilisation de l'eau est mieux acceptée</li> <li>- des nombreux échanges en savoir faire entre Nord et Sud</li> <li>- la coordination des projets par RMSU et la Délégation de la CE en Jordanie a permis de approfondir les relations avec les pays du Maghreb et les responsables locaux ou nationaux</li> </ul>  |
| Limites             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- les projets et initiatives sont construits au niveau européen, souvent avec une consultation préalable insuffisante des usagers finaux sur leurs besoins réels</li> <li>- les projets sont souvent gérés au niveau européen, alors qu'un transfert de savoir faire passe aussi par la gestion des projets</li> <li>- l'application de ce programme reste très locale, visant les villages et les petites communes, ce qui nuit souvent à la transmission des résultats aux décideurs au niveau central</li> <li>- les informations collectés par le SEMIDE devront être davantage prises en compte par les usagers</li> <li>- le premier Bulletin MEDA – Eau a été publié en mars 2007, c'est à dire à la fin du programme</li> </ul>   |
| Chargé de programme | <p>M. Andrew Warsap</p> <p>Development Officer</p> <p>Délégation de la Commission Européenne en Jordanie</p> <p>Al Ameerah Basma Street</p>  |

|  |   |
|--|---|
|  | <p>North Abdoun<br/>Amman<br/>Jordanie<br/>Tel: +962 656 68 191<br/>Fax: + 962 656 86 746<br/>E-mail: <a href="mailto:andrew.warsap@ec.europea.eu">andrew.warsap@ec.europea.eu</a></p> <p>M. Gert Soer<br/>Unité Régionale de Suivi et d'Appui (RMSU)<br/>Wadi Saqra Building, 6th floor, office 3,<br/>Wadi Saqra street, Amman, Jordan<br/>Tel/Fax: +962 (0)6 554 41 46<br/>e-mail : <a href="mailto:rmsu.amman@medawater-rmsu.org">rmsu.amman@medawater-rmsu.org</a><br/>site web : <a href="http://www.medawater-rmsu.org">www.medawater-rmsu.org</a></p> |
|--|---|

|                            |  |
|----------------------------|--|
| <b>Nom de l'initiative</b> | <b>SEMIDE (EMWIS) - Système Euro-Méditerranéen d'Information sur les savoir-faire dans le Domaine de l'Eau (Page 23)</b>   |
| <b>Zone géographique</b>   | EU 27, Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie, Autorité Palestinienne  |
| <b>Gouvernance</b>         | Comité directeur, Commission européenne, Comité Euromed  |
| <b>Mode de financement</b> | Commission européenne, France, Italie, Espagne   |
| <b>Durée</b>               | Décision en 1996 (Conférence de Marseille), mise en place en 1999  |
| <b>Budget total</b>        | 5,8 M € (1999-2007)  |
| <b>Objectifs</b>           | <ul style="list-style-type: none"> <li>-faciliter l'accès à l'information sur l'eau dans le région méditerranéenne</li> <li>-développer la mise en commun des informations sur l'eau dans le région méditerranéenne</li> <li>-élaborer des produits communs et des programmes de coopération</li> </ul>  |
| <b>Thèmes principaux</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- le renforcement de la coopération régionale en matière de l'eau à travers la création d'un instrument de collecte, de traitement et de diffusion d'une information sur l'eau</li> </ul>   |
| <b>Activités</b>           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- organisation d'une réunion du Comité Directeur par an,</li> <li>-améliorer le transfert de savoir-faire entre les partenaires du SEMIDE, notamment en ce qui concerne le processus conjoint Med-Euwi/DCE</li> <li>- définir les standards communs d'échange des données entre les Systèmes Nationaux de l'Information sur l'Eau (SNIE) et développer leur mise en œuvre</li> <li>- faciliter la collecte des données sur les initiatives internationales</li> <li>-effectuer une étude de faisabilité sur un mécanisme méditerranéen d'observation sur l'eau</li> <li>- Mise en place dans chaque pays d'un « Point focal national » (PFN), chargé de regrouper les informations issues des différentes institutions concernées.</li> <li>- Construction d'un portail Internet permettant l'accès aux informations nationales.</li> </ul> |
| <b>Résultats</b>           | <p><u>Phase 1 (1999-2002)</u>: la mise en place du système, du comité directeur, d'un comité de coordination, d'une unité technique et des 20 points focaux nationaux. Formation des équipes des points focaux nationaux.</p>  |

|                     |   |
|---------------------|---|
|                     | <p><u>Phase 2 (2003-2006)</u> : renforcement des points focaux nationaux à travers des formations, échange d'expérience, séminaires, collecte des informations. Promotion du système. L'introduction de la langue arabe sur le site web. Assistance avec l'organisation de la conférence des Directeurs de l'Eau des Pays Euro-méditerranéens et de l'Europe du Sud-Est (6-7 novembre 2006n Athènes)</p> <p><u>Phase 3 (2007-2010)</u> : organisation de la conférence des Directeurs de l'Eau des Pays Euro-méditerranéens et de l'Europe du Sud-Est (10-11 décembre 2007, Ljubljana, Slovénie)</p> <p>Soutien en terme de références, documentation et contacts à l'étude intitulée « Bilan et perspective de la coopération dans secteur de l'eau en Méditerranée » menée par deux Ingénieurs Généraux des Ponts et Chaussées et financée par la Direction de l'Eau du MEDAD.</p> <p>Avancement dans l'élaboration des SNIE.</p> |
| Points positifs     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- un dialogue politique et la création d'un réseau des Directeurs de l'Eau des pays méditerranéens</li> <li>- un soutien politique fort et une participation active de la part des autorités de l'eau des pays méditerranéens (envoi des données, partage des expériences et des informations sur les politiques menées) de la part des autorités de l'eau des pays méditerranéens</li> <li>- la mise en œuvre des sites web régionaux et nationaux contenant des données institutionnelles sur l'eau</li> <li>- échange des expériences entre les principales autorités nationales responsables pour la gestion d'eau (révisions de la législation, coopération entre les institutions)</li> <li>- l'élaboration des SNIE</li> </ul>  |
| Limites             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- le degré de participation n'est pas le même pour toutes les pays, qui craignent la critique, suite à la publication des leur données</li> <li>- le partage des informations est difficile, dû à des différentes manières de procéder l'information, à des différents contextes juridiques etc.</li> <li>- une prise en compte limitée de la DCE</li> </ul>   |
| Chargé de programme | <p>M. Pascal Berteaud,<br/> <b>Président du Comité Directeur du SEMIDE</b><br/>         Directeur de l'Eau<br/>         Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables<br/>         20, avenue de Ségur<br/>         75302 Paris<br/>         France<br/>         Tel : +33 (0)1 42 19 1201<br/>         Fax : +33 (0)1 42 19 12 06<br/>         E-mail : <a href="mailto:pascal.berteaud@ecologie.gouv.fr">pascal.berteaud@ecologie.gouv.fr</a></p> <p>Mr. Eric Mino<br/>         Coordinateur et Gérant de l'unité technique<br/>         SEMIDE-UT<br/>         BP 23<br/>         06901 Sophia-Antipolis<br/>         France<br/>         Tel : +33 (0) 492 942 290</p>   |

|                            |   |
|----------------------------|---|
| <b>Nom du programme</b>    | <b>Programme d'action prioritaire à court et moyen terme pour l'environnement (SMAP) (Page 25)</b>  |
| <b>Zone géographique</b>   | UE 27+ Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie, Turquie   |
| <b>Mode de financement</b> | CE-Programme MEDA, UNEP, Banque mondiale  |
| <b>Durée</b>               | 1997-2008 SMAP I: 1997-2000, SMAP II: 2001-2004, SMAP III: 2005-2008  |
| <b>Budget total</b>        | MEDA- SMAP I: 6 M €<br>SMAP II : 30 M €<br><u>SMAP III: 15 M €</u><br>51 M €  |
| <b>Thèmes principaux</b>   | Encourager tous les partenaires méditerranéens à adopter les politiques et les stratégies durables et renforcer le statut de l'environnement dans la région.  |
| <b>Objectifs</b>           | gestion intégrée des eaux<br>gestion intégrée des déchets<br>les zones à risque (en terme de pollution et de perte de biodiversité)<br>gestion intégrée des zones côtières<br>combattre la désertification  |
| <b>Activités</b>           | renforcement des capacités<br>promouvoir la prise de conscience à travers des campagnes d'information et de sensibilisation<br>développement des réseaux<br>les évolutions de l'impact  |
|                            | ** Il n'existe aucun document décrivant les résultats, les limites, les points positives, les menaces et les opportunités que représente cette initiative pour le secteur de l'eau dans la région méditerranéenne ; ainsi les commentaires suivantes sont basés sur l'analyse des experts**   |
| <b>Résultats</b>           | SMAP I – 6 projets environnementaux régionaux, dont un portant sur l'eau (Good Water Neighbours (GWN) – Programme Communautaire de Conservation de l'Eau pour promouvoir une prise de conscience des Communautés Locales<br>SMAP II – 8 projets, dont trois portants sur l'eau (Programme de pompage photovoltaïque des eaux dans les pays méditerranéens, MedMAP- Projet Régional pour la protection des aires marines et côtières dans la Région Méditerranéenne, Projet de gestion intégrée des bassins versants)<br>SMAP III-8 projets liés à la GIZC (Gestion Intégrée des zones côtières) |
| <b>Points positifs</b>     | - Le projet GWN a réussi à traiter certains problèmes liés à l'eau au niveau local en développant des solutions peu coûteuses au niveau des communautés pour faire des économies d'eau et pour réutiliser l'eau.<br>- Les établissements scolaires, qui servent de modèle pour le projet, ont été équipés avec les systèmes d'économie et de préservation de l'eau.   |

|                     |  |
|---------------------|--|
|                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- MedMAP a établi une base pour la biodiversité marine dans 7 pays.</li> </ul>  |
| Limites             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La situation politique au Moyen-Orient empêche parfois la libre circulation des équipes et des membres des communautés participant aux projets et présente une entrave à la coopération transfrontalière.</li> <li>- Les services de maintenance et les services de collecte de frais du système de pompage photovoltaïque des eaux manquent de capacité de gestion.</li> <li>- MedMAP- les besoins et les bienfaits des zones marines protégées ne sont pas pleinement reconnus dans la région, ce qui rend la réalisation de certains projets difficile.</li> <li>- Projet de gestion intégrée des bassins versants – des données indisponibles</li> <li>- La phase SMAP III manque d'aspect régional; la majorité des projets semble être orientée vers les pays, plutôt que vers la coopération régionale.</li> </ul> |
| Menaces             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- La situation politique au Moyen-Orient peut empêcher parfois la libre circulation des équipes et peut présenter une entrave à la coopération internationale au sein du projet SMAP III.</li> <li>- Les projets dans la phase SMAP I et SMAP II ont été orientés vers la coopération transfrontalière et ont permis aux pays de coopérer. Avec la phase SMAP III les projets de la GIZC s'orientent vers les pays plutôt que vers la coopération régionale, ce qui peut résulter dans la perte des réseaux transfrontalières établis lors de la phase I et II.</li> </ul>  |
| Opportunités        | La méthodologie de ce programme peut être appliquée dans d'autres zones géographiques.   |
| Chargé de programme | <p><b>Délégation de l'EU en Egypte</b><br/> 37, Gamaet El Dowal El Arabeya St.<br/> El-Fouad Office Bldg. 11th floor<br/> Mohandessin, Giza (Cairo)<br/> Egypte<br/> Tel : (+20-2) 3749 4680<br/> Fax : (+20-2) 3749 5363<br/> E-mail : <a href="mailto:delegation-egypt@ec.europa.eu">delegation-egypt@ec.europa.eu</a></p>   |

|                     |  |
|---------------------|--|
| Nom du programme    | <b>MED-PACT (Le programme de Partenariat entre Collectivités Territoriales en Méditerranée) (Page 26)</b>  |
| Zone géographique   | EU 27 + Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie, et Turquie  |
| Mode de financement | Commission européenne et la BEI à travers le chapitre société, culture et les droits de l'homme du Programme MEDA  |
| Durée               | 2006-2009  |
| Budget total        | 5 millions d'euros/cca 500 000 d'euros par projet  |
| Thèmes principaux   | Encourager une meilleure compréhension entre les sociétés civiles du nord et du sud de la méditerranée à travers le développement de la coopération, des échanges et du dialogue entre les villes. |
| Objectifs           | à travers le partenariat entre les villes, assister les pays du sud dans leur effort pour atteindre un développement durable et plus équilibré   |

|                 |   |
|-----------------|---|
|                 | <p>promouvoir une meilleure gestion municipale, une meilleure utilisation des outils de gestion et l'association des différents acteurs urbains à la mise en œuvre de ce programme</p> <p>coopérer principalement dans trois secteurs :</p> <p>l'assistance à la définition, à la promotion et à la mise en œuvre des stratégies de développement urbain durable</p> <p>l'appui à la mise en œuvre de politiques urbaines spécifiques relatives particulièrement au développement économique, à la préservation de l'environnement et à la meilleure gestion des ressources naturelles, à la conception et à la mise en œuvre d'une politique de mobilité et de transport et à des mesures de protection et d'insertion des populations défavorisées</p> <p>le renforcement des moyens de gouvernance locale à travers la mise en place d'un cadre institutionnel, législatif et administratif moderne, à travers la bonne gestion et la formation du personnel des municipalités</p> |
| Activités       | <p>Suite à l'appel aux propositions, lancé en avril 2006, neuf projets ont été retenus, dont un directement lié au domaine de l'eau : GUIFORMED (GUIDelines for the FORMation of managers and operators of MEDiterranean coastal wastewater treatment systems- Les règles pour la formation des gestionnaires et des opérateurs des systèmes de traitement des eaux usées dans la Méditerranée). Le projet est coordonné par GATAB (Groupement des Municipalités d'Antalya Sud) en Turquie et implique les municipalités du Liban, de la Tunisie et de la Turquie. Le budget du projet s'élève à 550 000 euros.</p>   |
|                 | <p>** Il n'existe aucun document décrivant les résultats, les limites, les points positifs, les menaces et les opportunités que représente cet instrument pour le secteur de l'eau dans la région méditerranéenne ; ainsi les commentaires suivants sont basés sur l'analyse des experts**</p>  |
| Résultats       | <p>GUIFORMED - un Plan d'Action pour chaque année a été rédigé mai 2007- lancement des préparatifs d'un questionnaire sur l'évaluation des besoins</p> <p>novembre 2007 – envoi de ce questionnaire aux partenaires</p> <p>GEMM – octobre 2007 – atelier en Turquie et en Jordanie</p> <p>ARCHIMEDE – septembre 2007 – premier bulletin</p> <p>création des groupes de travail</p> <p>une analyse SWOT a été menée pour la régénération urbaine</p> <p>sélection de quatre projets- début de leur mise en œuvre- janvier 2008</p> <p>création de site web MED-PACT et des sites des projets</p>   |
| Points positifs | <p>la majorité des projets est gérée par les villes chefs de file et non par la Commission européenne</p> <p>premier semestre 2007 – la gestion des trois projets a été décentralisé vers les Délégations de l'UE en Tunisie, Algérie et Israël</p>   |
| Limites         | <p>GUIFORMED est le seul projet coordonné par un autre pays que les pays du nord de la méditerranée</p> <p>peu de participation de la société civile (ONG, les associations des habitants etc.)</p>   |
| Menaces         |   |

|                     |   |
|---------------------|---|
| Opportunités        | une coopération technique peu constituer un bon moyen pour améliorer la compréhension dans la région méditerranéenne  |
| Chargé de programme | <p>Commission européenne<br/>EuropeAid and Délégations<br/><b>Jesus Lavina</b><br/>Rue de la Loi 200<br/>B-1049 Bruxelles<br/>BELGIQUE<br/>Tel: +32 2 2969532<br/>Fax: + 32 2 2955665<br/>E-mail: jesus.lavina@ec.europa.eu</p> |

|                     |  |
|---------------------|--|
| Nom du programme    | <b>Le projet de la coopération Euromed sur la sécurité maritime et la prévention de la pollution par les navires (SAFEMED) (Page 27)</b>   |
| Zone géographique   | EU 27 + Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie, et Turquie  |
| Mode de financement | Commission européenne et la BEI à travers le programme MEDA  |
| Durée               | 2005-2008  |
| Budget total        | 4,5 millions d'euros   |
| Thèmes principaux   | renforcement de la sécurité et de la sûreté maritime<br>renforcement de la coopération dans le domaine de l'environnement marin  |
| Objectifs           | réaliser une amélioration durable de la protection des eaux méditerranéennes contre le risque d'accidents en mer et de pollution marine<br>réduction supplémentaire du fossé existant dans l'application de la législation maritime dans la région entre les Etats Membres de l'UE et les partenaires méditerranéens à travers la promotion d'une application cohérente, efficace et uniforme des conventions internationales et des réglementations visant le milieu marin, la sécurité maritime et la prévention de pollution provenant des bateaux de l'UE ou des pays du sud et de l'est méditerranéen   |
| Activités           | la mise en œuvre effective de la législation sur les pavillons nationaux et contrôle effectif des sociétés de classification<br>amélioration de la sécurité de la navigation au travers de développement d'un système de suivi du trafic<br>protection de l'environnement marin au travers de l'application des conventions, des codes et du développement des règles<br>évaluation de la sécurité des bateaux et des équipements portuaires à travers le niveau d'application du Code ISPC dans les pays bénéficiaires<br>publication des recommandations sur l'amélioration de la sécurité maritime<br>organisation des formations, des séminaires et des ateliers pour les membres des administrations maritimes des pays bénéficiaires<br>distribution des bourses pour les programmes de formation de niveau Master |
|                     | Un rapport sur l'avancement du projet SAFEMED a été publié et présenté à la 3 <sup>ème</sup> réunion de Sous-groupe sur la Sécurité maritime   |

|                     |  |
|---------------------|--|
|                     | et du Groupe Euromed Transport maritime (Réunion du Comité consultatif de SAFEMED) le 18 décembre 2006 à Bruxelles et certains éléments de ce documents ont servi pour la partie suivante de cette fiche**   |
| Résultats           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- en mai 2007 – 3 étudiants provenant de la Jordanie, du Liban et de la Turquie ont été diplômés du Master en droit à IMO IMLI, à Malte. Pour l'année 2008 3 étudiants de la Jordanie, de la Tunisie et de la Turquie participent au programme de Master.</li> <li>- la majorité des séminaires et des ateliers ont eu lieu comme prévu et d'autres formations et séminaires sont planifiés pour 2008</li> <li>- création de site web</li> </ul>  |
| Points positifs     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- le projet SAFEMED constitue une tentative ambitieuse d'amélioration de l'application de la législation maritime dans la région Méditerranéenne</li> </ul>   |
| Limites             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- les bénéficiaires devraient planifier et préparer en avance les activités futures du projet</li> <li>- les bénéficiaires devraient également s'assurer que les candidats choisis dans les rangs de leur administration maritime pour suivre les formations proposées par le projet possèdent le profil nécessaire pour bénéficier au maximum de ces formations</li> <li>- la participation au programme du Master est jugée très faible, parce qu'il y n'a que trois participants sur les 10 participants potentiels</li> </ul>   |
| Menaces             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- les délais dans le lancement du projet auraient pu empêcher la réalisation des projets</li> </ul>   |
| Opportunités        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- ce projet représente une opportunité pour le développement d'une approche commune, cohérente, et efficace de la problématique de l'environnement marin, de la sécurité et de la sûreté maritime dans la région méditerranéenne</li> </ul>   |
| Chargé de programme | <p>Le Centre Régional Méditerranéen pour l'Intervention d'Urgence contre la Pollution Marine Accidentelle (REMPEC)<br/> <b>“Maritime House”</b><br/> Lascaris Wharf<br/> Valletta<br/> VLT 1921<br/> MALTE<br/> Tel: + 356 21 33 72 96/7/8<br/> Fax: + 356 21 33 9951</p> <p>Commission européenne<br/> EuropeAid<br/> Leonidas Kioussis<br/> Manager de programmes<br/> Opérations centralisées pour l'Europe, la Méditerranée et le Moyen-Orient<br/> Rue de la Loi 200<br/> B-1049 Bruxelles<br/> BELGIQUE<br/> Tel: + 32 2 299 2851<br/> Fax: +32 2 295 5665<br/> E-mail: Leonidas.Kioussis@ec.europa.eu</p> |

|                  |   |
|------------------|---|
| Nom du programme | <b>Le programme de la coopération statistique euroméditerranéenne (MEDSTAT) (Page 27)</b> |
|------------------|---|

|                     |  |
|---------------------|--|
| Zone géographique   | EU 27, AELE, Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie, et Turquie   |
| Mode de financement | Instrument MEDA  |
| Durée               | Depuis 1996  |
| Budget total        | MEDSTAT I (1996-2003): 20 millions d'euros<br>MEDSTAT II (2006-2008): 30 millions d'euros  |
| Thèmes principaux   | Répondre à des engagements des Accords d'association entre l'UE et ses partenaires méditerranéens en terme de besoin d'information, surtout dans le domaine de libre échange, de développement durable, de développement social, et depuis 2003, dans le domaine de l'environnement (MEDSTAT-Env. II 2003-2006).   |
| Objectifs           | harmoniser les données statistiques avec les normes et les standards européens et internationaux<br>améliorer la compatibilité des données dans les pays partenaires, ainsi que leur compatibilité avec les données statistiques de l'UE et de l'AELE<br>améliorer les services offerts à des usagers par les offices nationaux de statistiques et par les organisations partenaires participant à la production des statistiques.<br>fournir en temps opportun des données fiables, pertinentes et de grande qualité aux fins de la prise de décisions politiques, de la bonne gouvernance, et du développement du partenariat Euro-méditerranéen |
| Activités           | collecte et dissemination de données cohérentes et harmonisées dans neuf domaines :<br>commerce extérieur<br>transport<br>migration<br>tourisme<br>environnement<br>les comptabilité nationale<br>statistiques à caractère social<br>énergie<br>agriculture<br>organisation de séminaires<br>fourniture de l'équipement nécessaire pour les systèmes informatiques des offices nationaux de statistiques et des organisations partenaires participant à la production des statistiques dans les pays partenaires<br>développer les systèmes d'échange d'information rapides et efficaces   |
|                     | **En 2000 une évaluation externe du programme a été menée et certains éléments de ce document ont servi pour la partie suivante de cette fiche**   |
| Résultats           | - Publication en 2006 du rapport « Les statistiques euro-méditerranéenne »<br>- Un certain nombre de missions d'identification ont été menées dans chaque pays partenaire et ont eu pour but de :<br>-en collaboration avec les usagers et les producteurs des statistiques, réaliser un examen approfondi des systèmes  |

|                     |   |
|---------------------|---|
|                     | <p>informatiques des offices nationaux (SIN) pour identifier les points forts et les lacunes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- déterminer la capacité des SIN à répondre aux besoins des usagers des données nationaux et internationaux en terme d'efficacité, de pertinence et de rapidité</li> <li>étudier le cadre législatif, l'organisation des services statistiques et des contraintes et opportunités en matière financière, des ressources humaines de l'équipement et de l'infrastructure</li> <li>proposer une assistance technique appropriée à court et moyen terme</li> </ul> <p>- Selon les priorités identifiées lors de ces missions, un certain nombre des sous-programmes MEDSTAT déjà mentionné a été établi, ainsi qu'un sous-programme traitant de la formation et des systèmes informatiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le comité des directeurs se réunit au moins une fois par an et publie un rapport d'activité.</li> <li>- Un groupe de réflexion a été créé en 1998.</li> </ul> |
| Points positifs     |   |
| Limites             | <p>Les recommandations de l'évaluation externe (2000) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le programme MEDSTAT devrait prêter plus d'attention aux besoins des usagers finaux.</li> <li>- La visibilité du programme devrait être améliorée.</li> </ul>  |
| Menaces             |   |
| Opportunités        |   |
| Chargé de programme | <p>Commission européenne<br/> Office statistique des communautés européennes - Eurostat<br/> Sandrine BEAUJEAN<br/> <a href="mailto:sandrine.beaujean@ec.europa.eu">sandrine.beaujean@ec.europa.eu</a><br/> DG AidCo<br/> Réjane BEURRIER<br/> <a href="mailto:Rejane.BEURRIER@ec.europa.eu">Rejane.BEURRIER@ec.europa.eu</a><br/> Rue de la Loi 200<br/> B-1049 Bruxelles<br/> BELGIQUE<br/> Tél : +352-430134987<br/> Fax: + 352-43013259</p>   |

|                     |  |
|---------------------|--|
| Nom de la politique | <b>La politique européenne de voisinage (PEV) (Page 33)</b>  |
| Zone géographique   | Ukraine, Moldavie, Bielorussie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdzan, Syrie, Liban, Israël, Autorité palestinienne, Jordanie, Egypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc        |
| Mode de financement | L'Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat (IEVP), les budgets nationaux, les prêts de la BEI  |
| Durée               | 2007-2013  |
| Budget total        | Commission européenne : cca 12 milliards d'euros<br>Prêts de la BEI : cca 12,4 milliards d'euros (8,7 milliards pour la région Méditerranéenne)<br>Budgets nationaux |
| Thèmes principaux   | Constituer un agenda compréhensif des relations avec les pays  |

|                     |  |
|---------------------|--|
|                     | voisins de l'UE dans des nombreux domaines, domaine de l'eau inclus.   |
| Objectifs           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bonne gouvernance et les réformes institutionnelles</li> <li>- Une intégration économique progressive</li> <li>- Développement économique et social</li> <li>- Approfondissement de la coopération politique et transfrontalière dans les secteurs variés (ex. secteur de l'eau)</li> </ul>   |
| Activités           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Adoption des Plans d'action de la PEV qui sont spécifiquement conçus pour et avec les pays voisins. Il s'agit des documents politiques définissant les priorités à court et moyen terme (3-5 ans). Ces plans d'action comprennent des éléments liés à l'eau comme par exemple :</li> <li>promotion de la bonne gouvernance en matière de l'environnement</li> <li>les domaines de l'environnement (l'eau, l'air, les déchets, la nature)</li> <li>renforcement de la coopération internationale et régionale</li> <li>les stratégies de développement durable</li> <li>les objectifs environnementaux spécifiquement liés à l'énergie et au transport</li> <li>- Chaque Plan d'action est formulé en tenant compte des spécificités de pays en question.</li> </ul> |
|                     | ** Il n'existe aucun document décrivant les résultats, les limites, les points positives, les menaces et les opportunités que représente cette politique pour le secteur de l'eau dans la région méditerranéenne ; ainsi les commentaires suivants sont basés sur l'analyse des experts**  |
| Résultats           | Pour le moment, les pays méditerranéens comme Liban, Egypte, l'Autorité palestinienne, Maroc, Jordanie, Tunisie et l'Israël ont inclus les actions liées à l'eau dans leur Plan d'action.  |
| Points positifs     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Il s'agit d'un cadre politique ambitieux pour les relations avec les pays voisins.</li> <li>- Cette politique offre diverses possibilités pour traiter des problématiques liées à l'eau et est soutenu par des instruments financiers concrets.</li> <li>- La formulation des Plans d'action et des projets concrets dépend de la participation active des pays partenaires.</li> </ul>   |
| Limites             |  |
| Menaces             |  |
| Opportunités        | La définition conjointe des agendas de l'UE et de ses voisins au niveau politique, économique et sectoriel pour être un bon exemple de la gouvernance.   |
| Chargé de programme | <p>Commission européenne<br/> DG Relations extérieures<br/> <b>Mme. Jenny Mård</b><br/> L'unité de coordination du secteur de la Politique Européenne de Voisinage<br/> European Neighbourhood Policy Sector Coordination Unit<br/> Rue de la Loi 200<br/> B-1049 Bruxelles<br/> BELGIQUE<br/> Tel : +(32) 2 2987280<br/> E-mail : <a href="mailto:jenny.mard@ec.europa.eu">jenny.mard@ec.europa.eu</a></p>  |

|                            |   |
|----------------------------|---|
| <b>Nom de l'instrument</b> | <b>L'Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat (IEVP) (Page 33)</b>  |
| <b>Zone géographique</b>   | Ukraine, Moldavie, Bielorussie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdzan, Syrie, Liban, Israël, Autorité palestinienne, Jordanie, Egypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc   |
| <b>Mode de financement</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bilatéral</li> <li>- Régional – IEVP Sud, IEVP Est</li> <li>- Interrégional – Facilité d'Investissement de Voisinage (FIV), TAIEX</li> <li>- Transfrontalière</li> <li>- Programmes thématiques dirigés sous L'Instrument de Financement de la Coopération au Développement (ICD)</li> </ul>   |
| <b>Durée</b>               | 2007-2013   |
| <b>Budget total</b>        | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Programmes régionaux –IEVP Sud chapitre environnement – 33 millions d'euros</li> <li>- Programme interrégional – IEVP Sud</li> <li>- Programme de la coopération transfrontalière IEVP Sud</li> <li>- Programmes thématiques environnement (dirigés par ICD) : 12,3 millions d'euros – changement climatique/biodiversité</li> <li>9,2 millions d'euros – L'Initiative européenne de l'eau et l'Initiative européenne de l'énergie</li> <li>- Programmes nationaux :</li> <li>Jordanie 10 millions d'euros – programme de gestion de l'eau prévue pour 2010</li> <li>Tunisie 43 millions d'euros – les initiatives en matière de l'énergie et de l'environnement prévus pour 2007</li> </ul> |
| <b>Thèmes principaux</b>   | Assistance à la réalisation des objectifs prévus par les réformes, développement économique et social, coopération transfrontalière   |
| <b>Objectifs</b>           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir les priorités décidées dans les Plans d'action de la PEV</li> <li>- Une approche simplifiée de la coopération transfrontalière</li> </ul>   |
| <b>Activités</b>           | Assistance technique - renforcement des capacités institutionnelles   |
|                            | ** Il n'existe aucun document décrivant les résultats, les limites, les points positives, les menaces et les opportunités que représente cet instrument pour le secteur de l'eau dans la région méditerranéenne ; ainsi les commentaires suivants sont basés sur l'analyse des experts**  |
| <b>Résultats</b>           | Les priorités et les budgets indicatifs pour 2007-2010 ont été adoptés  |
| <b>Points positifs</b>     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'IEVP représente une approche financière compréhensive pour les relations de l'UE avec ses voisins.</li> <li>- Cet instrument combine des moyens différents, comme par exemple le co-financement, les dons et les prêts et dépend d'une participation active des pays partenaires.</li> </ul>   |
| <b>Limites</b>             | L'eau est rarement mentionnée en tant que priorité en soi et elle est souvent incluse dans le volet environnement des Plans d'Action, même si l'eau est également importante pour d'autres secteurs comme l'économie, la santé publique etc.  |
| <b>Menaces</b>             | La contribution de la BEI sous forme des prêts (12,4 milliards d'euros) est presque égale au soutien financier de la Commission européenne (12 milliards d'euros). Le remboursement de ces prêts peut causer des difficultés à des pays avec une croissance économique plus lente.  |

|                     |  |
|---------------------|--|
| Opportunités        | Cet instrument permet de soutenir une meilleure coopération transfrontalière, qui devrait résulter en amélioration des relations avec les pays voisins et aider ainsi à établir un environnement politique stable autour des frontières de l'Europe.   |
| Chargé de programme | <p>Commission européenne<br/>DG Relations extérieures<br/><b>Mme. Jenny Mård</b><br/>L'unité de coordination du secteur de la Politique Européenne de Voisinage<br/>European Neighbourhood Policy Sector Coordination Unit<br/>Rue de la Loi 200<br/>B-1049 Bruxelles<br/>BELGIQUE<br/>Tel : +(32) 2 2987280<br/>E-mail : <a href="mailto:jenny.mard@ec.europa.eu">jenny.mard@ec.europa.eu</a></p> |

|                     |  |
|---------------------|--|
| Nom de l'initiative | <b>Horizon 2020 (Page 36)</b>  |
| Zone géographique   | Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie   |
| Mode de financement | Les dons, les prêts des institutions financières internationales, les contributions nationales, L'UE (IEVP), secteur privé   |
| Durée               | 2007-2020, Phase I : 2007-2013   |
| Budget total        |  |
| Thèmes principaux   | Le dépollution de la mer Méditerranée d'ici 2020 en accord avec un calendrier de travaux précis.   |
| Objectifs           | <p>réduire les sources de pollution importantes dans le secteur industriel, dans le secteur des déchets urbains et des eaux urbaines</p> <p>renforcer le cadre institutionnel et légal des pays du sud et de l'est méditerranéen</p> <p>accroître les connaissances et sensibiliser la population sur les questions environnementales dans la région méditerranéenne</p> <p>suivi et évaluation des progrès atteints à l'aide des indicateurs</p> <p>un appui important sur la communauté des ONGs pour la formulation et la réalisation de cette initiative</p> |
| Activités           | <p>créer un partenariat avec les institutions financières internationales et le secteur privé afin de mobiliser les ressources pour la réalisation de l'initiative</p> <p>améliorer la coordination entre les organisations et les institutions pour faire une meilleure usage des ressources</p> <p>renforcement des capacités</p> <p>transfert des connaissances et de savoir-faire, particulièrement dans le secteur de la recherche</p> <p>coopération avec les ONGs</p> <p>suivi et évaluation, définition des indicateurs</p>                              |
|                     | ** Il n'existe aucun document décrivant les résultats, les limites, les points positifs, les menaces et les opportunités que représente cette initiative pour le secteur de l'eau dans la région méditerranéenne ; ainsi les commentaires suivants sont basés sur l'analyse des experts**  |
| Résultats           | Le calendrier pour la première phase (2007-2013) a été annexé à la Déclaration de Caire (novembre 2006)  |

|                     |  |
|---------------------|--|
|                     | la réunion du premier comité de coordination a eu lieu les conférences concernantes la participation du secteur privé commence a être organisées (22-23, octobre 2007, Athènes, Grèce).  |
| Points positifs     | concentration sur trois sources principales de pollution – industrie, eaux urbaines, déchets urbains<br>la Commission européenne, la Banque mondiale, la BEI et l'UNEP-PAM finalisent l'élaboration de Programme d'investissement pour les zones critiques méditerranéennes (MEHSiP) qui identifie les zones les plus polluées nécessitant un traitement d'urgence dans la région méditerranéenne (3 à 5 zones par pays) |
| Limites             | - l'initiative manque d'objectifs environnementaux concrets  |
| Menaces             |  |
| Opportunités        |  |
| Chargé de programme |  |

|                            |   |
|----------------------------|---|
| <b>Nom de l'initiative</b> | <b>La Composante Méditerranéenne de l'Initiative d'eau de l'UE – MED-EUWI (Page 29)</b>   |
| Zone géographique          | EU 27 + <u>pays du sud-est méditerranéen</u> : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie, Autorité Palestinienne<br>+ <u>pays du sud-est européen</u> : Albanie, Bosnie et Herzégovine, Croatie, L'Ancienne République Yougoslave de Macédoine, Serbie, Monténégro  |
| Gouvernance                | EU, Les Directeurs de l'eau des pays Euromed et de l'Europe du Sud-Est  |
| Mode de financement        | Cofinancement – EU et pays partenaires  |
| Durée                      | 2002 – 2015 (lié aux objectifs du Millénaire pour le Développement)   |
| Budget total               | Initiative politique, financée par les Etats eux-mêmes, Budget du Programme de Travail 2007 : 855. 000€   |
| Thèmes principaux          | - l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, plus particulièrement pour les populations à faible revenus<br>- la gestion intégrée des ressources en eau au niveau national et transfrontalier<br>- l'intégration de l'eau, l'alimentation et l'environnement sur les écosystèmes aquatiques sensibles<br>- le recours aux ressources non conventionnelles  |
| Objectifs                  | Développer une approche européenne commune pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le Développement en matière de l'eau :<br>- l'assistance avec le développement des projets de gestion de la demande et de l'offre de l'eau<br>- une coordination plus efficace des programmes et des projets, visant une meilleure utilisation des fonds et la mobilisation des nouveaux financements<br>- améliorer la coopération en matière de la conception et de la mise en œuvre des projets à l'aide des évaluations stratégiques |
| Activités                  | - promotion de l'eau en tant que pierre angulaire de développement durable  |

|                     |  |
|---------------------|--|
|                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- agrandir le réseau de partenaires, améliorer les mécanismes de financement</li> <li>- élaboration des modèles pour la restructuration des secteurs d'eau en tenant compte du secteur privé</li> </ul>   |
| Résultats           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- plusieurs conférences (Conférence des directeurs de l'eau, Athènes 6-7.nov 2006) et séminaires sur l'échange des bonnes pratiques entre les décideurs, experts et les partenaires privés</li> <li>- lancement des dialogues nationaux en Egypte (nov. 06), Liban (suspendu pour cause de la guerre et toujours pas repris), Syrie (phase initiale) sur la problématique de la gestion de l'eau</li> </ul>   |
| Points positifs     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- élargissement et approfondissement des réseaux régionaux d'experts, décideurs</li> <li>- lancement de trois dialogues nationaux</li> <li>- encouragement pour le lancement des dialogues similaires dans d'autres pays</li> </ul>   |
| Limites             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- un manque de vision claire pour la région de la Méditerranée qui soit partagé par l'ensemble des acteurs</li> <li>- les résultats sont liés à la situation politique dans les pays partenaires et dans la région qui sont souvent fragiles</li> <li>- les résultats sont peu concrets et tangibles</li> </ul>   |
| Chargé de programme | <p><b>Mrs. Maria Papaioannou</b><br/> Hellenic Ministry for the Environment, Physical Planning and Public Works<br/> Department of International Relations and EU Affairs<br/> 15, Amaliados str., 115 23 Athens<br/> T: +30 210 64 65 762, 64 59 213<br/> F: +30 210 64 34 470<br/> e-mail: <a href="mailto:m.peppa@tmeok.minenv.gr">m.peppa@tmeok.minenv.gr</a>, <a href="mailto:m.papaioannou@minenv.gr">m.papaioannou@minenv.gr</a><br/> Web: <a href="http://www.minenv.gr/medeuwi/">www.minenv.gr/medeuwi/</a></p> <p>La composante Méditerranée du Global Water Partnership (GWP-Med) est chargée par convention de gérer le programme<br/> Mr. Vangelis Constantianos<br/> Secretariat of MED EUWI<br/> GWP-Med Secretariat<br/> 12, Kyrristou str., 10556 Athens, Greece<br/> T: +30210-3247490, -3247267, F: +30210-3317127<br/> E-mail: <a href="mailto:secretariat@gwpmed.org">secretariat@gwpmed.org</a><br/> Web: <a href="http://www.euwi.net">www.euwi.net</a></p> |

|                     |   |
|---------------------|---|
| Nom de l'instrument | <b>Directive-cadre dans le domaine de l'eau (2000/60/CE) (Page 31)</b>  |
| Zone géographique   | EU 27 + membres d'EFTA – Norvège, Islande, Suisse et Lichtenstein, pays candidats – Croatie, Turquie, ancienne République yougoslave de Macédoine |
| Gouvernance         | Commission européenne – DG ENV, Directeurs de l'eau des EM, pays associés, les scientifiques, les représentants de l'industrie, les ONG           |
| Mode de financement | Budgets nationaux, Fonds structurels, Fond de cohésion  |
| Durée               | Entrée en vigueur-2000, Délai de transposition dans les EM-2003   |

|                   |   |
|-------------------|---|
| Budget total      | Une somme des budgets nationaux, Fonds Structurels et Fond de cohésion  |
| Thèmes principaux | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Atteindre un « bon état » de l'eau d'ici 2015.</li> <li>- Définition de l'eau en termes de biologie, chimie et morphologie.</li> <li>- Tarification de l'eau et promotion de l'utilisation contrôlée de l'eau</li> <li>- Participation du public à la mise en œuvre de cette directive</li> <li>- La gestion des districts hydrographiques et la dimension transfrontalière de cette gestion</li> </ul>  |
| Objectifs         | Etablir un cadre communautaire pour la protection et la gestion des eaux dans l'UE  |
| Activités         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- transposition</li> <li>- identification des districts hydrographiques</li> <li>- analyse des pressions/impacts environnementaux et économiques</li> <li>- mise en œuvre d'un programme de surveillance</li> <li>- publication de plans de gestion par bassin</li> <li>- promouvoir la participation du public</li> <li>- définition et mise en œuvre de la politique de tarification</li> <li>- publication de programmes de mesures opérationnels</li> <li>- définition, mise en œuvre, évaluation et ajustement des objectifs environnementaux à atteindre</li> </ul>  |
| Résultats         | <p>Adoption et application d'un calendrier de mise en œuvre :</p> <p>2003-Transposition dans les droits nationaux</p> <p>2003-Désignation des bassins et des districts hydrographiques, nomination des autorités compétentes</p> <p>2004- Analyse des pressions et des impacts de l'activité humaine et économique sur les bassins</p> <p>2004-Adoption de la stratégie commune de la mise en œuvre de la directive (CIS)</p> <p>2006 – Programme de surveillance</p> <p>2006 - Participation du public</p> <p>2009 - Plan de gestion par bassin</p> <p>2010 – Plan de tarification</p> <p>2012 – Programme de mesures opérationnel</p> <p>2015 – Objectifs environnementaux</p> <p>Performance des Etats Membres :</p> <p>résultats médiocres de la transposition juridique</p> <p>début de la mise en place des mesures administratives</p> <p>une grande diversité et des lacunes importantes dans l'application de l'article 5 (analyses des pressions/impacts)</p> |
| Points positifs   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'établissement d'un cadre européen cohérent de gestion pour toutes les législations liées à l'eau. Ce cadre est fondé sur les principes et des objectifs comparables et contraignants.</li> <li>- subsidiarité et flexibilité dans la mise en œuvre</li> <li>- à travers l'adoption de la stratégie commune de mise en œuvre, cette directive est un exemple de gouvernance à plusieurs niveaux, qui assure la mise en place en commun de la stratégie concernant l'eau</li> <li>- planification à long terme au niveau technique, financier, politique, mais aussi au niveau régional, national et européen</li> </ul>   |
| Limites           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- la directive ne s'applique qu'aux EM, les autres partenaires n'ont qu'une incitation à la convergence qui n'a aucune force</li> </ul>  |

|                                     |   |
|-------------------------------------|---|
|                                     | <p>contraignante</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La transposition dans certains droits nationaux (19 EM selon le rapport de la Commission) était parfois peu satisfaisante</li> <li>- les évaluations de l'impact humain et les analyses économiques n'étaient pas assez approfondies</li> <li>- certaines données présentées dans les évaluations manquaient de cohérence</li> <li>- participation insuffisante du public</li> <li>- en transposant cette directive, l'intégration de la gestion de l'eau dans d'autres politiques s'est avérée insuffisante</li> <li>- les prix de l'eau pour les ménages, l'industrie et l'agriculture sont restés souvent inconnus et, si publiées, le secteur agricole a tendance de payer moins que les autres secteurs</li> </ul> |
| <a href="#">Menaces</a>             |   |
| <a href="#">Opportunités</a>        |   |
| <a href="#">Chargé de programme</a> | <p>Commission européenne<br/> DG Environnement<br/> Mr. Peter Gammeltoft<br/> Chef d'unité protection des eaux et des mers<br/> Bureau 93/130<br/> Avenue de Beaulieu 9<br/> B-1049 Bruxelles<br/> Tel: + 32 29 68 695<br/> Fax : +32 29 68 825<br/> Email : peter.gammeltoft@ec.europa.eu</p>  |

|                                     |   |
|-------------------------------------|---|
| <a href="#">Nom de l'initiative</a> | <b>Processus conjoint MED-EUWI/DCE (Page 30)</b>  |
| <a href="#">Zone géographique</a>   | <p>EU 27 + <u>pays du sud-est méditerranéen</u> : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie, Autorité Palestinienne</p> <p>+ <u>pays du sud-est européen</u> : Albanie, Bosnie et Herzégovine, Croatie, L'ancienne République yougoslave de Macédoine, Serbie, Monténégro</p>   |
| <a href="#">Gouvernance</a>         | EU, Les Directeurs de l'eau des pays Euromed et de l'Europe du Sud-Est  |
| <a href="#">Mode de financement</a> | EU  |
| <a href="#">Durée</a>               | Phase I : 2004-2006 ; Phase II 2007-2009  |
| <a href="#">Budget total</a>        |   |
| <a href="#">Thèmes principaux</a>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- gestion des eaux souterraines</li> <li>- gestion de l'eau dans l'agriculture</li> <li>- rareté de l'eau et sécheresse</li> <li>- réutilisation des eaux usées</li> <li>- gestion des ressources en eau partagée</li> <li>- monitoring</li> <li>-promotion des experts méditerranéens en matière de gestion hydrique</li> </ul> |
| <a href="#">Objectifs</a>           | Promouvoir la gestion intégrée de l'eau dans les pays méditerranéens, qui permet une compréhension et une approche commune de cette problématique, basée sur les principes de la directive-cadre dans le domaine de l'eau.  |

|                     |   |
|---------------------|---|
|                     | Convergence des législations relatives aux ressources hydriques   |
| Activités           | <p>Phase I :</p> <p>mise en place de 3 groupes de travail :</p> <p>gestion des eaux souterraines – Grèce et CE</p> <p>gestion de l'eau dans l'agriculture – CE à travers de centre commun de recherche, Institut de l'environnement, à Ispra, en Italie, l'unité des sols et de l'eau</p> <p>rareté de l'eau et sécheresse – Maroc, CE, France, MENBO avec le support de SEMIDE</p> <p>émission des recommandations d'ordre technique par ces groupes</p> <p>réunion des Directeurs de l'eau dans le cadre des réunions au SEMIDE</p> <p>Phase II :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mise en place des bassins pilotes pour tester l'applicabilité des principes de la directive sur l'eau en zone méditerranéenne</li> <li>- mise en place de trois nouveaux groupes de travail :</li> </ul> <p>gestion des eaux usées – Malte, CE avec le support de SEMIDE</p> <p>gestion des ressources en eau partagés – GWP-Med</p> <p>monitoring de l'eau - SEMIDE</p> |
| Résultats           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- recommandations faisant l'état des lieux soulignant les difficultés de gestion, les opportunités et les défis de l'application de la directive sur l'eau dans la région méditerranéenne</li> <li>- échanges entre les experts venant de l'EU et des pays partenaires</li> <li>- mise en place des bassins pilote (Le Litani/Liban, Sebou/ Maroc), lancement des tests</li> </ul>   |
| Points positifs     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- ouverture du dialogue sur la gestion d'eau dans certains pays</li> <li>- volonté d'établir le même cadre de références pour la zone méditerranée</li> <li>- mise en place de réseau d'experts</li> <li>- concrétisation des objectifs à travers la mise en place des bassins pilote</li> </ul>   |
| Limites             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- la situation financière incertaine pèse sur l'avancement du processus</li> <li>- le nombre des bassins pilotes reste insuffisant (2 bassins pilotes pour l'ensemble de la région)</li> <li>- les objectifs de ce processus devront être plus adaptés à des spécificités de la région qui souffre plus de sécheresse que d'inondations par exemple.</li> <li>- DCE se focalise sur la qualité de l'eau, alors que les pays méditerranéen subissent, en premier lieu, les problèmes liés à sa quantité.</li> </ul>   |
| Menaces             |   |
| Opportunités        |   |
| Chargé de programme | <p>Commission européenne</p> <p>DG Environnement</p> <p>Mr. José Rizo-Martin</p> <p>Unité protection des eaux et des mers</p> <p>Avenue de Beaulieu 9</p> <p>B-1049 Bruxelles</p> <p>Tel : +32 29 50 160</p> <p>Fax : +32 29 68 825</p>   |

|                            |  |
|----------------------------|--|
| <b>Nom de la politique</b> | <b>Politique environnementale de l'UE</b>  |
| <b>Zone géographique</b>   | EU 27  |
| <b>Mode de financement</b> | Budgets nationaux  |
| <b>Durée</b>               | Depuis les années 1970<br>Actuellement basé sur le Sixième Programme d'Action (6 <sup>ème</sup> PAE 2002-2012 – Décision 1600/2002/EC) intitulé « Environnement 2010 : notre avenir, notre choix » [COM (2001) 31]   |
| <b>Budget total</b>        |  |
| <b>Thèmes principaux</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Changement climatique</li> <li>- Nature et biodiversité</li> <li>- Environnement et la santé</li> <li>- Gestion des ressources naturelles et des déchets</li> </ul>   |
| <b>Objectifs</b>           | améliorer l'application de la législation actuelle<br>intégrer les problématiques environnementales dans d'autres politiques<br>travailler en partenariat avec les entreprises<br>renforcer de la participation des citoyens et changer leur comportement envers l'environnement<br>tenir compte de l'environnement dans l'utilisation des sols et dans l'aménagement du territoire  |
| <b>Activités</b>           | Les objectifs fixés dans le 6 <sup>ème</sup> PAE devront être atteints à travers sept stratégies thématiques qui portent sur :<br>la qualité de l'air<br>l'environnement marin<br>l'utilisation durable des ressources<br>gestion des déchets<br>utilisation durable des pesticides<br>l'environnement urbain  |
|                            | ** Une évaluation à mi-parcours du 6 <sup>ème</sup> PAE [COM (2007) 225] a été publiée et certains éléments de cette évaluation ont servi pour la partie suivante de cette fiche**   |
| <b>Résultats</b>           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stratégie thématique pour la protection et la conservation du milieu marin [COM (2005)504] &amp; Directive stratégie marine [COM (2005) 505]</li> <li>- Stratégie thématique pour la prévention et le recyclage des déchets [COM (2005) 666] &amp; Directive relative aux déchets (2006/12/EC)</li> <li>- Stratégie thématique sur la pollution atmosphérique [COM (2005) 446] &amp; Directive sur la qualité de l'air ambiant et un air plus propre pour l'Europe [COM (2005) 447]</li> <li>- Stratégie thématique en faveur de la protection des sols [COM (2006) 231] &amp; Directive relative à la protection des sols [COM (2006) 232]</li> <li>- Stratégie thématique sur l'utilisation durable des ressources naturelles en Europe [COM (2005) 670]</li> <li>- Stratégie thématique concernant l'utilisation durable des pesticides [COM (2006) 327] &amp; Directive relative à l'utilisation durable des pesticides [COM (2006) 373]</li> </ul> |

|                     |  |
|---------------------|--|
|                     | <p>- Stratégie thématique pour l'environnement urbain [COM (2005) 718]</p>   |
| Points positifs     | <p>une série d'objectifs à long terme basés sur l'évaluation des problèmes environnementaux</p> <p>la recherche des synergies entre différentes stratégies sous l'auspice d'une politique commune</p> <p>intégration des problématiques environnementales dans tous les aspects des relations extérieures de l'UE (Stratégie de l'élargissement et PEV). Ceci peut faciliter la future adoption et application des accords internationaux dans le domaine de l'environnement</p> <p>un vaste dialogue, à travers des consultations avec l'industrie, les ONGs et les autorités publiques</p> <p>un programme basé sur l'analyse scientifique et économique (les évaluations d'impact), sur les indicateurs environnementaux et sur une coopération étroite avec l'Agence Européenne de l'Environnement</p> |
| Limites             | <p>maigre intégration de l'environnement dans d'autres politiques</p> <p>un fossé en matière d'application des politiques</p> <p>une coopération internationale insuffisante</p> <p>Les limites basées sur l'analyse des experts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les stratégies semblent peu ambitieuses</li> <li>-il s'agit surtout de stratégies procédurales avec peu de concentration sur la nature des problématiques</li> <li>- les stratégies ont pour but de collecter les données et les analyser, définir les indicateurs, formuler et mettre en œuvre les plans d'action nationaux, échanger les bonnes pratiques etc., mais pas de définir et atteindre des objectifs environnementaux</li> </ul>  |
| Menaces             |  |
| Opportunités        |  |
| Chargé de programme | Commission européenne<br>DG Environnement  |

|                     |   |
|---------------------|---|
| Nom de la stratégie | <b>La stratégie marine européenne COM (2005) 504 et la Directive Marine COM (2005) 505 (Page 31)</b>  |
| Zone géographique   | UE 27+ Albanie, Algérie, Bosnie et Herzégovine, Croatie, Egypte, Géorgie, Liban, Maroc, Monténégro, Norvège, Fédération de la Russie, Serbie, Syrie, Tunisie, Turquie et Ukraine  |
| Mode de financement | Budgets nationaux   |
| Durée               | 2005-2020   |
| Budget total        |   |
| Thèmes principaux   | Promouvoir la protection et la préservation de l'environnement marin en Europe.   |
| Objectifs           | Atteindre un bon niveau environnemental des milieux marins européens d'ici 2020.  |
| Activités           | proposition d'une directive marine européenne<br>la mise en place de quatre régions marines européennes sur la base des critères géographiques et environnementaux (la mer Baltique, l'océan atlantique du nord-est, la mer Méditerranée et la mer Noire)<br>l'évaluation de l'état actuel de l'environnement |

|                            |   |
|----------------------------|---|
|                            | <p>l'évaluation de l'impact des activités humaines sur l'environnement</p> <p>définition d'un bon niveau environnemental et des indicateurs pertinents</p> <p>l'élaboration des objectifs environnementaux</p> <p>la formulation des stratégies marines pour les eaux marines des Etats membres pour chaque région marine européenne</p> <p>les opérations de suivi</p> <p>proposition d'un Plan d'action pour atteindre un bon état environnemental et son application</p> |
|                            | <p>** Il n'existe aucun document décrivant les résultats, les limites, les points positives, les menaces et les opportunités que représente cette initiative pour le secteur de l'eau dans la région méditerranéenne ; ainsi les commentaires suivants sont basés sur l'analyse des experts**</p>   |
| <b>Résultats</b>           |   |
| <b>Points positifs</b>     | Une stratégie commune qui tient compte des termes et de l'application des Conventions marines (Convention de Barcelone, OSPAR, HELCOM), ce qui lui permet de fonctionner comme une politique d'encadrement de la protection marine européenne, tout en laissant la place pour les approches régionales et leur spécificités.  |
| <b>Limites</b>             | La directive ne s'appliquera qu' aux Etats membres, alors que les autres Etats sont seulement encouragés à s'aligner sur les objectifs à atteindre.   |
| <b>Menaces</b>             | Les objectifs pourront être difficiles à atteindre sans la participation active des pays voisins de l'UE et sans la coordination entre et au sein des Etats membres et des Etats voisins participants.  |
| <b>Opportunités</b>        | Si les pays voisins s'approprient également les buts communs et les objectifs liés à la stratégie et s'ils participent activement à sa formulation et sa mise en œuvre à travers des conventions régionales, ceci peut constituer un bon exemple de la gouvernance environnementale européenne.   |
| <b>Chargé de programme</b> | <p>Commission européenne</p> <p>DG Environnement</p> <p>Mr. José Rizo-Martin</p> <p>L'unité de la protection des eaux et des milieux marins</p> <p>Protection of Water and Marine Environment Unit</p> <p>Avenue de Beaulieu 9</p> <p>B-1049 Bruxelles</p> <p>BELGIQUE</p> <p>Tel : +32 29 50 160</p> <p>Fax : +32 29 68 825</p> <p>Email : <a href="mailto:jose.rizo-martin@ec.europa.eu">jose.rizo-martin@ec.europa.eu</a></p>  |

|                            |   |
|----------------------------|---|
| <b>Nom de l'instrument</b> | <b>LIFE –Pays Tiers (L'instrument financier pour l'environnement) (Page 28)</b>   |
| <b>Zone géographique</b>   | Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Chypre, Egypte, Estonie, Israël, Jordanie, Liban, Lettonie, Lituanie, Malte, Maroc, Pologne, Russie, Slovénie, Syrie, Tunisie, Turquie, Autorité palestinienne |
| <b>Mode de</b>             | Principe de co-financement - Commission européenne et les pays  |

|                   |   |
|-------------------|---|
| financement       | partenaires   |
| Durée             | 1992- 2006, LIFE I (1992-1995), LIFE II (1996-1999), LIFE III (2000-2006)   |
| Budget total      | 78 millions d'euros   |
| Thèmes principaux | Soutenir les voisins de l'UE dans le renforcement de leurs capacités pour la politique environnementale et les actions dans ce domaine  |
| Objectifs         | renforcer les politiques nationales environnementales dans les domaines suivantes :<br>la gestion des déchets solides<br>la biodiversité<br>la prévention de changement climatique<br>les ressources hydrauliques<br>accroître la protection environnementale dans les régions frontalières de l'UE<br>soutenir l'application des réglementations et des accords régionaux et internationaux  |
| Activités         | le renforcement des capacités de gestion environnementale en insistant sur l'appropriation très forte des projets par les bénéficiaires locaux et le renforcement de la qualification du personnel<br>utilisation de l'approche « bottom-up » lors de la formulation des projets<br>promotion du transfert de savoir faire à travers le partenariat au niveau des projets entre les bénéficiaires, les cabinets de consultants européens et locaux, les universités, les compagnies internationales, les instituts de recherche européens et locaux<br>assistance avec la formulation et la mise en œuvre des Programmes Nationaux d'Action Environnementale (PNAE)<br>sélection et réalisation des projets   |
|                   | ** La publication "LIFE-Third Countries 1992-2006 ; Supporting Europe's neighbours in building capacity for environmental policy and action" a été publiée en 2007 et une évaluation à mi-parcours du programme a été mené en 2003 [COM (2003) 0668]; certains éléments de ces deux documents ont servi pour la partie suivante de cette fiche**  |
| Résultats         | depuis 1992 LIFE a financé 227 projets dans 21 pays, d'une valeur totale de 120 millions d'euros auquel la Commission européenne a contribué à la hauteur de 65% (78 millions d'euros). Sur ces 227 projets 155 ont été réalisé dans les pays méditerranéens.<br>lors du LIFE I (1992-1995) 50 projets ont été sélectionnés visant principalement la préparation des PNAE. La Commission a contribué à la hauteur de 19,4 millions d'euros<br>lors de LIFE II (1996-1999) 67 projets ont été sélectionnés visant la mise en œuvre des PNAE avec le soutien de la Commission qui s'éllevait à 20,7 millions d'euros<br>LIFE III (2000-2006) 112 projets ont été sélectionnés visant le renforcement des capacités et la mise en œuvre des politiques environnementales avec 40,3 millions d'euros comme contribution de la Commission européenne |
| Points positifs   | le programme a été géré de manière satisfaisante et il apportait une réponse relativement rapide et flexible à des besoins et priorités des pays tiers en matière de l'environnement  |

|                     |  |
|---------------------|--|
|                     | <p>pendant long temps le programme LIFE à été le seul instrument essentiellement dédié au soutien à la politique environnementale de la communauté</p> <p>Le programme LIFE-TCY a été bien coordonné avec les autres programmes complémentaires comme par exemple les programmes TACIS, MEDA, PHARE ou CARDS</p> <p>le programme LIFE-TCY a contribué à la mise en œuvre des politiques</p> <p>L'approche « bottom-up » a été très appréciée lors de la création des projets</p>   |
| Limites             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- le mécanisme de gestion du programme a été jugé trop compliqué et un bureaucratique</li> <li>- le programme n'a pas suffisamment bien coordonné avec le 6<sup>ème</sup> PAE</li> <li>- L'utilisation et la dissémination des résultats ont été jugées insuffisantes</li> <li>- Il y avait plus de projets réalisés dans la partie nord de la méditerranée que dans la partie sud</li> <li>- LIFE III-TCY ne s'est vu allouer que 6 % (cca 38,4 millions d'euros) du budget total du programme LIFE III, alors que LIFE III Nature et Environnement se sont vu allouer 47% du budget chacun (cca 300,8 millions d'euros)</li> <li>- manque de transparence lors de la sélection des projets</li> <li>- la contribution du programme au développement des politiques, de la législation ou à la stimulation du débat reste à prouver</li> </ul> |
| Menaces             |  |
| Opportunités        |  |
| Chargé de programme | <p>Commission européenne<br/> DG Environnement<br/> Mr. Philip Owen<br/> Chef d'unité Programme LIFE – Pays tiers<br/> Rue de la Loi 200<br/> B-1049 Bruxelles<br/> BELGIQUE<br/> Tel : + 32 2 296 55 62<br/> Mail : <a href="mailto:philip.owen@ec.europa.eu">philip.owen@ec.europa.eu</a></p>  |

|                     |  |
|---------------------|--|
| Nom de la politique | <b>La politique de l'élargissement de l'UE (Page 36)</b>   |
| Zone géographique   | <p><u>Pays candidats</u> : la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Turquie</p> <p><u>Pays candidats potentiels</u> : Albanie, Bosnie et Herzégovine, Monténégro et la Serbie qui inclus le Kosovo</p>  |
| Mode de financement | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les instruments de Pré Adhésion (IPA)</li> <li>- Cadre Financier Indicatif Pluriannuel pour 2008-2010 (CFIP 2008-2010 COM (2006) 672)</li> <li>- La Facilité Transitoire Post-Adhésion pour la Roumanie et la Bulgarie</li> <li>- Le Système de Gestion Décentralisé Etendue (EDIS) pour les 10 nouveaux Etats membres</li> </ul> |
| Durée               | Depuis 1973  |
| Budget total        | IPA : 11,468 milliards d'euros pour la période 2007-2013, dont   |

|                     |   |
|---------------------|---|
|                     | 5740,6 millions pour la période 2007-2010 (cf. CFIP 2008-2010)  |
| Thèmes principaux   | Préparer les pays candidats, et dans certaine mesure, des pays candidats potentiels, pour l'adhésion à l'Union européenne en les aidant de remplir les critères d'adhésion.   |
| Objectifs           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir la transformation des pays participants, élargir la zone de paix, de stabilité, de prospérité, de la démocratie, des droits de l'homme et de Etat de droit à travers l'Europe.</li> <li>- Renforcement des institutions démocratiques, les réformes de l'administration publique, le soutien aux réformes économiques, la promotion de respect des droits des minorités et de l'égalité des chances et l'assistance au développement de la société civile.</li> </ul> <p style="margin-left: 20px;">Développer la coopération régionale et contribuer au développement durable et à la réduction de la pauvreté</p>   |
| Activités           | <p>IPA est divisé en cinq composantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>l'assistance à la transition et création des institutions</li> <li>la coopération transfrontalière</li> <li>développement régional</li> <li>développement des ressources humaines</li> <li>développement rural</li> </ul> <p>Les priorités et les activités sont décrites en détails dans les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Partenariat pour l'adhésion de la Croatie (Décision 2006/145/EC)</li> <li>Partenariat pour l'adhésion de la Turquie (Décision 2006/35/ EC)</li> <li>Partenariat européen avec l'ancienne République yougoslave de Macédoine (Décision 2006/57/EC)</li> </ul> |
| Résultats           |   |
| Points positifs     |   |
| Limites             |   |
| Menaces             |   |
| Opportunités        |   |
| Chargé de programme |   |

|                     |  |
|---------------------|--|
| Nom de l'agence     | <b>Agence européenne pour l'environnement (AEE) (Page 38)</b>  |
| Zone géographique   | Membres : EU 27+ Turquie, Islande, Lichtenstein, Norvège, Suisse<br>Pays coopérants : Albanie, Bosnie et Herzégovine, Croatie, Monténégro, Serbie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine   |
| Mode de financement | Le budget de l'UE  |
| Durée               | Depuis 1994  |
| Budget total        | cca 35 millions d'euros pour 2007  |
| Thèmes principaux   | Soutenir le développement durable et pour aider atteindre les améliorations significatives et mesurables de l'environnement européen à l'aide de la mise à disposition, en temps opportun, des informations ciblées, fiables et pertinentes aux décideurs politiques et au grand public. |
| Objectifs           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- établir un réseau pour la surveillance et l'évaluation de l'environnement européen dans les domaines comme la qualité de</li> </ul>   |

|                 |   |
|-----------------|---|
|                 | l'air, la qualité de l'eau, l'état des sols, de la faune et de la flore, la biodiversité, l'utilisation des sols et des ressources naturelles, la gestion des déchets, les émissions sonores, les substances chimiques et la protection du littoral et du milieu marin  |
| Activités       | <ul style="list-style-type: none"> <li>- la collection, l'enregistrement, l'évaluation et la diffusion des données sur l'état de l'environnement provenant des services de la Commission européenne, des Etats membres de l'Agence, des organisations internationales, des conventions et des accords internationaux</li> <li>- fournir à la Communauté et aux Etats Membres les informations objectives nécessaires à la formation et à la réalisation des politiques environnementales appropriées et efficaces</li> <li>- contribuer à la surveillance des mesures environnementales</li> <li>- travailler à la comparabilité des données au niveau européen</li> <li>- favoriser le développement et l'intégration des techniques de prévision environnementale</li> <li>- assurer une large diffusion de l'information fiable sur l'environnement</li> <li>- la coordination de l'Eionet (Le réseau européen de l'information et de l'observation de l'environnement)</li> </ul> |
|                 | ** Le 22 décembre 2003 la Commission européenne a publié un rapport destiné au Conseil européen intitulé « l'Evaluation de l'Agence européenne pour l'environnement » [COM (2003) 800] et certains éléments de ce document ont servi pour la partie suivante de cette fiche**   |
| Résultats       | <p>publication des rapports et les notes d'information sur les sujets particuliers</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- adoption du 3<sup>ème</sup> Programme multi-annuel du travail pour la période 2004-2008</li> <li>contribution à la préparation du 6<sup>ème</sup> Plan d'Action pour l'Environnement</li> <li>adoption des programmes de travail annuels et des rapports annuels</li> </ul>   |
| Points positifs | <ul style="list-style-type: none"> <li>- AEE joue un rôle essentiel pour déterminer l'état et l'évolution de l'environnement en Europe</li> <li>- AEE aligne ses activités sur les principales priorités de la politique européenne de l'environnement</li> </ul>   |
| Limites         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- AEE n'a pas suffisamment couvert certaines domaines comme les émissions sonores ou les substances chimiques</li> <li>- l'insuffisance des ressources financières n'a pas permis à l'AEE de satisfaire toutes les demandes</li> <li>- l'insuffisance financière a conduit l'AEE à parfois entreprendre les travaux sans être sûr qu'elle pourra les financer</li> <li>- la description des tâches et des priorités de l'Agence n'est pas assez claire et focalisée</li> <li>- l'autonomie de l'agence n'est pas clairement sauvegardée</li> <li>- aucun pays de l'Afrique du Nord ou du Moyen Orient ne coopère avec l'Agence</li> <li>- la communication insuffisante avec le grand public</li> </ul>  |
| Menaces         |   |
| Opportunités    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- explorer les possibilités de coopération avec les institutions communautaires et internationales complémentaires (ex. EMWIS) et</li> </ul>   |

|                     |   |
|---------------------|---|
|                     | avec les pays MEDA  |
| Chargé de programme | <p><b>Prof. Jacqueline McGlade</b><br/>         Directeur exécutif de l'Agence européenne pour l'environnement<br/>         Kongens Nytorv 6<br/>         1050 Copenhagen K<br/>         Denmark<br/>         Tel: + 45 33 36 7100<br/>         Fax: +45 33 36 7199</p> |

|                              |  |
|------------------------------|--|
| <b>Nom de l'organisation</b> | <b>La Ligue des Etats arabes (Organisation régionale des Etats arabes souverains) (Page 38)</b>  |
| Zone géographique            | Proche Orient et l'Afrique du Nord, 22 Etats membres et 3 pays observateurs : Egypte, Jordanie, Liban, Arabie Saoudite, Syrie, Yémen, Lybie, Soudan, Maroc, Tunisie, Kuweit, Algérie, Bahrain, Quatar, Oman, Mauritanie, Somalie, Autorité palestienienne, Djibouti, Comores, Les Emirats Arabes Unis<br>Pays observateurs : Eritrée, Venezuela, Inde  |
| Mode de financement          |  |
| Durée                        | Depuis 1945  |
| Budget total                 |  |
| Thèmes principaux            | Tisser des relations plus proches entre les Etats membres  |
| Objectifs                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- coordiner la coopération entre les Etats membres</li> <li>- ouvrir à la sauvegarde de leur indépendance et de leur souveraineté</li> <li>- étudier de manière générale les questions en lien avec les intérêts des pays arabes</li> </ul>   |
| Activités                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>- participation à des programmes politiques, économiques, culturels et sociaux désignés à promouvoir les intérêts des Etats membres</li> <li>- fonctionner comme une plateforme pour la préparation et la conclusion des documents clés favorisant l'intégration économique entre les Etats membres</li> <li>- sauvegarder l'héritage culturel arabe à travers les campagnes d'alphabétisation, les reproductions des œuvres des intellectuels et l'encouragement de échanges culturelles entre les Etats membres</li> <li>- coopère avec des nombreuses organisations qu'elle a sous sa tutelle, comme par exemple :<br/>Le Centre de d'Etudes Arabes et de Sécurité Hydraulique (COFWS)<br/>Le Fond Arabe pour le Développement Social et Economique<br/>Centre Régional de Formation et des Etudes de l'Eau (RCTWS)</li> </ul> |
|                              | ** Il n'existe aucun document décrivant les résultats, les limites, les points positifs, les menaces et les opportunités que représente cette initiative pour le secteur de l'eau dans la région méditerranéenne ; ainsi les commentaires suivantes sont basés sur l'analyse des experts**   |
| Résultats                    | - création d'une charte économique commune des Etats Arabes  |
| Points positifs              |  |
| Limites                      |  |
| Menaces                      |  |
| Opportunités                 |  |

|                     |  |
|---------------------|--|
| Chargé de programme | Amr Moussa<br>Secretary General<br>The League of the Arab States<br>Cairo<br>Egypt |
|---------------------|--|

|                     |   |
|---------------------|---|
| Nom du centre       | <b>Le Centre d'Etudes Arabes et de Sécurité Hydraulique (COFWS) (Page 38)</b>   |
| Zone géographique   | Proche Orient et l'Afrique du Nord, 22 Etats membres et 3 pays observateurs : Egypte, Jordanie, Liban, Arabie Saoudite, Syrie, Yémen, Libye, Soudan, Maroc, Tunisie, Kuweit, Algérie, Bahrain, Qatar, Oman, Mauritanie, Somalie, Autorité palestinienne, Djibouti, Comores, Les Emirats Arabes Unis<br>Pays observateurs : Eritrée, Venezuela, Inde   |
| Mode de financement |   |
| Durée               | Depuis 1996   |
| Budget total        |   |
| Thèmes principaux   | Travailler sur la problématique des ressources hydrauliques dans le monde arabe   |
| Objectifs           | sauvegarder des intérêts arabes en matière de l'eau<br>l'élaboration d'une position arabe commune au sujet de l'eau   |
| Activités           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- recenser des ressources hydrauliques dans les pays arabes, leur taux de l'exploitation actuel et établir les prévisions pour le futur avec comme objectif final d'aider les Etats arabes d'atteindre l'exploitation rationnelle de ces ressources</li> <li>- élaborer et publier les études techniques et juridiques sur toutes les questions et problématiques liées à l'eau</li> <li>- élaborer les études pour développer les ressources hydrauliques non conventionnelles, comme les techniques de désalinisation</li> <li>- assister les pays arabes dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans et des politiques globales concernant la gestion des ressources en eau</li> <li>- proposer des projets d'accords au sujet de l'eau</li> <li>- mettre en place une base de données qui collecte et évalue l'information sur les ressources hydrauliques du monde arabe</li> <li>- former le personnel qualifié</li> <li>- renforcer la coordination et la coopération avec les organisations arabes et internationales actives dans le domaine de l'eau</li> <li>- organiser les échanges entre les experts</li> </ul> |
|                     | L'information était souvent disponible qu'en arabe, il est difficile de mesurer les résultats et d'évaluer les apports positifs et les limites que représente ce centre pour la région méditerranéenne. Les tentatives de prendre contact avec ce centre pour obtenir des informations complémentaires étaient peu fructueuses.   |
| Résultats           |   |
| Points positifs     |   |
| Limites             |   |
| Menaces             |   |
| Opportunités        |   |
| Chargé de programme | Mrs. Ksia Chahra<br>Directeur du Centre de d'Etudes Arabes et de Sécurité Hydraulique   |

PO BOX 4027  
 Damas  
 Syrie  
 Tel : 00963 9444 01022  
 E-mail : cofws@yahoo.com

|                              |   |
|------------------------------|---|
| <b>Nom de l'organisation</b> | <b>Le Conseil Arabe de l'Eau (AWC) (Page 43)</b>  |
| <b>Zone géographique</b>     | Proche Orient et l'Afrique du Nord, 22 Etats membres et 3 pays observateurs : Egypte, Jordanie, Liban, Arabie Soudite, Syrie, Yémen, Libye, Soudan, Maroc, Tunisie, Kuweit, Algérie, Bahrain, Qatar, Oman, Mauritanie, Somalie, Autorité palestinienne, Djibouti, Comores, Les Emirats Arabes Unis<br>Pays observateurs : Eritrée, Venezuela, Inde  |
| <b>Mode de financement</b>   |   |
| <b>Durée</b>                 | Depuis 2004   |
| <b>Budget total</b>          |   |
| <b>Thèmes principaux</b>     | Coordonner les efforts et les visions de la gestion intégrée des ressources en eau dans le monde arabe avec le but de maximiser les avantages économiques, sociaux et environnementaux liés à l'eau dans les pays arabes.   |
| <b>Objectifs</b>             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- promouvoir une meilleure compréhension et la gestion multidisciplinaire, apolitique, professionnelle et scientifique des ressources en eau</li> <li>- disséminer les connaissances, favoriser le partage de l'expérience et de l'information pour une mise en valeur des ressources en eau dans la région au profit de ses habitants</li> <li>- peser sur le processus décisionnel, sur l'élaboration des politiques et l'organisation stratégique pour atteindre une meilleure gestion de l'eau</li> <li>- au niveau régional et international, représenter les positions régionales liées à l'eau et à son usage</li> <li>- conseiller le secteur public, le secteur privé et le secteur des ONGs sur les engagements, les avancements, la planification, la conception, le fonctionnement et la maintenance des systèmes de l'eau au niveau régional, national et local</li> <li>- assurer une participation appropriée des parties prenantes dans le processus décisionnel et un partage équitable des avantages liés au développement dans le domaine de l'eau</li> </ul> |
| <b>Activités</b>             | L'information n'était souvent disponible qu'en arabe, il est difficile de mesurer les résultats et d'évaluer les apports positifs et les limites que représente ce centre pour la région méditerranéenne.   |
| <b>Résultats</b>             |   |
| <b>Points positifs</b>       |   |
| <b>Limites</b>               |   |
| <b>Menaces</b>               |   |
| <b>Opportunités</b>          |   |
| <b>Chargé de</b>             | Dr. Mahmoud Abu-Zeid  |

|           |   |
|-----------|---|
| programme | President of the Arab Water Council<br>Cairo<br>Egypt |
|-----------|---|

|                     |   |
|---------------------|---|
| Nom de l'initiative | <b>La Facilité Africaine de l'Eau (FAE) - une initiative dirigé par le Conseil des Minitstres africains chargés de l'eau (AWCOM) (Page 57)</b>  |
| Zone géographique   | Algérie, Kongo Brazzaville, Ethiopie, Lesotho, Sénégal, Burkina Faso, Burundi, Niger, Kenya, Cameroun, Ouganda, Rwanda, Mozambique, Namibie, Tchad et Tunisie   |
| Mode de financement | La Banque Africaine de Développement, les donateurs comme : l'UE, Canada, Norvège, Suède, Danemark, Autriche, France  |
| Durée               | Depuis 2004   |
| Budget total        | Programme d'Action pour la période 2005-2009 : 500 millions d'euros   |
| Thèmes principaux   | Mobiliser des ressources pour financer des activités de développement des ressources en eau en Afrique.   |
| Objectifs           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- améliorer l'environnement permettant d'attirer plus d'investissements et de renforcer la gestion des ressources d'eau avec le but d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement au niveau national et régional</li> <li>- assister des Etats membres dans leurs efforts pour atteindre les objecifs en matière d'eau établis par la Vision Africaine de l'Eau et par les Objectifs du Millénaire (ODM)</li> </ul>  |
| Activités           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- la collecte et l'examen des projets soumis</li> <li>- l'assistance à la réalisation des projets choisis dans le domaine de la gestion intégrée de ressources en eau, la gestion des eaux partagées, les infrastructures hydrauliques, la valorisation et diffusion des connaissances et de l'information avec le suivi et l'évaluation des politiques et des projets</li> <li>- publication des rapports</li> <li>- préparation des programmes d'action</li> </ul>               |
| Résultats           | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme d'Action pour la période 2005-2009</li> <li>- 21 projets approuvés et actuellement en cours de réalisation</li> <li>- publication du rapport sur les avancements liés aux ODM</li> <li>- organisation et publication du rapport sur l'atelier de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau qui a eu lieu en Libye</li> <li>- organisation et publication du rapport sur l'atelier concernant la Gestion durable de l'Eau en Afrique de l'Est tenu à Mombasa</li> </ul> |
| Points positifs     |   |
| Limites             | - le budget pour la période 2005-2009 a été approuvé, mais l'arrivée des contributions financières enregistre souvent des retards.  |
| Menaces             | - il n'y a pas de projets financés en Afrique du Nord par cette facilité  |
| Opportunités        |   |
| Chargé de programme | Mr. Kordjé Bedoumra<br>Directeur de la FAE<br>La Banque Africaine de Développement<br>BP 323-1002<br>Tunis Belvédér<br>Tunisie<br>Tel: +216 71 10 20 55   |

Fax: +216 71 10 37 44  
[info@africanwaterfacility.org](mailto:info@africanwaterfacility.org)

## Annexe 7 : Liste des personnes rencontrées

### PERSONNES RENCONTREES

|          | Nom          | Prénom         | Pays     | Organisation  | Fonction  |
|----------|--------------|----------------|----------|---|---|
| Mme      | ABDALLAH     | Dalia M.       | Egypte   | Ministry of International Cooperation, Cabinet of the Minister              | Desk Officer Cooperation with EU  |
| Mme.     | ABED-RABBOH  | Reem           | Syrie    | General Commission Environmental Affairs                                    | Director. Water Safety Directorate  |
| M        | ABOU ZEID    | Mahmoud        | Egypte   | Ministry of water resources and irrigation + Arab Water Council (President) | Minister  |
| M        | AIT KADI     | Mohamed        | Maroc    | Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime                          | Président du Conseil Général du Développement Agricole  |
| Dr. Eng. | AL MASRI     | Abdul Aziz     | Syrie    | Consultant  | Ancien Point Focal SEMIDE   |
| Dr.      | AL-KHOURI    | Akram          | Syrie    | General Commission Environmental Affairs                                    | Directeur Général   |
| Dr.      | ARSLAN       | Awadis         | Syrie    | Ministry of Agriculture and Agrarian Reform                                 | Director of Natural Resources Research, GCSR.   |
| Dr. Eng. | AZEM         | Mazem          | Syrie    | 3SI (Irrigation)  | Directeur général   |
| M.       | BABA SY      | Mohamedou Ould | Tunisie  | Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)                                    | Hydrogéologue   |
| M        | BADR         | Ahmed          | Egypte   | European Commission delegation in Egypt                                     | Utilities and Economic Development specialist   |
| M        | BADR         | Marawan        | Egypte   | Office of the Minister of International Cooperation                         | Ambassador  |
| M.       | BANY MUSTAFA | Mohammed       | Jordanie | Ministry of Water and Irrigation  | Coordinateur National Focal Point SEMIDE  |
| M.       | BARBIER      | Jean-Pierre    | France   | Agence Française de Développement   | Directeur Département Méditerranée et Moyen-Orient  |
| M.       | BEDOUMRA     | Kordjé         | Tunisie  | Facilité Africaine pour l'Eau (BAfD)  | Directeur   |
| M.       | BEILEH       | Abdirahman     | Tunisie  | Facilité Africaine pour l'Eau (BAfD)  | Coordinateur  |
| MME      | BELAMARI     | Fatiha         | Maroc    | ONEP  |   |
| M        | BEN OUMRHAR  | Abdelmajid     | Maroc    | Ministère de l'Intérieur  | Chef de la division Assainissement  |
| M        | BENBIBA      | Majid          | Maroc    | Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement           | Directeur de la recherche et de la planification de l'eau. Secrétariat d'Etat chargé de l'eau (SEE) |

|      |                 |                   |                               |  |  |
|------|-----------------|-------------------|-------------------------------|--|--|
| M    | BENEVENTO       | Guido             | Egypte                        | Embassy of Italy   |  |
| M    | BENOIT          | Guillaume         | Maroc                         | Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime   | Conseiller responsable de la mission d'appui au développement rural; Conseil Général du Développement Agricole       |
| M.   | BERTEAUD        | Pascal            | France                        | MEDAD Direction de l'Eau   | Directeur de l'Eau   |
| M.   | BLINDA          | Mohamed           | France                        | Plan Bleu (PAM / CAR PB)   | Spécialiste Eau  |
| M    | BOSCHET         | Andre-François    | Turquie                       | Ministry of Health. General Directorate of Primary Health - Pre-accession financial Assistance | Resident Twinning Adviser  |
| MME  | BOUROUS         | Saïda             | Maroc                         | Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement                              | Observatoire National de l'Environnement du Maroc, Chef du Service Base de données environnementales. PFN Plan Bleu. |
| Mme. | CHAHRA          | Ksia              | League of Arab States / Syrie | Center of Water and Arab Water Security Studies  | Chief of the center  |
| M    | CHAPON          | Etienne           | Egypte                        | Ambassade de France au Caire   | Premier Secrétaire   |
| M.   | CIVILI          | Francesco Saverio | Grèce                         | PAM  | Coordinateur MED POL   |
| M.   | CONSTANTIANOS   | Vangelis          | Grèce                         | GWP Med  | Secrétaire exécutif  |
| M    | COSTE           | Philippe          | Egypte                        | Ambassade de France au Caire   | Ambassadeur de France en Egypte  |
| M.   | CREA            | Antonino          | Union Européenne              | Cion. Européenne / DG AIDCO  | Chef de secteur "Eau", Unité E7  |
| M    | DEGEORGES       | Olivier           | Egypte                        | Mission Economique Française au Caire  | Chef de secteur – Infrastructure et Industrie  |
| M    | DEGEORGES       | Olivier           | Egypte                        | Mission Economique Française au Caire  | Attaché Commercial, Secteur Infrastructure et Industrie  |
| Mme. | DETOC           | Sylvie            | France                        | MEDAD Direction de l'Eau   |  |
| M    | DEVAUD          | Philippe          | Egypte                        | Ambassade de France au Caire   | Conseiller général de coopération multilatérale  |
| M.   | DIALLO          | Ousmane S.        | Tunisie                       | Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)   | Coordinateur Programme Eau   |
| M    | DIKMEN          | Dilek             | Turquie                       | Ministry of Health. General Directorate of Primary Health - Pre-accession financial Assistance | RTA Counterpart  |
| M.   | DONZIER         | Jean-François     | France                        | Office International de l'Eau (OIEau)  | Directeur Général  |
| Mme  | Dr MAWAHEB      | Abu-Azm           | Egypte                        | EEAA Egyptian Environmental Affairs Agency   | Chief executive officer  |
| M.   | DUPLA DEL MORAL | Tomas             | Union Européenne              | Cion. Européenne / DG RELEX  | Dr. Proche et moyen orient - Sud Méditerranée  |

|      |                       |               |                          |   |  |
|------|-----------------------|---------------|--------------------------|---|--|
| Mrs  | DURIEUX               | Catherine     | Turquie                  | Ambassade de France en Turquie                                    | Attachée de Coopération Institutionnelle et Technique  |
| M    | EL ALFY               | Mohamed       | Egypte                   | Ministry of Housing, Utilities and Urban development              | Assistant Minister For International   |
| M    | EL ATFY               | Hessian       | Egypte                   | Ministry of Water Resources and Irrigation                        | Water Director   |
| M    | EL HASSAN EL BADRAOUI | Moulay        | Maroc                    | Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement | Directeur des Etudes, de la Planification et de la prospective   |
| Dr.  | EL ZAHRAA             | Fatma         | Egypte                   | Ministry of Foreign Affairs                                       | Ambassador; Assistant Minister for European Affairs  |
| Mme  | ELKADY                | Heba          | Egypte                   | EEAA Egyptian Environmental Affairs Agency                        |  |
| M    | ELKADY                | Heba Farouk   | Egypte                   | Cabinet of Ministers, Ministry of State for Environmental Affairs | International Affairs Officer  |
| M    | ELSAKKA               | Gehan Mohamed | Egypte                   | EEAA Egyptian Environmental Affairs Agency                        | General Manager, Quality Sector. Manager of subcomponent of decentralization of Environmental Management |
| M    | ELTANTAWY             | Mohamed       | Egypte                   | EEAA Egyptian Environmental Affairs Agency                        | Coordinator of the Cooperation with International Organizations  |
| M    | EMIE                  | Bernard       | Turquie                  | Ambassade de France en Turquie                                    | Ambassadeur de France en Turquie   |
| M.   | ENNABLI               | Mohammed      | Tunisie                  | IME Institut Méditerranéen de l'Eau                               | Président  |
| Mme. | FALKENBERG AMBROSIO   | Carmen        | Union Européenne         | Cion. Européenne / DG ENV   | Elargissement et pays voisins (Unité E3)   |
| M    | FAROUK                | Mohamed       | Egypte                   | EEAA Egyptian Environmental Affairs Agency                        | General Director IC2M  |
| Mme. | FEKI                  | Michèle       | Syrie / France           | Ambassade de France en Syrie, Mission économique                  | Conseillère Commerciale, Adjointe du Chef de la Mission.   |
| M    | FRELOT                | Nicolas       | Maroc                    | Ambassade de France au Maroc                                      | Conseiller Adjoint pour la Coopération Technique   |
| M.   | GIRAUD                | Jean-Pierre   | France                   | Plan Bleu (PAM / CAR PB)  |  |
| M    | GÖRMEZ                | Baran         | Turquie                  | Ministry of Environment   | Junior Expert  |
| M    | GOUDA TALAAT          | Kamal         | Egypte                   | EEAA Egyptian Environmental Affairs Agency                        | CH Administrator   |
| M.   | GRONDIN               | Pierre Marie  | France                   | Programme Solidarité Eau  | Directeur  |
| M.   | GUETTIER              | Philippe      | France                   | MEDAD Direction de l'Eau  | Adjoint. JP Rivaud   |
| M.   | GUTIERREZ HIDALGO     | Angel         | Union Européenne / Syrie | Délégation de la Commission Européenne                            | Chef de la Section de Coopération Economique   |
| Mme. | HADDADIN              | Nisreen       | Jordanie                 | Ministry of Water and Irrigation                                  | NFP SEMIDE   |
| M.   | HAIDAR                | Haidar        | Japon / Syrie            | JICA Japan International Cooperation Agency                       | Programme Officer. Water sector  |

|           |                     |                |                  |   |  |
|-----------|---------------------|----------------|------------------|---|--|
| M.        | HAÏK                | Jacques        | Union Européenne | Cion. Européenne / DG AIDCO                     | Chef d'Unité E7  |
| M.        | HAMZA               | Mekki          | Tunisie          | Direction Générale des Ressources en Eau        | Directeur Général  |
| Ms.       | HOSNI               | Waffica        | Syrie            | Ministry of Agriculture and Agrarian Reform     | NAPC. National Agricultural Policy Center.                                 |
| M         | ISMAIL              | Mahmoud        | Egypte           | EEAA Egyptian Environmental Affairs Agency      | Director General. Special Assignments & Environmental Disasters Management |
| M.        | ITAGAKI             | Osamu          | Japon / Syrie    | Ministry of Irrigation. GCWR.                   | Water resources policy adviser. JICA expert                                |
| M.        | KACHOURI            | Mohamed Nejib  | Tunisie          | Direction Générale des Ressources en Eau        | Responsable du Point Focal du SEMIDE                                       |
| M.        | KADIOGLU            | Sedat          | Turquie          | Ministry of Environment                         | Undersecretary, IPA Center   |
| Miss      | KADMANE             | Meyada         | Syrie            | Ministry of Irrigation                          | Water Quality Control15/07/2008  |
| M         | KARBAK              | Arif           | Turquie          | Delegation of The European Commission to Turkey | Sector manager – Infrastructure and Research                               |
| M.        | KEDAJ               | Yvan           | Tunisie          | Facilité Africaine pour l'Eau (BAfD)            | Chargé de mission  |
| M.        | KENNOU              | Hechmi         | Tubisie / France | IME Institut Méditerranéen de l'Eau             | Directeur exécutif   |
| M.        | KHALDON H. KHASHMAN |                | Jordanie         | Ministry of Water and Irrigation                | Secretary General  |
| M         | KHALIFA             | Essam          | Egypte           | Ministry of Water Resources and Irrigation      | Director for Research & Special Studies                                    |
| Prof. Dr. | KHALIFA             | Abdelkawi A.M. | Egypte           | HCWW. Holding Company for Water and Wastewater  | Chairman   |
| Mme.      | KLAUSCHEN           | Angela         | Grèce            | GWP Med   | Chargée de programme   |
| Mme.      | KODJOVI             | Marie-Joëlle   | France           | IGD Institut de la Gestion Déléguée             | Chargée de mission   |
| M         | KRAUZE              | Gerhard        | Egypte           | European Commission. Delegation in Egypt        | Sector Manager for Economic Modernization                                  |
| Prof.     | MAHMOUD             | Mohamed Rami   | Egypte           | Ministry of Water Resources and Irrigation      | Coordinator of EMWIS N.F.P   |
| M.        | MAMOU               | Ahmed          | Tunisie          | Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)        | Conseiller scientifique  |
| M.        | MANZITTI            | Emanuele       | Union Européenne | Cion. Européenne / DG RELEX                     | Coopération économique EuroMed (Unité F1)                                  |
| Mme.      | MARD                | Jenny          | Union Européenne | Cion. Européenne / DG RELEX                     | Unité D2. Coordination de la politique de voisinage                        |
| Melle.    | MATUSAKOVA          | Andrea         | France           | MEDAD Direction de l'Eau                        | Expert institutionnel  |
| M.        | MAZZITTI            | Walter         | Union            | Conseil de l'Europe                             | Chairman of the task force on water  |

|           |             |                 |                  |  |   |
|-----------|-------------|-----------------|------------------|--|---|
|           |             |                 | Européenne       |  |   |
| M         | MEROLA      | Nino            | Egypte           | Embassy of Italy   |   |
| M.        | MILLO       | Jean-Louis      | France           | Office International de l'Eau (OIEau)  | Directeur de la coopération internationale  |
| M.        | MINO        | Eric            | France           | UT SEMIDE  | Responsable de l'UT   |
| M         | MORI        | Marcello        | Maroc            | Délégation de la Commission Européenne à Rabat                                   | Chef de section « accord d'association, eau, énergie, environnement, infrastructures, société civile et droits de l'homme » |
| M         | MOULIGNAT   | Jean-Hubert     | Egypte           | AFD Agence Française de Développement  | Directeur, Agence du Caire  |
| Prof. Dr. | MUALLA      | Wael            | Syrie            | Damascus University  | Président   |
| Eng. Mme. | NAFFAA      | Safaa           | Syrie            | General Commission Environmental Affairs   | NFP Plan Bleu   |
| M         | NALBANTOGLU | Ugur            | Turquie          | General Directorate of State Hydrolic Works (DSI)                                | Head of Department  |
| M.        | OLIVER      | Jean-Louis      | France           | Académie de l'Eau  | Secrétaire Général  |
| M         | OSAMA       | Abd El Aziz     | Egypte           | Ministry of International Cooperation  | Program Support Unit Contact Person   |
| M         | ÖZDEN       | Bahar           | Turquie          | Union of Municipalities of Turkey  | Expert  |
| M         | ÖZKALDI     | Akif            | Turquie          | General Directorate of State Hydrolic Works (DSI)                                | Deputy Director General   |
| M         | PADOUX      | Laurent         | Egypte           | Mission Economique Française au Caire  | Conseiller économique et commercial   |
| M.        | PARPAL      | Joan            | Espagne          | MEDCITIES  | Secrétaire Général  |
| M.        | PAYEN       | Gérard          | France           | Conseil Consultatif sur l'eau et l'assainissement auprès du SG des Nations Unies | Membre  |
| M         | PERIE       | Pierre          | Maroc            | AFD Agence Française de Développement. Maroc                                     | Chargé de mission   |
| M.        | PIPIEN      | Gilles          | France           | Banque Mondiale  |   |
| M         | RASLAN      | Mandouh         | Egypte           | HCWW. Holding Company for Water and Wastewater                                   | CEO and Vice Chairman   |
| M         | REYMOND     | François-Xavier | Turquie          | Ambassade de France en Turquie   | Deuxième Conseiller   |
| M.        | RIVAUD      | Jean-Paul       | France           | MEDAD Direction de l'Eau   | Responsable de la mission aff. Intern. et commun.   |
| M.        | RIZO        | José            | Union Européenne | Cion. Européenne / DG ENV  | Unité D2. Responsable EUWI  |
| Mme.      | ROUSSEL     | Malika          | France           | IME Institut Méditerranéen de l'Eau  | Chargée de la gestion des projets   |
| Mr.       | SAADI       | Usama           | Syrie            | Ministry of Agriculture and Agrarian Reform                                      | NAPC. National Agricultural Policy Center. Chief of Information and Communication Division                                  |
| Mrs.      | SECER       | Afire           | Turquie          | Ministry of Environment  | Water and soil management Division  |
| M         | SERIEYS     | Guy             | Maroc            | Ambassade de France au Maroc   | Chef du Service de Coopération et d'Action Culturelle   |

|        |                |                 |          |  |  |
|--------|----------------|-----------------|----------|--|--|
| M      | SHAHIN         | Hanan           | Egypte   | Cabinet of the Assistant Minister for European Affairs | Attaché  |
| M      | SHETA          | Ahmed           | Egypte   | EEAA Egyptian Environmental Affairs Agency             | Director. Environmental Disaster Management  |
| M      | SKIM           | Ahmed           | Maroc    | Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau                     | Ingénieur d'Etat Principal, Chef de la Division des Méthodes                             |
| M.     | SOËR           | Gert            | Jordanie | MedaWater - IME - RMSU                                 | Team leader  |
| M.     | SOUSSI         | Nouri           | Tunisie  | Directeur de l'OTED                                    | Point Focal "Plan Bleu"  |
| M.     | SOUSSI         | Nouri           | Syrie    | OTED   | Directeur. PFN "Plan Bleu"   |
| Mme.   | TAHA           | Suzan           | Jordanie | Free Lance (USAID)                                     | Ancien Point Focal SEMIDE  |
| M.     | TASSOGLU       | Spyros          | Grèce    | Central Water Agency                                   |  |
| Dr. M. | TAWIL          | Walid           | Syrie    | Ministry of Agriculture and Agrarian Reform            | Deputy Director General, General Commission for Scientific Agricultural Research (GCSAR) |
| M.     | TENIERE-BUCHOT | Pierre-Frédéric | France   | Conseil Mondial de l'Eau                               | Membre du Conseil des Gouverneurs  |
| Melle. | THEURIER       | Lilia           | Syrie    | Ambassade de France en Syrie. SCAC                     | Adjointe au Conseiller Culturel  |
| M.     | THIBAULT       | Henri-Luc       | France   | Plan Bleu (PAM / CAR PB)                               | Directeur  |
| Mme.   | THIVET         | Gaëlle          | France   | Plan Bleu (PAM / CAR PB)                               |  |
| M.     | TORTOP         | Ercan           | Turquie  | Ministry of Environment                                | Head of IPA Unit   |
| M      | ÜNAL           | Adem Avni       | Turquie  | 5TH World Water Forum                                  | Member of Political Process Committee  |
| M      | ÜTKÜR          | Sabahattin      | Turquie  | Union of Municipalities of Turkey                      | General coordinator  |
| M.     | WARSAP         | Andrew          | Jordanie | Délégation de la Commission Européenne                 | Development officer  |
| Mme    | YEHYA          | Sanaa           | Egypte   | Ministry of water resources and irrigation             | Information Technology, Manager of EMWIs N.F.P.  |
| M      | YOUSRI         | Hatem           | Egypte   | Ministry of Foreign Affairs, European Department       | Second Secretary   |
| Mme    | ZAHIA          | Abou Zeid       | Egypte   | Ministry of International Cooperation                  | First Undersecretary of State for European Cooperation                                   |
| M      | ZEROUALI       | Abdelaziz       | Maroc    | Agence du bassin hydraulique de l'Oum Er Rbia          | Directeur de l'agence? Représentant le Maroc au Comité Directeur DU semide:emwis         |
| M.     | ZIMMER         | Daniel          | France   | Conseil Mondial de l'Eau                               | Directeur exécutif   |